



République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Université Abou-Bakr BELKAID –Tlemcen-
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et Sciences de Gestion
Ecole doctorale : Management International des Entreprises

Thèse en vue d'obtention du diplôme de **DOCTORAT** en Sciences Economiques

Option : Finance Internationale

*L'impact des investissements directs étrangers
« IDE » sur la croissance économique en Algérie
Durant la période 1990-2015*

Présenté par :

Melle : HAID Zahia

Sous la direction du:

Pr. BOUTELDJA Abdenacer

Professeur – Université de Tlemcen

Soutenu publiquement devant le jury composé de :

Pr. MALIKI. S.B	Professeur	Université de Tlemcen	Président
Pr. BOUTELDJA. A	Professeur	Université de Tlemcen	Encadreur
Pr. BENBOUZIANE.M	Professeur	Université de Tlemcen	Examineur
Dr. BELARBI.A	Maitre de conférences	Université de Saida	Examineur
Dr. MOKHETARI.F	Maitre de conférences	Université de Mascara	Examineur
Dr. BEN ATA.M	Maitre de Conférences	Université de Mascara	Examineur

Année universitaire : 2016/2017

Dédicace

Je dédie se travail à mes très chers parents

Pour leur sacrifice, amour, Tendresse et encouragement

Mes frères et sœurs

Toute ma famille.

Mes meilleurs amis.

Tous les enseignants qui ont assuré ma formation

Remerciements:

Je tiens à remercier tous ceux qui m'ont prêté main forte, et ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail. Je tiens à remercier particulièrement mon directeur de recherche Mr. BOUTELDJA Djamel Abdenacer pour son encadrement, son soutien et ses précieux conseils concernant mes recherches.

Je tiens aussi à remercier les membres du jury d'avoir consacré de leurs précieux temps pour étudier ce travail.

Il m'est aussi très important d'exprimer ma grande reconnaissance à M.Abdelrezzak Malache

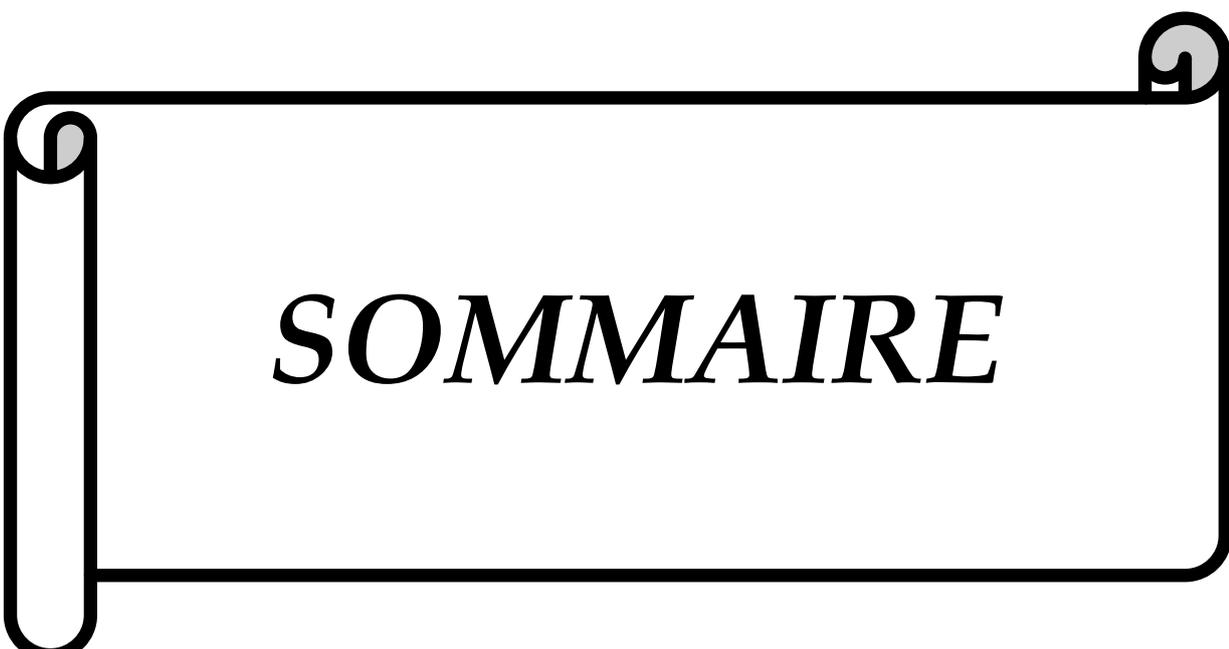
Je tiens à remercier mes parents pour son soutien moral et matériel inestimable ainsi que les efforts consentis pour l'éducation et l'instruction de ses enfants. Mes frères et sœurs pour le climat détressant qu'ils ont fourni dans l'élaboration de cette recherche. Mes collègues de travail et Mes amis.

Je remercie infiniment tous ceux qui m'ont aide de près ou de loin à la finition de cette thèse.

Enfin je ne saurais clore sans avoir une pensée pour tous ceux qui ont participé à ma formation, ainsi que pour mes collègues de l'école doctorale management international des entreprises à Tlemcen.

Dieu refusa qu'un livre soit correct en dehors du sien

- Al imam al châfi



SOMMAIRE

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE

PARTI 01: APPROCHES THEORIQUES SUR LES IDE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

CHAPITRE 01: Les IDE: Cadre Théorique Et Actualité Du Phénomène.

Introduction

Section 01 : Aperçu sur les IDE et les firmes transnationales

Section 02 : Flux et évolution des IDE dans le monde

Section 03 : Principales théories explicatives des investissements directs étrangers

Conclusion

CHAPITRE 02 :Approche Théorique Relative A La Croissance Economique

Introduction

Section 01 : Notions générales relatives à la croissance économique

Section 02 : Les modèles de la croissance économique

Section 03 : La théorie de la croissance endogène

Conclusion

PARTI 02: L'ANALYSE D'IMPACT DES IDE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE

CHAPITRE 01: L'analyse Des Investissements Directs Etrangers Et La Croissance Economique En Algérie

Introduction

Section 01 : Tendance globale des IDE et la croissance économique en Algérie

Section 02 : La politique de promotion des investissements directs étrangers en Algérie

Section 03 : L'analyse de l'attractivité des IDE en Algérie : forces et faiblesses

Conclusion

CHAPITRE 02 :L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance Economique en Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Introduction

Section 01 : Méthodologie et données de l'étude

Section 02 : Résultats empiriques et recommandations

Conclusion

CONCLUSION GENERALE



*LISTE DES
ABREVIATIONS
ET ACRONYMS*

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMS

IDE	Investissement Direct Etranger
PVD	Pays en Voie de Développement
BM	Banque Mondiale
FMI	Fonds Monétaire International
WIR	World Investment Report
PIB	Produit Intérieur Brut
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
(R&D)	Recherche et Développement
FMN	Firme Multinationale
CNUCED	Conférence des Nations Unis sur le Commerce et le Développement
MENA	Moyen Orient et Afrique du Nord
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OPEC	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PNUD	Programme des Nations Unis pour le Développement
IEP	Investissement Etranger en Portefeuille
IFC	International Finance Corporation
OMC	Organisation Mondiale de Commerce
AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements
ANDI	Agence nationale de développement de l'investissement
APSI	Agence de promotion et de soutien de l'investissement
BEI	Banque européenne d'investissement
BMICE	Banque maghrébine pour l'investissement et le commerce extérieur entre les États de l'Union du Maghreb arabe
CNI	Conseil national de l'investissement
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
DA	Dinar algérien
DAP	Droit additionnel provisoire
DGI	Direction générale de l'investissement
MDPPI	Ministère délégué auprès du chef du Gouvernement chargé de la Participation Et de la promotion de l'investissement
STN	Société transnationale
PME	Petite et moyenne entreprise
PMI	Petite et moyenne industrie
PNDA	Programme national de développement agricole
UE	Union européenne
UGTA	Union générale des travailleurs algériens
OPE	Offre publique d'échange
NTIC	Nouvelles technologies de l'information et de la communication



*LISTE DES
TABLEAUX*

LISTE DES TABLEAUX

<i>N° du tableau</i>	<i>Titre du tableau</i>	<i>Page</i>
PARTI 01: APPROCHES THEORIQUES SUR LES IDE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE		
<i>Chapitre I</i>		
<i>Tableau n° (1.1)</i>	<i>Coûts-Avantages des modes d'investissement direct</i>	5
<i>Tableau n°(1.2)</i>	<i>Typologie des flux internationaux de capitaux</i>	11
<i>Tableau n° (1.3)</i>	<i>Répartition du stock d'IDE par pays d'origine(en pourcentage)</i>	21
<i>Tableau n° (1.4)</i>	<i>répartition du stock d'IDE par région destinataire (en pourcentage)</i>	23
<i>Tableau n° (1.5)</i>	<i>Phase du cycle du produit et mode de pénétration des marchés étrangers</i>	39
<i>Tableau n° (1.6)</i>	<i>Le cycle de vie international du produit selon Vernon (1966)</i>	40
<i>Tableau n° (1.7)</i>	<i>Les avantages de la multinationalisation des entreprises selon Dunning (1981)</i>	46
<i>Tableau n° (1.8)</i>	<i>Paradigme OLI et modes de pénétration des marchés étrangers</i>	47
<i>Chapitre II</i>		
<i>Tableau n°(2.1)</i>	<i>Les théories de la croissance</i>	96
PARTI 02:L'ANALYSE D'IMPACT DES IDE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE		
<i>Chapitre I</i>		
<i>Tableau n° (1.1)</i>	<i>l'investissement Direct Etrangers (IDE) En Algérie</i>	112
<i>Tableau n° (1.2)</i>	<i>les indicateurs macroéconomiques</i>	114
<i>Tableau n° (1.3)</i>	<i>Les flux D'IDE par pays</i>	115
<i>Tableau n° (1.4)</i>	<i>Les flux D'IDE par secteurs d'activité</i>	115
<i>Tableau n° (1.5)</i>	<i>Guichets uniques et administrions</i>	136
<i>Tableau n° (1.6)</i>	<i>produit intérieur brut (PIB)</i>	139
<i>Tableau n° (1.7)</i>	<i>le taux de croissance</i>	139
<i>Tableau n° (1.8)</i>	<i>L'inflation</i>	140
<i>Tableau n° (1.9)</i>	<i>les réserves de change</i>	140
<i>Tableau n° (1.10)</i>	<i>Volume global des échanges : Importation exportation</i>	140
<i>Tableau n° (1.11)</i>	<i>Montre que l'entreprise algérienne subit une pression fiscale (taux d'imposition globale en pourcentage des bénéfices) élevée</i>	149
<i>Tableau n° (1.12)</i>	<i>Analyse des atouts et des faiblesses du potentiel d'investissement en Algérie</i>	150
<i>Tableau n° (1.13)</i>	<i>les opportunités et menaces du potentiel d'investissement en Algérie</i>	151
<i>Chapitre II</i>		
<i>Tableau n°(2.1)</i>	<i>Différentes mesures retenues dans notre modèle économétrique</i>	168
<i>Tableau n°(2.2)</i>	<i>Statistiques descriptives des séries étudiées</i>	171
<i>Tableau n°(2.3)</i>	<i>matrice de corrélation des variables</i>	173
<i>Tableau n°(2.4)</i>	<i>Résultats des tests de stationnarité des variables test de stationnarité (au seuil de 5%) stationnarité Dickey-Fuller (ADF) Phillips-Perron stationnarité</i>	178
<i>Tableau n°(2.5)</i>	<i>Résultat de test de Cointégration. « Trace »</i>	182
<i>Tableau n°(2.6)</i>	<i>Résultat de test de Cointégration. « Maximum Eigenvalue»</i>	182
<i>Tableau n°(2.7)</i>	<i>Résultats du test de causalité de Granger.</i>	185
<i>Tableau n°(2.8)</i>	<i>Estimation du modèle vectoriel à correction d'erreur</i>	191
<i>Tableau n°(2.9)</i>	<i>corrélacion en série</i>	194
<i>Tableau n°(2.10)</i>	<i>Test de l'instabilité de la variation</i>	195
<i>Tableau n°(2.11)</i>	<i>Résultats de la décomposition de la variance.</i>	200



*LISTE DES
FIGURES*

LISTE DES FIGURES

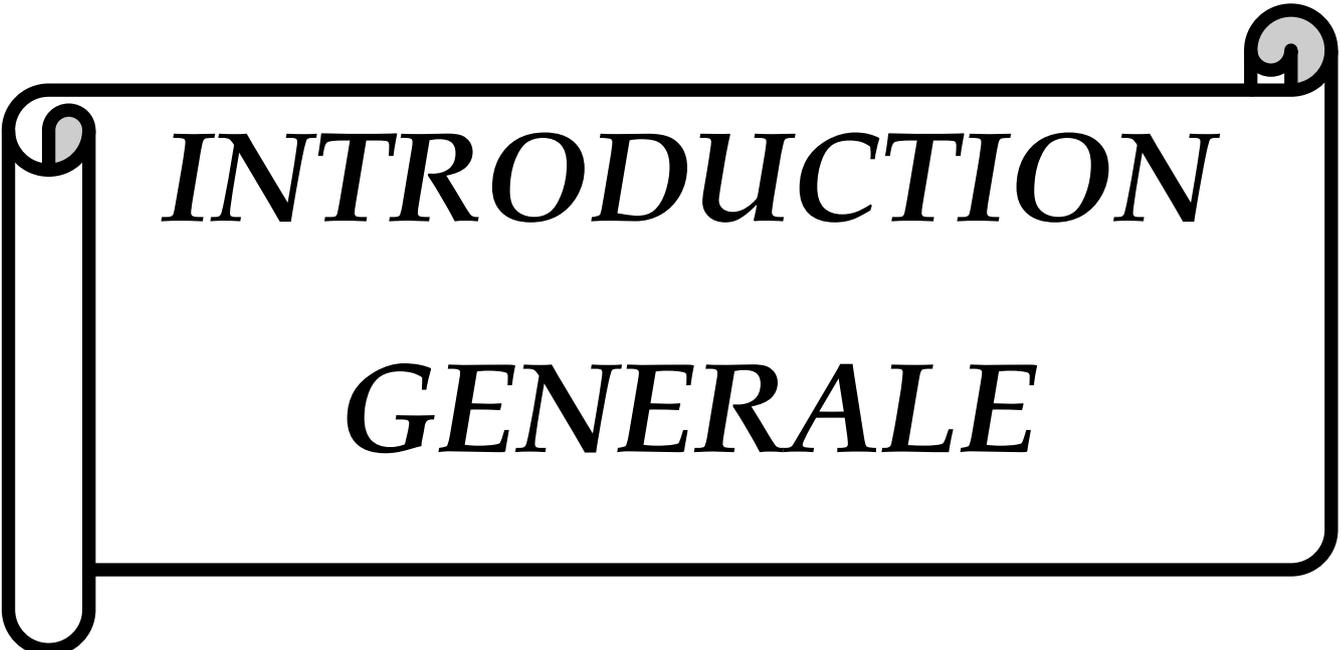
<i>N° de la figure</i>	<i>Titre de la figure</i>	<i>Page</i>
PARTI 01: APPROCHES THEORIQUES SUR LES IDE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE		
<i>Chapitre I</i>		
<i>Figure n° (1.1)</i>	<i>les différentes formes prises par les investissements directs vers l'étranger</i>	16
<i>Figure n° (1.2)</i>	<i>Les stratégies menées par les firmes multinationales (FMN).</i>	18
<i>Figure n° (1.3)</i>	<i>Indice trimestriel de l'IDE mondial, T1 2000 –T1 2010(Base 100 : moyenne trimestrielle de 2005)</i>	27
<i>Figure n° (1.4)</i>	<i>flux mondiaux d'IDE ,2002-2009, et projections pour 2010-2012</i>	28
<i>Figure n° (1.5)</i>	<i>entrées mondiales d'IDE par groupe de pays ,2005-2015, et projections pour 2016-2018(En milliards de dollars et en pourcentage)</i>	28
<i>Figure n° (1.6)</i>	<i>entrées d'IDE par région ,2013-2015, (En milliards de dollars)</i>	30
<i>Figure n° (1.7)</i>	<i>La concurrence monopolistique</i>	37
<i>Figure n° (1.8)</i>	<i>Courbe de cycle de vie de produit</i>	41
<i>Figure n° (1.9)</i>	<i>Avantages comparatifs et firmes multinationales</i>	43
<i>Figure n° (1.10)</i>	<i>Les (IDE) dans le paradigme (OLI)</i>	48
<i>Chapitre II</i>		
<i>Figure n°(2.1)</i>	<i>Formes et types de la croissance économique</i>	59
<i>Figure n°(2.2)</i>	<i>Les deux aspects de l'investissement</i>	73
<i>Figure n°(2.3)</i>	<i>Instabilité harrodiennne</i>	75
<i>Figure n°(2.4)</i>	<i>Le modèle de croissance néoclassique</i>	77
<i>Figure n°(2.5)</i>	<i>Impact d'une hausse du taux d'épargne</i>	78
<i>Figure n°(2.6)</i>	<i>La règle d'or</i>	79
<i>Figure n°(2.7)</i>	<i>Croissance et répartition dans le modèle de Kaldor</i>	80
<i>Figure n°(2.8)</i>	<i>les facteurs de la croissance économique</i>	82
<i>Figure n°(2.9)</i>	<i>Croissance endogène</i>	83
<i>Figure n°(2.10)</i>	<i>la convergence dans le modèle néoclassique</i>	85
<i>Figure n°(2.11)</i>	<i>La croissance du produit par tête</i>	87
<i>Figure n°(2.12)</i>	<i>Externalités, optimum social et optimum privé</i>	90
<i>Figure n°(2.13)</i>	<i>Les capitaux de la croissance endogène</i>	92
PARTI 02 :L'ANALYSE D'IMPACT DES IDE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE		
<i>Chapitre I</i>		
<i>Figure n° (1.1)</i>	<i>Flux d'IDE entrant en Algérie (1970-2002) (Millions de dollars)</i>	109
<i>Figure n° (1.2)</i>	<i>Stock d'IDE entrant en Algérie (1970-2002)(Millions de dollars)</i>	111
<i>Figure n° (1.3)</i>	<i>taux de croissance du PIB réel (2006-2015)</i>	114
<i>Figure n° (1.4)</i>	<i>taux de croissance des différents secteurs productifs, (2005-2015) et moyenne (en %)</i>	118
<i>Figure n° (1.5)</i>	<i>Evolution de la croissance du PIB et de l'inflation (2014-2017) (en %)</i>	119
<i>Chapitre II</i>		
<i>Figure n°(2.1)</i>	<i>Les étapes de la modélisation VAR ou VECM</i>	186
<i>Figure n°(2.2)</i>	<i>La stationnarité du modèle VECM</i>	193
<i>Figure n°(2.3)</i>	<i>Réponse du produit intérieur brut au choc « PIB to PIB)</i>	192
<i>Figure n°(2.4)</i>	<i>Réponse de l'investissement direct étranger au choc «PIB to IDE)</i>	196
<i>Figure n°(2.5)</i>	<i>Réponse de l'ouverture économique au choc (PIB to OPEN)</i>	197
<i>Figure n°(2.6)</i>	<i>Réponse de la stabilité politique au choc (PIB to STAB)</i>	198
<i>Figure n°(2.7)</i>	<i>Réponse de la disponibilité des ressources (PIB to OIL)</i>	199



*LISTE DES
ANNEXES*

LISTE DES ANNEXES

<i>N ° de l'annexe</i>	<i>Titre d'Annexe</i>	<i>Page</i>
PARTI 01: APPROCHES THEORIQUES SUR LES IDE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE		
<i>Chapitre I</i>		
<i>Annexe N ° 01</i>	<i>Entrées d'IDE: les 20 premiers pays destinataires, 2014 et 2015 (En milliards de dollars)</i>	210
<i>Annexe N ° 02</i>	<i>Sorties d'IDE: les 20 premiers pays d'origine, 2014 et 2015 (En milliards de dollars)</i>	211
<i>Annexe N ° 03</i>	<i>Flux d'IDE par région ,2013-2015 (En milliards de dollars et en pourcentage)</i>	212
<i>Annexe N ° 04</i>	<i>Les théories les plus importantes de l'IDE et de la Localisation des FMN : 1960- 2000</i>	213
<i>Chapitre II</i>		
<i>Annexe N ° 05</i>	<i>Le modèle de croissance néoclassique</i>	214
<i>Annexe N ° 06</i>	<i>Croissance endogène et externalités</i>	215
PARTI 02:L'ANALYSE D'IMPACT DES IDE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE		
<i>Chapitre I</i>		
<i>Annexe N ° 07</i>	<i>Comparaison Des Deux Dernières Réglementations Algériennes Relatives À L'investissement).</i>	216
<i>Annexe N ° 08</i>	<i>Organismes publics chargés de l'investissement étranger</i>	217
<i>Annexe N ° 09</i>	<i>L'état facilitateur de l'investissement</i>	218
<i>Annexe N ° 10</i>	<i>Importations Et Exportations De Marchandises (2005-2015)</i>	219
<i>Annexe N ° 11</i>	<i>Principaux Indicateurs Macroéconomiques</i>	220
<i>Annexe N ° 12</i>	<i>Graphique. Algérie : principaux indicateurs macroéconomiques</i>	221
<i>Chapitre II</i>		
<i>Annexe N ° 13</i>	<i>Revue de littérature sur le lien entre l'investissement direct étranger et la croissance économique</i>	222
<i>Annexe N ° 14</i>	<i>Les données de l'étude économétrique</i>	223
<i>Annexe N ° 15</i>	<i>Les résultats économétriques</i>	224



INTRODUCTION

GENERALE

Aujourd'hui, l'un des sujets les plus débattus par les économistes est celui de la mondialisation, sa notion, son origine, et surtout sa responsabilité en matière des nouveaux enjeux. Les Investissement Directs Etranger (IDE) sont l'un de ces enjeux. Ils occupent actuellement une importante place à cause des effets bénéfiques qu'ils engendrent aux lieux d'implantation, puisqu'ils améliorent la performance économique des pays d'accueil, rétablissent son équilibre financier et augmentent sa compétitivité internationale.¹

Les IDE peuvent, non seulement, participer au développement économique et humain d'un pays, en apportant les fonds nécessaires pour financer une partie des investissements intérieurs, mais aussi ils constituent un moyen de transfert de la technologie industrielle et le savoir-faire commercial.

L'investissement direct étranger (IDE) est au centre de la problématique de développement. Il occupe désormais une place de choix dans la plupart des pays du monde du fait de la convergence de deux préoccupations: celle des entreprises cherchant à s'internationaliser et celle des gouvernements qui cherchent à attirer de plus en plus de capitaux.²

De même pour les multinationales qui utilisent les stratégies de l'IDE pour pénétrer les marchés étrangers. Bien que l'IDE ne soit pas une nouvelle stratégie, son utilisation s'était accrue depuis les années 1980.

Les investissements directs étrangers permettent de créer des emplois, d'améliorer la productivité, d'opérer des transferts de compétences et de technologies, d'accroître les exportations et de contribuer au développement économique à long terme des pays en développement. Plus que jamais, quel que soit leur niveau de développement, les pays s'efforcent de tirer parti des IDE pour se développer.

Pour attirer ces flux, les pays en voie de développement ont libéralisé leurs économies et mis en place une batterie de mesures incitatives. Cependant, les résultats tant convoités par ces pays qui sont l'amélioration de la croissance, de l'emploi et de la productivité restent mitigés et très différents d'un pays à un autre.

1 <http://www.etudier.com/dissertations/Ide-Au-Maroc/443215.html>

2 **MAHRAZ Sanae, (2008)** « Investissement direct étranger au Maroc et politique d'attractivité ».FSJES Meknes , licence 2008.

Introduction Générale

L'investissement direct étranger (IDE) fait partie intégrante d'un système économique international ouvert et efficace et constitue l'un des principaux catalyseurs du développement.

De plus, l'investissement direct étranger, est un vecteur important de la mondialisation, qui connaît actuellement un développement considérable. Son essor traduit d'une part, l'intensification par un nombre croissant de sociétés multinationales de leurs activités à l'échelle mondiale sous l'effet de la libéralisation de nouveaux secteurs à l'investissement et, d'autre part, l'existence d'un surplus d'épargne notamment européen en quête de meilleurs placements continuant son expansion au 20^{ème} siècle³, l'investissement international s'est particulièrement renforcé depuis la décennie 1990⁴, touchant les différentes zones de la planète mais surtout les pays développés et dans une moindre mesure les pays émergents.

Les Investissements Directs Etrangers (IDE) sont l'une des plus importantes illustrations de la mondialisation économique. Les entreprises, pour des raisons liées au profit ou pour des raisons stratégiques divisent leurs chaînes de production sur plusieurs pays. Dans ce cadre, les pays en voie de développement se sont vus accordés, depuis le début des années 90, une part de plus en plus importante des flux internationaux. Désormais, les pays se font une concurrence acharnée dans l'objectif d'attirer le plus d'IDE, pensant que ces derniers sont un moteur de la croissance et du développement.

L'investissement direct étranger (IDE) joue un rôle majeur dans la promotion de la croissance, le transfert des technologies et des connaissances et dans l'intégration des économies dans les échanges de la mondialisation. Cependant, avec la globalisation de l'économie et de la technologie, la stratégie d'implantation des entreprises et leur ancrage territorial ont fortement évolué, les entreprises deviennent de plus en plus nomades. Les territoires deviennent en concurrence et cherchent à attirer les entreprises ou à les retenir.

D'autre part, La croissance économique est un indicateur intéressant pour évaluer la capacité d'un pays à améliorer le niveau de bien-être de sa population. La littérature économique associe la croissance économique à une augmentation soutenue durant une période longue de la production totale ou par tête. On retient comme indicateur, le Produit Intérieur Brut. Le rythme de la croissance correspond au taux de croissance de la production et du revenu sur le long terme. Les économistes de la révolution industrielle ont identifié dans l'accumulation du capital, le moteur de ce mouvement. L'investissement est

3 http://www.memoireonline.com/08/09/2565/m_Investissement-Direct-Etranger-au-Maroc-et-politique-dattractivite0.html

4 http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_de_l%27Alg%C3%A9rie

un élément particulier de la demande puisqu'il permet d'augmenter le stock de capital et est donc susceptible d'augmenter les capacités de production. L'introduction d'innovations agit sur la croissance et sur l'efficacité des facteurs de production.

Mais, presque tous les facteurs précités peuvent être véhiculés par les investissements directs étrangers; ce qui laisse supposer que les investissements directs étrangers (les IDE) peuvent contribuer à la réalisation de la croissance économique au niveau des pays hôtes ce qui constitue un argument supplémentaire pour qu'il y ait une concurrence accrue pour leur attraction entre tous les pays qu'ils soient développés ou sous-développés.

La grande importance accordée aux investissements directs étrangers nous a incités à entreprendre une recherche sur le sujet suivant:

« L'impact des investissements directs étrangers « IDE » sur la croissance économique en Algérie durant la période 1990-2015 »

01. Problématique :

La décision d'investir dans un pays peut être motivée par plusieurs déterminants. L'Algérie comme tous les autres pays en voie de développement a adopté vers les années 1980, d'importantes réformes structurelles afin d'attirer les Investissements Directs Etrangers

Tout ceci nous a poussés à formuler notre principale problématique comme suit:

« Comment évaluer et analyser l'impact des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique en Algérie durant la période 1990-2015? »

02. Les questions secondaires :

Dans notre travail, nous allons essayer de résoudre notre problématique, en essayant d'apporter des réponses aux questions intermédiaires suivantes :

- Quelles sont les grandes étapes de l'évolution des investissements étrangers en Algérie?
- quels sont les facteurs d'attractivités des Investissements Directs Etrangers en Algérie?
- quelle politique économique l'Algérie doit-elle adopter pour attirer les IDE ?
- quel sera l'impact réel de cette politique sur la croissance économique?
- Quels sont les chantiers de réforme à engager pour attirer plus de capitaux étrangers, et qu'ils sont les outils d'évaluation de l'attractivité du pays ?
- Comment s'est évoluée la théorie de la croissance?

- Quelles sont les étapes d'une étude économétriques et quelle méthode d'estimation peut-on utiliser?

03. Les hypothèses de l'étude :

Nous allons également tester les hypothèses suivantes, pour voir la quels est la plus appropriée au contexte algérien :

1. *(H1)* l'IDE exerce une influence positive sur la croissance économique en Algérie
2. *(H2)* l'ouverture économique influence positivement les investissements directs étrangers.
3. *(H3)* La stabilité politique exerce un effet positif sur la croissance économique en Algérie.
4. *(H4)* La disponibilité des ressources naturelles influence positivement la croissance économique en Algérie.

04. Objectifs :

L'objectif général de cette étude est d'analyser et évaluer l'impact des Investissements Directs Etrangers (IDE) sur la croissance économique en Algérie, de déterminer les mesures de politique économique susceptibles d'attirer ces investissements et des stratégies permettant au pays d'en tirer les meilleurs profits. Une telle étude nous semble nécessaire du fait qu'elle complétera les recherches expliquant la relation IDE et croissance économique en Algérie dans un cadre méthodologique bien défini.

05. Méthodologie de recherche :

Afin de traiter ce sujet sous plusieurs angles, nous avons privilégié la méthodologie qui consiste à utiliser la méthode descriptive du coté purement théorique de cette étude, une autre analytique dans l'exposition des différentes évolutions qu'à connues les investissements directs étrangers depuis le début des années 90 à nos jours et une méthode quantitative économétrique pour l'étude de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie.

06. Raison du choix du sujet :

Nous avons opté pour ce sujet pour plusieurs raisons, en voici quelques-unes :

- En raison d'une documentation et des études insuffisantes sur ce thème concernant le cas de l'Algérie. nous avons jugé bon de réaliser ce modeste travail et enrichir la bibliographie existante.

- L'intérêt de connaître l'évolution du flux des investissements directs étrangers dans le monde et plus particulièrement en Algérie
- L'intérêt de connaître les réformes instaurées par les autorités algériennes sur les investissements directs étrangers et connaître leur impact sur la croissance économique.
- L'intérêt de connaître le rôle important que joue l'investissement direct étranger dans l'économie algérienne
- L'intérêt d'identifier les déterminants d'attractivité dans l'Algérie
- L'ambition de faire un essai d'investigation empirique, en utilisant des méthodes économétriques modernes sur notre cas.
- Les raisons personnelles, ce qui m'a poussé à faire ce choix en matière d'enrichissement de mes connaissances dans un domaine d'une spécialité d'avenir, un vrai mystère qui n'a pas arrêté de faire parler de lui en livrant ses secrets, le choix du thème s'est donc imposé par lui-même pour qu'on puisse apporter une modeste contribution.

07. Limite de l'étude :

Etant donné l'ampleur du thème choisi et la multitude d'informations qu'il contient, nous avons limité l'étude sur les facteurs d'attractivités des investissements directs étrangers et leur impact sur la croissance économique du pays . De même, les estimations empiriques de cette étude concernent seulement l'Algérie durant la période 1990-2015.

08- L'importance de l'étude :

L'importance de l'étude et de l'importance du sujet traité :

L'importance des l'IDE trouve sa justification dans leur capacité à enrichir les externalités nationales offertes aux entreprises domestiques, dans leur contribution à l'amélioration de la production domestique et aussi dans les effets d'entraînement qu'ils exercent sur l'ensemble de l'économie et par conséquent sur la croissance économique du pays en général.

09. La structure du travail :

Pour répondre à notre problématique, nous avons scindé notre travail en deux parties.

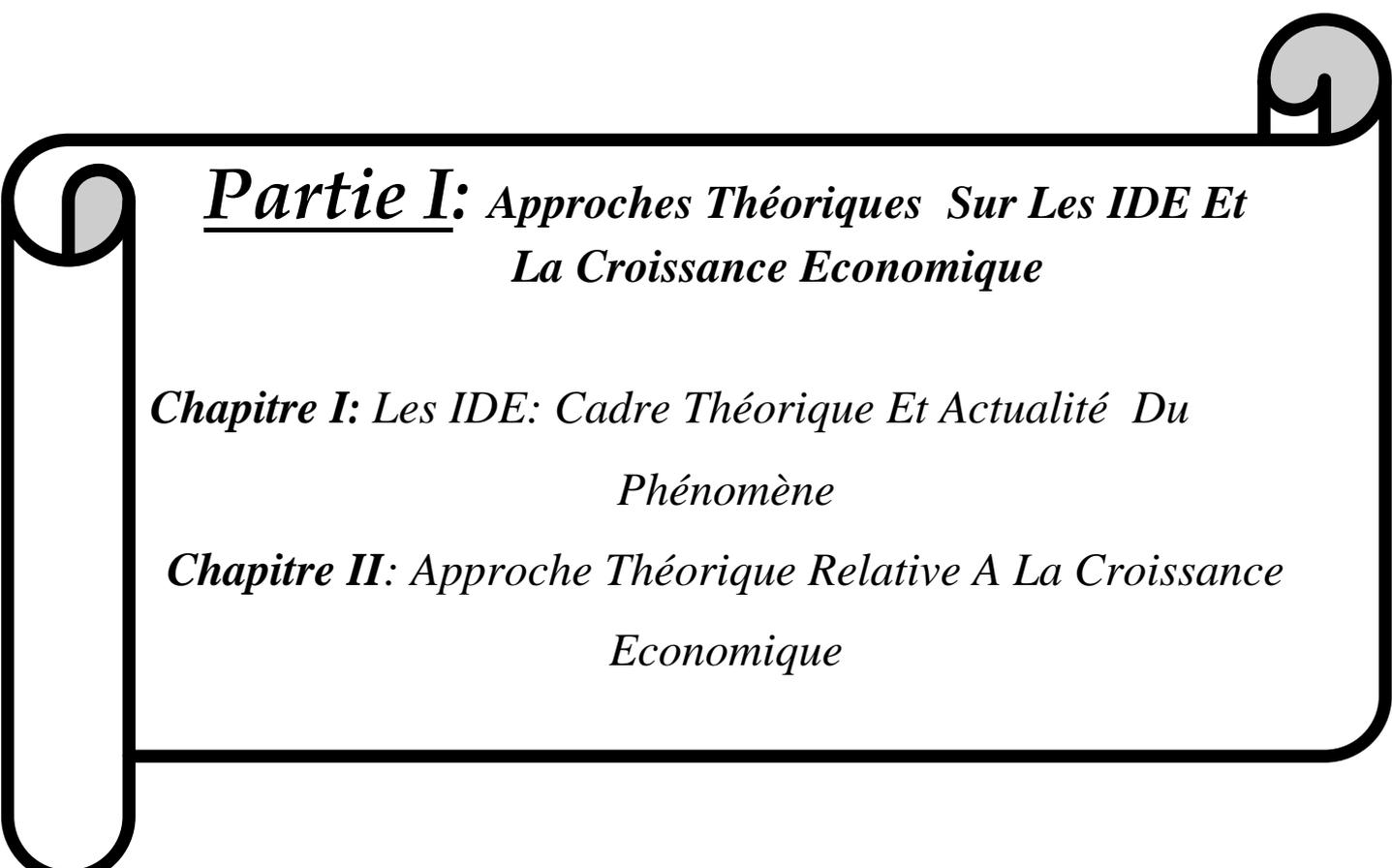
La première partie sera consacrée à l'approche théorique des Investissements Directs Etrangers et la croissance économique.

- Dans le premier chapitre, il sera question de voir l'évolution des IDE dans le monde et il est question aussi de donner leurs principales caractéristiques ainsi que leurs effets et retombées sur leur pays d'accueil.

- *Dans un second chapitre*, on présente quelques réflexions de base à propos de la croissance économique. La croissance économique est un indicateur intéressant pour évaluer la capacité d'un pays à améliorer le niveau de bien-être de sa population. Le niveau de vie d'un pays dépend de son aptitude à produire des biens et services. La croissance économique est synonyme de production de biens et services, de création d'emplois et de richesses. Elle assure la prospérité économique, sociale et humaine.

La deuxième partie sera consacrée à l'analyse de l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie durant la période 1990-2015.

- *Dans le premier chapitre*, on se basera sur l'attractivité de l'Algérie vis-à-vis des IDE et ceci en analysant les différents facteurs qu'elle offre ainsi que toutes les mesures qu'elle a prises pour promouvoir cet investissement, tout en faisant ressortir les obstacles auxquels sont confrontés les investisseurs étrangers et qui les freinent dans leur choix de s'implanter en Algérie
- *Dans le deuxième chapitre*, on abordera, l'estimation empirique du lien entre l'Investissement Direct Etranger et la Croissance économique en Algérie. Ce chapitre comprend deux sections. Dans la première section nous allons exposer notre méthodologie de travail. La seconde section sera consacrée aux estimations empiriques et aux recommandations de politiques économiques.



**Partie I: *Approches Théoriques Sur Les IDE Et
La Croissance Economique***

*Chapitre I: Les IDE: Cadre Théorique Et Actualité Du
Phénomène*

*Chapitre II: Approche Théorique Relative A La Croissance
Economique*

La première partie, présente le cadre conceptuel et théorique relatif à la croissance économique et les investissements directs étrangers à travers l'exposition et la description des différentes notions indispensables à la compréhension de notre sujet d'étude. Cette partie est organisée comme suit : dans le premier chapitre et avant de traiter la problématique de notre thème, il convient de faire un aperçu sur l'évolution et l'importance des FMN et les IDE dans le monde. Il a été question d'aborder le problème du choix de localisation des firmes étrangères d'un point de vue générale. En effet, le contexte de la mondialisation a profondément changé l'attitude des pays d'accueil à l'égard des FMN.

Les investissements directs à l'étranger ne sont qu'une partie des formes possibles de la multinationalisation, ce phénomène a considérablement évolué depuis une vingtaine d'années grâce à la mondialisation, des échanges, du développement économique et à l'émergence de nouveaux partenaires commerciaux aux coûts de main-d'œuvre très réduits.

Le second chapitre présente quelques réflexions de base à propos de la croissance économique. La croissance économique est un indicateur intéressant pour évaluer la capacité d'un pays à améliorer le niveau de bien-être de sa population. Le niveau de vie d'un pays dépend de son aptitude à produire des biens et services. La croissance économique est synonyme de production de biens et services, de création d'emplois et de richesses. Elle assure la prospérité économique, sociale et humaine.

Chapitre I:

*Les IDE: Cadre Théorique Et
Actualité Du Phénomène.*

*Chapitre I: Les IDE: Cadre Théorique Et Actualité Du
Phénomène*

Section 1: Aperçu sur les IDE et les firmes transnationales

Section 2: Flux et évolution des IDE dans le monde

*Section 3: Principales théories explicatives des investissements
Directs étrangers.*

Introduction:

L'investissement direct étranger (IDE) est au centre de la problématique de développement. Il occupe désormais une place de choix dans la plupart des pays du monde du fait de la convergence de deux préoccupations: celle des entreprises cherchant à s'internationaliser et celle des gouvernements qui cherchent à attirer de plus en plus de capitaux.

De même pour les multinationales qui utilisent les stratégies de l'IDE pour pénétrer les marchés étrangers. Bien que l'IDE ne soit pas une nouvelle stratégie, son utilisation s'était accrue depuis les années 1980.

Aujourd'hui les investissements directs étrangers sont en plein dynamisme. D'une zone à l'autre, le constat est fait. Les entreprises s'internationalisent de plus en plus, tout en franchissant de nouvelles frontières ; De nombreux pays mettent en œuvre des politiques d'une très grande ampleur pour s'y adapter

L'objet de ce premier chapitre est d'alimenter en concepts fondamentaux notre recherche sur l'investissement direct étranger. Celui-ci s'articulera autour de trois sections. **La première section** sera consacrée à donner un aperçu sur les investissements directs étrangers et les firmes multinationales. Ensuite, nous traiterons, dans **la seconde section**, les principales tendances marquant les flux des investissements directs étrangers. Il s'agit de montrer l'importance évolutive de ces flux à travers le temps et sous l'influence des différents changements et bouleversements qu'a connus le monde. Enfin, **la troisième section** présente les principales théories explicatives des IDE .

Section 1 : Aperçu sur les IDE et les firmes transnationales

1. Définition Des IDE :

L'IDE est une notion fortement évolutive. Sa définition diffère selon la nature de la source qui l'apprécie.

- *Selon Tersen et Briscout (1996) : « la difficulté essentielle que pose l'IDE est qu'il s'agit d'un phénomène tellement complexe qu'il est difficile d'en appréhender toutes les facettes, mais qu'il est dangereux de chercher à isoler une seule. »¹*
- *Jacquemont, définit l'IDE comme « l'emploi des ressources financières qu'un pays fait à l'étranger »*
- *la Banque Mondiale (1999) définit « L'Investissement Direct Etranger comme: « l'acquisition d'un intérêt durable dans la gestion de l'entreprise. L'investissement direct étranger suppose l'intention de détenir un actif pendant quelques années et la volonté d'exercer une influence sur la gestion de cet actif »².*

➤ Nous retenons deux définitions officielles de l'IDE, celles du FMI et de l'OCDE:

1.1. Définition de l'IDE selon le FMI :

Les IDE sont définis par le manuel de la balance des paiements du FMI³ (5eme édition), comme : *« l'investissement direct à l'étranger (IDE) est l'action d'un investisseur, basé dans un pays donné (pays d'origine), qui acquiert un intérêt d'au moins 10 % dans une entreprise résidant dans un autre pays »*.⁴ Ce pourcentage est supposé donner à l'investisseur un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise. Comme la finalité de l'opération à l'étranger est supposée être celle de la gestion durable, on peut ainsi distinguer l'investissement direct de l'investissement de portefeuille. Ce dernier est constitué de simples placements financiers, soit à long terme, soit à caractère spéculatif (*acquisition d'actions, d'obligations, de produits dérivés, options et autres instruments financiers*). Donc les IDE sont effectués dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur, le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'Entreprise.

¹Tersen. D et Bricourt J-L. (1996). « Investissement international ». Armand colin/ masson. paris..p5

² Banque Mondiale (1999), p6.

³Le FMI (Fond Monétaire International) est une institution financière internationale regroupant plus de 180 pays (au 31/12/2006). Il a pour principales missions de promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière et de prévenir les crises financières systémiques à l'échelle mondiale.

⁴ Manuel de la balance des paiements du FMI, 5eme édition

-Plus précisément, d'après la définition du FMI, les IDE connaissent quatre formes :⁵

- La création d'une entreprise ou d'un établissement à l'étranger
 - L'acquisition d'au moins 10 % du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante
 - Le réinvestissement de ses bénéfices par une filiale ou une succursale située à l'étranger
 - Les opérations entre la maison mère d'une firme transnationale et ses filiales (souscription à une augmentation de capital, prêts, avances de fonds, etc.).
- 1.2- Définition de l'IDE selon l'OCDE⁶ :

Au début des années quatre-vingt, l'OCDE (1983)⁷ a défini l'IDE de la manière suivante : « *Toute personne physique, toute personne publique ou privée ayant ou non la personnalité morale, tout gouvernement, tout groupe de personnes physiques liées entre elles est un Investisseur Direct Etranger s'il possède lui-même une entreprise d'investissement direct, c'est-à-dire une filiale, une société affiliée ou une succursale faisant des opérations dans un pays autre que le ou les pays de résidence de l'investisseur ou des investisseurs directs.* »

Par entreprise d'investissement direct, on entend une entreprise jouissant ou non de la personnalité morale dans laquelle un seul investisseur étranger contrôle :

- Soit 10 % ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote dans une entreprise jouissant de la personnalité, ou de l'équivalent dans une entreprise n'ayant pas la personnalité morale, à moins qu'il ne puisse être établi que cela ne permet pas à l'investisseur d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise.
- Soit moins de 10 % des actions ordinaires ou des droits de vote dans l'entreprise, mais a un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de décision effectif implique seulement que l'investisseur direct soit en mesure d'influencer la gestion de l'entreprise ou d'y participer, et non qu'il dispose d'un contrôle absolu ».

⁵Tersen. D et Bricourt J-L. (1996). « Investissement international », op cit .p7

⁶OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques) est un organisme international créé en 1961 et composé actuellement de 30 pays. Les principales missions de l'OCDE sont de coordonner les politiques économiques et sociales des pays membres, favoriser l'emploi, la croissance économique et l'élévation du niveau de vie des pays membres et non membres.

⁷ OCDE.(1994). « Performances des filiales étrangères dans les pays de l'OCDE », paris. p15

Chapitre I : Les IDE: Cadre Théorique Et Actualité Du Phénomène.

L'OCDE⁸ définit l'Investissement Direct à l'Etranger ainsi: « *L'IDE est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre pays.* ». Cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (*investissement de création*) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de *fusions et d'acquisitions*) Sont également définis comme des investissements directs étrangers d'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital». Ces derniers incluent notamment les prêts accordés par une maison-mère à sa filiale implantée à l'étranger.

➤ D'après toutes ces définitions, les Investissements Directs ne créent pas de dettes pour le pays qui les reçoit, en ce sens qu'il n'y a aucune obligation juridique qui puisse contraindre l'Etat du pays d'accueil à en rembourser la valeur. Cela ne veut pas pourtant dire qu'ils ne créent pas des flux en retour, puisqu'ils sont le plus souvent effectués pour rapatrier des bénéfices vers la maison mère (sauf si des opportunités d'investissements rentables se présentent sur place).

- ❖ A ce flux de revenu, peut s'ajouter un flux de capital si l'investisseur décide de redéployer son capital vers d'autres pays.⁹
- ❖ Ainsi, nous constatons que l'IDE constitue le principal vecteur de la hiérarchisation de l'ensemble de l'économie mondiale.
- ❖ D'après **Bosworth et Collins**¹⁰ (1999), l'IDE produit une augmentation remarquable de l'investissement intérieur lorsque les entrées de capitaux de portefeuille semblent n'avoir pratiquement aucun effet sensible sur l'investissement et les prêts un impact mitigé.
- ❖ Selon les recherches de **Fontagné L. et Pajot M., (1999)**,¹¹ « les IDE améliorent la compétitivité des entreprises installées sur le marché intérieur du pays récepteur et ont un impact positif sur les échanges extérieurs, en particulier sur les exportations. Ils entraînent aussi des externalités positives par les effets de sous-traitance et d'exploitation du progrès technologique »

⁸OCDE,(2008) ; « Définition de référence des investissements directs internationaux », 4ème édition, Paris. p45

⁹Zacharie A.,(2002) ; « Les flux de capitaux internationaux vus du Sud », in Pour une mondialisation à finalité humaine », Vista/Syllepse, Bruxelles/Paris, p176

¹⁰Bosworth Et Collins (1999), «Capital Flows To Developing Economies : Implications For Saving And Investments » Brookings Paper On Economic Activity : 1, Brookings Institution, P143

¹¹Fontagne L. Et Pajot M.,(1999). « Investissement Direct Et Commerce International : Le Cas Français », *Revue Economique*, 49, (3): 593-605.P56

Chapitre I : Les IDE: Cadre Théorique Et Actualité Du Phénomène.

2. Formes Et Enjeux Des IDE :

2.1. Formes des IDE :

L'investissement direct à l'étranger (IDE) peut se faire selon deux modalités principales, la construction d'un site de production *exnihilo* (on parle alors d'investissement *Greenfield*) ou le rachat d'un site de production existant (on parle alors d'une *fusion et acquisition internationale*).

L'OCDE¹² reprend fréquemment dans ses analyses une distinction selon la forme des IDE. Pour se constituer un réseau de filiales à l'étranger, l'investisseur peut :

- ✓ soit créer une filiale entièrement nouvelle, avec l'installation de nouveaux moyens de production et le recrutement de nouveaux employés. On parle alors d'IDE de création (*Greenfield investment en anglais*).
- ✓ soit s'associer avec des firmes déjà établies sur le marché étranger à travers les fusions-acquisitions et les joint-ventures. Dans ce cas, l'IDE d'acquisition se traduit principalement par un transfert de propriété des titres de la filiale acquise. Cette catégorie est également connue sous le terme anglais de (*brownfield investment*).

Tableaux n° (1.1) : Coûts-Avantages des modes d'investissement direct :

Acquisition	
Avantages	Coûts
Rachat d'une firme existante à un prix sous-évalué et avec un fort potentiel de valorisation d'une partie des actifs. Accès aux réseaux d'approvisionnement et de distribution, aux compétences techniques. Intégration dans la stratégie globale de la firme Alignement rapide de la gamme de production	Coûts de transaction élevés Coûts élevés de restructuration de certains actifs Confrontation et négociation avec une coalition interne à la firme (managers, salariés, municipalités, banques locales) Coûts additionnels de la mise à niveau pour atteindre la taille critique conduisant à réaliser des investissements de type Brownfield
Greenfield	
Avantages	Coûts
Construction d'une nouvelle unité de production sur la base de la technologie possédée par l'entreprise s'intégrant parfaitement au potentiel de croissance de la firme dans le pays hôte. Faible niveau ou absence de coalition interne	L'entreprise paie le vrai prix de l'acquisition Difficulté d'attirer la main d'œuvre qualifiée soumise à des conditions de travail plus difficile ; important turne over de la main d'œuvre. Coût élevé de création d'un réseau d'approvisionnement

Source :X. Richet, 2003

¹²OCDE,(2008) ; « L'impact social de l'investissement direct étranger », synthèses.p3

Le tableau n° (1.1) illustre l'importance relative des différents modes d'entrée : l'acquisition et les Greenfield sont majoritaires relativement aux joint-ventures(JV)là où les droits de propriété ont été rapidement stabilisés (Tchèque, Hongrie, Pologne) par rapport aux pays où la transformation systémique a été plus problématique (Bulgarie, Roumanie).¹³

❖ **Autres types des investissements directs étrangers :**

- ❖ Markusen¹⁴(1995) introduit une typologie des IDE basée sur la logique qui sous-tend la décision de créer des filiales à l'étranger. Il distingue deux types d'IDE : horizontaux et verticaux. Le premier type vise le marché locale et correspond à une recherche de marché (market-seeking); tandis que le second tourné vers l'exportation et correspond à une recherche d'efficacité (efficiency-seeking). :

1. **L'IDE horizontal :**

Il s'agit des IDE dont l'objectif est de produire des biens pour le compte du marché local d'implantation. Où toutes les filiales produisent des biens identiques à ceux de leur maison-mère qui correspondent à l'implantation de l'ensemble de la chaîne productive, et répondent à une logique d'accès au marché dans le pays d'implantation. Ils concernent généralement plutôt les relations entre pays de niveau de développement élevé, dans lesquels les ressources (humaines, d'infrastructures, etc.) nécessaires pour ce type d'implantation existent.

- ✓ Ce type d'IDE vise à faciliter l'accès de l'investisseur à un marché étranger solvable aux perspectives de développement favorables¹⁵.
- ✓ Certains facteurs (obstacles tarifaires ou non aux échanges, coûts de transport) affectant la compétitivité des exportations, l'investisseur préfère implanter à l'étranger des entités reproduisant, comme dans son pays d'origine, toutes les étapes du processus de production afin de servir le marché local.

2. **L'IDE vertical :**

Il s'agit des IDE qui répondent à l'objectif de minimisation des coûts de production, par l'implantation de filiales spécialisée dans un maillon de la chaîne de valeur, dans plusieurs pays selon leurs dotations factorielles. par lequel l'investisseur fragmente les différentes

¹³ **Xavier Richet ,(2003)** ; «International Production Networks And New Market Economies: Automobile Manufacturer Strategies In The CEECS » chaire jean Monnet d'économie de l'intégration européenne université de la Sorbonne nouvelle, Paris .P10

¹⁴**J. Markusen,(1995)**; « The Boundaries Of Multinational Enterprises And The Theory Of International Trade », Journal Of Economic Perspective, Vol. 9, N°2, P16

¹⁵**Lionel Fontagne Et Farid Toubal,(2010)** ,« Investissement direct étranger et performances des entreprises » Conception et réalisation Graphique En Pao Au Conseil D'analyse Economique Par Christine Carl. ©Direction De L'information Légale Et Administrative. Paris ; P36

étapes de conception, de production et de commercialisation de ses produits en implantant dans des pays différents des filiales qui produisent des biens intermédiaires et/ou finaux différents. Il s'agit ici pour l'investisseur de tirer parti des différences de coût des facteurs entre pays¹⁶. Dans ce cas, l'activité à l'étranger est un complément de l'activité de la maison-mère, car l'une et l'autre ne se situent pas au même niveau de la chaîne de production qui, à l'inverse, ne concernent que certains segments de la chaîne, pour lesquels les économies d'accueil offrent des avantages absolus de localisation et correspondent davantage à une stratégie d'optimisation des coûts de production pour des firmes organisées globalement; la délocalisation d'une partie de la production dans un pays à bas salaires illustre ce type d'investissement. L'IDE vertical relève de la délocalisation, mais il n'en constitue que l'une des modalités (aux côtés de la sous-traitance internationale par exemple).

- ❖ Toutefois, la distinction entre IDE horizontal et vertical n'est pas aussi claire dans les faits : les firmes multinationales s'engagent souvent dans des stratégies d'intégration complexe, qui englobent à la fois des formes d'intégration verticale dans certains pays et horizontale dans d'autres pays .¹⁷
- Le comportement stratégique des firmes sur les marchés mondiaux ne se limite toutefois pas à choisir entre exporter ou servir les marchés étrangers en y implantant une filiale.

Elles peuvent aussi exploiter la diversité des avantages comparatifs pour gagner en compétitivité.

En introduisant une distinction entre investissement *vertical* et investissement *horizontal*, les analyses des comportements stratégiques des firmes proposent une prédiction alternative de l'impact de l'activité des firmes multinationales sur le commerce international¹⁸

- Alors qu'un investissement horizontal conduit à une simple réplique de la firme, c'est-à-dire à produire le même bien dans plusieurs pays, un investissement vertical vise à fragmenter le processus de production.

La firme multinationale va scinder sa chaîne de valeur en différentes activités et localiser chaque fonction de l'entreprise dans le pays offrant les meilleures conditions de production.

¹⁶ **Alaya Marouane, Nicet –Chenaf Dalila, Rougier Eric,(2007)**, « Politique d'attractivité des IDE et dynamique de croissance et de convergence dans les pays du sud est de la méditerranée. », cahiers du GRETHA n° 2007. P15

¹⁷ **S.R. Yeaple,(2003)**, « The Complex Integration Strategies of Multinationals and Cross Country Dependencies in the Structure of Foreign Direct Investment », Journal of International Economics, vol.60(2), p 293

¹⁸**Thomas A. Zimmermann,(2008)** ; « Les investissements directs: évolution actuelle en théorie, pratique et politique » La Vie économique, Revue de politique économique .p15

On comprend alors que le développement de ce type d'investissement direct va générer de nouveaux flux de commerce ; on a alors une relation de complémentarité entre commerce et IDE.¹⁹

- L'investissement a, en règle générale, un effet positif sur l'économie d'un pays. Mais l'investissement étranger apporte des bienfaits qui lui sont propres.

Par exemple, dans les pays où l'épargne nationale est faible et où les structures d'intermédiation du crédit sont insuffisantes, l'IDE peut être une source précieuse de financement complémentaire. Dans la plupart des cas, l'IDE est également une source de financement extérieure moins volatile que l'emprunt et les investissements de portefeuille.

- ❖ De plus, le rapport de l'OCDE conclut que les investisseurs étrangers peuvent apporter des bienfaits supplémentaires à l'environnement économique du pays d'accueil. Ces apports se manifestent essentiellement sous trois formes :²⁰
 - **Liens entre l'IDE et les échanges internationaux.** La présence d'entreprises à capitaux étrangers permet d'intégrer plus étroitement les économies en développement dans l'environnement international des échanges. On considère généralement que l'un des principaux vecteurs du développement économique est l'accès aux flux d'échanges commerciaux
 - **Effets directs sur la performance du secteur privé du pays hôte.** L'arrivée d'entreprises étrangères se traduit généralement par une progression de la productivité et du développement des entreprises. Cela peut stimuler la concurrence, particulièrement dans des secteurs jusqu'alors protégés.
 - **Effet d'entraînement sur les entreprises locales.** La présence d'entreprises à capitaux étrangers peut permettre une diffusion de compétences, notamment technologiques et humaines, auprès des entreprises locales. Cet effet exige toutefois que le secteur des entreprises de l'économie d'accueil ait atteint un certain "seuil" de développement ; il appartient aux pouvoirs publics du pays hôte de faire leur possible pour que ce soit le cas.

2.2. Les enjeux des IDE :

Les coûts économiques de l'IDE, s'ils existent, prennent surtout la forme d'effets secondaires non souhaités. Des entreprises déficitaires peuvent nécessiter une

¹⁹ **Matthieu Crozet, Pamina Koenig**, « État des lieux du commerce international » Le rôle des firmes multinationales dans le commerce international », Mondialisation et commerce international. CREST & TEAM, Université Paris I - CNRS Cahiers français n° 325.p35

²⁰ **OCDE (2002)**, « L'investissement direct étranger au service du développement : Optimiser les avantages, minimiser les coûts », Paris.p45

restructuration, entraînant des pertes d'emplois. De grandes entreprises à capitaux étrangers peuvent s'arroger des positions dominantes sur le marché et réduire ainsi la concurrence. Les importations et les exportations des entreprises à capitaux étrangers peuvent accentuer la volatilité de la balance des paiements. Mais ces "coûts" sont généralement limités dans le temps et peuvent être corrigés grâce à des mesures adéquates par les pouvoirs publics des pays d'accueil²¹. L'IDE a tendance à accentuer les forces comme les faiblesses de l'environnement économique du pays.

❖ **Dans ce contexte, le rapport cite plusieurs enjeux spécifiques:**²²

- ***Pour les pays d'accueil :*** L'existence d'un environnement économique relativement sain dans le pays d'accueil est aussi importante pour attirer l'IDE que pour profiter pleinement de ses apports. La transparence et le respect de la règle de droit figurent en tête des préoccupations des investisseurs. Autre facteur qui compte, la taille de l'économie d'accueil, comme le montre le fort pouvoir d'attraction de la Chine pour l'IDE²³. Les petits pays peuvent eux aussi étendre la taille du marché en appliquant des politiques d'ouverture générale aux échanges et d'intégration commerciale régionale.
- ***Pour les pays d'origine :*** Les gouvernements des pays d'origine des investisseurs ont également un rôle important à jouer. Il leur faut notamment prendre en compte les conséquences de leurs politiques économiques nationales pour la capacité d'autres pays d'accueil potentiels à attirer les investisseurs étrangers.

3- TYPOLOGIE DES IDE:

Sous le terme des investissements directs à l'étranger (IDE) se regroupe, en effet en deux opérations distinctes à savoir :

3-1 : les Fusions & Acquisitions (F&A)

Fusions et acquisition : sont des opérations par lesquelles le contrôle de capital d'une entreprise change de main.

- Dans le cas de fusion, deux entreprises décident de fusionner « intégrer » leurs activités et organisent un contrôle commun des actifs.

²¹ **Paul .R .Krugman Maurice Obstfeld ,(2004) :** « Economie Internationale » , 4eme éditions, 2eme tirage paris ; traduction de la 6eme édition américaine par Achille Hanne quart Et Fabienne Leloup.P125

²² **Sebastien Dupuch et Christelle Milan (2003),**« les déterminants des Investissements Directs Etrangers Européens dans les PECO », Working paper, CEPN No. 07, pp. 3- 4.

²³ **Bertrand Bellon et Ridha Gouia, (1998) ;** « Investissements directs étrangers et développement industriel méditerranéen »édition economica,paris. p9

- Dans le Cas de l'acquisition²⁴ « Amicales ou hostile » l'une des entreprises rachète l'autre.

On distingue différents types de « fusions & acquisitions », en fonctions des motifs qui les justifient, lorsque les motifs sont essentiellement stratégiques et / ou productifs on parle de : concentrations horizontale « *rachat de concurrent sur le même marché* », concentration verticale « *rachat des clients et / ou de fournisseurs* », fusion congloméra entre des firmes sans relations de rivalité substitution ni complémentarité « formation d'un groupe industrielle diversifiée ».

3-2 : Les Délocalisations

L'opération de délocalisation signifie à la fois le transfert dans un pays étranger d'activités de production de biens ou services, bénéficiant d'un avantage compétitif du fait :²⁵

- Soit de coûts sont plus bas « main d'œuvre peu coûteuse, meilleur accès aux ressources naturelles, fiscalité et réglementation plus attractives ».
- Soit d'un pôle de compétence technologique « technopole », ou du moins de personnel compétent.
- Soit d'infrastructures mieux adaptées ou d'un environnement plus attrayant.
- Soit d'un marché local assurant des débouchés plus vastes ou intéressants.

Les opérations de délocalisations ont des retombées positives sur le plan socio-économique pour les pays d'accueils à savoir :

- La création de nouveau poste de travail .
- L'amélioration de situation sociale « L'élévation de qualification des gens travaillant chez les firmes multinationales »

Le tableau ci-après, nous donne une ventilation sur les investissements étrangers en fonction de la durée « courte / long » et sur la base de la motivation de l'investisseur

²⁴ **Les opérations de l'acquisition sont eux de deux formes** ; l'acquisition totalitaire, lorsque l'acquéreur procure la totalité des voies de conseil de l'administration, l'acquisition partielle, Si le cas où il y a égalité de voie au sein du conseil de gestion. Entre deux investisseurs ou plus.

²⁵ **Eric Vergnaud** , (2005), « Investissements directs étrangers : analyse des tendances récentes », Bulletin édité par les Etudes Economiques - BNP Paribas. Conjoncture .p37

Tableau N°(1.2): Typologie des flux internationaux de capitaux

	Durée		
	Capitaux à court terme	Capitaux à long terme	
Types de flux	Gestion de trésoreries internationales, interventions des banques centrales, flux liés au commerce, flux spéculatifs	Investissement de portefeuille, prêts des banques commerciales, flux financières publics. « x : aide au développement »	Investissement direct étranger
motivations	Financement du commerce international, rentabilité financière à court terme, soutien ponctuel de la valeur d'une monnaie, spéculation	Investissement de portefeuille se préoccupe de la sécurité de son capital .De ses possibles de plus-value et de son rendement. Les prêts des banques commerciales et les flux financiers publics ne sont pas considérés .Comme des (IDE)	IDE traduit l'objectif d'acquérir un intérêt durable dans une entité dans une économie étrangère, La notion d'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et l'exercice d'une influence notable sur la gestion de l'entreprise

Source : FMI / manuel de la balance de paiements / 1997

2. Définition des firmes multinationales (FMN) :

Selon les statistiques de la CNUCED²⁶ , Il existe aujourd'hui dans le monde quelque 82 000 STN, comptant 810 000 filiales étrangères. Ces sociétés jouent un rôle toujours plus important dans l'économie mondiale. IL nous reste à connaître maintenant : Qu'est-ce que une firme multinationale ? Quels sont les critères qui permettent de dire que cette entreprise est multinationale?

- **Firme multinationale** : entreprise qui possède des filiales, qu'elle contrôle complètement ou en partie, dans plusieurs pays, voire même à l'échelle mondiale, mais dont la gestion et l'administration est centralisée, du moins jusqu'à un certain point.
- La firme multinationale est aussi appelée corporation transnationale²⁷. Généralement, lorsqu'on parle d'une organisation à caractère commercial qui produit des biens ou des services en vue de générer un profit -ou fonctionnant selon la logique de l'économie de marché- on utilise le terme générique entreprise.

²⁶ CNUCED. 2009, « World Investment Report 2009 : Transnational corporations, agricultural production and développement , Nations Unies, New York et Genève. http://www.unctad.org/fr/docs/wir2009overview_fr.pdf

²⁷ Denis Tersen.Jean-Luc Bricout « Investissement International »op cit.P15

L'objectif des sociétés transnationales à atteindre de l'investissement et de réaliser des profits économiques et financiers.

- Les firmes multinationales communément nommées FMN sont des entreprises d'investissements directs ayant une envergure internationale. Elles occupent une place très importante dans les échanges internationaux, à tous les niveaux, aussi bien dans la production et l'exportation de produits primaires que de produits finis et de services. Elles étendent leurs ramifications dans plusieurs pays du monde et, pour cela, elles ont une politique bien précise de localisation stratégique²⁸.
- Le français Maurice BYE définit en 1953 « Les Grandes Unités Interterritoriales » comme « *Un ensemble intégré des organisations de production contrôlées en divers territoires, par un centre unique de décision* »²⁹
- Muchielli (1985), considère comme multinationale « *toute entreprise possédant au moins une unité de production à l'étranger* »³⁰cette unité de production est sa filiale par conséquent, la logique de productivité prime sur une logique dimensionnelle.
- Michallet (1985), propose une définition plus englobant et dynamique selon laquelle, « *la FMN et une entreprise ou un groupe le plus souvent de grande taille, qui à partir d'une base nationale, a implanté à l'étranger plusieurs filiales dans un plusieurs pays, avec une stratégie et une organisation conçue à l'échelle mondiale* »³¹
- De manière plus large, une firme multinationale pourrait se définir, « *comme une firme possédant ou contrôlant des entreprises implantées dans plusieurs pays et en mesure d'élaborer une stratégie qui s'appuie sur les différences socio-économiques de ces pays* »³².
- La production n'est que l'envers de l'investissement direct étranger, que le FMI définit comme : « *l'investissement qui permet aux firmes d'avoir plus de manœuvre stratégique en dehors de son espace géographique de base par l'exploitation de nouvelle opportunités* »³³.

²⁸ Augustin MwanaMuhindoNgeleza, (2009), « Déterminants de l'investissement direct a l'étranger dans les pays en voie de développement : application faite à la RDC ».Unigom .P65

²⁹ Bye Maurice (1987),« Relations Economiques Internationales », 5éme Edition, Ed Dalloz, P694.

³⁰Muchielli Jean Louis (1998),« Multinationales Et Mondialisation », Ed Du Seuil. Paris, Pp. 17-18.

³¹AndrefeWladimiri (1996),« Les Multinationales Globales », Ed La Découvert, Paris, P.30.

³²Crozet Matthieu, et KoenigPamina (2005),« Etat des lieux du commerce international - Le rôle des firmes multinationales dans le commerce international- La croissance des flux d'investissements directs », Cahiers français, No. 325, pp.13-19.

³³Delapierre Michel, Milleli Christian (1995), « les firmes multinationales »,Ed Vuibert, paris., p.79.

Ainsi un IDE implique une relation de contrôle à long terme avec unité étrangère.

De ces définitions, nous déduisons que les FMN élaborent des plans stratégiques à moyen et long terme et les définissent à l'échelle mondiale en vue d'optimiser les avantages liés à leur mobilité et à la diversité des pays potentiels à l'implantation.³⁴

- L'implantation de filiales correspond à un IDE, qui implique une relation de long terme se traduisant par la prise de participations par une entreprise non résidente dans le capital d'une entreprise résidente dans le but de contrôler non seulement le capital mais aussi l'activité de management et de production de la firme du pays d'accueil.³⁵

2. Les modèles de la firme multinationale

Les formes prises par les sociétés multinationales se diversifient entre les formes classiques relation « maison mère filiale et celle de réseaux ». Nous abordons les fameux modèles du (FMN), à savoir :

2.1: La Sous-Traitance Internationale {Off - Shoring }

Est un contrat entre une firme donneur d'ordre et une autre entreprise {Sous- traitant}.

Il peut s'agir de conception, de transformation, de fabrication, de construction **etc.** ou peuvent prendre la forme de collaboration dans le domaine des services ; études de projets comptabilité, le sous-traitant, produit de semi-produits, afin de délivrer au contractant qui est souvent une firme locale pour l'utiliser comme input dans le produit final.

Les opérations de sous-traitance internationale peuvent prendre les trois formes suivantes³⁶

- La sous-traitance internationale ordinaire : elle concerne des produits dont la technologie de production est banalisée et ne nécessite aucune spécification particulière autre que des normes industrielles connues de toutes les entreprises d'un secteur.
- La sous-traitance internationale sur spécifications propres : dans ce cas la firme donneur d'ordre indique de façon exacte les caractéristiques du produit qu'elle fait fabriquer.
- La production sous la marque du donneur d'ordre ; c'est une variante des deux types précédentes, à laquelle s'ajoute la disparition de la mention du sous-traitant. Cependant, cette dernière est largement utilisée dans la grande distribution³⁷.

³⁴Debruecker Ronald (1995), « stratégies organisationnelles », Ed Economica, paris, p.15.

³⁵Fatima Boualam. (17 et 18 Octobre 2008).« Les Institutions et Attractivité des IDE » Colloque International « Ouverture et émergence en Méditerranée » Rabat- Maroc .Université de Montpellier I Sciences Economiques LASER.p6

³⁶Céline Rozenblat, (2007) ; « Les entreprises multinationales : un processus urbain dans un environnement international et transnational ». L'information géographique n° 2 . p16

2-2: la production internationale sous licence

C'est un contrat entre une firme étrangère³⁸ et une entreprise locale, elle prend la forme des accords entre deux parties.

- ❖ Selon lequel le cessionnaire offre la possibilité à l'entreprise domestique d'utiliser la technologie développée par la dite firme multinationale.
- ❖ pour une durée limitée. Nous pouvons distinguer les marques de fabriques, les désignes, les brevets. Néanmoins, les accords de production sous licence prendront quant à eux trois formes :
 - La licence non exclusive : le fournisseur de licence se réserve le droit d'utiliser la propriété sous licence et d'octroyer des licences supplémentaires à des tiers.
 - La licence unique : le fournisseur de licence accepte de ne pas octroyer d'autres licences à d'autres tiers que l'unique tiers bénéficiaire, mais se réserve le droit d'utiliser la propriété sous licence.
 - la licence exclusive : le fournisseur de licence ne peut octroyer de licence à des tiers, ni utiliser la propriété sous licence.

2.3:les contrats de transferts de technologie

Elle existe dans toute l'opération, qu'une multinationale vient de développer dans un pays tiers. Surtout les transactions qui ont pour but d'installer des équipements de haute technologie. Ces accords prennent la forme d'assistance technique de formation avec le temps, ce transfert de technologie va aboutir à l'augmentation de niveau technologique de la firme locale.

2.4 : les contrats de partage de production

Un contrat de partage de production consiste pour une firme multinationale à proposer ses connaissances, à une entreprise qui ne maîtrisant pas ce genre d'opération complexe. En contrepartie, la production finale est partagée suivant un contrat, ou les parts sont déterminés auparavant.

2.5 : Les Joint- Ventrues Internationales

C'est une sorte de partenariat constitué par deux ou plusieurs parties dans le but d'engager une activité économique commune. Partagent les risques, les bénéfices et la gestion de l'entité nouvellement créée.³⁹

³⁷ **Foued Cheriet et Selma Tozanli, (Novembre-décembre 2007):** « Essai de construction d'un score d'attractivité sectorielle des investissements directs étrangers. Cas du secteur agroalimentaire du Sud et de l'Est méditerranéens ». Numéro 302, Économie rurale .p55.

³⁸ **Dans le cadre de la théorie de l'échange international,** l'installation de filiales à l'étranger constitue la forme la plus courante de l'expansion multinationale. Cela nous amène à nous intéresser principalement à l'investissement direct étranger comme stratégie d'implantation directe des firmes multinationales dans les pays étrangers

On distingue trois formes de joint-venture selon le domaine d'activité des partenaires :

- Les (JV) de production : concerne le montage complet des produits de haute technologie.
- Les (JV) de recherche et développement (RD): qui servent à réduire les coûts de recherche d'un projet important. Portant sur un produit ou un processus nouveau {Moteur. Processeur, etc.}
- les jointes-ventures (JV) financières : sont des holdings qui regroupent et gèrent les parts de chacune : {gestion des parts de chacune des partenaires d'une (JVI)}.

2.6 : l'alliance stratégique

Est une sorte de partenariat entre deux ou plusieurs firmes rivales qui optèrent d'effectuer un travail commun ou un projet prédéterminé au début.⁴⁰

- ❖ Les associés mettent en commun leurs savoir-faire et compétences afin de concrétiser le projet visé sur terrain.
- ❖ Ce type d'investissement nécessite l'appropriation et l'harmonisation des cadres Managériaux.
- ❖ La convention cadre circonscrire les devoirs et les responsabilités de chacun l'alliance stratégique peut revêtir trois formes distinctives :
 - L'alliance complémentaire :Ce type est recommandé dans les cas où les associés possèdent des compétences différentes. S'allier pour profiter des synergies entre eux. Le but est de valoriser la complémentarité des apports afin de surpasser la compétitivité par différenciations.
 - L'alliance d'intégration commune :Le but de ce type d'alliance est de réaliser des économies d'échelle sur une certaine phase de processus de production, celle-ci intéresse généralement les entreprises activant dans la même branche d'activité.
 - L'alliance pseudo-concentration :Il s'agit d'une alliance qui touche les firmes alliées progressent, fabriquant et vendent un bien. Cette alliance supervise la chaîne de valeur des entreprises mets-en commun.

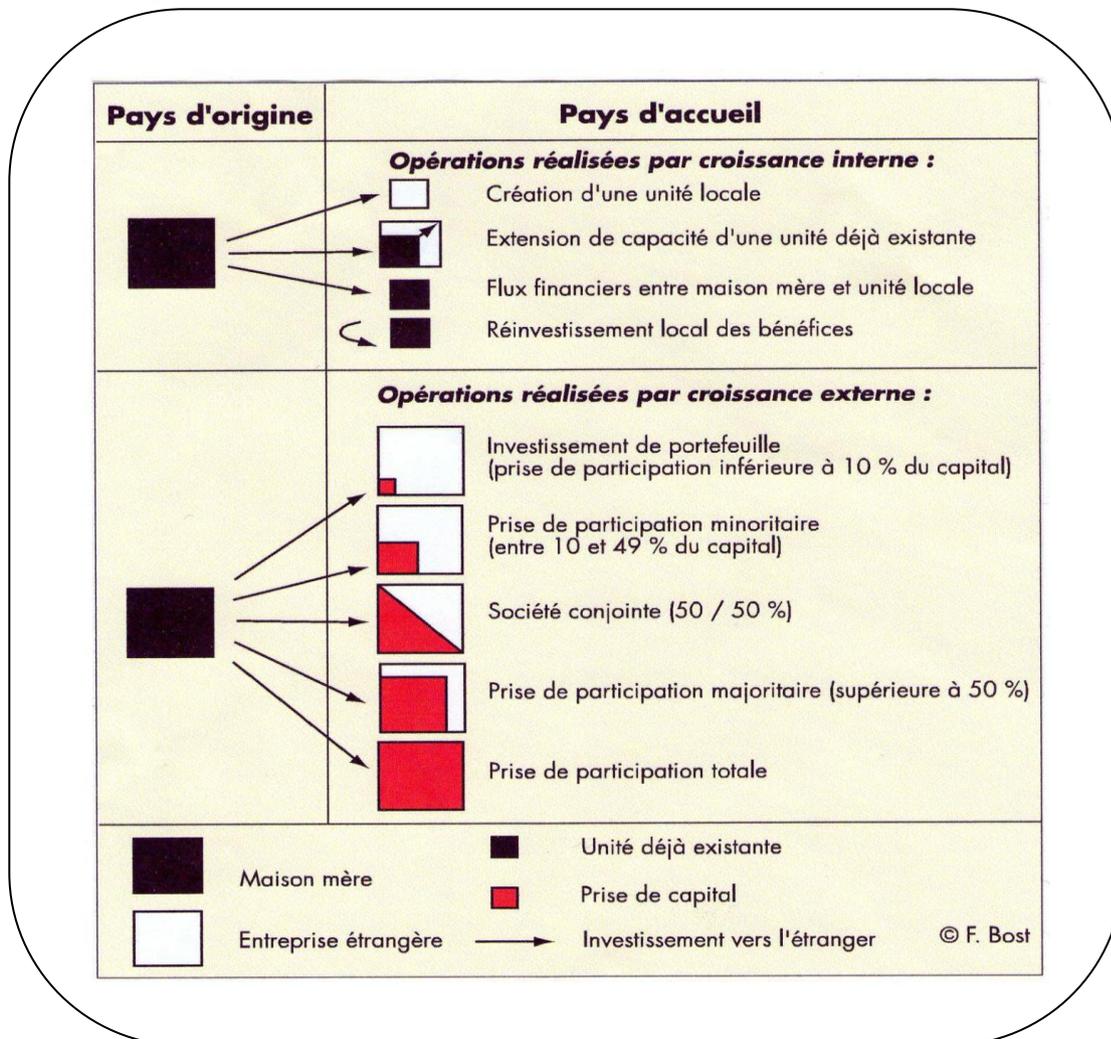
Le but d'après la mise en relief des entreprises dans une alliance stratégique, est de permettre aux associés de réaliser un objectif commun, qu'ils ne pourraient jamais atteindre sans l'alliance.

³⁹ **Matthieu Crozet, Pamina Koenig**, « État des lieux du commerce international « Le rôle des firmes multinationales dans le commerce international » Mondialisation et commerce international. CREST & TEAM, Université Paris I - CNRS Cahiers français n° 325.p38

⁴⁰ **Lionel Fontagné et Michaël Pajot**, (1999), « Investissement direct à l'étranger et échanges extérieurs : un impact plus fort aux États-Unis qu'en France » économie et statistique. N° 326-327, - 6/7.p71

- ❖ La figure dans la page suivante, nous montre les différentes formes de sociétés multinationales (STN) dans les pays d'accueil sur la base du pourcentage de capital détenu par l'investisseur.

Figure N°(1.1) :les différentes formes prises par les investissements directs vers l'étranger



Source : Jean-Louis Mucchielli/ OUV. Cité / page N° 373 /

3. Les stratégies de la firme multinationale :

Les stratégies poursuivies par les firmes multinationales (FMN) pour contourner les barrières en entrée aux marchés étrangers, variant entre les stratégies de pénétration verticale, horizontale et globale.⁴¹

03-3-1 : la stratégie horizontale :

La firme multinationale procède à une intégration horizontale, lorsque les avantages Comparatives à s'implanter à proximité des consommateurs sont proportionnellement élevées par rapport aux avantages liés à la concentration des activités. L'entreprise

⁴¹ Fatima Boualam. (17 et 18 Octobre 2008) « Les Institutions et Attractivité des IDE » ,op cit .p8

multinationale préfère donc d'implanter plusieurs sites de productions {filiales relais} pour approvisionner les marchés locaux. Ces filiales profitant d'assistance technique des firmes multinationales surtout sur le plan de transfert de technologie. La stratégie d'intégration horizontale vise donc la conquête des marchés étrangers, à condition que le niveau économique de pays cible soit au même niveau économique que le pays émetteur d'investissement direct étranger Ou les pays mis en relation produisent la même gamme des produits. On peut déduire que la stratégie d'intégration horizontale favorise donc la division internationale du travail (DIT)⁴².

03-3-2 : la stratégie d'intégration verticale :

Cette dernière intéresse les flux d'investissements dirigés vers les pays Nord-Sud Exclusivement les pays les moins développés, celui-ci n'investissent pas dans les pays de la triade⁴³ et on n'est plus dans un cadre de flux à double sens. Selon la théorie du commerce international, cette stratégie est basée principalement sur le commerce inter- branche⁴⁴. Les différences de dotation en facteurs {Capital/ Travail} et les avantages comparatifs des pays jouent un rôle très important dans l'explication des (IDE) verticaux.

Les filiales de production sont étroitement spécialisées le choix de leur localisation visant à faire coïncider leur fonction de production avec les dotations factorielles des pays d'accueils et un niveau acceptable des institutions.

C'est le cas des entreprises qui cherchent à réduire au minimum ses coûts de productions. Elles profitent ainsi, des différences de coûts des facteurs et essentiellement des coûts de main d'œuvre. Elles placent la partie de la chaîne de production qui soit relativement intensive en facteur travail dans les pays où les coûts de main d'œuvre sont relativement faibles. La qualification de cette main d'œuvre a évolué dans le temps. Avant on cherchait une main d'œuvre non qualifiée à coûts insignifiants. Actuellement les multinationales exigent au-delà d'un certain degré de qualification minimum, une certaine stabilité politique et institutionnelle. Les pays offrant le meilleur rapport qualification /coûts et stabilité politique seront dès lors, les plus convoités. La stratégie verticale diffuse donc la division internationale du processus productif entre les filiales (DIPP)⁴⁵

⁴² (DIT) **Division internationale du travail**, signifie que chaque pays se spécialise dans un secteur d'activité selon les potentiels qu'elle procure : { naturel, savoir-faire etc. }

⁴³ On entend par **les pays de triade** ; *les états unis, le japon, l'Europe*

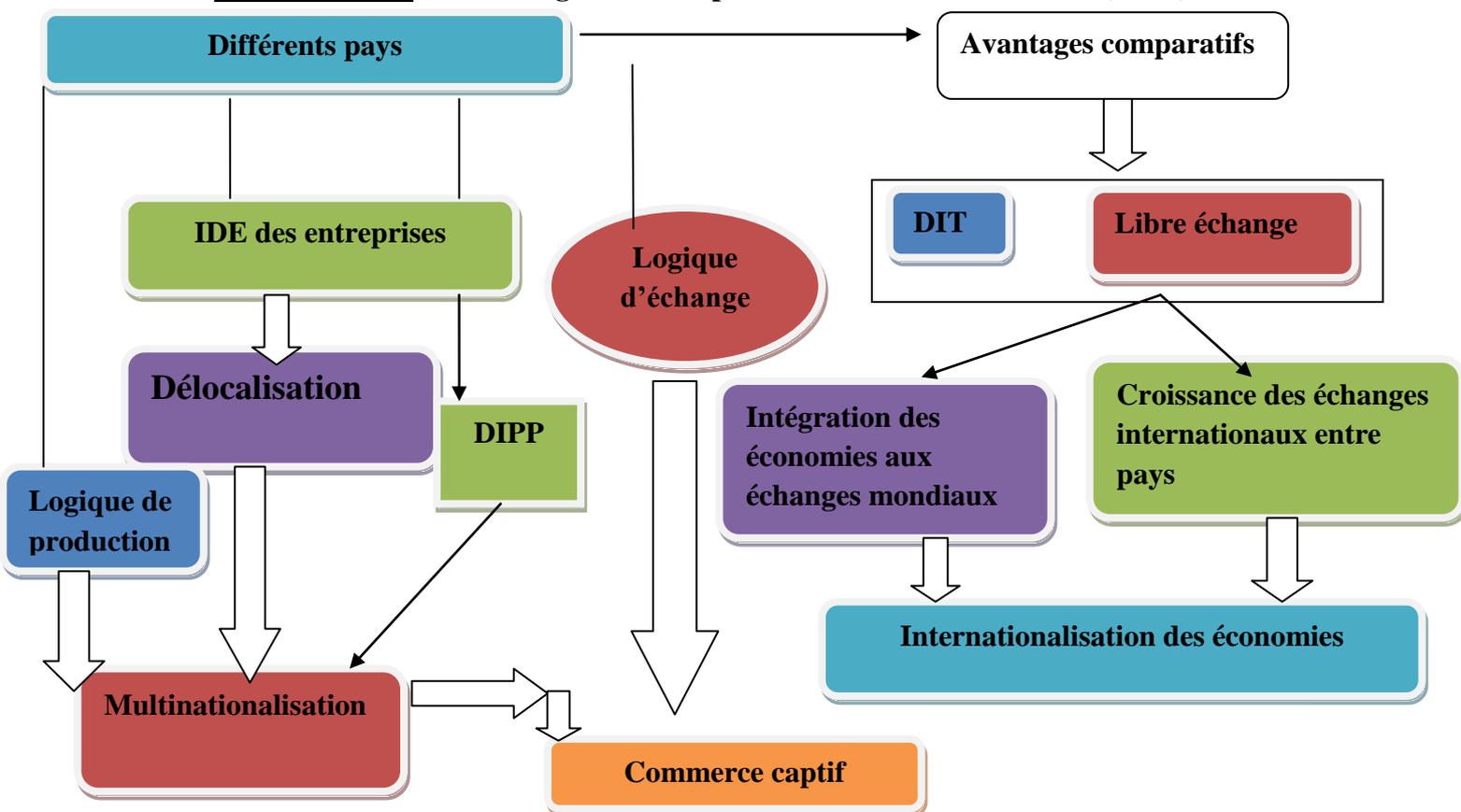
⁴⁴ **Commerce interbranche** : est la partie des échanges internationaux qui a lieu entre les branches de l'industrie ou des services. En d'autres termes, le commerce interbranches d'un pays correspond aux exportations et importations de produits appartenant à des branches différentes.

⁴⁵ (DIPP) Signifie décomposition de différents stades de la production d'un produit entre plusieurs pays afin d'en diminuer le coût

03-3-3 : la stratégie d'intégration globale :

L'internationalisation des firmes constitue un nouveau moyen de réduction de coûts de transactions {diminutions des risques d'attitude stratégique}⁴⁶. Les (STN) veulent réduire les frais fixe et leurs apports par l'externalisation d'un certain nombre de tâches qui étaient précédemment dirigés par la société mère. Cette dernière demande l'aide d'un sous-traitant, au lieu de faire fonctionner la filiale par elle-même. Elles s'organisent en firmes réseaux, ou constituant une alliance stratégique. La figure ci-jointe, nous montre les stratégies adoptées par les sociétés multinationales(STN) sur la base des avantages comparatifs du pays hôte⁴⁷

Figure N° (1.2) : Les stratégies menées par les firmes multinationales (FMN).



Source : élaboration personnelle d'après ce site [http : // www. univ- evry. fr / labos / gerpisa /](http://www.univ-evry.fr/labos/gerpisa/)

4. Les stratégies d'implantation des firmes transnationales :

⁴⁶ **Christophe Van Huffel.** « Investissements directs étrangers : problèmes et enjeux pour les pays du sud et de l'est de la méditerranée ». Notes et documents. CRERI université de Toulon et de la var. P50

⁴⁷ **Lionel Fontagné et Farid Toubal ,(2010),** « Investissement direct étranger et performances des entreprises » Conception et réalisation graphique en PAO au Conseil d'Analyse Économique par Christine Carl. ©Direction de l'information légale et administrative. Paris, - ISBN : 978-2-11-008154-4.p67

Dunning, dans ses études sur les FMN, distingue cinq (5) possibilités qu'exploitent les firmes pour choisir leurs lieux d'implantation. Dans le cadre de ses travaux, il considère cinq (5) types de firmes multinationales selon leur comportement productif :

- *Les « Ressources Seekers »* encore appelées « *Chercheurs de Ressources* ». Elles s'implantent dans une économie dans le but d'acquérir des ressources particulières, main-d'œuvre par exemple, à moindre coût ou des ressources indisponibles dans son lieu de résidence.⁴⁸
- *Les « Market Seekers »* ou « *Chercheurs de Grands Marchés* ». Elles recherchent la rentabilité de l'approvisionnement sur le marché local. Généralement, elles tiennent compte de la taille du marché dans l'arbitrage entre exporter vers une économie à l'étranger ou s'y implanter.
- *Les « Efficiency Seekers »* encore appelées « *Chercheurs d'Efficienc*e ». Elles recherchent l'efficacité de l'économie d'échelle et de la diversification des risques en s'implantant à l'étranger.
- *Les « Stratégie Asset ou capability Seekers »* ou « *Chercheurs de Compétitivité* ». Ce sont des firmes qui achètent des actions à l'étranger dans le but de promouvoir leurs objectifs de long terme. Elles sont motivées par le renforcement de leur compétitivité ou par la baisse de compétitivité de leurs concurrents.
- Le dernier type regroupe les firmes qui adoptent des stratégies d'investissement pour échapper à des restrictions afin de soutenir l'activité d'autres filiales ou tout simplement *des investissements passifs* dans le but d'accroître le capital⁴⁹.

5. LES trois principales stratégies d'implantation à l'étranger sont :⁵⁰

- 1- *La stratégie d'approvisionnement* qui consiste en une intégration verticale amont par l'implantation de filiales dans les pays producteurs des matières premières nécessaires à ses activités principales.
- 2- *La stratégie de marché* qui est une intégration verticale aval dans laquelle les filiales relais produisent et vendent sur les marchés locaux.

⁴⁸ **Hadjila Krifa - Schneider Nicolas Bauduin**, (2007), « Dynamique et déterminants des IDE en Russie ». Équipe Université de Lille Université des Sciences et Technologies de Lille. Innovations /2 – n° 26.p155

⁴⁹ **Joseph Djaowe**, (janvier 2009) : « Investissements Directs Etrangers (IDE) et Gouvernance : les pays de la CEMAC sont-ils attractifs ? » Revue africaine de l'Intégration Vol. 3, No. 1.,p15

⁵⁰ **Charles Bohan**, (17 décembre 2009), « Les stratégies des firmes multinationales de l'automobile dans l'Europe élargie : le modèle centre périphérie à l'épreuve » Géo carrefour. Vol. 84/3 | 2009.,p12

- 3- *La stratégie de rationalisation de la production* qui s'effectue par le biais des filiales ateliers spécialisées dans la production d'un produit final ou d'un de ses composants. Cette stratégie permet de bénéficier des avantages comparatifs de différents pays pour chaque étape de la production d'un même produit.
- ✚ Les implantations à l'étranger s'effectuent par des investissements directs à l'étranger (IDE) : création ou acquisition d'unités de production à l'étranger dans le but d'y exercer une influence significative et durable.

Section 2: Flux et évolution des IDE dans le monde

la littérature propose divers éléments pour justifier des flux d'IDE dans un pays : **Industriels**(coûts de transport, coûts d'implantation, de production, avantages technologiques, agglomérations d'activités...) ; **Commerciaux** (taille du marché, proximité de la demande, barrières à l'échange...) ; **Institutionnels** (la politique fiscale ou commerciale, les dispositions législatives en matière de rapatriement des capitaux ou de mouvement de capitaux, le risque pays, l'appartenance à une zone d'intégration...) ⁵¹

◆ L'économie se globalise et se régionalise ; Ce n'est pas un phénomène nouveau.

Au cours du XIXe siècle, la liberté de circulation des capitaux était considérable, nettement plus forte que celle existant avant la dérégulation des années 1980 ⁵².

Ces pratiques se sont accompagnées de configurations de pouvoir dont les formes ont évolué avec le temps, de sorte que progressivement, les sociétés globales l'ont emporté sur les sociétés locales. ⁵³

◆ Dans la première moitié du siècle, les pays investissant hors de leurs frontières sont peu nombreux. Il s'agit, essentiellement, des grandes puissances économiques, telles que **l'Allemagne, la France, le Royaume Uni et les Etats Unis.**

◆ De l'autre côté, les pays d'accueil correspondaient majoritairement aux pays en voie de développement.

Ainsi, pour analyser l'évolution des IDE dans le monde, nous allons en premier lieu faire ressortir cette évolution dans le temps et les différentes périodes qui ont marqué les IDE, par la suite nous traiterons ces investissements selon les régions.

01- Aperçu historique des investissements directs étrangers :

L'évolution des IDE dans le monde peut être structurée en plusieurs étapes :

⁵¹ **Fatima Boualam. (17 et 18 Octobre 2008)** « Les Institutions et Attractivité des IDE », op cit .p10

⁵² **Thierry Pairault , (2010),** : « Le rôle des investissements directs entrants et sortants en chine : une appréciation » note et document —Région et Développement n° 31-.p16

⁵³ **Patrick Ternaux** : « Mutations des marchés du travail et régulation des territoires ». Espaces et sociétés .p174

1.1 - La puissance « avant la première guerre mondiale » (1914-1945):

Cette période était caractérisée par la domination britannique. En effet, l'étendue de sa couverture géographique en tant que puissance impériale lui offrait de nombreuses possibilités sur les différents continents. D'autre part, le régime de libre échange qu'elle avait imposé et le rôle très important joué par la place de Londres, comme marché de financement international, l'ont permise d'être le premier investisseur mondial à l'étranger⁵⁴.

➤ L'Investissement internationale est un phénomène économique en témoigne

L'estimation à 14 milliards de dollars du stock mondial en 1914. Les pays investissant hors de leurs frontières sont nombreux. Il s'agit des puissances colonial comme (Allemagne, France, Royaume-Unis) et des États-Unis, qui à eux quatre détiennent la quasi-totalité du stock mondial jusqu'à la dernière guerre, le Royaume-Uni occupe une position dominante dans l'investissement à l'étranger, il détient encore 40% du stock mondial d'IDE en 1938⁵⁵. Donc Au cours de cette période, les pays investissant hors de leurs pays d'origines étaient des puissances coloniales qui détenaient presque la totalité du stock mondial des IDE, soit 86,9% et où le Royaume Uni était le premier investisseur avec une part estimée à 45,5%, comme c'est illustré dans le *tableau n°(1.3)*.

Tableau N° (1.3) : Répartition du stock d'IDE par pays d'origine(en pourcentage) :

Pays	1914	1938	1960	1973	1985	1994
Pays du G5	86,9	81,2	72,8	75,7	71,6	65,4
Etats –unis	18,5	27,7	48,3	48,1	36,9	25,7
Japon	0,1	2,9	0,8	4,9	6,5	11,7
Royaume-Uni	45,5	39,8	16,3	12,8	14,8	11,7
Allemagne	10,6	1,3	1,2	5,7	8,8	8,6
France	12,2	9,5	6,2	4,2	4,6	7,7
Europe hors G5	10,8	15	18,4	14,8	17,2	21,8
dont Pays bas	Nd	Nd	10,3	7,5	7,0	6,1
Suisse			3,4	3,4	3,7	4
Stock mondial	100	100	100	100	100	100
(milliards \$)	(14,5)	(26,3)	(66,1)	(210,5)	(618,6)	(2378)

Source: D. Tersen, « L'investissement international », *op cit*, p.8.

1.2 - Le progrès « entre les deux guerres » (1945- 1973):

Avec la fin du conflit mondial commence une phase d'expansion de l'investissement international qui va se prolonger jusqu'au premier choc pétrolier de 1973. Au cours des

⁵⁴ CNUCED (2002), « Questions de politique générale concernant l'investissement et le développement », Rapport sur l'investissement dans le monde, TD/B.COM.2/44, 21 Novembre, p.3.

⁵⁵ Revue Economique .(Mai 1998) ; « Développements Récents De L'analyse Economique » .XLVI Congrès Annuel De L'association De Science Economique. Presses De La Fondation Nationale Des Sciences Politiques Volume49.Numéro3.p7

Chapitre I : Les IDE: Cadre Théorique Et Actualité Du Phénomène.

années 1950 et 1960, l'IDE progresse à un rythme deux fois plus élevé que la croissance mondiale sous l'effet de prospérité les pays industrialisés « *les trente glorieuses* »⁵⁶, caractérisée par le plein emploi et une croissance soutenue, et l'effet du plan Marshall qui stimule les entreprises américaines

Cette évolution soutenue des IDE peut être expliquée par plusieurs facteurs comme :

- ◆ Une période de prospérité pour les pays industrialisés (*les trente glorieuses*), caractérisée par le plein emploi et une croissance soutenue et régulière
- ◆ L'effort de reconstruction après la guerre, notamment en Europe, sous l'effet du plan Marshall (23 milliards de dollars d'aide publique des Etats Unis entre 1946 et 1951) qui stimule les entreprises américaines
- ◆ La baisse du coût des transports et des communications⁵⁷.

De cette façon, l'après-guerre permet d'assister à une profonde redistribution des rôles au sein des principaux pays investisseurs et pays d'accueil. Et en raison de l'effondrement des empires coloniaux, les trois grands investisseurs européens ne représentent plus que le quart du stock des IDE mondiaux en 1960, contre la moitié en 1938 et le déclin du Royaume Uni étant le plus prononcé. À l'inverse, les Etats Unis, dont l'appareil industriel productif est resté intact pendant le conflit, s'affirme comme la puissance dominante en matière d'investissement international. Leur part dans le stock mondial est estimé à 48,3% en 1960. C'est de cette façon que les Etats Unis se sont substitués au Royaume Uni en prenant la première place dans les investissements directs étrangers (*voir tableau n°(1.3)*).

Parallèlement à la montée en puissance des Etats Unis dans l'investissement international, certains pays européens de taille intermédiaire s'affirment également en tant que nouveaux pays investisseurs⁵⁸. En effet en 1960, l'Europe (**hors Allemagne, France et Royaume Uni**) détiennent près du cinquième du stock mondial et il s'agit principalement des Pays bas et de la Suisse ⁵⁹(*voir tableau n°(1.3)*).

Pour ce qui est de l'accueil des IDE, contrairement à la période précédente caractérisée par une concentration sur les pays en développement, le début des années 50 a connu un changement dans les tendances en faveur des pays développés. En 1938, ces pays

⁵⁶CNUCED (2003), « Les politiques d'IDE et le développement : Perspectives nationales et internationale », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nations Publication, pp. 1-2.

⁵⁷B.Bellon et R.Gouia , (1998), «Investissement directs étrangers et développement industriel méditerranéen»,édition economica, paris.p19

⁵⁸CNUCED (2004), « La montée en puissance du secteur des services », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nations Publication, p1.

⁵⁹Tersen. D etBricourt J-L. (1996). « Investissement international » , op cit. p8

Chapitre I : Les IDE: Cadre Théorique Et Actualité Du Phénomène.

détenaient près des deux tiers du stock mondial des IDE, soit 67,4% comme le montre le (tableau n°(1.4).

Tableau N° (1.4): répartition du stock d'IDE par région destinataire (en pourcentage)

Régions	1913	1938	1960	1973	1985	1994
Pays développés	27,3	32,6	67,3	72,9	74,5	74
Etats –unis	10,3	7,4	13,9	10,4	24,8	21,7
Europe de l'ouest	7,8	7,4	22,9	36,5	31,6	41,6
Autres pays développés	9,2	17,8	30,5	26	18,1	10,7
Pays en développement	72,7	67,4	32,7	27,1	25,5	25,1
Amérique latine	32,7	30,8	15,6	12,5	9,7	8
Afrique	6,4	7,4	5,5	2,9	3,4	2,3
Proche et Moyen Orient	2,8	2,6	2,8	-	3,6	1,5
Asie	20,9	25,0	7,9	4,8	8,8	13,3
Europe de l'Est	9,9	1,6	0,9	-	-	0,9
Stock mondial (milliards \$)	100 (14)	100 (24,3)	100 (54,5)	100 (166,7)	100 (745,8)	100 (2319)

Source: D. Tersen, (1996) « *L'investissement international* », op.cit, p.9.

En l'espace de deux décennies, de 1938 à 1960, le poids des PED dans le stock mondial des IDE reçus est divisé par deux, et même par trois en passant de 67,4% à 32,7%.⁶⁰ Ce repli a été très marqué en Amérique latine et en Asie où les entrées des IDE ont chuté respectivement de 30,8% et 25% à 15,6% et 7,9%⁶¹. Ainsi, la plupart des PED étaient affectés par cette perte d'attractivité, et leur part global dans l'accueil des IDE ne cessera de décroître jusqu'à la fin de la décennie 80. La seule région en développement à échapper à ce déclin historique était le Proche et Moyen Orient en raison des investissements occidentaux réalisés pour l'exploitation des gisements pétroliers.

Ce déclin s'explique en partie par les attitudes et les réglementations très restrictives à l'entrée des investissements étrangers, adoptées par les pays en développement à orientations socialistes vis à vis des entreprises multinationales. Ces dernières étaient considérées comme une autre forme de colonisation.

1-3- Le ralentissement « de la fin de la 2^{ème} guerre mondiale a 1973 »(1973 – 1984) :

À la suite de la choc pétrolier en 1973 la progression de l'IDE a enregistré par la réduite avec la première dévaluation du dollar après la guerre en 1971 , les États- Unis perdent l'avantage d'une monnaie pour créer implantation ou racheter des actifs à l'étranger ,au

⁶⁰ CNUCED (2005), « Les sociétés transnationales et l'internationalisation de la recherche et développement », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nations Publication, New York et Genève, p1.

⁶¹ AMOKRANE Abdelaziz (2012). « Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb ». Thèse de magister en sciences économiques, sous la direction du : Mme KACI CHAOUCH Titem, Université MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU, Algérie.

cours de cette période , caractérisée par un ralentissement marqué dans les flux d'investissement direct des pays industrialisés surtout la part des États-Unis dans le stock mondial d'IDE sortant, se réduit de 48% à 37%.⁶²

La décennie 1970 et la première moitié des années 1980 enregistre un ralentissement de la progression des IDE. En effet, à la suite des deux chocs pétroliers, les flux des IDE se sont contractés⁶³. Au cours de cette période, caractérisée par un ralentissement marqué de la croissance, la productivité et l'investissement des pays industrialisés, les entreprises ont vu leurs profits diminuer, avec des anticipations d'évolution de la demande défavorables, mais surtout la baisse de leurs stratégies de développement.

Nous avons aussi, la première dévaluation du dollar en 1971, l'abandon du système de **BrettonWoods** et l'adoption en 1973 d'un système de changes flottants.

Tous ces événements ont causé des bouleversements en termes de flux des IDE, en effet, la fin de la **suprématie** du dollar a eu comme conséquence la perte des Etats Unis de l'avantage d'une monnaie surévaluée qui permettait de créer des implantations ou de racheter des actifs à l'étranger, mais à côté de cela, l'appréciation d'autres monnaies, telles que : le Mark et le Yen ont conduit à l'augmentation des investissements Allemands et Japonais, notamment aux Etats Unis. De ce fait, une redistribution des IDE s'est opérée au sein des principaux pays investisseurs.

Ainsi, la part des Etats Unis dans le stock mondial des IDE sortants est passée de 48,1% à 36,9 % entre 1973 et 1985, alors que la part de l'Allemagne croit de 5,7 % à 8,8 % et celle du Japon de 4,9 % à 6,5 %, pour le même période⁶⁴ (*voir tableau n°(1.3)*).

1.3 - L'explosion à partir des années 1980 :

À partir des années 1980, l'investissement direct connaît une explosion plus rapide par son ampleur que sa diffusion, à l'ensemble des pays industrialisés, à la fois comme émetteurs de l'IDE que comme destinataires. Tandis que les sorties d'investissement direct des pays G5 sont en moyenne 60% plus élevées à la fin des années 1980, les flux mondiaux d'IDE augmentent de 29% jusqu' à 1990, ce dernier qui est enregistré encore, les pays industrialisés sont à l'origine de 95% des IDE, et en reçoivent plus de 70%.⁶⁵

⁶² **AMOKRANE Abdelaziz (2012)**. « Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb ». Thèse de magister en sciences économiques, sous la direction du : Mme KACI CHAOUCH Titem, Université MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU, Algérie.

⁶³ **CNUCED (2006)**, « L'IDE en provenance des pays en développement ou en transition : Incidences sur le développement », Rapport sur l'investissement dans le monde, Nations Unies, New York et Genève, p.2.

⁶⁴ **IDEM. AMOKRANE Abdelaziz (2012)**. « Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb ».

⁶⁵ **OCDE (2008)** « L'impact de l'investissement direct étranger sur les salaires et les conditions de travail », centre des conférences de l'OCDE, paris, France. P11.

◆ Effectivement c'est à partir de 1985 que l'IDE explose à l'échelle mondiale, pour la majorité des pays industrialisés dans une relation d'investissements directs croisés, inter régionale et intracommunautaire. Des régions comme l'Afrique et les pays de la rive Sud de la méditerranée en seront marginalisés pour le moment.

Entre 1986 et 1990 les flux mondiaux d'IDE augmentent en moyenne de **29 %** par an, contre **15 %** pour les échanges de marchandises et **10 %** pour le PNB.⁶⁶

L'autre fait majeur de cette période est la confirmation du déclin des Etats-Unis qui perdent leur première place au profit, successivement, du Royaume Uni de 1985 à 1998, du Japon de 1989 à 1990.

L'essor des IDE pendant cette deuxième moitié des années 1980 trouve son explication dans :

➤ La forte croissance économique des pays de l'OCDE et la dimension pro Cyclique marquée de l'investissement international ⁶⁷attribuée à **De Anne Julius** qui démontra l'existence d'une corrélation positive entre la croissance des pays du **G5** et celle de leurs flux d'IDE depuis vingt-cinq **(25) ans**⁶⁸.

Le repli du début des années 1980 et rapidement substitué par un doublement des stocks des IDE détenu par les pays de l'OCDE entre 1985 et 1989 et une sortie moyenne d'IDE des pays du G5 plus élevé de **60 %** en fin des années 1980 comparativement à la fin 1979. Ce regain de vitalité internationale est corroboré par:

✓ Une forte valorisation des actifs financiers et immobiliers constatée pendant cette Période (envolée des cours et cotations boursières des titres) dopée par le retour à l'accroissement des bénéfices des entreprises.

✓ Une libéralisation des secteurs tertiaires (banque, assurance, télécommunications) Représentant une forte proportion dans le PIB de ces pays, accompagné d'une vague de privatisation et de dérégulation incitant les entreprises de ces pays à rechercher d'autres marchés nouveaux à l'étranger, ce qui dans le cas du tertiaire passe par une implantation directe : phénomène que l'on découvrira amplifié plus loin en deuxième partie lorsqu'on abordera les IDE en zone MEDA par secteurs d'activités.⁶⁹

✓ L'innovation dans la création de nouveaux instruments de financement et la

⁶⁶ **OCDE (2008)** « L'impact de l'investissement direct étranger sur les salaires et les conditions de travail », centre des conférences de l'OCDE, Paris, France. P12

⁶⁷ **J. De Anne.** (1991). « Foreign Direct investment: »The Neglected Twin of Trade, Group of Thirty. p14

⁶⁸ **Denis Tersen. Jean-Luc Bricout (1996).** « Investissement International » op cit. P11

⁶⁹ **AMOKRANE Abdelaziz (2012).** « Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb ». Thèse de magister en sciences économiques, sous la direction de : Mme KACI CHAOUCH Titem, Université MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU, Algérie

Libéralisation des marchés financiers à partir de 1985-1986, permettra aux entreprises de bénéficier de solutions de financement nouvelles, variées et souples pour développer leur stratégie de croissance externe, notamment au moyen d'opérations d'acquisition d'actif par effet de levier (*LBO: Leverage By Out*) et par le biais des fusions acquisition internationales sous forme d'OPA (Offre Publique d'Achat).

- ✓ Le progrès technique (télécommunications et technologie de l'information)

Contribue à stimuler les flux de capitaux internationaux

- ✓ Les accords régionaux d'intégration économique (Acte unique européen de 1986 ,prévoyant l'échéance du grand marché de 1993 ; accords de libre-échange Canada/États-Unis en 1988 ; puis ALENA entré en vigueur en 1994 et AFTA, la zone de libre-échange de l'ASEAN en 1992),⁷⁰ tous ces accords vont intégrer la dimension « investissement », prévoyant pour les pays membres la suppression progressive des droits d'établissement et favorisant ainsi la multiplication des investissements directs croisés, que l'on ne retrouvera pas pendant cette période dans une région comme celle du MEDA à titre d'illustration du décalage de cette zone à cette période par rapport à la frénésie des IDE dans le monde.

- ◆ A cours des dernières décennies, l'importance de l'IDE dans l'économie mondiale s'est rapidement accrue. L'encours total des investissements directs de l'étranger en proportion du PIB est passé de moins de 5 % en 1980 à 25 % en 2006⁷¹. Cette augmentation a été largement le fruit de la libéralisation des échanges et des investissements, avec l'évolution des technologies de l'information et de la communication.

- ◆ Ainsi, les années 80 et 90 ont vu une très forte croissance des investissements directs étrangers dans le monde, en particulier de 1995 à 2000. Cependant, les années 2001 et 2002 enregistrent une chute tout aussi spectaculaire.⁷²

2. Les évolutions récentes des investissements directs étrangers dans le Monde :

2.1 En 2010 L'IDE: vers un redressement

En 2010, le rapport de la CNUCED sur l'investissement dans le monde, a indiqué que Les flux mondiaux d'investissement étranger direct (IDE) ont commencé à se redresser dans la seconde moitié de 2009. Et il y a eu au cours de la première moitié de 2010 une légère

⁷⁰ **AMOKRANE Abdelaziz (2012).** « Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb ». Thèse de magister en sciences économiques, sous la direction du : Mme KACI CHAOUCH Titem, Université MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU, Algérie

⁷¹ **CNUCED (2007),** « Sociétés transnationales, industries extractives et développement », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nations Publication, New York et Genève, p. 1

⁷² **IDEM. CNUCED (2007),** « Sociétés transnationales, industries extractives et développement », P1

hausse qui a fait naître un optimisme modeste pour les perspectives de l'IDE dans le court terme (**Figure N°(1.4)**). À plus long terme, le redressement des flux d'IDE devrait s'accélérer (**Figure N° (1.5)**). Les apports d'IDE au niveau mondial devraient dépasser 1 200 milliards de dollars en 2010, et atteindre entre 1 300 et 1 500 milliards de dollars en 2011, puis 1 600 à 2 000 milliards de dollars en 2012⁷³. Mais il pèse sur ces perspectives des risques et des incertitudes, notamment du fait de la fragilité de la reprise économique mondiale. L'actuel redressement de l'IDE intervient après un repli spectaculaire des flux d'IDE dans le monde en 2009⁷⁴.

Après une contraction de 16 % en 2008⁷⁵, les entrées mondiales d'IDE ont encore chuté de 37 %, à 1 114 milliards de dollars, tandis que les sorties diminuaient de 43 %, à 1 101 milliards de dollars. Des modifications importantes ont affecté les caractéristiques de l'IDE au niveau mondial qui ont précédé la crise mondiale et qui devraient, selon toute probabilité, se confirmer à court et à moyen terme.

- 1. Premièrement**, le poids relatif des pays en développement et des pays en transition en tant que destinataires et sources à la fois des flux mondiaux d'IDE devrait continuer à croître. Ces pays, qui ont absorbé près de la moitié des investissements étrangers en 2009⁷⁶, tirent le redressement de l'IDE.
- 2. Deuxièmement**, la poursuite récemment de la contraction de l'IDE dans le secteur manufacturier, par rapport à l'IDE dans le secteur des services et dans le secteur primaire, ne s'inversera probablement pas.
- 3. Troisièmement**, malgré son réel impact sur l'IDE, la crise n'a pas mis fin à la mondialisation croissante de la production.

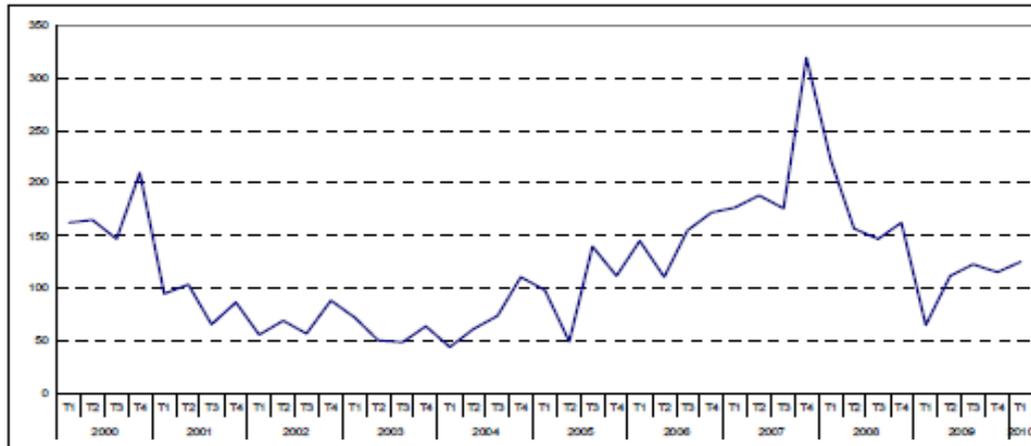
⁷³ CNUCED (2007), « Sociétés transnationales, industries extractives et développement », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nations Publication, New York et Genève, p. 1

⁷⁴ CNUCED (2008), « Sociétés transnationales et leurs rôles dans infrastructures », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nations Publication, New York et Genève, p.1.

⁷⁵ CNUCED (2009), « Société transnationales, production agricole et développement », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève, p.5.

⁷⁶ CNUCED (2010), « Investir dans économie intensité de carbone », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève, pp.5-9.

Figure n° (1.3) : Indice trimestriel de l'IDE mondial, T1 2000 –T1 2010(Base 100 : moyenne trimestrielle de 2005)



Source : CNUCED .rapport sur l'investissement dans le monde 2010

Figure n° (1.4) :flux mondiaux d'IDE ,2002-2009, et projections pour 2010-2012
(En milliards de dollars)



Source : CNUCED .Rapport sur l'investissement dans le monde 2010

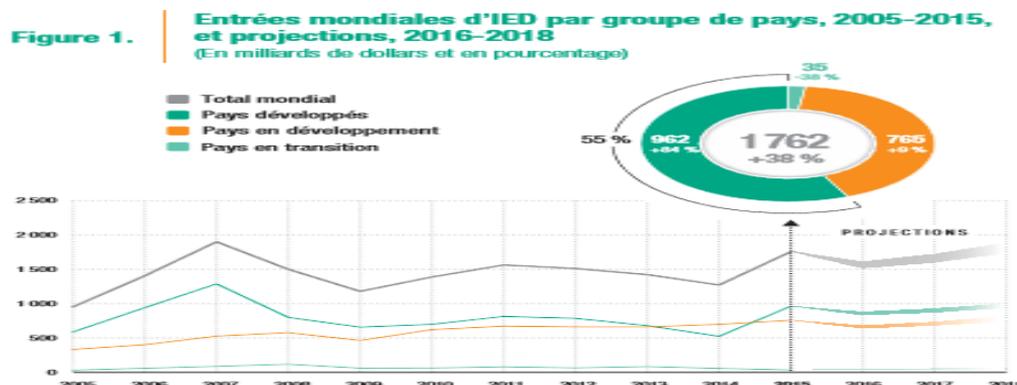
2.2 L'IDE mondial a affiché une forte reprise en 2015 :

Les flux mondiaux d'investissement étranger direct (IDE) ont bondi de 38 % pour atteindre 1 762 milliards de dollars⁷⁷, leur plus haut niveau depuis la crise économique et financière mondiale de 2008-2009 (**Figure N° (1.6)**). La reprise mondiale s'explique principalement par la forte progression des fusions-acquisitions internationales, qui se sont chiffrées à 721 milliards de dollars, contre 432 milliards de dollars en 2014. Ces acquisitions ont été partiellement motivées par des reconfigurations d'entreprises, notamment par des transferts de domiciliation fiscale. Si l'on ne tient pas compte de ces grandes reconfigurations d'entreprises, la hausse des flux mondiaux d'IDE est plus modeste, puisqu'elle s'établit à

⁷⁷ CNUCED (2016), « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue repères et vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève, pp.1-2

environ 15 %. La valeur des investissements de création de capacités annoncés est restée élevée, à 766 milliards de dollars

Figure n° (1.5) : entrées mondiales d'IDE par groupe de pays ,2005-2015, et projections pour 2016-2018(En milliards de dollars et en pourcentage)



Source : CNUCED .Rapport sur l'investissement dans le monde 2016.p2

2.2.1. Les nombreuses fusions-acquisitions internationales ont réorienté les flux d'IDE vers les pays développés

Les flux à destination des pays développés ont presque doublé (+84 %) pour atteindre 962 milliards de dollars, contre 522 milliards de dollars en 2014⁷⁸. Une forte augmentation des entrées a été observée en Europe. Aux États-Unis, l'IDE a pratiquement quadruplé, même si un niveau historiquement bas avait été atteint en 2014. La part des pays développés dans les entrées mondiales d'IDE a donc bondi, passant de 41 % en 2014 à 55 % en 2015⁷⁹ (**Figure N° (1.5)**) et inversant la tendance observée depuis cinq ans, période pendant laquelle les pays en développement et les pays en transition étaient devenus les principaux destinataires des flux mondiaux d'IDE.

◆ Cette réorientation vers les pays développés s'explique en grande partie par les opérations internationales de fusion-acquisition, dont la valeur a augmenté de 67 % pour atteindre 721 milliards de dollars – leur plus haut niveau depuis 2007.

◆ Ces opérations ont été particulièrement nombreuses aux États-Unis, où les cessions nettes sont passées de 17 milliards de dollars en 2014 à 299 milliards de dollars en 2015⁸⁰. En Europe, les transactions ont également beaucoup progressé (+36 %). L'IDE peut, par le biais des fusions-acquisitions internationales, favoriser les investissements productifs, mais

⁷⁸ CNUCED (2016), « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue repères et vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde. op cit , p.3

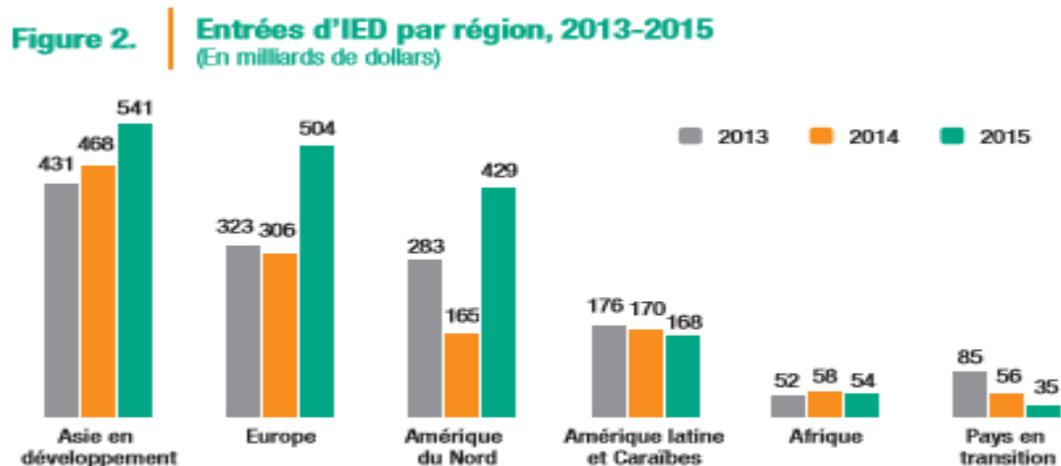
⁷⁹ Idem. CNUCED (2016), « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue repères et vue d'ensemble

⁸⁰ Ibid

un certain nombre de transactions réalisées en 2015 peuvent être attribuées à des reconfigurations d'entreprises, notamment à des transferts de domiciliation fiscale.

◆ Ce phénomène a été particulièrement manifeste aux États-Unis et en Europe, où plusieurs entreprises multinationales ont conclu des méga transactions pour transférer leur domicile fiscal dans des pays où l'impôt sur les sociétés est plus faible et où les bénéfices mondiaux ne sont pas imposés. Les flux d'IDE à destination des pays en développement hors centres financiers des Caraïbes ont augmenté pour atteindre un nouveau record à 765 milliards de dollars (+9 %). Avec des entrées de plus de 500 milliards de dollars, l'Asie en développement est restée la première région bénéficiaire de l'IDE dans le monde (Figure N° (1.6) et La moitié des 10 premiers pays d'accueil étaient toujours des pays en développement (Annexe N° (1.1)).

Figure n° (1.6) : entrées d'IDE par région ,2013-2015, (En milliards de dollars)



Source : ©CNUCED, base de données sur les IED et les entreprises multinationales (www.unctad.org/fdistatistics).

Source : CNUCED .Rapport sur l'investissement dans le monde 2016.p3

2.2.2. La hausse des sorties d'IDE provenait également en grande partie des pays développés

Après trois années de repli, les flux d'IDE en provenance des pays développés se sont accrus de 33 % pour atteindre 1100 milliards de dollars⁸¹. Ainsi, en 2015, 72 % des sorties mondiales d'IDE provenaient des pays développés, contre 61 % en 2014. Cette hausse de 11 points de pourcentage a mis fin à la baisse quasi continue amorcée en 2007.

◆ Malgré cette hausse, les sorties d'IDE des pays développés sont restées inférieures

⁸¹ CNUCED (2016), « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue repères et vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde. op cit , p.4

de 40 % au niveau record enregistré en 2007. En 2015, l'Europe est devenue la région du monde qui a le plus investi à l'étranger, avec 576 milliards de dollars de sorties d'IDE⁸².

◆ En revanche, les investissements des entreprises multinationales nord-américaines à l'étranger sont restés au même niveau, l'augmentation sensible enregistrée au Canada ayant été contrebalancée par un recul modéré aux États-Unis. Ce pays reste néanmoins le premier investisseur mondial, suivi par le Japon (**Annexe N° (1.2)**). À l'inverse, les sorties d'IDE ont diminué dans la plupart des pays en développement et des pays en transition. Cette baisse s'explique par une accumulation de difficultés, dont la diminution des prix des produits de base et la dépréciation des monnaies nationales, ainsi que par les risques géopolitiques. Si les pays en développement et les pays en transition ont généralement vu leurs sorties d'IDE diminuer, la Chine a fait figure d'exception : passé de 123 milliards de dollars à 128 milliards de dollars le montant de ses investissements directs à l'étranger est resté élevé, lui permettant de conserver sa place de troisième investisseur mondial.

3- . Les évolutions des flux des investissements directs étrangers selon les régions :

Les entrées mondiales d'IDE ont augmenté en 2015, mais de grandes variations sont observables selon les groupes de pays et les régions (**Annexe N°(1.3)**).

3.1 -En Afrique « La faiblesse des prix des produits de base décourage les investissements étrangers directs»:

En 2015, les investissements étrangers directs en Afrique ont représenté 54 milliards de dollars, accusant une baisse de 7 % par rapport à l'année précédente. Portées par la dynamique des flux à destination de l'Égypte.⁸³

◆ **en Afrique du Nord** les entrées d'IDE ont progressé de 9 %, pour s'établir à 12,6 milliards de dollars. Cette augmentation a toutefois été contrebalancée par une diminution des investissements **en Afrique subsaharienne**, la baisse des prix des produits de base ayant découragé les IDE dans les pays tributaires des ressources naturelles.

◆ **En Afrique de l'Ouest**, les entrées d'IDE ont reculé de 18 %, à 9,9 milliards de dollars, en grande partie en raison d'un effondrement des investissements étrangers au Nigéria.⁸⁴

◆ **En Afrique centrale**, elles ont chuté de 36 %, à 5,8 milliards de dollars, le Congo

⁸² CNUCED (2015), « réformer la gouvernance de l'investissement international vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève, p2

⁸³ CNUCED (2016), « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue repères et vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève, p13

⁸⁴ CNUCED (2012), « Vers une nouvelle génération de politiques de l'investissement », Rapport sur l'investissement dans le monde, op cit , p.5

et la République démocratique du Congo, tous deux riches en produits de base, ayant attiré nettement moins d'investissements.

◆ **En Afrique de l'Est**, les entrées d'IDE se sont chiffrées à 7,8 milliards de dollars, perdant 2 % par rapport à 2014. Elles ont toutefois atteint un pic de 1,4 milliard de dollars au Kenya, du fait d'un regain d'intérêt et de confiance des investisseurs et d'un marché de la consommation intérieure en plein essor.⁸⁵

◆ **En Afrique australe**, les entrées d'IDE ont progressé de 2 %, à 17,9 milliards de dollars, principalement grâce au montant record de 8,7 milliards de dollars reçu par l'Angola, en grande partie dans le cadre de prêts intragroupe.

◆ En raison de la médiocrité des résultats économiques médiocres, de la faiblesse des prix des produits de base et de la hausse du coût de l'électricité, les investissements étrangers **en Afrique du Sud** sont tombés à 1,8 milliard de dollars leur valeur la plus basse en dix ans.

◆ Les flux d'IDE en provenance d'Afrique ont diminué de 25 %, à 11,3 milliards de dollars. La baisse des prix des produits de base, la contraction de la demande des principaux partenaires commerciaux et la dépréciation des monnaies nationales ont entraîné une réduction des investissements **sud-africains**, nigériens et angolais à l'étranger.

◆ **En 2016**, les investissements étrangers en Afrique devraient renouer avec la croissance et être compris entre 55 et 60 milliards de dollars. Cette hausse transparaît déjà dans les projets de création de capacités annoncés au premier trimestre de 2016, non seulement en Afrique du Nord, mais aussi au Mozambique, en Éthiopie, au Rwanda et en République-Unie de Tanzanie. Les entrées d'IDE devraient augmenter au Kenya et en République-Unie de Tanzanie, qui ont totalement ouvert le capital de leurs sociétés cotées en bourse aux investisseurs étrangers. Elles devraient également être redynamisées par la privatisation d'actifs en produits de base dans des pays comme l'Algérie et la Zambie.

3.2 – EN L'Asie « Les flux d'IDE vers les pays en développement d'Asie atteignent de nouveaux montants record » :

Avec 541 milliards de dollars reçus en 2015⁸⁶, l'Asie en développement a confirmé sa position de première région bénéficiaire de l'IDE dans le monde. La hausse des investissements étrangers, évaluée à 16 %, a surtout concerné les pays d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud.

⁸⁵ CNUCED (2011), « Modes de production international et de développement sans participation au capital », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève, pp.2-4.

⁸⁶ CNUCED (2016), « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue repères et vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève, p14

◆ **En Asie de l'Est**, en raison de de prises de participation importantes liées à la restructuration d'une entreprise hong kongaise (Chine) et de flux d'investissement dynamiques vers le secteur chinois des services, l'IDE a progressé de 25 %, pour s'établir à 322 milliards de dollars.

◆ **En Asie du Sud-Est**, l'afflux d'investissements étrangers dans des pays à faible revenu tels que le Myanmar et le Viet Nam a été contrebalancé par les médiocres résultats enregistrés dans les pays à revenu supérieur, notamment Singapour, l'Indonésie et la Malaisie. Tirées par l'Inde et le Bangladesh⁸⁷.

◆ **En Asie du Sud**, les entrées d'IDE ont atteint 50 milliards de dollars soit une hausse de 22 % par rapport à 2014⁸⁸. L'Inde est devenue le quatrième pays bénéficiaire dans l'Asie en développement et le dixième pays bénéficiaire dans le monde.

◆ **En Asie occidentale**, la hausse des investissements en Turquie a en partie compensé les effets négatifs de la baisse des prix des produits de base et des tensions géopolitiques pesant sur les investissements dans les pays producteurs de pétrole⁸⁹, en conséquence, les entrées d'IDE dans la région n'ont baissé que de 2 %, se chiffrant à 42 milliards de dollars. Après être montées en flèche en 2015, les entrées d'IDE devraient retomber à leur valeur de 2014.

◆ **Les données du premier trimestre de 2016** sur les fusions-acquisitions internationales et les annonces d'investissements de création de capacités viennent étayer cette projection à la baisse. Malgré un recul de 17 %, à 332 milliards de dollars⁹⁰, les sorties d'IDE de l'Asie en développement en 2015 ont été les troisièmes plus importantes jamais enregistrées par la région. Un certain nombre de pays asiatiques, dont la Chine et la Thaïlande, ont davantage investi à l'étranger. Avec des sorties d'IDE estimées à 128 milliards de dollars, *la Chine est restée le troisième* pays investisseur au monde. Les investissements de Hong Kong (Chine) à l'étranger, qui avaient augmenté en 2014, ont été réduits de plus de moitié et ramenés à 55 milliards de dollars, en raison d'une importante restructuration d'entreprise.

◆ **En Asie du Sud-Est**, les sorties d'IDE ont baissé de 11 %, à 67 milliards de dollars,

⁸⁷ CNUCED (2014), « L'investissement au service des objectifs de développement durable: un plan d'action », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève, p14

⁸⁸ CNUCED (2015), « réformer la gouvernance de l'investissement international vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève, p5

⁸⁹ CNUCED (2013), « Les chaines de valeur mondiales : l'investissement et le commerce au service du développement », Rapport sur l'investissement dans le monde, op cit .p10

⁹⁰ CNUCED (2016), « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue repères et vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, op cit, p14

du fait d'une contraction des investissements Singapouriens. Les sorties d'IDE de l'Inde, principal investisseur de **l'Asie du Sud**, ont diminué de plus d'un tiers, ce qui a fait chuter de 36 %, à 8 milliards de dollars, les sorties d'IDE de la région dans son ensemble.

◆ **En Asie occidentale**, en revanche, les sorties d'IDE ont bondi de 54 %, à 31 milliards de dollars, principalement en raison d'un changement de politique du Koweït, gros investisseur de la région.

3.3 . En Amérique latine et dans les Caraïbes « Les flux d'IDE vers l'Amérique latine et les Caraïbes stagnent » :

Les IDE à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes, à l'exclusion des centres financiers extraterritoriaux des Caraïbes, n'ont guère évolué en 2015, s'établissant à 168 milliards de dollars. Des différences étaient toutefois observables entre l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud.

◆ **En l'Amérique centrale** Les flux d'IDE ont augmenté de 14 %, à 42 milliards de dollars, tirés par d'importants investissements au Mexique et par une hausse des investissements étrangers dans les industries manufacturières de la sous-région.

◆ **En l'Amérique du Sud**, Les flux d'IDE en revanche, ont reculé de 6 %, à 121 milliards de dollars, du fait du ralentissement de la demande intérieure et de la détérioration des termes de l'échange causée par la baisse des prix des produits de base.

Les flux d'IDE vers le Brésil, principal pays bénéficiaire de la région, ont diminué de 12 %, à 65 milliards de dollars⁹¹. La baisse des prix des produits de base a aussi beaucoup pesé sur les investissements étrangers dans l'État plurinational de Bolivie, au Chili, en Colombie et au Pérou. Les flux d'IDE vers l'Argentine ont opéré une remontée sensible, mais ils avaient été anormalement faibles en 2014.

◆ **En 2015**, les sorties d'IDE de la région ont progressé de 5 %, à 33 milliards de dollars⁹². Au Brésil, elles ont même fait un bond de 38 %, en grande partie en raison d'une nette réduction des investissements en sens inverse des filiales étrangères de sociétés brésiliennes. Au Chili, les sorties d'IDE ont augmenté de 31 %, pour atteindre 16 milliards de dollars. Le contexte macroéconomique restant peu favorable, les investissements étrangers dans la région pourraient encore s'amenuiser en 2016.

◆ **En 2015**, les projets annoncés de création de capacités ont diminué de 17 % en

⁹¹ CNUCED (2016), « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue repères et vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, op cit, p14

⁹² CNUCED (2016), « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue repères et vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, op cit, p15

valeur par rapport à 2014, cette baisse se chiffrant à 86 % dans les industries extractives. Dans le secteur des services, les projets annoncés ont également concerné des montants moins élevés. Sur le plan positif, la dépréciation monétaire pourrait stimuler les acquisitions d'actifs.

◆ Pendant **le premier trimestre de 2016**, la valeur des fusions-acquisitions internationales a considérablement augmenté, le montant des cessions réalisées au Brésil, au Chili et en Colombie étant plus élevé.

Section 3: Principales théories explicatives des investissements directs étrangers

Les auteurs ayant traités de l'IDE ont tenté de formaliser ses causes en développant ou en appliquant des approches théoriques.

Certains des arguments avancés s'inspirent des théories de commerce, de l'investissement ou du marketing. Chacune des théories contribue à notre compréhension des raisons sous-jacentes à l'IDE ou offre une explication relative à un IDE particulier .il n'existe cependant pas de théorie complète de l'IDE.

Cette diversité des théories explicatives des investissements directs étrangers est la conséquence d'une variété des questions qui peuvent être présentés: *« pourquoi une firme choisit-elle de s'investir à l'étranger? Ou cette firme vat-elle s'installer? Sur qu'elle base la firme choisit son pays d'accueil ? Quels sont les facteurs déterminants pour stimuler l'attractivité des investissements directs étrangers? »*.⁹³

Plusieurs théories ont traité les investissements directs étrangers (**Annexe N° 4**). Les plus récentes sont celle de *Dunning (1993)* et de *Caves (1996)*. Par ailleurs, on peut remarquer que les théories les plus importantes sont basées sur l'économie industrielle.⁹⁴

❖ Pour notre part nous allons mettre le point sur :

- 1. les théories traditionnelles du commerce international et de l'investissement « Théorie de l'avantage comparatif »**
- 2. la théorie du cycle de vie du produit**
- 3. La théorie de l'internalisation des coûts de transaction**
- 4. la théorie éclectique « O.L.I »**
- 5. la théorie de l'arbitrage financier**

⁹³ **BOURI Sarah (2014)**. « les déterminants de l'investissement direct étranger évidence empirique à partir des données de panel dans la région MENA (1980-2011)».Thèse de doctorat en sciences économiques monétaires et finances LMD ,Option: « Finance », sous la direction du :Pr. BOUTELDJA Abdelnacer, Université de Tlemcen, Algérie.

⁹⁴ **Professeur. Chabha Bouzar et Doctorante Fatima Tareb** . « L'investissement direct étranger et les transferts de technologie vers les pays d'Afrique : cas de l'Algérie ». Faculté de sciences économiques, sciences de gestion et sciences commerciales , Université Mouloud Mammeri Tizi Ouzou.p4

1. les théories traditionnelles du commerce international et de l'investissement **« Théorie de l'avantage comparatif » :**

La théorie fondamentale de l'avantage comparatif fut plus tard adaptée dans le modèle de *Heckscher-Ohlin-Smuelson*.

Heckscher et Ohlin estiment que l'avantage comparatif provient des différences entre les dotations de facteurs naturels. Lorsque le territoire et la main d'œuvre offrent des réserves abondantes, leur coût est généralement plus bas. Un pays ayant des ressources abondantes ou productives ne développera pas seulement l'utilisation industrielle de ses propres ressources mais attirera également des entreprises étrangères.

Ces théories offrent donc une analyse de l'IDE aussi bien que du commerce international.

1.1.1 L'approche en terme industrielle :

Calvet (1981) soutient que *Stephen Hymer (1960)* a été le premier économiste à proposer une théorie de l'investissement direct étranger. Celle-ci soutient que si une entreprise s'implante à l'étranger, c'est pour y exploiter un avantage spécifique.

Cet avantage peut-être d'ordre technologique, managérial, commercial au financier, ou un avantage lié à la taille de l'entreprise.

- ❖ Rappelons que cette notion était un point aveugle des théories classiques et néoclassiques de l'économie internationale⁹⁵.

Hymer en (1960) bâtit sa théorie sur le concept d'imperfection des marchés (comme les économies d'échelle, la différenciation des produits, les réseaux de distribution, l'accès privilégié à l'information...etc.).

Dans sa thèse de doctorat (soutenue en 1960 et publiée en 1976)⁹⁶, *Hymer (1960)* fait la distinction pour la première fois entre l'investissement étranger de portefeuille et l'IDE.

Il montre que les hypothèses d'arbitrage sur le capital expliquant les mouvements internationaux de capital, sont en contradictions avec le comportement des multinationales et sont, ainsi, incapables d'expliquer les causes des IDE et ce pour trois raisons suivantes :

- ◆ **Premièrement:** une fois que le risque, l'incertitude, la volatilité des taux de change, et les coûts d'acquisitions des informations sont incorporés dans la théorie de l'arbitrage de portefeuille, plusieurs des prévisions économiques restent, tout de

⁹⁵**Smith (1776) et Ricardo (1817)** écartaient l'IDE de leurs champs d'analyse en raison des hypothèses sur les quelles reposaient leurs modèles (Marché parfait et concurrence pure, immobilité des facteurs de production, similitude des niveaux technologiques, rendements constants d'échelle,...etc.).

⁹⁶**Hymer S.H. (1976)**, « The International Operations of National Firms: A Study of Direct Foreign Investment », édition MIT Press, Cambridge (these de doctorat, department d'économie, MIT, 1960).

même, invalides. En fait, ceci est dû aux imperfections du marché qui affectent les performances des firmes, et en particulier leurs stratégies sur les marchés étrangers.

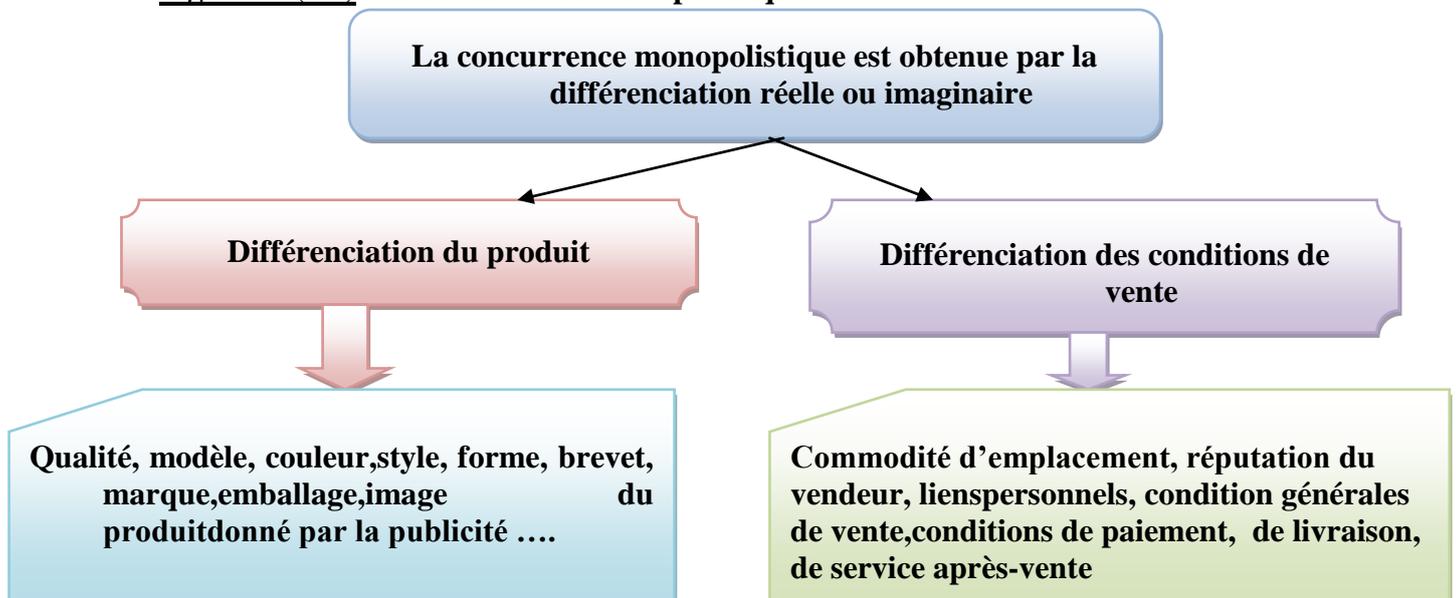
- ◆ **Deuxièmement** : les IDE permettent non seulement le transfert de ressources (capital), mais aussi de technologies, d'expériences managériales et de savoir-faire. D'où l'existence de rentes économiques importantes et d'effets d'externalité positifs, qui peuvent être aussi importants que les effets directs des déplacements de capitaux et des investissements étrangers.
- ◆ **Troisièmement** : les IDE n'ouvrent pas la possibilité de changement de possession (ownership), de ressources ou des droits.

1.1.2. L'approche d'indépendances oligopolistiques :

Cette approche se fonde sur les avantages monopolistiques dus à l'imperfection des marchés qu'au comportement des firmes les unes par rapport aux autres.

Ils revêtent généralement deux formes : stratégies de défense et les stratégies de coopération. Les stratégies de défense se fondent sur le fait que, les firmes oligopolistiques ne peuvent ignorer les activités de leurs concurrentes. Notamment, en matière de leur investissement dans des pays étrangers. En plus, l'investissement direct à l'étranger devient l'un des instruments du jeu, qui se déroulent entre grandes entreprises antagonistes à l'intérieur d'une structure de marché oligopolistique.⁹⁷

Figure N°(1.7): La concurrence monopolistique



- ◆ Pour Hymer (1960), le contrôle des actifs à l'étranger est primordial si l'entreprise multinationale désire créer une rente monopolistique.

⁹⁷ BOURI Sarah (2014). « les déterminants de l'investissement direct étranger évidence empirique à partir des données de panel dans la région MENA (1980-2011) ». op cit

◆ Selon *Hymer (1960)*, l'IDE dépend étroitement des avantages comparatifs de l'entreprise multinationale et du degré d'imperfection des marchés pour ces avantages. Plus l'imperfection des marchés est grande, plus l'entreprise multinationale aura tendance à réaliser des IDE ou des opérations de contrôle d'entreprises locales.

Des recherches ont été menées suivant la même logique que *Stephen Hymer, Kindleberger (1969)*⁹⁸ explique que l'IDE n'a aucune raison d'exister lorsque : les marchés sont efficients, l'information n'a pas de coût, il n'y a pas de barrière au commerce et à la compétition,...etc. L'exportation est la seule forme d'internationalisation envisageable en présence des conditions précitées. L'hypothèse des marchés parfaits requiert que les prix et les rendements ajustent instantanément partout dans le monde, dans une optique d'équilibre de l'offre et de la demande.

◆ *Caves (1996)*⁹⁹ s'est inspiré de l'approche de *HYMER (1966)* pour développer son approche fondée sur l'avantage oligopolistique (plutôt que sur l'avantage monopolistique) dont les déterminants sont : l'imperfection sur les marchés des biens, l'imperfection sur les marchés des facteurs de production, les économies d'échelles (interne et externe) et l'action des gouvernements dans les pays d'accueil.

◆ *Caves (1996)* soutient que les barrières à l'entrée, telles le coût du capital, les dépenses de R&D et les économies d'échelles constituent des imperfections de marché qui expliquent l'internationalisation des entreprises. Il considère qu'une entreprise leader d'un oligopole, s'implante à l'étranger dans le but de tourner à son avantage la structure du marché. Les concurrents locaux se trouvent alors en position de faiblesse et se délocalisent à leur tour par réaction oligopolistique.

1.2. La théorie de cycle de vie du produit :

L'approche de *Vernon (1966)*¹⁰⁰ donne une interprétation dynamique des liens entre le commerce international (importations et exportations) et l'investissement direct étranger, combinant à la fois des éléments d'économie industrielle et d'économie internationale.

Il explique les investissements directs étrangers selon le cycle de vie du produit (ou même d'une industrie) débute généralement par des travaux scientifiques qui font l'objet de développement technologique afin de le commercialiser. Selon *Vernon*, la vie d'un produit,

⁹⁸ **Kindleberger C.P.(1969)**, «American Business Abroad: Six Lectures on Direct Investment» ,édition New Haven Yale University Press.

⁹⁹ **Caves R. (1996)**,« Multinational Enterprise and Economic Analysis» ,édition Cambridge University Press, New York.

¹⁰⁰ **Vernon R. (1966)**,« International Investment and International Trade in the Product Cycle» , Quarterly Journal of Economics, vol.80, pp.190-207.

Chapitre I : Les IDE: Cadre Théorique Et Actualité Du Phénomène.

dès son introduction sur un marché, passe par quatre phases grandes phases : le lancement, la croissance, la maturité et le déclin.

- ◆ **Phases de lancement et de croissance** : le produit est conçu dans le pays d'origine avec des technologies innovatrices, il est aussi produit pour le marché local. A cette phase initiale, les ventes ne croissent pas à un rythme rapide à cause de la demande qui reste relativement inélastique en raison des avantages monopolistiques spécifiques dont dispose encore la firme créatrice du produit et par conséquent les prix demeurent relativement élevés surtout que le produit n'est pas tout à fait ajusté aux besoins des consommateurs.¹⁰¹
- ◆ **Phase de maturité**: après, arrivé à un autre stade du cycle de vie, une certaine croissance et connaissance du marché, de synergie, le produit est exporté vers d'autres pays ayant des caractéristiques similaires au pays d'origine.
- ◆ **Phase de déclin**: Lorsque le produit devient standard et mature, les coûts de travail deviennent très importants dans le processus de production, c'est à ce moment-là que les firmes délocalisent à la recherche des coûts de production bas. A cette étape, toute supériorité technologique a disparu et le prix devient l'élément déterminant et peut conduire à des effets de « feed-back », c'est-à-dire des flux d'exportations du pays d'accueil vers le pays d'origine, ce qui signifie que les importations dans le territoire d'origine apparaissent

Tableau N°(1.5): Phase du cycle du produit et mode de pénétration des marchés étrangers

Produit	croissance	maturité	déclin
Pays	pays leader	pays développé Suiveur	pays en développement
Structure concurrence De marché	technologie	oligopole	travail peu qualifié
Mode de pénétration	Exportation	Investissement direct	licence / sous traitence

Source : J.L.Mucchielli(1994) .relations économiques internationales .paris Hachette

¹⁰¹ **BOURI Sarah (2014)**. « les déterminants de l'investissement direct étranger évidence empirique à partir des données de panel dans la région MENA (1980-2011)».op cit

Chapitre I : Les IDE: Cadre Théorique Et Actualité Du Phénomène.

En s'implantant à l'étranger, l'entreprise va créer son propre réseau de sous-traitants et de fournisseurs, limitant du même coup les velléités d'imitation.

Comme l'explique *Mucchielli* «*Toute cette stratégie consiste à remplacer l'avantage technologique absolu perdu, ou en passe de l'être, par des avantages relatifs de coûts et de différenciation, afin de conserver une place de leader dans les pays d'accueil*». ¹⁰²

Tableau N°(1.6) : Le cycle de vie international du produit selon Vernon (1966)

	Phases de lancement et de croissance	Phase de maturité	Phase de déclin
Pays développés innovateurs	Grâce à son avance technologique, liée à un effort préalable de R&D l'entreprise innovatrice produit et vend son produit localement. Il n'y a pas de concurrent, le produit nécessite une main D'œuvre très qualifiée.	Apparition des premiers concurrents étrangers. Début de délocalisation de la production. Le produit est imité par les concurrents des autres pays développés.	Baisse importante de la production locale. Ensuite, arrêt définitif de la production. Le produit est importé à partir des filiales à l'étranger, mais aussi des concurrents.
Autres pays développés	Importation des produits innovants en provenance des pays innovateurs. Les produits sont destinés aux revenus aisés.	Début de la production sous licence ou par des concurrents. Réduction des importations. Début des exportations.	Baisse de la production et début de l'importation. Le produit se banalise de plus en plus.
Pays en voie de développement	Faible importation des produits innovant en provenance des pays innovateurs. Les prix sont élevés. Les produits sont très différenciés. La technologie est difficilement imitable.	L'importation continue D'augmenter. Premières prospections dans le but de planter des usines. Le produit nécessite de moins en moins de main D'œuvre qualifiée. Début des exportations.	Production par les usines délocalisées et exportation vers les pays développés. Le produit est fabriqué avec des équipements standardisés. La technologie est parfaitement maîtrisée et largement diffusée dans les pays en voie de développement.

Source: Vernon R. (1966), International investment and international trade in the product cycle, Quarterly Journal of Economics, vol.80, p199.

- ◆ L'approche de *Vernon (1966 et 1979)*¹⁰³ est un prolongement naturel de la théorie *Ricardienne* de l'avantage comparatif. Les différences en dotation technologique expliquent la spécialisation internationale entre pays innovateurs (pays industriels leaders), pays imitateurs précoces (autres pays industriels) et pays imitateurs tardifs (pays en développement).

Les produits nouveaux apparaissent dans les pays les plus innovants qui les exportent.

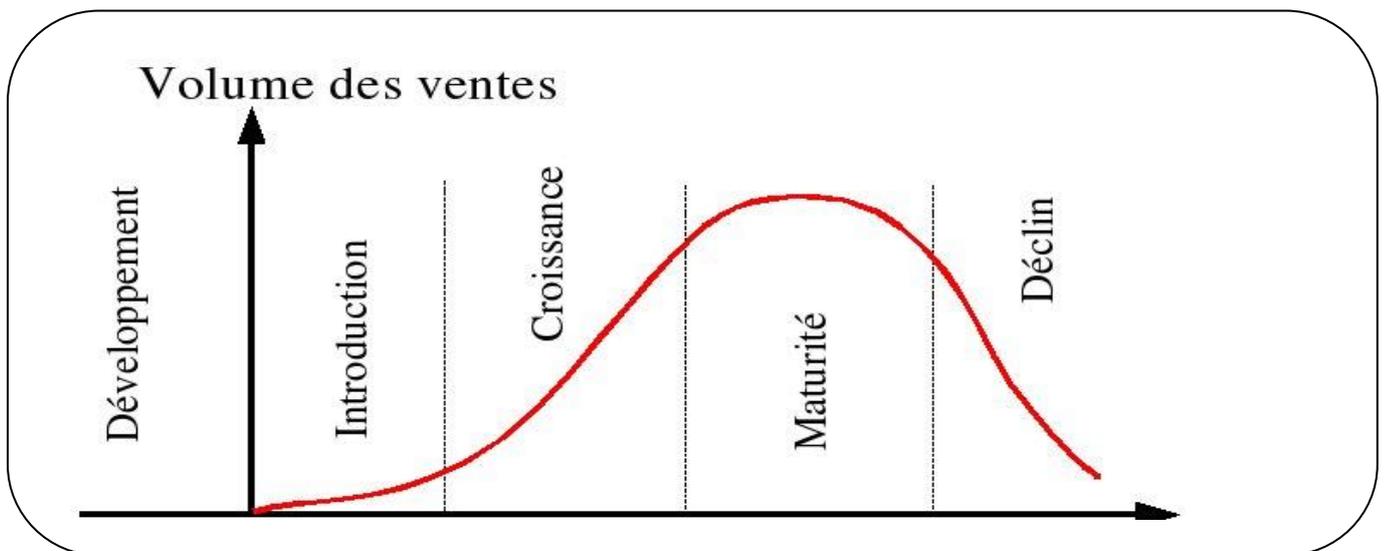
¹⁰² *Mucchielli J-L (1998)*, « Multinationales et mondialisation ». Éditions Seuil, Paris, Mai, p. 379.

¹⁰³ *Vernon R. (1979)*, « The Product Cycle Hypothesis in a New International Environment, Oxford Bulletin of Economics and Statistics », vol.41, pp.255-267.

Au cours de leur cycle de vie, ces produits se standardisent progressivement (fin de la phase de croissance, début de la maturité). Leur production est abandonnée par les pays innovateurs leaders et est assurée par les concurrents (autres pays industriels) qui, à leur tour, les exportent.

- ◆ A la fin du cycle de vie, les produits sont parfaitement standardisés et leur technologie est largement diffusée, la production est assurée par les pays en développement qui les exportent vers les pays industriels.

Figure N°(1.8): Courbe de cycle de vie de produit



Source: WWW. Wikipedia.

Org./[https://fr.wikipedia.org/wiki/Cycle_de_vie_\(commerce\)#/media/File:Cycledevie.jpg](https://fr.wikipedia.org/wiki/Cycle_de_vie_(commerce)#/media/File:Cycledevie.jpg)

1.3. La théorie de l'internalisation des coûts de transaction :(WILLIAMSON 1975)¹⁰⁴

Dans les années soixante-dix, quelques économistes, en particulier Buckley et Casson(1976)¹⁰⁵, ont proposé l'application de la théorie d'internationalisation afin d'expliquer la croissance des FMN basées sur la théorie des coûts de transactions.

- ◆ Buckley et Casson (1976) considèrent que la firme multinationale est une entreprise qui préfère internaliser ses activités avec l'étranger, plutôt que de s'en remettre au marché (exporter, céder une licence de fabrication, faire faire à l'étranger et importer ensuite,...etc.).

¹⁰⁴ O.E. Williamson (1975), « markets and hierarchies ; analysis and antitrust implications », new york, free press.

¹⁰⁵ Buckley P.J. et Casson M.C. (1976), « The Future of the Multinational Enterprise » ,édition The MacMillan Press, Londres. P56

Pour toute activité, En effet le choix entre faire un appel au marché, c'est-à-dire exécuter l'activité à l'extérieure de l'entreprise et la payer ou par le franchisage et d'y investir, c'est-à-dire en l'internalisant.

- ◆ Chacune des deux possibilités engendre des coûts : si l'entreprise fait appel au marché, alors elle doit supporter des coûts de transaction (coûts associés à la négociation, la passation et la supervision des contrats comme les coûts de prospection des partenaires, surveillance des partenaires, frais juridiques liés aux droits de propriété, taxes et tarifs, coût potentiel de perte de contrôle d'une technologie,...etc.). Et si l'entreprise décide de réaliser l'activité en interne, alors elle doit supporter les coûts d'utilisation de ses ressources (coûts d'exploitation, délai d'apprentissage, recherche de fournisseurs,... etc.).

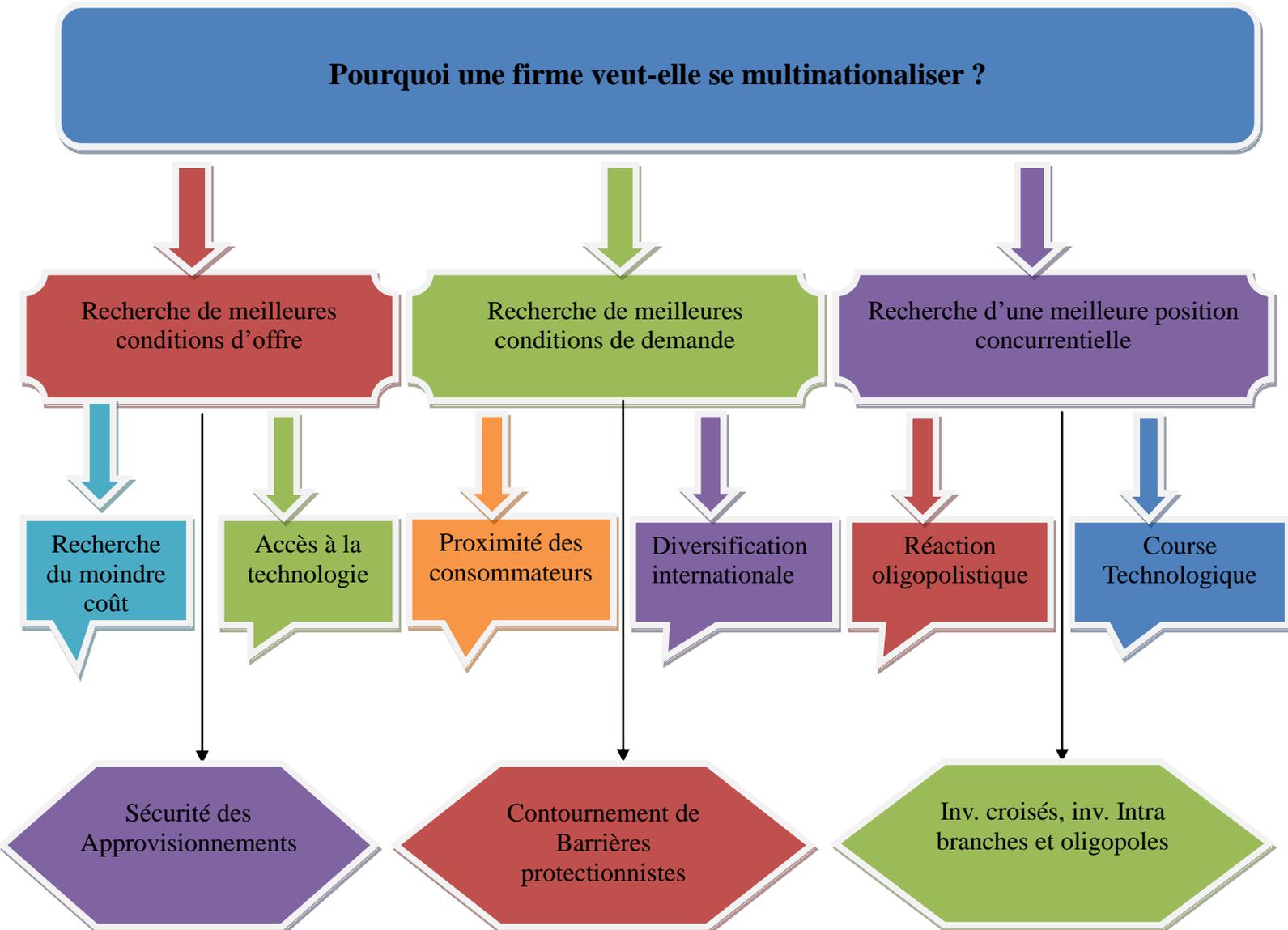
Par ailleurs, *Buckley et Casson (1998)*¹⁰⁶, soutiennent que le choix de l'internalisation est particulièrement adapté à un environnement volatil, comme dans les pays émergents ou en transition. L'entreprise multinationale est alors fortement incitée à organiser les échanges d'actifs (produits semi-finis, informations, technologie, capital humain) en intra firme pour réduire les coûts de transaction.

- ◆ Pourquoi l'entreprise préfère-t-elle s'internaliser, c'est à dire intégrer en son sein toutes les fonctions, de l'approvisionnement à la commercialisation ?
¹⁰⁷Parce que le marché international des facteurs et des biens est imparfait, d'où des coûts de transaction (coûts entraînés par les échanges économiques (acquisition d'information, établissement de contrats, négociation ...)). L'internalisation permet de réduire, voire de supprimer ces inconvénients, c'est à dire réduire ces coûts de transaction.
- ◆ Si le coût de l'internalisation est inférieur au coût de transaction, il y a intérêt à créer un marché interne. La substitution d'unités de production ou de commercialisation contrôlées par la firme à des unités indépendantes passe par le rachat d'entreprises existantes, la prise de participation ou la création d'unités nouvelles.

¹⁰⁶ **Buckley P.J. and Casson M.C. (1998)**, « Models of the Multinational Enterprise », *Journal of International Business Studies*, vol.29, No.01, pp.21-44.

¹⁰⁷ **BOURI Sarah (2014)**. « les déterminants de l'investissement direct étranger évidence empirique à partir des données de panel dans la région MENA (1980-2011) ». op cit

Figure N° (1.9): Avantages comparatifs et firmes multinationales



Source : élaboration personnelle : depuis ce site /

<http://d1n7iqsz6ob2ad.cloudfront.net/document/pdf/537f6a97cef7c.pdf>

1.4. La théorie éclectique ou le paradigme « O.L.I » :

C'est l'approche la plus complète sur la stratégie des FMN en matière d'investissement étranger et qui remonte au milieu des années 70 avec l'œuvre de *Dunning (1979)*¹⁰⁸, Partant du concept de marché imparfait développé par plusieurs théoriciens (*Hymer, Kindleberger et Coase*), son approche globale sur les facteurs explicatifs de l'investissement direct fait de lui le pionnier du **paradigme OLI (propriété, localisation, internationalisation)** dans laquelle il réunit trois avantages essentiels qui, selon lui, poussent les multinationales à s'implanter à l'étranger.

1. Le premier avantage est un avantage spécifique de l'entreprise transnationale dans le pays d'accueil, il peut s'agir de l'avantage que l'entreprise a sur ses rivales en termes d'actifs tangibles ou intangibles, de technologie avancées ou de marketing qui lui permet de réduire ses coûts et de faire face à ses concurrents,
2. ensuite l'exploitation effective de ces actifs oblige souvent la firme à internationaliser ses opérations internationales en établissant des filiales à l'étranger (intégration verticale) au lieu de céder des licences aux firmes locales car cela augmenterait relativement ses coûts de transaction.
3. Enfin, une fois ses avantages réunis, se pose alors le choix de la localisation permettant aux FMN d'exploiter au mieux les possibilités offertes par les pays d'accueil (prix des inputs, marchés, coûts de transport...).

La firme procède donc à l'investissement dans le pays d'accueil lorsqu'elle aura réuni simultanément ces trois types d'avantages (**OLI**). La FTN gardera tout de même la maîtrise de la pénétration du marché étranger par l'exportation même lorsqu'elle ne possède pas d'avantage à la localisation. Dans le cas extrême, la FTN effectuera une vente de licence auprès d'entreprises locales s'il n'a pas non plus d'avantage à internationaliser sa production à l'étranger.

Les avantages énumérés ci-dessus sont exploités par des entreprises dont la demande vise à satisfaire soit le marché local, soit le marché étranger

Donc cette théorie L'une des premières tentatives de recensement des diverses combinaisons d'avantages qui conduisent une entreprise à s'implanter à l'étranger et donc à choisir une nation particulière comme lieu d'implantation est l'œuvre de Dunning connue sous le nom de la théorie éclectique¹⁰⁹. Cette théorie, connue également sous le nom de

¹⁰⁸ **Duning, J. H. (1979)**, « Explaining changing patterns of international production: in defence of the electictheory », Oxford Bulletin of Economics and statistics, vol. 41, pp. 269-295.

¹⁰⁹ **Ferrera L., Henriot A., (2004)** : « La localisation des entreprises industrielles : comment apprécier l'attractivité des territoires », Economie Internationale, p 93

paradigme OLI (Ownership, Localisation, Internalisation), suggère la présence de trois avantages qui expliquent le choix d'IDE par une firme multinationale, il s'agit de la propriété d'avantages spécifique, de localisation et d'internalisation :

❖ **Les avantages Spécifiques (O : Ownership) :** *l'avantage spécifique* représente l'avantage exclusif que peut avoir la firme multinationale vis-à-vis des firmes locales du pays d'accueil. Il consiste en la maîtrise d'un produit nouveau, d'un nouveau processus de production ou d'un actif intangible comme la réputation de la qualité du produit.

❖ **Les avantages de localisation (L : Location) :** *l'avantage de localisation* est généralement lié aux caractéristiques du pays hôte. En effet, en produisant à l'étranger, la firme peut éviter les barrières naturelles ou artificielles à l'échange comme les droits de douane, les quotas à l'exportation ou l'importation, les coûts de transports, etc.

Elle peut aussi bénéficier d'un accès préférentiel à d'autres marchés, dont bénéficie le pays hôte. Cet avantage peut être lié à l'allocation spatiale des ressources naturelles entre les pays.

❖ **Les avantages d'internalisation (I : Internalisation) :** la firme multinationale dispose d'un avantage d'*internalisation* car en présence des deux précédents, il n'est pas toujours profitable d'installer une nouvelle filiale à l'étranger. Si la firme envisage d'accorder une licence de production à une firme locale, elle sera confrontée à deux principales difficultés¹¹⁰ : D'une part, elle n'est pas incitée à révéler la totalité de son processus ou de sa technologie de production du fait que la firme à laquelle elle concède la licence peut rejeter le contrat, copier la technologie à moindre coût et devenir une concurrente de la multinationale.

D'autre part, il existe un problème d'asymétrie d'information entre la multinationale et le licencié, liée au fait que tout accord doit comporter des incitations à maintenir la réputation sur la qualité ou la marque du produit pour ceux à qui on concède la licence. Ces difficultés créent une incitation à internaliser les transactions au moyen de l'implantation directe, donc à l'apparition des flux d'IDE.

Les motivations en faveur de l'IDE sont liées principalement aux caractéristiques du pays hôte telles que l'accès aux inputs spécifiques, l'utilisation d'une main-d'œuvre qualifiée moins chère ou encore la suppression des barrières à l'échange et des coûts de transport.

¹¹⁰**Slim Driss ; (2007) :** « l'attractivité des investissements directs étrangers industriels en Tunisie », région et développement n° 25. P142

Chapitre I : Les IDE: Cadre Théorique Et Actualité Du Phénomène.

Les modèles d'IDE mettent en relief l'avantage d'une localisation particulière d'une firme multinationale et non l'avantage concurrentiel de celle-ci vis-à-vis des firmes locales.¹¹¹

- ◆ D'autres raisons, comme la réputation ou la qualité des produits, peuvent expliquer la préférence pour l'internalisation.

Tableau (1.7): Les avantages de la multinationalisation des entreprises selon Dunning (1981)

Avantages de propriété	Avantages de localisation	Avantages d'internalisation
Propriété technologique	Prix des inputs	Baisse des coûts de transaction
Taille, économie d'échelle	Qualités des inputs	Réduction de l'incertitude
Différentiation des produits	Coûts de transport	Contrôle de l'offre et qualité
Dotations spécifiques	Coût de communication	Contrôle de l'organisation
Accès aux marchés	Distance culturelle	
Multinationalisation antérieure		

Source: Dunning (1981), *Economic analysis and multinational enterprises*, édition Allen & Unwin, Londres, p.69.

Dunning (1979) soutient que la simultanéité des trois avantages est nécessaire pour que l'investissement à l'étranger se réalise. En revanche, s'il n'y a pas d'avantages de localisation, mais si l'entreprise dispose d'avantages de propriété et d'internalisation, il lui est conseillé d'exporter ou d'établir son propre réseau de vente à l'étranger. Par contre, si l'entreprise dispose uniquement d'un avantage de propriété, il lui est conseillé de concéder une licence ou une franchise à l'étranger et de laisser le soin à une entreprise locale d'exploiter le marché domestique.

- ◆ Dunning retient trois formes principales d'intervention des firmes à l'extérieur, les exportations, le transfert des ressources par la vente de licence, et l'investissement direct étranger¹¹².

D'après l'auteur, la firme choisit l'investissement direct comme mode de pénétration du marché étranger si elle réunit simultanément les trois types d'avantages **O.L.I.**

S'il n'y a pas d'avantage à la localisation, mais un avantage spécifique et un avantage à l'internalisation, la firme garde la maîtrise de la pénétration du marché étranger en y exportant et en établissant même son propre réseau de vente. Enfin pour Dunning, si la firme ne possède qu'un avantage spécifique, elle effectue alors une vente de licence auprès

¹¹¹ Slim Driss ; (2007): « l'attractivité des investissements directs étrangers industriels en Tunisie ». opcit .P143

¹¹² Dunning, J. H. (1988), « The Eclectic paradigm of international production : A restatement and some possible extensions », Journal of international business studies, vol. 19, pp. 1-31

Chapitre I : Les IDE: Cadre Théorique Et Actualité Du Phénomène.

d'une entreprise locale et lui laissera le soin d'exploiter le marché de son pays. Dans le tableau ci-dessous, nous essayons de récapituler les résultats précédents :

. **Tableau (1.8): Paradigme OLI et modes de pénétration des marchés étrangers**

	IDE	Exportation	Vente de licence
Avantages de propriété	+	+	+
Avantages de localisation	+	-	-
Avantages d'internalisation	+	+	-

Source: J. Dunning / multinational enterprises and the global economyreading / mass / Addison-Wesley/ 1993.

Cette approche des déterminants de l'IDE est une approche dynamique, puisqu'elle évolue au fur et à mesure qu'évoluent l'attractivité du pays hôte et les avantages spécifiques de l'entreprise.

- ◆ Il ressort du paradigme OLI que les déterminants de l'IDE peuvent être classés en deux catégories : *les facteurs d'offre* relatifs aux avantages de propriété et d'internalisation et *les facteurs de demande* relatifs aux avantages de localisation.

A ce niveau de développement de cette théorie et en réponse à la question : Pourquoi les firmes vont-elles à l'étranger ? Dunning donne une réponse claire : « *parce qu'elles détiennent un avantage spécifique qui leur assurent que les avantages d'une multinationalisation surpassent, à long terme, les coûts exigés* ».

En réponse à la question : Où s'installer ? Dunning répond « *là où les avantages d'un pays maximisent les avantages spécifiques de la firme* ». ¹¹³

Une dernière partie repose sur la question : Comment vont-elles s'installer à l'étranger ?, ou encore, quelle organisation devrait-on adopter pour maximiser les avantages spécifiques de la firme et bénéficier des avantages spécifiques de la localisation choisie ? Cette partie repose sur la prémisse que les marchés sont imparfaits et même parfois inexistantes.

En créant son propre marché intérieur, la firme multinationale gagne certains avantages et a intérêt à s'internaliser et choisir le mode d'organisation le plus efficace.

- ◆ Dunning (1988) a bien précisé qu'un investissement direct, avant d'être réalisé par

¹¹³ **BOURI Sarah (2014)**. « les déterminants de l'investissement direct étranger évidence empirique à partir des données de panel dans la région MENA (1980-2011) ». Thèse de doctorat en sciences économiques monétaires et finances LMD, Option: « Finance », sous la direction du :Pr. BOUTELDJA Abdelnacer, Université de Tlemcen, Algérie.

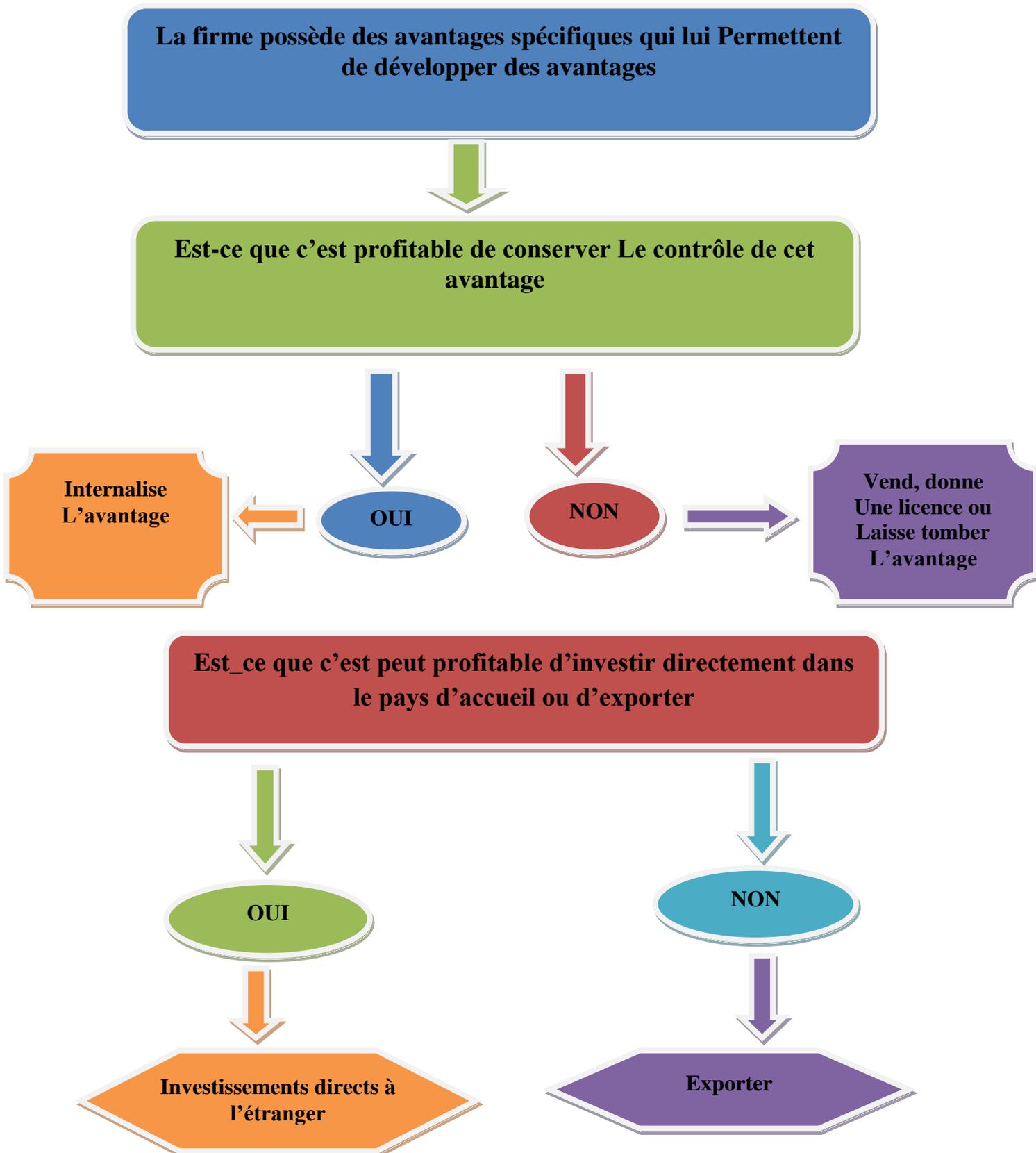
une firme, doit répondre à la condition d'avoir un objet (tel un avantage spécifique) et être préféré à d'autres types de pénétration d'un marché étranger. Une fois que cette condition nécessaire est satisfaite, il reste à satisfaire les avantages à la localisation dans le pays d'accueil. Finalement, la réalisation de la séquence «O - L – I» révèle l'attractivité du pays d'accueil.

Par ailleurs, en se focalisant sur l'avantage de localisation de *Dunning (1993)*, *Mucchielli (1998)* stipule que l'entreprise décidera de l'implantation d'une unité de production à l'étranger en fonction de quatre déterminants principaux¹¹⁴ :

1. la taille du marché en termes de demande exploitable à partir de chaque localisation,
2. le coût des facteurs de production
3. le nombre d'entreprises locales et étrangères déjà présentes
4. les différentes politiques locales (qui peuvent intégrer des éléments comme les avantages fiscaux, la possibilité de rapatriement des bénéfices, la création de zones de libre-échange et d'intégration régionale, etc.).

¹¹⁴**Slim Driss (2007)**, «l'attractivité des investissements directs étrangers industriels en Tunisie », op cit.p141

Figure N° (1.10): les (IDE) dans le paradigme (OLI)



Source : Eric jasmin / nouvelle économie et firmes multinationales / les enjeux théoriques et analytiques : le paradigme éclectique / page N°15

1.5. La théorie de l'arbitrage financier :

L'arbitrage est une combinaison de plusieurs opérations permettant de réaliser un bénéfice sans risque en tirant partie des seules imperfections susceptibles d'apparaître entre différents marchés.

- ✚ L'arbitrage permet d'assurer l'égalité des prix à un même moment. Il assure la fluidité entre les différents marchés et contribue à leur liquidité. C'est l'opération de base qui permet de garantir l'efficacité des marchés.

L'arbitrage sur les marchés de capitaux est le processus par lequel les actifs financiers sont achetés à un prix plus bas sur un marché et vendus à un prix plus élevé sur un autre.

Les fonds peuvent alternativement être empruntés à un taux plus bas et prêtés à un tiers à un niveau plus élevé.

- ✚ L'arbitragiste agit bien sur ainsi pour dégager un profit mais l'arbitrage a pour effet d'égaliser les prix ou les taux d'intérêt entre les marchés si les mouvements des capitaux sont totalement libres.

Aussi longtemps que des différences de prix ou de taux d'intérêt existent entre les marchés, le capital sera attiré vers les marchés sur lesquels il peut obtenir la rémunération la plus élevée. Cette théorie a été appliquée aux flux d'investissement étranger.

La manière dont elle peut s'appliquer au portefeuille d'investissement est évidente, dans la mesure où ce type d'investissement est souvent très sensible aux mouvements internationaux des taux d'intérêt, entre autres. Elle est moins facilement applicable à l'IDE, qui réagit davantage à des facteurs de long terme qu'à des facteurs de court terme.

Cependant, d'un point de vue général, tout investissement sera attiré par des perspectives d'une rémunération supérieure. Dans le cas de l'IDE, la rentabilité d'un investissement est souvent influencée par une combinaison de facteurs, et l'arbitrage du capital dès lors qu'une analyse plutôt générale.¹¹⁵

L'approche de *Brainard (1993)¹¹⁶ et (1997)¹¹⁷* est basée sur des hypothèses de concurrence imparfaite, de différenciation de produits et d'économies d'échelle croissantes. Elle met en avant un arbitrage des entreprises multinationales entre avantages de proximité et avantages de concentration :

¹¹⁵Zineb El Aoumari ,(2009),« Attractivité de Canada : l'investissement direct étranger et dynamique de la croissance » , université de Québec à Montréal, mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en économie, p17

¹¹⁶Brainard S.L. (1993), « A Simple Theory of Multinational Corporations and Trade-off Between Proximity and Concentration, NBER», Working Paper no.4269. p25

¹¹⁷Brainard S.L. (1997),« An Empirical Assessment of the Proximity-Concentration trade-off between Multinational Sales and Trade», American Economic Review, vol.87, pp.520-543.

- ◆ **Avantages de proximité** : des firmes multinationales de type horizontal apparaissent lorsque les avantages à s'implanter à proximité des consommateurs sont élevés relativement aux avantages liés à la concentration des activités. La firme préfère donc implanter plusieurs sites de production pour servir les marchés locaux, si elle peut réaliser des économies d'échelle entre ces différents sites du fait de la présence d'actifs intangibles ou d'avantages technologiques, si les coûts d'implantation sont relativement faibles, si les coûts de transport sont plutôt élevés et si la demande sur le marché d'accueil est forte. Ces premiers modèles mettent l'accent sur les IDE de type horizontaux qui correspondent à des stratégies de conquête de marchés locaux principalement dans les pays développés¹¹⁸.
- ◆ **Avantages de concentration** : ce sont des avantages liés à la recherche d'une compétitivité par les prix du fait des économies d'échelle, issues de la concentration de la production dans une seule usine au sein du pays d'origine. Dans un univers où les coûts de transport sont négligeables et les rendements d'échelle croissants, toute la chaîne de production peut être concentrée dans un seul site de production, celui du pays d'origine. La notion d'économie d'échelle se rattache à celle de rendement d'échelle qui relie les variations de la quantité produite d'un bien avec celles des inputs nécessaires à sa fabrication.

Brainard (1993 et 1997) va plus loin en permettant de tirer des conclusions plus nuancées et utilise un modèle de gravité pour tester l'hypothèse de proximité-concentration (c'est-à-dire, tester l'existence de liens entre les exportations et la production étrangère des entreprises multinationales), à partir de données en coupe transversale de l'année 1989 sur les échanges bilatéraux entre le secteur de l'industrie aux États-Unis et 27 autres pays.

Les résultats de *Brainard (1993 et 1997)* indiquent que plus les coûts de transport et les barrières commerciales sont élevés et plus les obstacles à l'investissement et les économies d'échelle sont faibles, plus la production à l'étranger augmentera relativement aux exportations. Ainsi l'accroissement des sorties d'investissement direct étranger (produire à l'étranger) est dicté par une hausse des coûts de transport si les économies d'échelle sont constantes.

« Ces diverses théories reflètent la diversité et l'instabilité des critères auxquels obéissent les investissements directs étrangers. »

¹¹⁸Dupuch, S. et christelle, M., (2003), « Les déterminants des investissements Européens dans les PECO », Workingpaper CEPE No 7, p.3.

Conclusion:

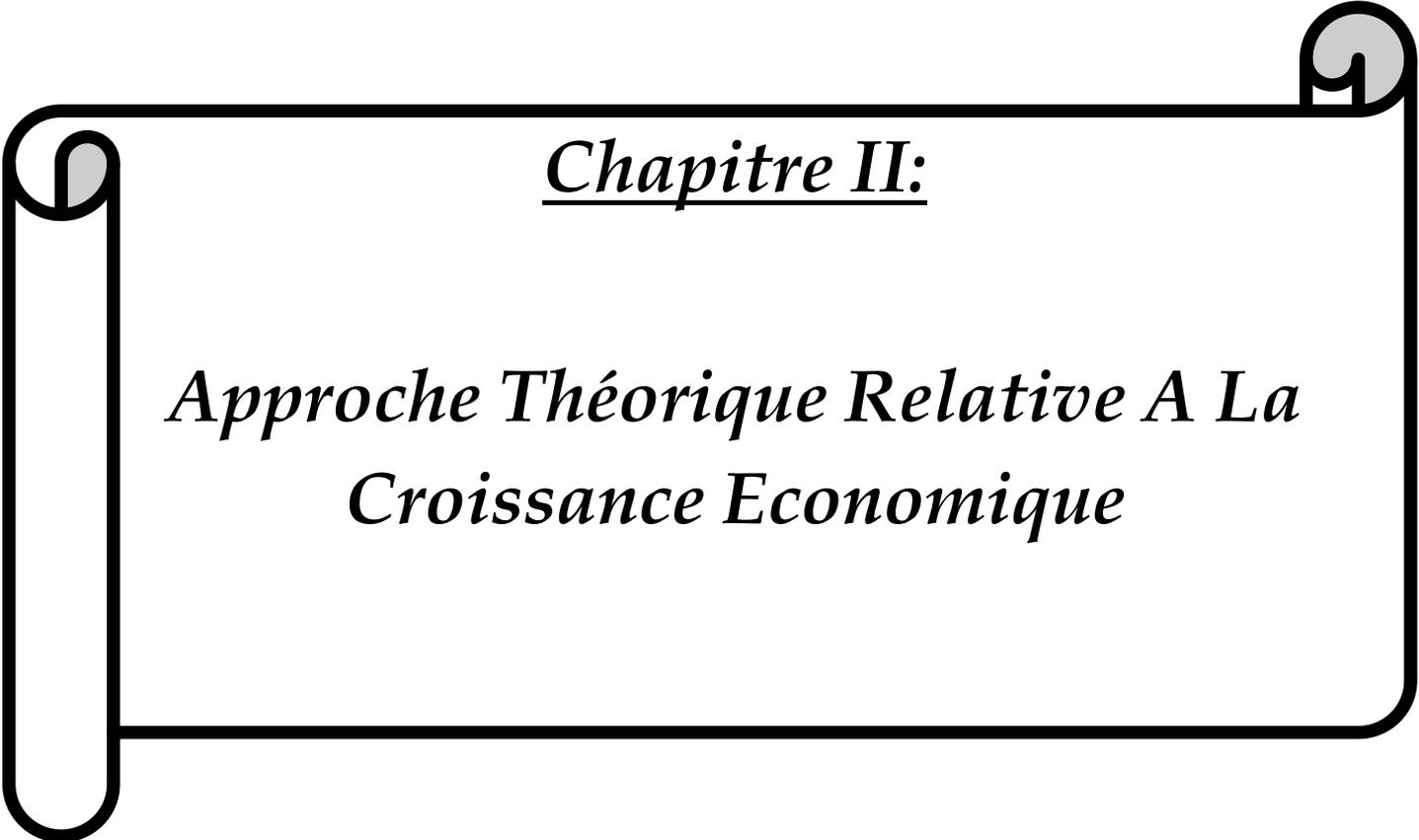
Dans ce chapitre, nous avons d'une part fait le tour des définitions des IDE proposées par plusieurs auteurs tels :

◆ Jacquemot, qui définit l'IDE comme l'emploi des ressources financières qu'un pays fait à l'étranger. Pour l'OCDE, un investissement direct est effectué en vue d'établir des liens économiques durables avec une entreprise. Par contre, le FMI donne une autre définition des investissements directs : *les investissements effectués dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur.*

◆ D'autre part, nous nous sommes intéressés aux différentes théories économiques sur les investissements directs étrangers, En mettant en lumière les théories, de la firme, de l'internalisation et la théorie de l'organisation industrielle qui aborde les éléments déterminant l'IDE sous l'angle de la firme et ensuite aux théories néoclassiques et celle du marché qui examinent l'IDE sous l'angle du libre-échange. Puis par la suite nous avons défini le concept d'adaptation institutionnelle, qui éclaire le point de vue du pays hôte.

Ce chapitre s'est également penché sur les différentes stratégies des IDE, qui sont ici confondues à celle des firmes transnationales qui sont : les stratégies d'accès aux ressources du sol et du sous-sol, à la stratégie horizontale et à la stratégie verticale.

Mais dans ce chapitre la réalité et la spécificité des IDE en Algérie n'ont pas été traitées, ceci nous amène à entamer un autre chapitre qui traitera de plus près l'état des IDE en Algérie, et plus précisément l'analyse d'attractivité des investissements directs étrangers en Algérie.



Chapitre II:

*Approche Théorique Relative A La
Croissance Economique*

*Chapitre II : Approche Théorique Relative A La
Croissance Economique*

*Section 1: Notions générales relatives à la croissance
Économique*

Section 2: Les modèles de la croissance économique

Section 3: La théorie de la croissance endogène

Introduction:

La notion de la croissance a toujours été au centre des études et des analyses Économiques et a toujours pris une importance assez considérable chez les économistes. Les auteurs classiques ont essayé de chercher les moyens et les politiques permettant à l'Etat de s'enrichir.

Shumpéter a essayé de chercher les moyens qui assurent la pérennité de la doctrine capitaliste.

Dans le 19ème siècle, ce sont les keynésiens qui ont proposé une étude de la notion de la croissance. Ils ont construit le modèle **d'Harrod-Domar**.¹

Les néoclassiques, tout en rejetant les conclusions du modèle précédent ont essayé de chercher les sources de la croissance à long terme. Celui-ci ne peut résulter, selon eux, que grâce au progrès technologique considéré comme exogène dans le modèle de **Solow**.

Puis, ce sont les théoriciens de **la croissance endogène** qui ont rejeté les conclusions de Solow pour trouver des sources endogènes de la croissance et justifier le différentiel de la croissance.

Dans ce chapitre on va exposer ces différentes théories et ces différents modèles tout en montrant les points forts et les faiblesses pour chacun d'eux

¹ **BEKIHAL Mohamed (2013)**. « Les investissements directs étrangers en Algérie: « Essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990 et 2010 » Thèse de magister en sciences économiques, sous la direction du : Pr. BENBAYER Habib, Université D'ORAN, Algérie.

Section 01 : Notions générales relatives à la croissance économique

Plusieurs termes d'usage courant font intervenir, de près ou de loin, la notion de croissance ; le terme de croissance économique lui-même, mais également ceux d'expansion économique, de développement économique, social ou durable, voire ceux de progrès et de productivité.

Cependant ces termes peuvent être différenciés suivant l'objet pris en compte (dimension qualitative ou quantitative) et l'horizon temporel concerne.

➤ La croissance économique est l'augmentation soutenue, de la production d'un pays pendant une longue période.

La croissance, notion purement quantitative (croissance au sens strict), se distingue de l'expansion correspondant à la seule phase ascendante du cycle économique et est implicitement de courte durée. L'expansion est donc l'augmentation conjoncturelle de la production.²

Dans ce qui suit, afin d'expliquer la croissance économique, nous allons d'abord aborder quelques éléments relatifs à la croissance et puis les facteurs qui expliquent ou qui contribuent à celle-ci.

1. Qu'est-ce que la croissance et pourquoi l'étudier ?

La croissance économique est considérée par certains comme l'un des phénomènes les plus passionnants de la macroéconomie parce que tous les pays aspirent au bien-être et que ce dernier n'est pas envisageable sans la croissance. .

1.1. Qu'est-ce que la croissance économique ?

Depuis Adam Smith et sa richesse des nations, la croissance occupe l'esprit de nombreux économistes. « **La croissance** est ainsi associée à plusieurs qualificatifs : illimitée, limitée, instable... La croissance économique peut se définir comme « *un accroissement durable de sa dimension, accompagné de changements de structure et conduisant à l'amélioration du niveau de vie* ». Pour rendre compte du changement de dimension d'une économie, on a très souvent recours à des agrégats permettant de mesurer l'évolution de l'ensemble des productions tels que le **PIB** (Produit Intérieur Brut) ou le **PNB** (Produit National Brut).

❖ En Effet, la croissance n'est pas un fait du hasard, mais plutôt une œuvre soutenue qui se traduit par un accroissement continu du produit réel de toute l'économie
L'intérêt d'étudier la croissance économique se justifie par la nécessité de comprendre la

² NSHUE M-MOKIME A. (2012) : « Modèle de croissance économique », Kinshasa, p. 3

Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

manière par laquelle, via un ensemble d'actions harmonieuses et concertées, une nation peut améliorer de manière soutenue le niveau de vie de sa population ou se libérer de l'ornière de la pauvreté. Ainsi, l'identification de la croissance et la bonne compréhension de ses interactions devront permettre de bien concevoir une politique économique.

En peut définir La croissance économique comme « l'évolution à moyen et long terme du produit total et surtout du produit par tête dans une économie donnée. »

- **En 1961**, dans « *l'économie du XX^e siècle* » **François Perroux**, définit la croissance économique comme « *l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension ; pour la nation : le produit global net en termes réels* »³
- **Samuelson et Nordhaus (2001)** considèrent que la croissance économique est le facteur le plus important, qui détermine le succès économique des nations...
« *Economic growth is the single most important factor in the economic success of nation in the long term* »⁴.

La croissance économique est synonyme de production de biens et services, de création d'emplois et de richesses. Elle assure la prospérité économique, sociale et humaine. En effet, elle désigne, de manière concurrentielle, l'augmentation durable du revenu national, supérieure à l'accroissement de la population⁵

- En outre, **S. Kuznets**⁶ définit « *la croissance économique d'un pays comme l'augmentation, à long terme, de la capacité d'offrir des biens économiques, de plus en plus diversifiés, à sa population. Cette capacité grandissante est basée sur la technologie avancée et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle demande* »
- De même, selon **Lecaillon Jacques**⁷, « *la croissance économique peut être définie comme l'expansion de la production ou du produit national sur une longue période* ».

³ **Jean-Marc Huart**, (2003) « croissance et développement », Bréal , P 12.

⁴ **Mokhtari F.** (2009), "Croissance endogène dans une économie en développement et en transition : Essai de modélisation, cas de l'Algérie", Thèse de doctorat en sciences économiques, sous la direction du : Pr. Belmokadem Mostefa, Université de Tlemcen, Algérie, p 7

⁵ **Bellataf M.** (2010), "Economie du développement", Office des Publications Universitaires, Alger, p 9

⁶ **Kuznets S.** (1973), "Modern economic growth: findings and reflections", the American Economic Review, Vol. 63, No. 3, June, p 247.

⁷ **Lecaillon J.** (1972), « La croissance économique », Éditions CUJAS, Paris, p 10.

La croissance économique désigne l'augmentation continue de la qualité de biens et de services produits par habitant dans un espace économique donné⁸

1.2. Pourquoi étudier la croissance économique ?

L'étude de la croissance économique est justifiée par la nécessité de comprendre comment par un ensemble d'actions harmonieuses et concertées, une nation peut améliorer de manière soutenue, le niveau de vie de sa population ou se libérer de l'ornière de la pauvreté⁹. Une identification des déterminants de la croissance et une bonne compréhension de leurs interactions devraient permettre de bien concevoir une politique de développement.

1.3. Qu'est-ce qu'un modèle de croissance ?

La théorie macroéconomique repose largement sur des modèles. Un modèle est une Représentation simplifiée d'une réalité ou d'une situation très complexe, sur laquelle le Scientifique fait porter son analyse. Ces modèles ne sont pas réalistes, mais on ne peut donc pas reprocher leur absence de ressemblance avec la réalité¹⁰. Ils sont des constructions Intellectuelles qui permettent d'éclairer le réel par l'écart enregistré entre celui-ci et cette Construction abstraite. L'importance de l'utilisation des modèles en économie, est qu'ils permettent aux économistes de s'intéresser aux effets d'un seul changement à la fois.

➤ Autrement dit, ils permettent de considérer les autres choses comme constantes et D'étudier comment un changement affecte l'ensemble de l'économie.

➤ Cette hypothèse : « *toutes choses égales par ailleurs* » signifiant que les autres Paramètres significatifs restent inchangés, est importante lors de la construction d'un modèle économique¹¹.

➤ Un modèle de croissance est une représentation, a l'aide de laquelle on essaie de Mettre en équation la manière dont l'activité économique d'aujourd'hui peut rejaillir sur l'activité de demain, afin de pouvoir explorer l'ensemble des voies de développement que les ressources naturelles, économiques, financières et humaines du pays permettent d'atteindre.

➤ En d'autres termes, un modèle permet de mesurer l'impact de telle action sur l'état Même de l'économie.

⁸ Arrous J. (1999), "Les théories de la croissance", Editions du Seuil, Paris, p 10.

⁹ Alexandre Nshue M. Mokime(2012). « Modèles de croissance économique ». Version préliminaire. Kinshasa, Juillet 2012.p3

¹⁰ AGOSTINO S, DEUBEL P, MONTOUSSE M, RENOUEAU G. (2002) : « Dictionnaire des sciences Economiques & sociales », éditions Bréal, Rosny, Paris, p. 16.

¹¹ KRUGMAN P, WELLS R. (2009) : « Macroéconomie », édition de Boeck, Bruxelles, p. 71.

C'est ainsi, que les modèles de croissance sont considérés comme des guides à l'activité normative de la collectivité. Dans la plupart du temps, les modèles macroéconomiques sont formalisés, on y distingue alors deux types de variables ¹²:

- **Les variables endogènes** : sont celles que le modèle va expliquer
- **Les variables exogènes** : variables qui sont considérées comme « **données** »,

Le but du jeu est ainsi, d'expliquer les variations des variables endogènes par celles de Certaines variables exogènes

1.4. Qu'est-ce que le développement ?

La croissance n'est pas confondre avec le développement. Ce dernier se définit comme un progrès intégral de l'homme dans toutes les dimensions de son être (travers des facteurs démographique, économique, socioculturel et politico-juridique).

- La croissance économique suppose un accroissement du PIB réel alors que le développement tient également compte des aspects qualitatifs de la vie.

Il suppose dans le long terme, une amélioration des indicateurs de bien-être : niveau du revenu individuel (*pouvoir d'achat*), qualité de l'alimentation, accès (l'éducation et la santé, jouissance des droits de base et des libertés fondamentales, etc.)¹³

- **Facteur démographique** : Le développement est réalisé au plan démographique lorsque l'on assiste à un bon planning familial de la part des ménages (équivalence entre les naissances et les moyens financiers et matériels). C'est un rapprochant l'indice de fécondité et le niveau de revenu par habitant que l'on peut se faire une idée sur le planning familial au sein d'une collectivité.
- **Facteur économique** : Le développement au plan économique suppose une amélioration des procédés de production et la réalisation d'une croissance forte et soutenue du PIB réel. On devrait non seulement assister à un accroissement continu du PIB réel mais aussi à une bonne répartition de celui-ci entre les différentes couches de la population.
- **Facteur socioculturel** : Le développement suppose également un épanouissement intellectuel et culturel. En d'autres termes, il faudrait que les nations ou pays investissent conséquemment dans l'homme, c'est-à-dire dans son éducation et dans sa santé. Les indicateurs qui renseignent utilement à ce sujet sont : le taux de scolarisation, le taux de morbidité, et le taux de mortalité.

¹²G-MEON P. (2010) : « Introduction à la macroéconomie », Université libre de Bruxelles. p12

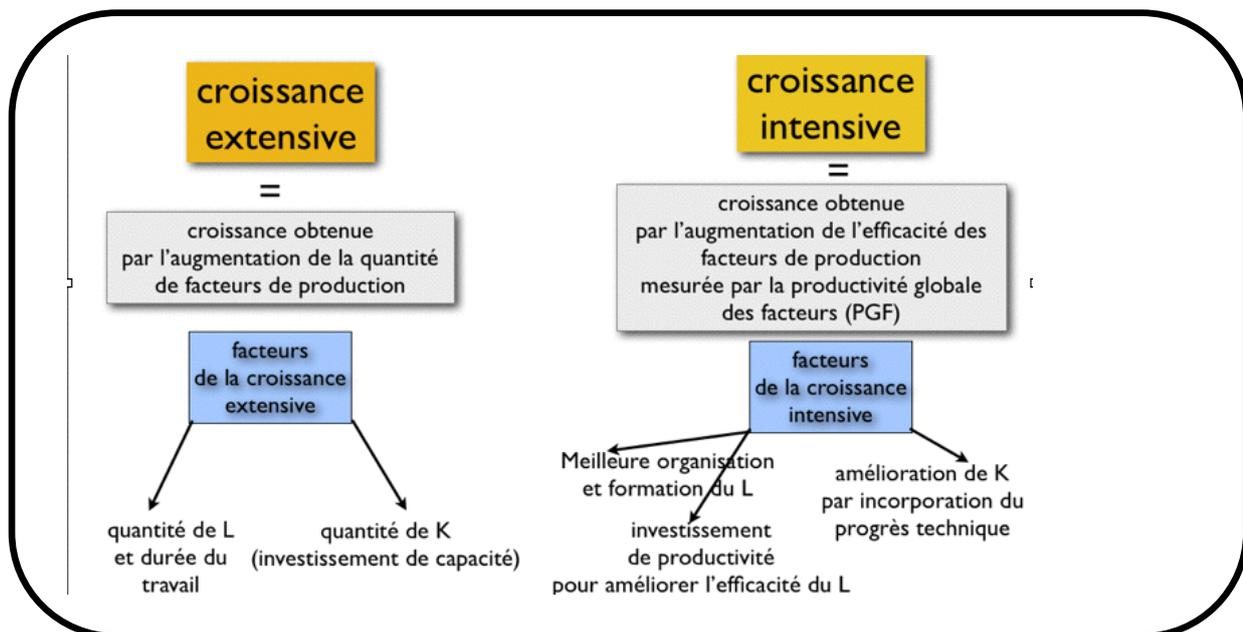
¹³ Alexandre Nshue M. Mokime(2012). « Modèles de croissance économique ». Version préliminaire. Kinshasa, Juillet 2012.p4

Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

- **Facteur politico-juridique.** Le développement requiert aussi la garantie et la protection des droits et la jouissance des libertés fondamentales. Par ailleurs, il doit être reconnu à chaque citoyen le droit et la possibilité de s'exprimer sur le devenir de son pays et de mener une activité politique librement selon les prescrits de la loi.
2. **Formes et types de la croissance économique**¹⁴: Il y a deux types de croissance :
- 2.1. **Croissance économique extensive**, c'est le cas où l'augmentation de la production est inférieure par rapport à l'augmentation des facteurs de production utilisés.
- 2.2. **Croissance intensive**, c'est le cas où l'augmentation de la production est plus forte que celle des facteurs de production.

Ce résultat peut être généré par l'amélioration de l'efficacité des facteurs de production mesurée par des gains de productivité. Les sources de celle-ci sont diverses mais généralement elles correspondent à la mise en œuvre du progrès technique. Ce dernier peut toucher l'organisation de travail, l'utilisation d'un nouveau procédé de production, d'une nouvelle matière première.....etc.

Figure n°(2.1) : Formes et types de la croissance économique



Source : <http://cours-seko.fr/resources/ECONOMIE/CROISSANCE/CH1croissance-sources.pdf>

¹⁴ ABEL, A.B. (1983), « Optimal investment under uncertainty », American Economic Review, n° 73 (1), pp. 228-233.

Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

3. Mesure de la croissance économique :

Les indicateurs de référence correspondant à la mesure de la croissance (dimension quantitative) sont respectivement le Produit Intérieur Brut (PIB) et le Revenu National Brut (RNB). Toutefois, dans la plupart des statistiques internationales, la croissance est évaluée par le PIB. Cet agrégat de la comptabilité nationale correspond à la valeur des biens et services produits pendant l'année, par les agents résidents à l'intérieur du territoire nationale quelle que soit leur nationalité.

Le PIB est dit intérieur car il est calculé suivant le critère de « *territorialité* », c'est ce qui le différencie du PNB qui est un indicateur fondé sur le principe de nationalité. Ainsi, pour passer du PIB au PNB, il convient d'ajouter les revenus reçus de l'étranger et retirer ceux versés à l'étranger.¹⁵

$$PNB (RNB) = PIB + \text{revenus des facteurs reçus du reste du monde} \\ - \text{revenus des facteurs versés au reste du monde}$$

On peut par ailleurs, avancer que le PIB surestime la richesse réellement disponible pendant une année. En effet, une partie du stock de capital s'est usée et a vieilli. Une partie de la production totale a donc dû être consacrée au remplacement du capital devenu hors d'usage ; c'est ce que mesurent les amortissements. En retranchant les amortissements du PIB, on obtient le Produit Intérieur Net.

$$PIN = PIB - \text{amortissements}$$

Ainsi, le PIB est un indicateur de croissance puisqu'il permet de mesurer la valeur de la production d'un pays. Il est un indicateur de dynamique économique du pays. Le rythme de son évolution se traduit en périodes de croissance, de stagnation ou de récession. La plupart des pays utilise le PIB comme baromètre de leur activité économique, ce qui rend possible et compréhensible les comparaisons de taux de croissance entre les différents pays.

En effet, lorsqu'on dit d'un pays que son taux de croissance est égal à $Y\%$, on mesure de ce fait l'évolution annuelle de son PIB en termes « *réels* ». ¹⁶

Cependant si le niveau général des prix change au cours de la période de référence, la valeur du PIB change aussi. Ainsi, une correction des effets de l'inflation est nécessaire, en calculant le PIB réel à partir du PIB nominal.

¹⁵ **Benahmed kafia (2014)**. « Essai D'analyse De La Relation Entre L'assurance Et La Croissance Economique En Algérie ». Thèse de magistère en sciences économiques, sous la direction du : Dr. Nemiri-Yaici Farida, Université de TIZI OUZOU, Algérie, p 32.

¹⁶ **Coulomb F, Longatte J, Vanhove P. (2008)** : « Epreuve orale d'économie : Manuel et Application », Dunod, Paris, p. 42

4. Méthodes de calcul du PIB

Pour mesurer la croissance, les économistes ont généralement recours à trois (3) méthodes (approches)¹⁷ essentielles qui doivent donner exactement le même résultat :

4.1. Approche des ventes finales :

Selon cette méthode, le PIB réel résulte de la somme des biens finaux consommés par les différentes catégories d'agents à l'origine des grands agrégats macroéconomiques :

Les ménages (la consommation), les entreprises (l'investissement), l'Etat (les dépenses publiques) et l'étranger (importation et exportation).

Néanmoins, le problème de cette méthode est qu'il est parfois difficile de distinguer un bien final d'un bien intermédiaire. Le risque est de comptabiliser doublement un bien final vendu sur le marché et un bien intermédiaire intervenant dans la fabrication d'autres biens.

$$PIB = \sum \text{ventes finales réalisées par toutes les entreprises}$$

4.2. Approche de production :¹⁸

Cette approche permet de limiter le problème de double comptabilisation, puisqu'elle suppose que la production de biens et de services finaux, nécessite la consommation de biens intermédiaires. La différence entre la valeur de ce que les entreprises perçoivent en échange de la vente de leurs produits et le coût des consommations intermédiaires utilisées pour les fabriquer, est appelée « *valeur ajoutée* ». Le PIB correspond alors à la somme des valeurs ajoutées réalisées par toutes les entreprises.¹⁹

$$PIB = \sum \text{valeurs ajoutées} = \text{production} - \text{consommations intérieures}$$

4.3. Approche des revenus

Lorsque la richesse a été produite, elle doit être distribuée. Une troisième façon de la mesurer consiste donc à calculer la somme des revenus des facteurs de production (*salaires, revenus du capital... etc.*)

$$PIB = \sum \text{revenus des facteurs de production}$$

¹⁷PASCAL P. (2005) : « Croissance et richesse des nations », Edition La découverte, Paris, p. 12.

¹⁸ Benahmed kafia (2014). « Essai D'analyse De La Relation Entre L'assurance Et La Croissance Economique En Algérie ».Thèse de magistère en sciences économiques, sous la direction du : Dr. Nemiri-Yaici Farida, Université de TIZI OUZOU, Algérie, p 32.

¹⁹ Andrea Bassanini Et Stefano Scarpetta(2001). « Les Moteurs De La Croissance Dans Les Pays De L'OCDE : Analyse Empirique Sur Des Données De Panel » Revue économique de l'OCDE n° 33, 2001/II,p13

5. Limites de la mesure de la croissance économique

Malgré les différentes méthodes utilisées pour mesurer la croissance, cette dernière pose Problème . En effet, les systèmes de comptabilité utilisés par la plupart des pays pour calculer le **PIB**, ne permettent pas d'évaluer l'activité économique de façon exhaustive ; les indicateurs de mesure de la croissance économique (*essentiellement le PIB*) sont restrictifs, on leur reproche généralement les insuffisances suivantes :²⁰

➤ La production domestique ou bénévole n'est pas prise en compte dans le PIB. Le Secteur informel, couvrant les activités économiques non officielles (l'économie souterraine comprenant le travail au noir, non déclare et d'autres activités illicites comme le trafic de stupéfiants), échappe aux statistiques. Or, dans de nombreux pays en développement, une partie importante de l'activité s'effectue hors marche : échange sous forme de troc, rémunération en nature, autoconsommation... Le PIB est ainsi sous-estimé.

➤ Par ailleurs, les agrégats de mesure de la croissance prennent mal en compte les Effets externes (*externalités*), c'est-à-dire les conséquences des activités économiques sur l'environnement et ne permettent pas de distinguer les activités nuisibles (*dégradation de l'environnement, production de cigarettes*) des activités destinées à réparer ces nuisances (*Lutte contre le tabagisme, dépollution... etc*). Par exemple, en additionnant les accidents routiers et les morts, chose qui doit être déduite du PIB, la valeur ajoutée des garagistes, des hôpitaux et des dépanneurs augmente, le PIB est donc surestimé. De plus, le PIB ne reflète pas les inégalités car le PIB par habitant n'est qu'une moyenne qui n'indique pas le bien-être, la sante, l'éducation ou le chômage. Enfin, les signaux qu'il envoie ne permettent pas de prévenir des crises et d'orienter les politiques économiques vers plus de bien-être.²¹

➤ Si ces reproches sont fondés, il convient de rappeler que le PIB n'est pas un indicateur du bien-être de la société. Il s'agit simplement d'un indicateur de performance économique que les décideurs politiques utilisent, afin de réguler l'activité économique. Pour pallier ces insuffisances, il convient de parler du développement économique plutôt que de croissance économique.

➤ Pour mesurer le développement, il est plus souvent utilisé le PIB ou le PNB par Habitant. Ces deux indicateurs donnent une estimation du niveau de vie d'une population, c'est-à-dire de la quantité de biens et de services qu'un individu (*par son revenu ou le recours au crédit*), peut produire lui-même (*autoconsommation*) ou se procurer

²⁰ AGELL, J., T. LINDH et H. OHLSSON (1997), « Growth and the public sector: A critical review essay », European Journal of Political Economy, n° 13, pp. 33-52

²¹ Andrea Bassanini et Stefano Scarpetta(2001). « Les Moteurs De La Croissance Dans Les Pays De L'OCDE : Analyse Empirique Sur Des Données De Panel » Revue économique de l'OCDE n° 33, 2001/II.p12

Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

gratuitement (*service non marchand*). Cependant, le PIB ou le PNB par habitant ne sont pas satisfaisants du niveau de développement, ils constituent des moyens qui masquent les inégalités au sein du pays concerné.

➤ Vu cette insuffisance, l'ONU (*Organisation des Nations Unies*) a élaboré en 1991²² l'*IDH (Indice de Développement Humain)* pour mesurer les niveaux de développement ou que l'on se trouve dans le monde.

➤ Cet indicateur combine trois critères essentiels :

- la longévité (espérance de vie à la naissance) : vivre bien, c'est d'abord ne pas mourir avant l'heure et donc assurer ses besoins biologiques,
- le niveau d'instruction : vivre bien, c'est aussi satisfaire ses appétits en matière de culture, et
- le niveau de richesse (l'accès aux ressources monétaires nécessaires pour un niveau de vie décent) : vivre bien suppose d'avoir un certain revenu).

Ainsi, l'*IDH* représente la moyenne géométrique des trois indices : santé, instruction et niveau de vie, il est compris entre « 0 » et « 1 ». Parallèlement, l'ONU calcule un *IPH (Indicateur de Pauvreté Humaine)* créée en 1997. Cet indicateur est fondé sur la longévité de l'existence (pourcentage d'analphabètes dans la population adulte) et les conditions matérielles d'existence, estimées en fonction d'accès aux services de santé, de l'accès à l'eau potable, et de la part des enfants de moins de cinq ans victimes de malnutrition.

6. Les facteurs de la croissance économique

Dans les modèles de croissance les plus traditionnels, le capital et le travail sont pris comme sources de croissance²³. C'est, ainsi, le cas de *B. Y. SIMON*²⁴ qui avait reconnu que le capital et le travail étaient les deux facteurs qui influencent directement la croissance économique. Alors que les premiers modèles néoclassiques considéraient « *le capital* » et « *le travail* » comme étant deux facteurs de production, d'autres, à l'exemple du modèle de *Solow (1956)*, mettaient l'accent sur « *le progrès technique* » comme élément central de la croissance économique.

Pourtant, en l'absence de tout progrès technique, la fonction liant la production **Y** au capital **K** et au travail **L** (**Y = F (K, L)**) ne se modifie pas dans le temps, ce qui signifie que le volume de production ne change pas sous l'effet des variations des volumes de capital

²² **AFFILE B, GENTIL C. (2010)** : « Les grandes questions de l'économie contemporaine », Edition L'Etudiant, Paris, p. 59.

²³ **Abbasi-Nejad H., Motavasseli M. et Mohammadi S. (2004)**, "Economic Growth as a Nonlinear and Discontinuous Process", *Iranian Economic Review*, Vol. 9, No. 10, p 17

²⁴ **Mokhtari F. (2009)**, op cit, p 17.

et/ou du travail.²⁵ Comme on vient de le dire, la croissance économique est un processus visant à augmenter le volume de production des biens et services.

D'une manière générale, ce volume de production dépend de la quantité et de la qualité des ressources productives employées pour mesurer l'efficacité du système productif. Dans cette perspective, les principaux facteurs (*sources*) qui déterminent le niveau et l'accroissement du produit global sont les suivants :

6.1. L'accumulation du capital :

Le capital est un concept qui recouvre plusieurs réalités. C'est un bien servant à produire d'autres biens et services, non pour satisfaire directement des besoins, mais pour permettre de produire d'autres biens. En outre, les modèles néoclassiques considèrent, dans le concept du capital, que *le capital physique (l'investissement)* et *le capital humain (l'accumulation du capital)* sont deux éléments principaux et nécessaires pour réaliser la croissance économique.²⁶

6.1.1. Le capital humain est un ingrédient important de la croissance à long terme, il est un facteur essentiel de production. Il désigne le stock de connaissances valorisables économiquement et incorporées aux individus. Ce sont non seulement les qualifications, mais aussi (et dans le cas de pays en développement surtout) l'état de santé, de nutrition et d'hygiène²⁷. En effet, Les investissements en capital humain peuvent être des investissements en éducation et en formation, des dépenses de santé et d'hygiène..., pouvant avoir des effets positifs à long terme.

6.1.2. Le capital physique est l'équipement dans lequel investit une entreprise pour la Production de biens et de services. L'investissement ou l'accumulation du capital physique est l'un des principaux facteurs déterminants le niveau de production réel par habitant

6.2.L'accumulation du travail

L'offre de travail est déterminée par le nombre de la population d'un pays et la volonté de travailler de ses individus. Ainsi, la qualité de la main d'œuvre, qu'il s'agisse de son état sanitaire ou de son degré de formation technique, est importante dans la détermination du volume de la production. La productivité du travail est le rapport de la production de biens ou de services à la quantité de facteurs de production utilisés pour produire ces biens ou

²⁵ Mankiw G. N. (2003), "Macroéconomie", 3ème édition, Ed. De Boeck, Belgique, p 272

²⁶ Zenasni soumia (2014). « Les effets de l'intégration financière sur la croissance des économies du Maghreb dans un contexte de globalisation et de crises ».Thèse de doctorat en sciences économiques, sous la direction du : Pr. Benhabib Abderrezzak, Université de Tlemcen, Algérie, p 61.

²⁷ Guelllec D. et Ralle P. (2003), "Les nouvelles théories de la croissance", 5ème éd., Editions La Découverte, Paris, p 49.

services. En effet, la croissance de la force de travail est déterminée par des facteurs démographiques (le nombre de la population).

En outre, l'accroissement de la productivité moyenne du facteur travail dans une économie dépend:- de la qualité et de la quantité des instruments de travail dont dispose ce facteur ; - de son aptitude à les utiliser efficacement ; - des ressources naturelles disponibles ; - des relations existant entre prix et coûts internes et externes, des économies externes effectives, etc.

6.3. Le progrès technique

Le progrès technique joue un rôle essentiel dans la croissance de la production et dans l'utilisation des facteurs de production. Il est, en fait, un mode de réallocation des facteurs travail et capital. Il a presque toujours pour effet d'augmenter la production par homme employé²⁸.

❖ La technologie peut être définie comme étant « *un ensemble de connaissances Relatives à certains types d'événements et d'activités associés à la production et à la transformation de matériaux* »²⁹.

Le calcul de la contribution de chaque facteur de production (*travail et capital*) à la croissance économique (*taux de croissance du PIB*), montre que, même en tenant compte des améliorations de ces facteurs, une partie de la croissance économique reste inexpliquée. C'est ainsi que **P. Dubois** montre qu'une partie significative de la croissance économique s'explique non par l'augmentation des quantités de facteurs de production utilisées, mais par l'introduction du progrès technique.

❖ Dans le même ordre d'idées, tandis que l'accumulation du capital, de la croissance de la population et des modifications des goûts des consommateurs sont de simples « *perturbations* », l'innovation, qui transforme les techniques et les modes d'organisation de la production, est « *le moteur du changement* »³⁰.

❖ En effet, l'innovation apportée par les entrepreneurs, définie comme le Développement, la diffusion et l'exploitation économique de nouveaux produits, procédés et services, constitue, *selon Joseph Schumpeter (1913)*, la force motrice de la croissance.

❖ En outre, pour **Romer**, le changement technique est d'autant plus intense que les

²⁸ **Robinson J., Eatwell J. (1981)**, "L'Economie Moderne", Traduction française par Blotnicas Michel et De Carpentier Hubert, Edition McGraw-Hill, Paris, p 160.

²⁹ **Guellec D. et Ralle P. (2003)**, op cit, p 47.

³⁰ **Zenasii soumia (2014)**. « Les effets de l'intégration financière sur la croissance des économies du Maghreb dans un contexte de globalisation et de crises ».op cit , p 62.

innovateurs espèrent en tirer un profit important. Le progrès technique n'est pas exogène, il est produit. Son niveau de production dépend de la rémunération attendue, c'est-à-dire des droits de propriété et des rentes monopolistiques.

❖ En somme, *selon Stiglitz et Walsh (2004)*, les facteurs contribuant à la croissance De la productivité sont au nombre de quatre:

1. *une accumulation accrue de biens de capital (investissement) ;*
2. *une amélioration de la qualité de la population active ;*
3. *une allocation de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité ;*
4. *le progrès technique.*

Les études empiriques portant sur les sources de la croissance de production, dans les pays développés et ceux en voie de développement, ont permis de tirer un certain nombre de conclusions importantes³¹:

7. **Primo**, l'accumulation du capital est le facteur qui contribue le plus à la croissance économique dans les pays en développement, suivi respectivement par l'addition du travail et du progrès technique
8. **Secundo**, pour les pays développés, la plus importante source de croissance est le progrès technique, suivi de l'accumulation du capital et l'addition, et enfin du facteur de travail.³²
9. **Tertio**, par suite du processus de développement, le progrès technique devient plus significatif tandis que l'accumulation du capital devient moindre.
10. **Quarto**, l'augmentation des revenus de salaires ne contribue pas à la croissance de la production en aucun groupe de pays.

On peut en déduire que l'accumulation du capital est plus importante dans la croissance économique au sein des pays en développement que ceux développés, et que le progrès technique, qui est beaucoup moins important, est compatible avec ce qui est connu par modèle et processus du développement économique

³¹ **Lim D. (1996)**, "Explaining Economic Growth: A New Analytical Framework", Edward Elgar Publishing, United States, p 67.

³² **Zenasii soumia (2014)**. « Les effets de l'intégration financière sur la croissance des économies du Maghreb dans un contexte de globalisation et de crises ».op cit , p 63

Section 2: Les modèles de la croissance économique

Depuis plus de deux siècles, les économistes s'interrogent sur les causes de la Croissance. Adam Smith, Thomas Malthus, David Ricardo et Karl Marx sont les véritables précurseurs de cette réflexion.

Historiquement, c'est après la seconde guerre mondiale, que des travaux sur la croissance exogène voient le jour : **le modèle Harrod-Domar (Harrod, 1939, 1948 ; Domar, 1947)**, comme premier modèle formalisé de croissance, **le modèle néoclassique de Solow (Solow, 1956)**. Les auteurs de cette théorie ont conclu que la croissance économique provient du progrès technique.³³

I -L'école classique et la croissance :

La pensée classique en matière de croissance économique se caractérise par une grande diversité de points de vue qui peuvent s'expliquer par les caractéristiques et les objectifs de chacun des auteurs.

Malgré que les économistes classiques étai en conscients des transformations se déroulant devant leurs yeux, ils n'appréhendent pas naturellement la croissance comme un processus de longue période, susceptible d'améliorer durablement le niveau de vie de la population. Ainsi, la croissance, c'est-à-dire l'augmentation soutenue de la production d'un pays, est un phénomène relativement récent puisqu'il devient durable à partir de la révolution industrielle.

1.1. La division internationale d'Adam Smith (1776)

Dans *ses Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations (1776)*³⁴, Adam Smith met en évidence le rôle de la division du travail (*surplus, marché, gains de productivité*) comme facteur de croissance.

La division du travail est source d'efficacité et de croissance³⁵. Cette division du travail se trouve renforcée par la participation du pays au commerce international (*théorie des avantages absolus*).

❖ Pour *Adam Smith*, « c'est la division du travail, dans le cadre des industries, qui est À l'origine de la croissance, grâce à la hausse de la productivité. De plus, la célèbre main invisible –le marché- guide l'investissement vers les investissements les plus rentables, entraînant ainsi l'accroissement des emplois et des richesses »³⁶.

³³ **BEKIHAL Mohamed (2013)**. « Les investissements directs étrangers en Algérie: « Essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990 et 2010 » op cit

³⁴ **SMITH A. (1776)** : « Recherche sur la nature et les conditions de la richesse des nations : Les grands thèmes ». Edition réalisée par Jean-Marie Tremblay en 2002, Québec, pp. 11-16 In http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

³⁵ **TESTENOIRE J-P. (2009)** : « La croissance », Edition CERPEG, p. 1, In <http://www.cerpeg.ac-versailles.fr>

Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

❖ Donc, Smith a une vision *optimiste* sur la croissance en le considérant illimité. Pour lui, c'est la division du travail qui est l'élément clé de la croissance, « c'est essentiellement, à partir de l'observation d'une manufacture d'épingles qu'il va bâtir Sa théorie de la division du travail. De la division du travail découlent tant d'avantages qui permettent d'augmenter les performances de l'industrie et les rendements. Néanmoins, Smith indique que la division du travail est limitée par la taille du marché, elle-même reposant sur la physiologie du transport »³⁷.

❖ Selon Smith donc, la croissance économique repose sur le degré de la division du Travail. Celui-ci est fortement lié à la taille du marché, qui elle-même, est liée d'une part à la physiologie du transport, et d'autre part, au degré d'implication du pays dans le commerce international qui est un autre forme d'extension du marché.

❖ En effet, dans sa théorie, c'est le travail et lui seul qui produit, la terre et le capital ne sont que les moyens du travail non productifs par eux-mêmes. Pour enrichir la nation, il faut accroître les quantités du travail mises en œuvre et améliorer la productivité (la quantité de biens produits par unité de travail). Cela suppose l'extension de la division du travail, de la spécialisation des individus selon les tâches socialement nécessaires.

❖ Smith est ainsi, le premier à faire une théorie de la division du travail et surtout le premier à en faire un facteur essentiel de la croissance. D'ailleurs la division du travail explique la différence entre le progrès agricole et le progrès Industriel car l'agriculture ne comporte pas une aussi grande subdivision du travail ni une Séparation aussi complète des travaux que dans les manufactures.

1.2 Le principe de population de Thomas Malthus (1796)

Dans son *Essai sur le principe de population (1796)*, Thomas Malthus Considère que la croissance est limitée en raison de la démographie galopante. Il attribue la misère en Angleterre au décalage entre deux lois : la loi de progression arithmétique des subsistances et la loi de progression géométrique. La sortie de cet état passe par la mortalité, la baisse de la natalité et le célibat.³⁸

1.3 Les rendements décroissants de David Ricardo (1817)

Dans ses *principes de l'économie politique et de l'impôt (1817)*, David Ricardo souligne que la croissance est limitée par la loi des rendements décroissants.

³⁶Jacques Brasseul, « Initiation à l'économie de développement », Armand colin, 1989, P 41

³⁷Jean-Marc Huart, « croissance et développement », Bréal, 2003, P 43.

³⁸Mr DIEMER. « La croissance économique ».Economie – Gestion. Iufm Auvergne .p96
<http://www.oeconomia.net/private/cours/economiegenerale/CAPET/04.croissance.pdf>

- ❖ La valeur ajoutée se répartit entre trois agents : les propriétaires fonciers (*rente foncière*), salariés (*salaire de subsistance*) et le capitaliste (*profit*).

Précisons que le profit des capitalistes est résiduel, c'est-à-dire qu'il intervient une fois le salaire et la rente foncière payés. Lorsque la population s'accroît, il convient d'augmenter la production agricole, or les nouvelles terres mises en culture sont de moins en moins productives³⁹. Le coût de production va donc s'élever, entraînant inévitablement la hausse des salaires et de la rente foncière. Les profits vont se réduire jusqu'au moment les capitalistes ne seront plus incités à investir.

- ❖ L'économie atteint la situation d'état stationnaire. Afin de retarder cette situation, **Ricardo** préconise d'augmenter les gains de productivité dans l'agriculture grâce au progrès technique et de s'ouvrir au commerce international (**théorie des avantages comparatifs**).

❖ **D. Ricardo** parle de croissance mais il n'a pas vraiment expliqué comment cette croissance est stimulée; il parle de l'habileté plus grande des ouvriers, de la découverte de nouvelles marches, de l'accroissement, de la division du travail. Ainsi, il n'y a pas de véritable analyse des stimulants de la croissance.

- ❖ **Ricardo** insiste seulement sur deux points :

1. l'accroissement peut se faire grâce à l'augmentation du nombre de travailleurs
2. l'accroissement peut se faire grâce à l'amélioration des connaissances pratiques et des machines.⁴⁰

Pour **Ricardo**, la croissance conduit à un état stationnaire⁴¹: l'augmentation de la population nécessite une augmentation de la production agricole.

Mais les nouvelles terres mises en culture sont soumises aux rendements décroissants, le coût de production et donc les prix des denrées alimentaires augmentent.

Les industriels, en augmentant les salaires réduisent leurs marges et donc l'investissement.

Enfin, toujours dans cette perspective d'état stationnaire, Malthus note que la croissance économique semble limitée par l'accroissement plus rapide de la population que de la production.

³⁹Mr DIEMER. « La croissance économique ».op cit .p97

⁴⁰M.E. Benissad, « Théories et politiques de développement économique », S.N d'imprimerie et de distribution,1974, P 18.

⁴¹TESTENOIRE J-P. (2009) : « La croissance », Op. cit. p2.

1.4 La destruction du capitalisme selon Marx (1844)

Karl Marx a été le premier économiste à proposer un modèle formel de Croissance, à l'aide de ses schémas de reproduction élargie. Il considère que la croissance est limitée dans le mode de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle des taux de profit (1867, *Le Capital*).

En effet, la recherche d'une plus-value toujours plus importante (*notamment grâce à des salaires bas, que Marx appelle, Minimum de Subsistance*) et la concurrence entre capitalistes devraient provoquer une paupérisation des ouvriers et un blocage dans le développement du système capitaliste (**crise**).⁴²

1.5 . Schumpeter (1911) et le rôle de l'entrepreneur

Dans son ouvrage, *Capitalisme, Socialisme et démocratie*, **Joseph Schumpeter (1942)** fait du progrès industriel la clé du changement. : « *L'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de la consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle – tous éléments créés par l'initiative capitaliste* ». En d'autres termes, le progrès industriel est porté par des innovateurs qui cherchent à emporter le gros lot (Schumpeter compare le jeu des affaires au poker).⁴³

➤ L'analyse schumpetérienne est intéressante car elle ne repose pas seulement sur le Progrès technique, sur l'évolution des connaissances ou les grandes inventions (avec le cycle des révolutions industrielles successives).

➤ Schumpeter y ajoute un héros le chef d'entreprise qui prend le risque de lancer un Nouveau produit ou une nouvelle façon de produire, et une structure (**la concurrence monopolistique**) qui assure à celui qui a réussi son pari d'en percevoir une rétribution financière. Mais attention, il y aura peu d'élus pour beaucoup d'appelés. **La « Destruction – créatrice »** laissera certains derrière elle, cependant elle finira par être bénéfique pour tous. Le système tout entier produira plus de richesse.

➤ Selon J. Schumpeter, l'innovation est le facteur explicatif de la croissance et du développement économique à long terme⁴⁴.

L'entrepreneur schumpetérien est un innovateur, et le profit légitime est la rémunération du risque pris lors de la mise en œuvre du processus d'innovation.

⁴²Mr DIEMER. « La croissance économique ».opcit .p97

⁴³ JEAN ARROW, (1999).« Les théories de la croissance », Edition du Seuil, 1999, P 29

⁴⁴TESTENOIRE J-P. . (2009) : « La croissance », Op. cit. p. 2,

Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

A court terme, les conditions de l'activité économique sont fixées par l'état de la technologie par exemple. Dans le long terme, les conditions de l'activité économique se transforment, les agents se renouvellent, les technologies, l'environnement juridique et les marchés se modifient.

➤ Schumpeter distingue cinq (5) types d'innovation⁴⁵ : **produits, marchés, procédés, Matières premières et organisation des entreprises**, Schumpeter fait des grappes (vagues) d'innovations, il explique le mécanisme de la croissance par le remplacement des anciennes activités dominantes, par de nouvelles industries émergentes.

II - le modèle keynésien de la croissance : le modèle Harrod et Domar

Le modèle Harrod-Domar est le premier modèle économique formalisé de la croissance. Ce modèle a ouvert la voie aux modèles modernes de la croissance, en particulier au modèle de Solow.

Le modèle Harrod-Domar vise à étendre sur la longue période la Théorie générale de Keynes, qui ne portait que sur le court terme. Tout comme la Théorie générale, ce modèle vise à faire ressortir le caractère instable de la croissance économique⁴⁶, et la nécessité de l'intervention étatique.

Ce modèle, même s'il est un peu «*rudimentaire*» et soumis à nombreuses critiques, constitue un élément de base essentiel à la compréhension de modèles de croissance plus sophistiqués.

2-1 - La double nature de l'investissement (Domar, 1946)⁴⁷

L'investissement exerce une double influence sur l'économie.

Par son aspect «*demande*» (*multiplicateur*), il détermine le revenu et la demande globale. Mais il accroît également par son aspect «*offre*» la capacité de production.

➤ Le problème de **Domar** est alors le suivant : à quelle condition l'augmentation de la demande est-elle compatible avec l'accroissement de la capacité de production résultant de l'investissement?⁴⁸

L'investissement net étant égal par définition à la variation du stock de capital, cet accroissement va donner naissance, si l'on suppose le coefficient de capital constant, à un accroissement de la capacité de production proportionnel au niveau de l'investissement.

⁴⁵Mr DIEMER. « La croissance économique ».op cit .p97

⁴⁶BEITONE A, CAZORLA A, DOLLO C, DRAI A-M (2007): « Dictionnaire des sciences économiques »,2ème édition Armand Colin, Paris .p23

⁴⁷ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ».Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) /juin 1993.p13

⁴⁸Frédéric Toulon, (2001) . « Croissance, crises et développement », Collection Major, P 111.

Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

- Du côté de la demande, l'investissement détermine le niveau du revenu par le multiplicateur keynésien.

En d'autres termes, l'accroissement de la demande dépend de la variation de l'investissement.

- La confrontation des deux aspects (*résumée dans la figure n°(2.2)*) fait apparaître une dissymétrie que souligne Domar : du côté de l'offre c'est le montant d'investissement (**I**) qui détermine la croissance, alors que du côté de la demande, c'est la croissance de l'investissement (**ΔI**).⁴⁹

Ainsi, « si l'on investit assez aujourd'hui pour ajuster la demande à la capacité de production, il faudra investir encore plus demain du fait de l'accroissement de capacité engendré par l'investissement »⁵⁰

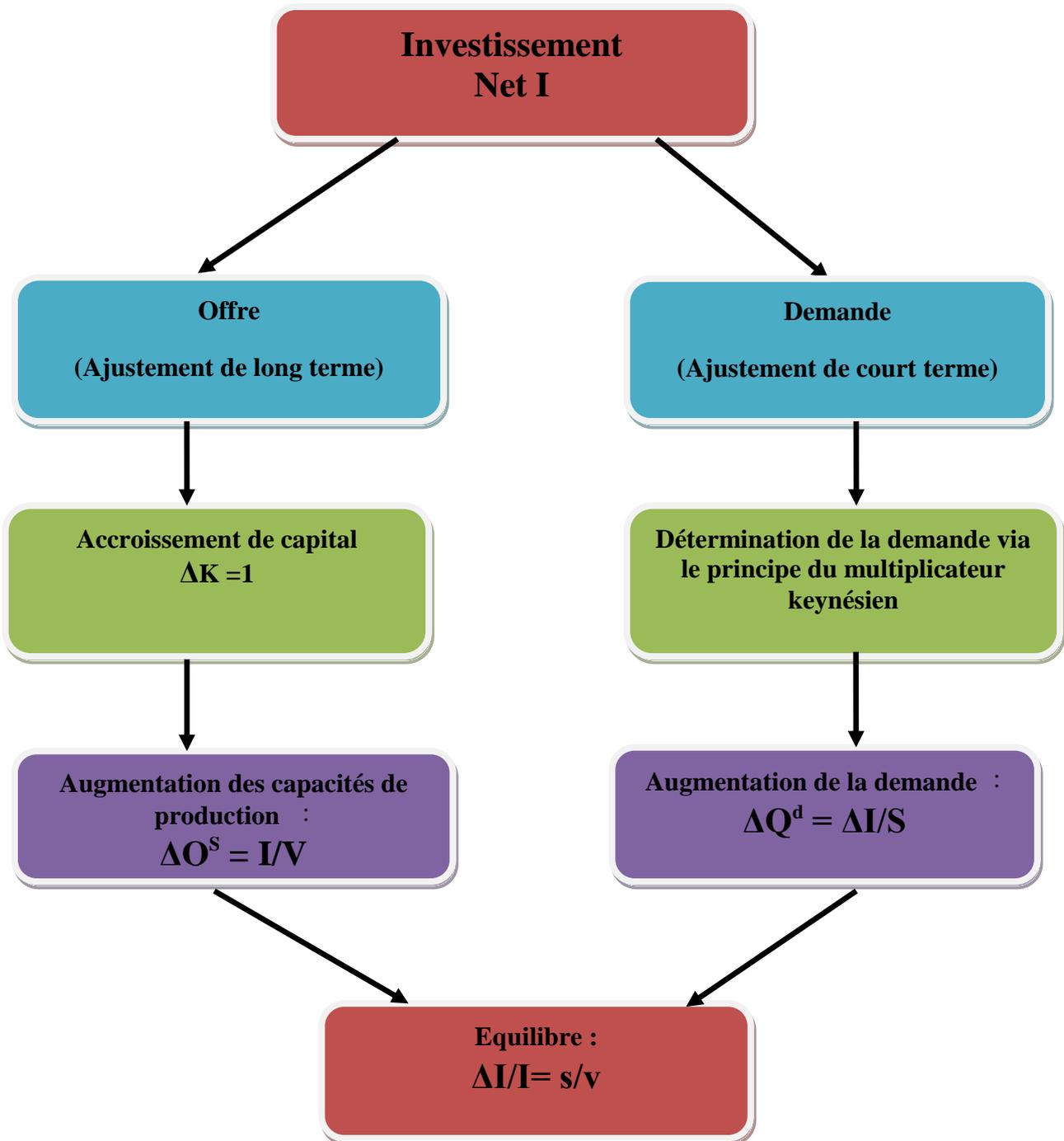
- Pour maintenir l'équilibre entre l'augmentation de l'offre et celle de la demande, il faut que l'investissement et par conséquent le capital et la production croissent au taux constant égal au rapport du taux d'épargne(s) au coefficient de capital (**v**). Dès lors qu'il y a un investissement net, c'est à-dire un accroissement des capacités de production, d'équilibre entre l'offre et la demande ne peut être que dynamique : il n'y a pas d'équilibre en dehors de la croissance équilibrée.

Alors que Domar mettait en évidence la nécessité pour le capital et la production de croître à un taux constant, Harrod va montrer, au contraire, que la croissance économique est par nature instable. Les réflexions d'Harrod vont le conduire à poser deux problèmes dont l'un est la stabilité de la croissance équilibrée, l'autre est la possibilité de maintenir le plein-emploi.

⁴⁹ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) / juin 1993. p14

⁵⁰ DOMAR (1947) : « Expansion et emploi », American Economic Review, vol. 37, mars. Traduction française dans « Problématiques de la croissance », p. 3-26.

Figure n°(2.2) : Les deux aspects de l'investissement



Source : Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) /juin 1993.p15

2-2- L'instabilité de la croissance : le fil du rasoir (Harrod)

En introduisant les anticipations de croissance dans la détermination de l'investissement, **Harrod** arrive à la conclusion que la relation précédente déterminant le taux de croissance

Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

par le rapport du taux d'épargne au coefficient de capital (*taux garanti*)⁵¹ est fondamentalement instable.

- En réalité les articles d'Harrod ne fournissent pas une démonstration claire de l'instabilité de la croissance, ni même les raisons qui conduisent à cette instabilité.

Ce problème sera repris par de nombreux auteurs qui montreront que l'instabilité *harrodienn*e est fondamentalement la même que celle du multiplicateur-accelérateur de la théorie des cycles : l'ajustement instantané du multiplicateur d'investissement conduit à des fluctuations de la demande sans commune mesure avec celles des capacités de production.

Reprenons le schéma précédent en supposant que le coefficient de capital soit égal à 2 et le taux d'épargne net à 10 %.⁵²

- Le sentier de croissance équilibrée correspond donc à un taux de 5 %.

Sur ce sentier de croissance, l'investissement net, la consommation, la production (ou revenu) et le capital croissent au taux de 5 %⁵³. Si les entreprises fondent leur décision d'investissement sur une croissance anticipée de 5 %, la croissance de l'offre réalisée et de la demande réalisée correspond bien au taux de croissance anticipé de 5 % (**figure n°(2.3.a)**)

- Supposons maintenant que les entrepreneurs anticipent une croissance égale à 6 %.

Pour que les capacités de production augmentent de 6 %, le taux d'investissement doit s'élever de 10 à 12 %. En d'autres termes pour augmenter de 1 % la capacité de production (passage de 5 à 6 % de croissance), l'investissement doit augmenter de 20 %.

Or, par l'effet multiplicateur, le supplément de demande induit par le supplément d'investissement sera également de 20 %.⁵⁴

- Alors que la croissance de l'offre passe de 5 à 6 % celle de la demande passe de 5 à 25 % (**figure n°(2.3.b)**). Les entreprises vont alors accroître l'investissement ce qui accentue encore l'écart entre l'offre et la demande, et l'économie diverge vers une croissance explosive. En sens contraire, des anticipations inférieures à 5 % vont engendrer une demande trop faible et l'économie s'enfoncera dans la dépression.

Cet exemple fait apparaître clairement la raison de l'instabilité : l'effet multiplicateur de l'investissement est sans commune mesure avec son effet sur la croissance de l'offre (effet accélérateur), sauf pour une valeur bien particulière correspondant au régime de croissance

⁵¹ **DARREAU P. (2003)** : « Croissance et politique économique », Edition Boeck, Bruxelles, pp 22-23.

⁵² **Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE** « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) / juin 1993. p15

⁵³ **HARROD (1948)** : Towards a Dynamic Economies, Mac Millan, p. 77-91 . Traduction française dans « Problématiques de la croissance », p. 27-37.

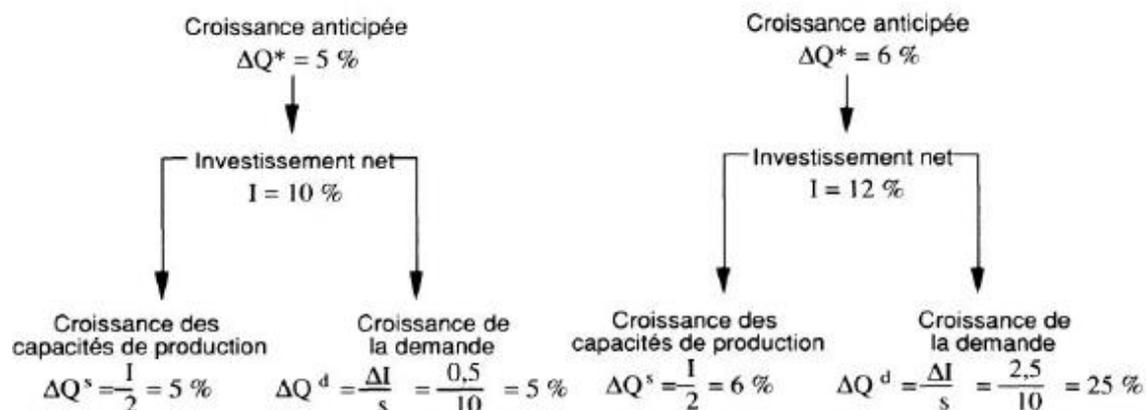
⁵⁴ **Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE** « Les théories contemporaines de la croissance ». op cit .p16

équilibrée. Or, cet effet multiplicateur est trop élevé, d'une part parce que ce modèle néglige les composantes exogènes de la demande (dépenses publiques, exportations, investissement en logement et investissement de remplacement), d'autre part parce qu'il néglige les délais d'ajustement qui stabilisent le multiplicateur-accélérateur.

Figure n°(2.3) : Instabilité harroddienne

a) Croissance équilibrée

b) Instabilité



2-3 - Les années cinquante-soixante : l'âge d'or de la croissance équilibrée

Les réflexions d'Harrod sur les possibilités d'une croissance régulière ont conduit à poser deux problèmes distincts que la théorie postérieure a long temps confondus⁵⁵ :

- 1) La stabilité de la croissance induite par l'interaction du multiplicateur et de l'accélérateur (le problème du fil du rasoir).
- 2) La possibilité d'assurer le plein-emploi c'est-à-dire d'égaliser le taux garanti résultant de la propension à épargner et du coefficient de capital et le taux naturel résultant de la croissance démographique et du progrès technique.

Le premier problème renvoie à la théorie des cycles ou mieux, de la croissance cyclique.

Le second deviendra le cœur des théories de la « croissance équilibrée » que nous allons examiner maintenant.⁵⁶ Développée dans la seconde moitié des années cinquante, elles entérinent de fait la croissance régulière que connaît l'économie mondiale depuis la fin de la seconde guerre. Nulle crise n'apparaît à la fin des périodes de reconstruction de sorte que l'objet de la théorie devient l'explication de la croissance équilibrée assurant le plein-

⁵⁵ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) / juin 1993. p19

⁵⁶ IDEM. Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ».

emploi. On est loin des interrogations d'Harrod sur les risques d'un excès d'épargne et d'une stagnation généralisée.⁵⁷

➤ Or, le cadre conceptuel légué par Harrod et Domar, met au contraire l'accent sur la non coïncidence entre le taux de croissance résultant de l'épargne et de la technologie et le taux naturel qui maintient le plein-emploi.

Si la croissance économique égalise de fait ces deux taux, c'est que l'économie est plus flexible que ne le décrit le « **modèle Harrod-Domar** ».

Renouant avec la théorie de la productivité marginale, la théorie néoclassique de la croissance initiée par Solow, *Swan et Tobin* introduira la flexibilité du côté des techniques de production, c'est-à-dire du coefficient de capital ν . A travers cette flexibilité, ce sont en fait les « réactions entre les prix, les salaires et l'intérêt (qui) jouent un rôle important dans ce processus d'ajustement néoclassique »⁵⁸

➤ C'est également à travers les variations de la répartition des revenus que l'approche qualifiée de « post- keynésienne » analyse l'ajustement du taux garanti au taux naturel. Dans l'analyse de **Kaldor [1955]**, l'accumulation du capital ne résulte plus d'une propension à épargner constante du revenu ; c'est au contraire le rythme d'accumulation qui détermine le taux d'épargne à travers les variations de la répartition. Ainsi, le multiplicateur d'investissement donc l'analyse keynésienne peut-il être « à la fois le fondement d'une théorie de l'emploi à court terme et en situation de sous-emploi et le fondement d'une théorie de la répartition, à long terme et dans une situation de plein-emploi ».⁵⁹

➤ À travers les deux approches est ainsi posé le problème de la détermination de la répartition des revenus qui constituera l'axe des controverses entre l'école néoclassique et l'école post-keynésienne dans les années cinquante et soixante. Stabilité de la répartition des revenus et stabilité de la croissance sont les deux faits stylisés que tenteront d'expliquer les deux théories.

III - Le modèle de la croissance néoclassique: modèle de SOLOW

Lorsque les facteurs de production sont substituables, le coefficient de capital devient fonction de l'intensité capitaliste.

⁵⁷ **Dominique Guellec et Pierre Ralle, (2003)**, Les nouvelles théories de la croissance, la découverte, se édition, Paris, p3

⁵⁸ **SOLOW Robert (1956)** : « Une contribution à la théorie de la croissance économique », traduction française Problématiques, vol. 1, p. 39-67.

⁵⁹ **Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE** « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) /juin 1993.p17

Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

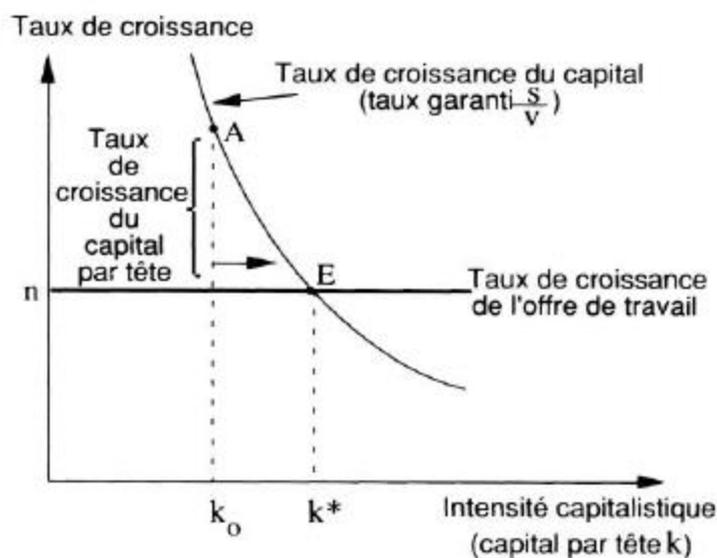
En l'absence de progrès technique la productivité moyenne du capital ($1/v = \text{inverse du coefficient de capital}$) ainsi que la productivité marginale du capital sont des fonctions décroissantes de l'intensité capitalistique (capital par tête).⁶⁰

Lorsque le taux d'épargne est constant, le taux de croissance garanti (s/v) est donc lui aussi une fonction décroissante de l'intensité capitalistique.

La flexibilité des techniques de production permet donc d'égaliser le taux de croissance garanti et le taux de croissance naturel comme le montre **la figure n°(2.4)**. Si initialement l'économie a un capital par tête trop faible (**point A dans la figure n°(2.4)**), le taux de croissance garanti c'est-à-dire le taux de croissance du capital est supérieur au taux de croissance de la force de travail et le capital par tête augmente de sorte que l'économie tend vers la croissance équilibrée (**point E**).

C'est évidemment l'inverse lorsque le capital par tête initial est supérieur à la valeur d'équilibre. Comme l'indique Solow, l'ajustement précédent se réalise bien implicitement par les variations de la répartition des revenus. Lorsque le capital par tête est trop faible (**point A dans la figure n°(2.4)**)⁶¹ la productivité marginale du capital, c'est-à-dire le taux de profit, est supérieure au taux de profit qui correspondrait à la croissance équilibrée.

Figure n°(2.4) : Le modèle de croissance néoclassique



⁶⁰ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n°45 (numéro spécial) / juin 1993, p20

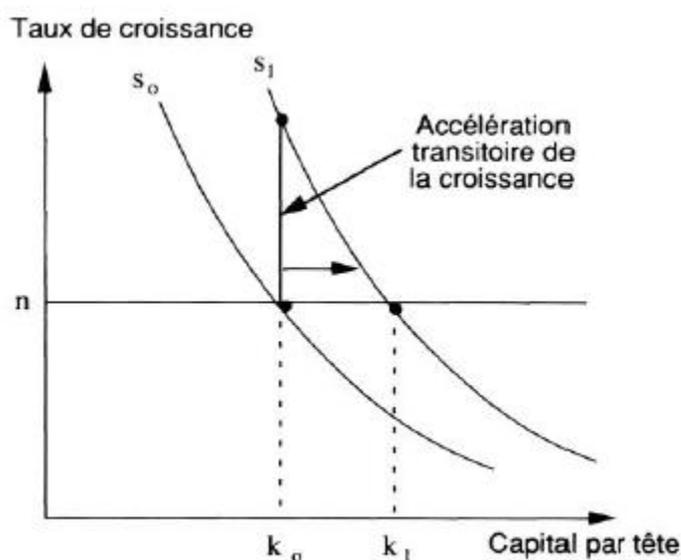
⁶¹ SWAN (1956) : « Economie Growth and Capital Accumulation », Economie Record, nov., vol. 32, p. 334-61.

3-1- Le caractère transitoire de la croissance en l'absence de progrès technique

Le modèle de croissance néoclassique a plusieurs implications que nous examinerons en introduction des théories de la croissance endogène.

Mais la plus déconcertante, du point de vue de la théorie de la croissance, est que la hausse du taux d'épargne ne change pas le rythme de croissance de l'économie : elle ne fait qu'accélérer transitoirement la croissance de la production et du capital pour rejoindre un sentier de croissance plus capitalistique, c'est-à-dire un sentier où le capital par tête est plus élevé (**figure n°(2.5)**)⁶². Sur ce sentier de croissance, le niveau de production par tête est également plus élevé. Mais, en raison des rendements décroissants de l'accumulation du capital, le produit par tête n'augmente pas dans les mêmes proportions que l'investissement et le capital par tête.

Figure n°(2.5) : Impact d'une hausse du taux d'épargne



3-2- Règle d'or

En croissance régulière, l'investissement par tête est en effet proportionnel capital par tête : pour doubler le capital par tête, il faut également doubler l'investissement par tête, c'est ce qu'exprime la droite **OC** dans la **figure n°(2.6)**, dont la pente est précisément le taux de croissance de l'économie.⁶³

⁶² Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n°45 (numéro spécial) / juin 1993, p20

⁶³ DESROUSSEAUX (1961) : « Expansion stable et taux d'intérêt optimal », Annales des Mines, novembre.

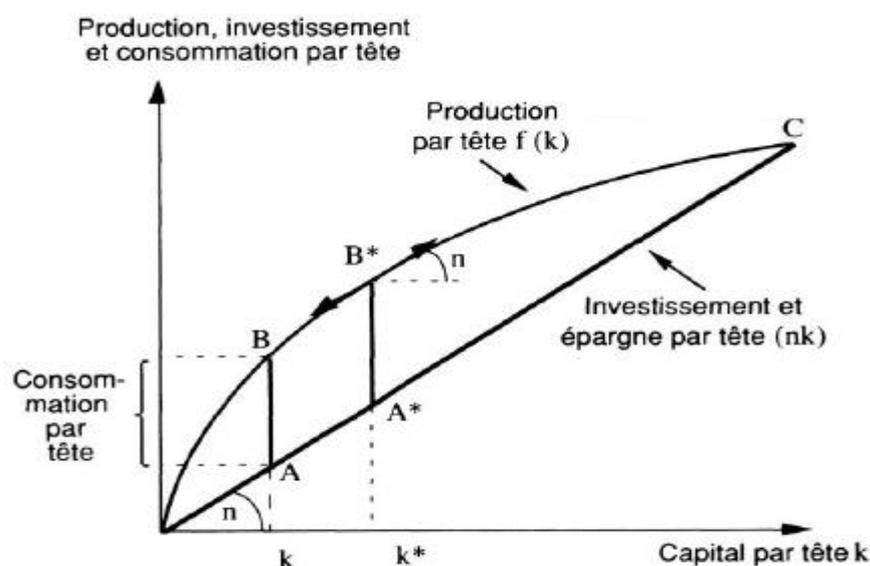
Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

➤ Le produit par tête augmente également avec le capital par tête, mais la productivité marginale du capital étant décroissante, la pente de la courbe **OBC** diminue lorsque le capital par tête augmente. Pour une valeur donnée du taux d'épargne, donc du capital par tête et de l'investissement par tête (**point A**), la consommation par tête est représentée par le segment **AB**.

➤ Si le taux d'épargne augmente, la consommation par tête augmente, passe par un maximum (**A*B***) et s'annule au point C où la production est entièrement épargnée et investie. Il existe donc un sentier d'accumulation qui conduit à un niveau de consommation par tête maximum, ce niveau est atteint au point **A*** où la productivité marginale du capital (pente de la tangente au point **A***) est égale au taux de croissance de l'économie (pente de la droite **OC**).

➤ En d'autres termes, le sentier d'accumulation qui conduit au niveau le plus élevé de consommation par tête est tel que le taux de profit (**ou taux d'intérêt**) soit égal au taux de croissance. Telle est la règle d'or, établie simultanément par Phelps et Desrousseaux. Lorsque le taux d'épargne est inférieur au taux de la règle d'or (**le taux de profit ou taux d'intérêt supérieur au taux de croissance**), une hausse du taux d'épargne augmente la consommation par tête. Lorsque le taux d'épargne est supérieur au taux de la règle d'or, il y a sur-accumulation du capital : une baisse du taux d'épargne permet d'augmenter la consommation par tête.⁶⁴

Figure n°(2.6) : La règle d'or



⁶⁴ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n°45 (numéro spécial) /juin 1993.p23

3-3- Progrès technique

Pour décrire l'évolution de l'économie réelle, il faut naturellement prendre en compte le fait que le produit par tête croît en longue période : c'est précisément l'objet du progrès technique.

➤ Pour qu'existe un régime de croissance équilibrée à taux d'épargne constant, il faut que le progrès technique soit « neutre au sens de Harrod », c'est-à-dire qu'il augmente uniquement la productivité du travail.

➤ Dans cette hypothèse, le capital par tête, le produit par tête et la consommation par tête croissent au taux du progrès technique.

➤ L'analyse précédente peut être alors entièrement conservée en corrigeant le travail du progrès technique, c'est-à-dire en le mesurant en unités efficaces.

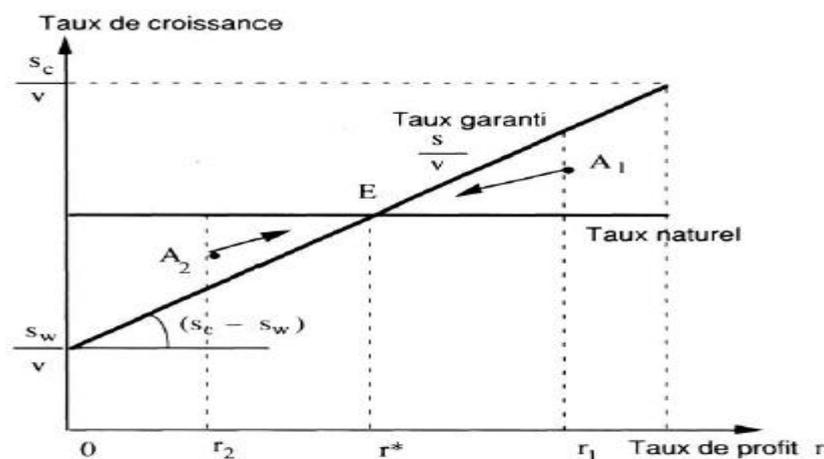
3-4- Taux d'épargne et répartition des revenus (Kaldor)

Les modèles qualifiés de « **post -keynésiens** » et développés initialement par **Kaldor**, proposent une vision exactement opposée de l'ajustement.

➤ Kaldor suppose que la propension à épargner des capitalistes (s_c) est supérieure à la propension à épargner des travailleurs (s_w).⁶⁵

➤ Le taux d'épargne est donc une fonction croissante de la part des profits dans le produit national et le taux de croissance garanti (s/v) devient également une fonction croissante du taux de profit (**figure n°(2.7)**). Il existe donc une valeur du taux de profit qui permet d'obtenir une croissance équilibrée de plein-emploi (**point E dans la figure n°(2.7)**).

Figure n°(2.7) : Croissance et répartition dans le modèle de Kaldor



⁶⁵ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n°45 (numéro spécial) /juin 1993.p24

Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

➤ En outre cet équilibre est stable. Si le taux de profit est plus élevé que la valeur d'équilibre, le taux de croissance garanti est supérieur au taux de croissance naturel.

➤ Si l'économie croît au taux de croissance garanti, il y aura une pénurie croissante de travail et les salaires auront tendance à augmenter cette hausse des salaires réels entraînera une baisse du taux de profit qui freinera la croissance du taux garanti et conduira vers le point d'équilibre **E**.

➤ On peut aussi introduire un déséquilibre offre-demande sur le marché des biens en revenant à la problématique Harrodiennne, comme le suggère **Kaldor** dans son article.

➤ S'il n'y a pas équilibre entre *l'offre et la demande*, le taux de croissance peut se situer en courte période entre le taux garanti et le taux naturel (**point A1 sur le graphique**) :⁶⁶

- $g < g_w \Rightarrow$ **Excès d'offre sur le marché des biens**
- $g > g_n \Rightarrow$ **Excès de demande sur le marché du travail**

L'excès d'offre de biens entraîne une baisse du prix de la production , l'excès de demande de travail une hausse du salaire nominal. Dans les deux cas, il en résulte une hausse du salaire réel et une baisse du taux de profit qui conduisent à la situation d'équilibre. En sens contraire (**point A**), l'excès de demande sur le marché des biens et l'excès d'offre sur le marché du travail augmentent le taux de profit et conduisent également à l'équilibre (**E**).

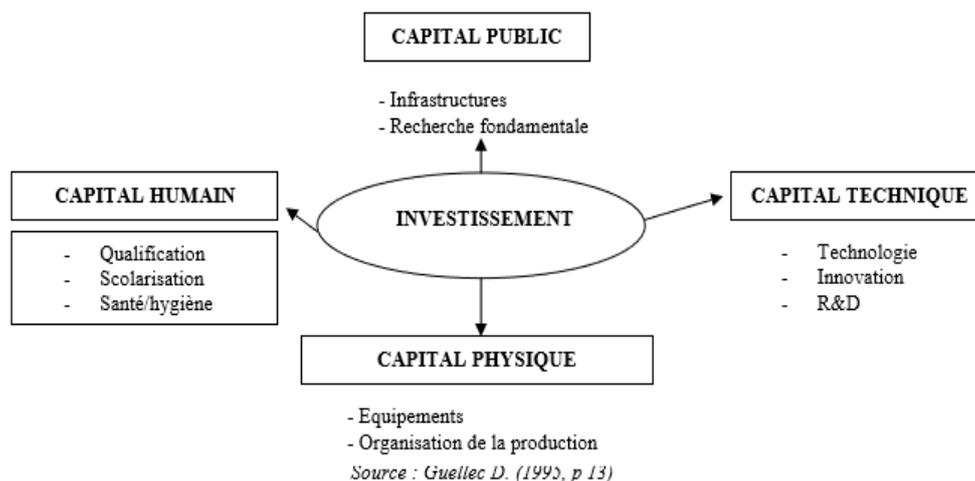
⁶⁶ **KALDOR Nicholas (1956)** : « Alternative Theories of Distribution », Review of Economic Studies, vol. 23, p. 94-100, traduction française d'une version voisine dans Problématiques, vol. 1 , p. 102-111

Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

Section 3 : La Théorie de la croissance endogène

Le modèle de Solow n'expliquait pas la croissance, il signalait simplement que grâce au progrès technique, la croissance peut perdurer. Pour les tenants de la théorie de la croissance endogène, le progrès technique ne tombe pas du ciel. La croissance est ainsi assimilée à un phénomène **auto-entretenu**⁶⁷ par accumulation de quatre facteurs principaux : **la technologie, le capital physique, le capital humain et le capital public**. Le rythme d'accumulation de ces variables dépend de choix économiques, c'est pourquoi on parle de théories de la croissance endogène

Figure n°(2.8) : les facteurs de la croissance économique



Source : Mr DIEMER. « La croissance économique ».opcit .p105

Les modèles de la croissance endogène sont apparus en réponse aux modèles de croissance exogène, en particulier celui de Solow. Les économistes de cette école, en essayant d'endogénéiser le progrès technique, ont expliqués la croissance à partir de différents capitaux : capital humain (**Robert Lucas, 1988**) ; capital physique (**Paul Romer, 1990**) et capital public (**Robert Barro, 1990**).

Les 3 initiateurs de la croissance endogène affirment que la croissance est un Processus cumulatif et auto-entretenu pour 3 raisons:

- Le progrès technique est endogène: il est le produit de la croissance et en retour augmente cette dernière.

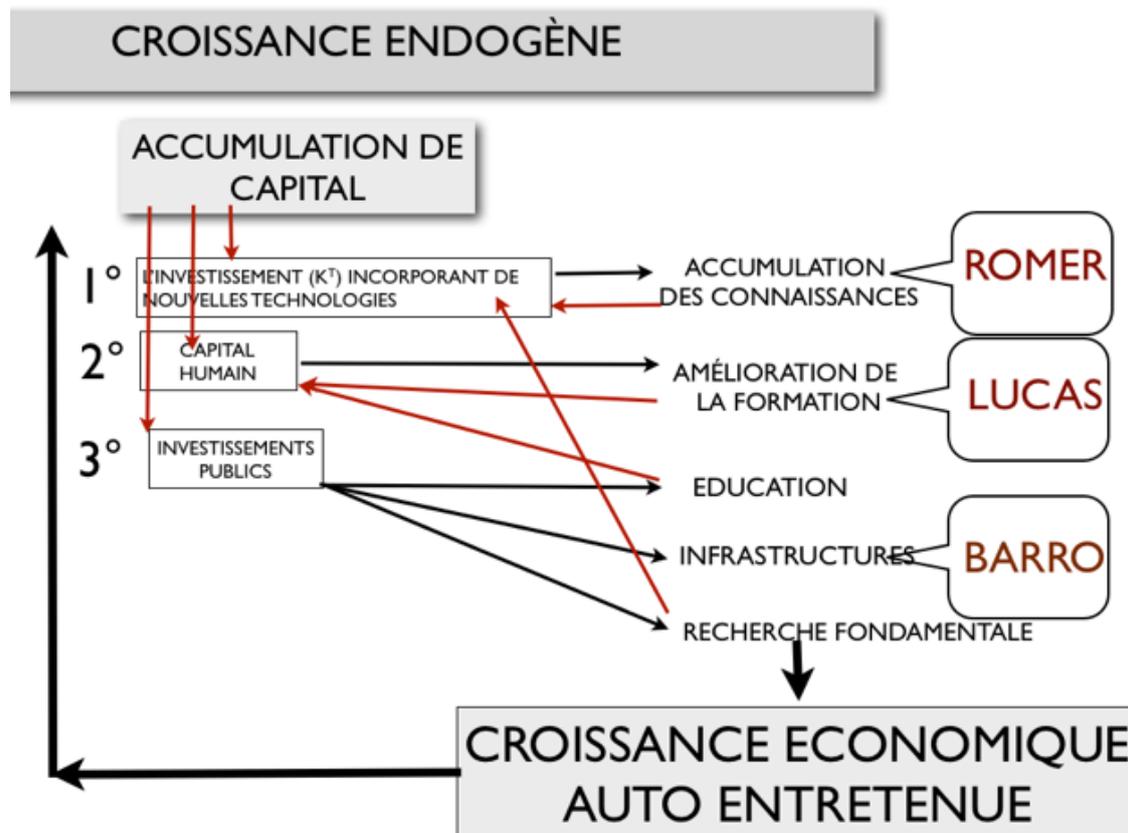
⁶⁷ Mr DIEMER. « La croissance économique ».opcit .p105

Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

- Le progrès technique produit des « externalités positives » qui renforcent la croissance et annule au niveau macro économique la décroissance de la productivité marginale des facteurs. Il peut donc y avoir croissance sur le long terme

A partir de ce socle commun, chacun des théoriciens de la croissance endogène produit des modèles particuliers qui rendent compte des différentes formes que peut prendre le progrès technique

Figure n°(2.9) : Croissance endogène



Source : <http://cours-seko.fr/resources/ECONOMIE/CROISSANCE/CHIcroissance-sources.pdf>

Donc cette section sera organisée selon les trois points suivants :

1. La renaissance des théories de la croissance : croissance endogène et exogène
2. Croissance endogène et externalités : la redécouverte de l'Etat
3. Les facteurs de la croissance endogène
4. Le renouveau des théories de la croissance

I. La renaissance des théories de la croissance : croissance endogène et exogène

Après une longue période d'assoupissement, les théories de la croissance ont connu, à la fin des années quatre-vingt, un profond renouvellement avec l'apparition des théories de la « *croissance endogène* ».

Ce renouvellement eut les mêmes origines et les mêmes effets que celui qui affecta, à la fin des années soixante-dix, la théorie du commerce international⁶⁸ : l'application des hypothèses de rendements croissants et de concurrence imparfaite issues de la recherche en économie industrielle à une branche de la théorie macroéconomique.

Pour tirer pleinement parti des modèles de croissance endogène, il faut prendre en compte le comportement du consommateur sous une forme moins fruste que l'hypothèse d'un taux d'épargne constant, ce que nous ferons dans la dernière partie de cette section⁶⁹. Toutefois, en partant du modèle de Solow et en étudiant les raisons qui conduisent à l'impossibilité d'une croissance **auto-entretenu** du produit par tête, on peut mettre en évidence très simplement à quelle condition l'accumulation du capital peut engendrer une croissance endogène.

Fondamentalement, c'est l'hypothèse de décroissance des rendements du capital accumulé qui inhibe le processus de croissance dans le modèle de Solow. Cette hypothèse, essentielle à l'existence d'un équilibre concurrentiel (*elle est la contrepartie de l'hypothèse de rendements d'échelle non croissants*) conduit à la propriété que nous avons évoquée précédemment : lorsque le capital par tête n'est pas adapté au sentier qui correspond au taux naturel de croissance, l'accumulation ou les dés accumulation nette du capital conduit l'économie sur ce sentier de croissance.

Dès lors, la croissance du produit par tête et du capital par tête ne peut résulter que d'un facteur exogène : *le progrès technique*.

Qu'il soit éventuellement incorporé au capital ne change pas les propriétés à long terme et le caractère fondamentalement exogène de la croissance.

Nous commencerons cette introduction aux théories de la croissance endogène en évoquant les conséquences et les limites du modèle néoclassique.

⁶⁸ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) / juin 1993.p24

⁶⁹ AGHION Philippe et P. HOWITT (1992) : « A Model of Growth Through Creative Destruction », *Econometrica* 60, pp. 323-351.

1.1. Conséquences et limites du modèle néoclassique

Nous avons déjà évoqué les deux conséquences les plus déconcertantes de la théorie néoclassique de la croissance :

- le caractère transitoire de la croissance en l'absence de progrès technique
- l'accélération transitoire de la croissance résultant d'une hausse du taux d'épargne.

Ces deux propriétés en impliquent deux autres :

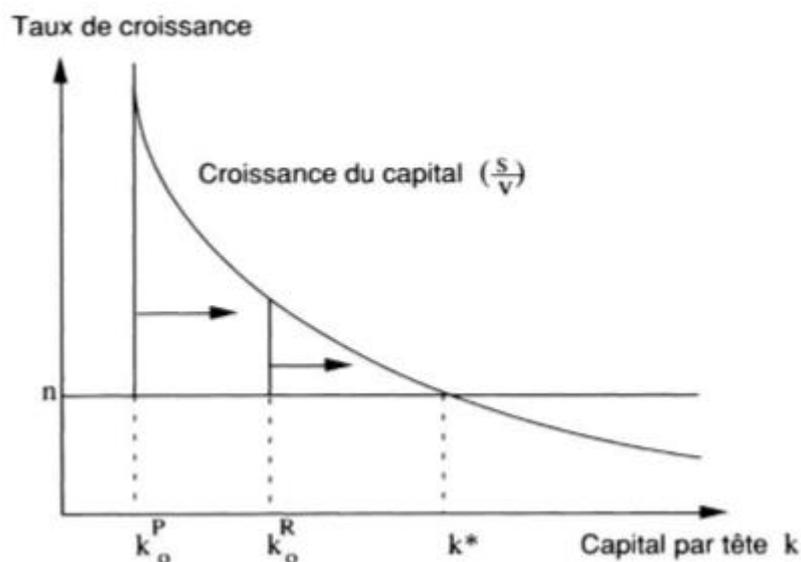
- la convergence des économies
- le caractère exogène de la croissance.

1.1.1. La convergence des économies

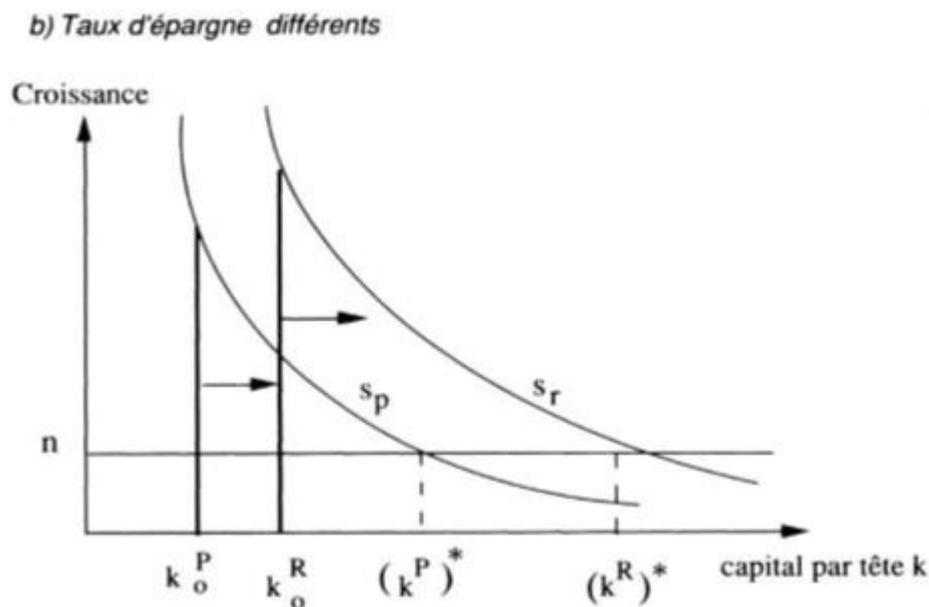
La Figure n°(2.10) montre en effet qu'en l'absence de progrès technique le capital par tête croît de façon transitoire lorsque l'intensité capitaliste dans la situation initiale est inférieure à l'intensité capitaliste du régime de croissance équilibrée. Il en résulte que si deux économies ont le même taux d'épargne et diffèrent seulement par la richesse initiale en capital (Figure n°(2.10.a)), l'économie pauvre en capital va croître plus rapidement que l'économie riche et elles vont tendre l'une et l'autre vers le même niveau de capital par tête et de produit par tête.⁷⁰

Figure n°(2.10) : la convergence dans le modèle néoclassique

a) Taux d'épargne identiques



⁷⁰ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) /juin 1993.p37



Cette propriété subsiste en présence de progrès technique si celui-ci peut être mis en œuvre dans les deux économies. En un mot, les pays pauvres doivent rattraper à long terme les pays riches s'ils ont un taux d'épargne identique.

Cette convergence n'est que relative si l'économie riche en capital à un taux d'épargne plus élevé que l'économie pauvre en capital : elle peut alors, comme le montre la **figure n°(2.10)**, croître transitoirement plus rapidement que l'économie pauvre. Mais, à long terme, la croissance des deux économies converge vers le taux naturel de croissance.

Ce problème de la convergence des économies a fait l'objet de nombreuses études empiriques qui ont montré que si l'on observait bien une convergence au sein des pays industrialisés (par exemple entre les états américains ou entre les régions de la Communauté européenne)⁷¹, il n'y avait pas de convergence entre les pays industrialisés et les PVD.

❖ *L'effet d'éviction des dépenses publiques*

Dans sa version la plus élémentaire, le modèle néoclassique de croissance n'intègre pas la présence de biens publics. De ce fait, la dépense publique n'a qu'un effet d'éviction de l'épargne privée. Un taux de prélèvement obligatoire réduit le taux d'épargne de l'économie et conduit à un sentier moins capitalistique.⁷²

⁷¹ GROSSMAN Gene et Elhanan HELPMAN (1 990) : « Comparative Advantage and Long Run Growth », American Economic Review, n° 80 (4), pp. 796-815

⁷² Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) / juin 1993. p19

Le prélèvement public n'est justifié que si l'économie a un taux d'épargne plus élevé que le taux d'épargne de la règle d'or. Dans ce cas, le prélèvement public permet de remédier à une accumulation excessive et inefficace du capital privé.⁷³

1.1.2 Croissance endogène et exogène

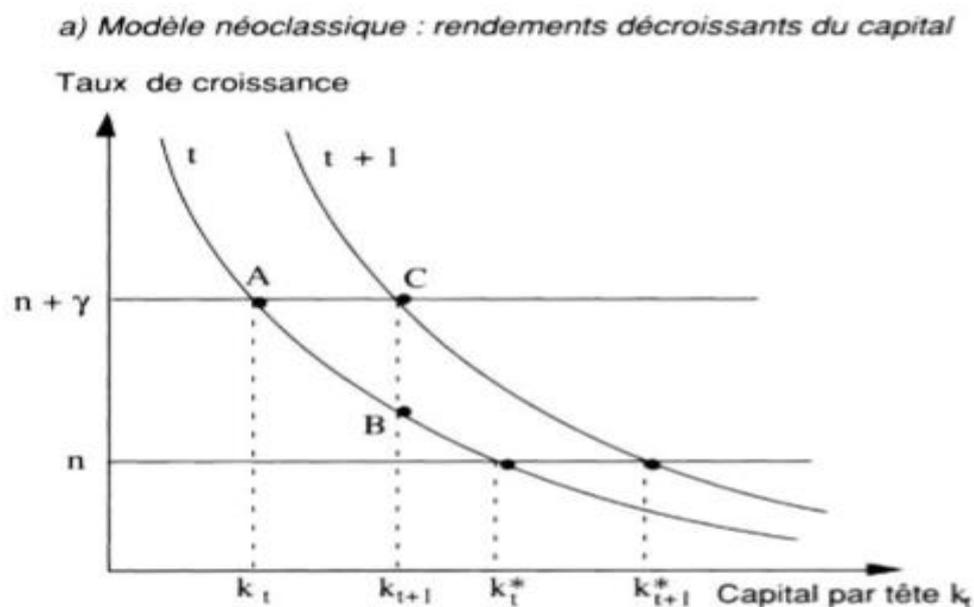
En raison des rendements décroissants de l'accumulation du capital, le processus de croissance ne peut être maintenu dans le modèle néoclassique que par des facteurs exogènes, progrès technique ou croissance de la population.

Le taux de croissance du produit par tête ou du capital par tête est en effet une fonction décroissante de l'intensité capitaliste *Figure n°(2.11)*. Si, par exemple à la date t , cette intensité capitaliste est inférieure à sa valeur d'équilibre ($\kappa < \kappa^*$), la croissance de la production est supérieure à celle de l'emploi et le produit par tête croît au taux y (*point A dans la figure n°(2.11)*). Mais, en raison de l'augmentation du capital par tête, le taux de croissance du produit par tête sera plus faible à la date $(t + 1)$ (*point B*).

Or le progrès technique déplace continuellement vers la droite la courbe représentant le taux de croissance du produit par tête en fonction de l'intensité capitaliste, de sorte que la croissance du produit par tête se maintien au taux y (*point C*).

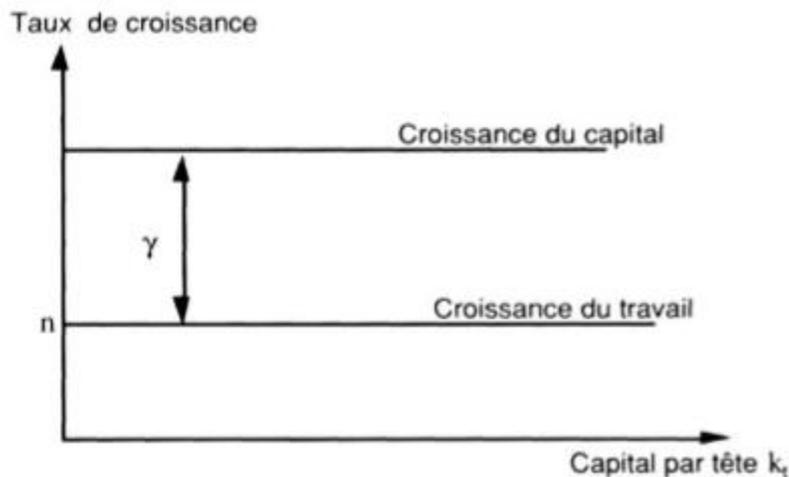
En d'autres termes la croissance économique est fondamentalement exogène.

Figure n°(2.11): La croissance du produit par tête



⁷³ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) /juin 1993.p40

b) Croissance endogène : rendements constants



La *Figure n°(2.11)* montre clairement à quelle condition la croissance maintenue est rendue possible : il faut que les rendements du capital soient constants (*Figure n°(2.11.b)*). Les taux de croissance du capital et du produit par tête sont alors constants (*égaux à γ*) et une hausse du taux d'épargne ou une augmentation de la productivité du capital accélèrent la croissance économique.⁷⁴

➤ Mais alors se pose le problème des rendements d'échelle du processus de production et de sa compatibilité avec l'existence d'un équilibre concurrentiel. Si les rendements du capital sont constants, les rendements d'échelle sont nécessairement croissants lorsqu'existent des facteurs de production non cumulables (travail notamment).

➤ Le modèle néoclassique à une vertu : en raison des rendements marginaux décroissants, il est compatible avec l'équilibre concurrentiel et l'optimum social coïncide avec l'optimum individuel. Lorsque les rendements croissants sont externes à la firme, l'équilibre concurrentiel est possible mais n'est pas optimal.⁷⁵

Appliquée aux théories de la croissance, cette redécouverte de l'économie publique a profondément modifié la vision du rôle de l'État dans la croissance économique.

La théorie antérieure n'avait guère retenu que l'effet d'éviction sur l'épargne et l'accumulation du capital privé. A contrario, dans les théories de la croissance endogène, la présence d'externalités a pour conséquence que le rythme de croissance est plus élevé

⁷⁴ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance », op cit .p40

⁷⁵ SALA-I-MARTIN Xavier (1990) : « Lectures Notes on Economic Growth », NBER Working Paper Series, n° 3563 et n° 3564.p103

lorsqu'il résulte d'une planification centralisée des ressources plutôt que de l'optimum des agents individuels.

II. Croissance endogène et externalités : la redécouverte de l'Etat

Le modèle de croissance endogène le plus simple consiste à supposer que le rendement du capital est constant ($f(k) = ak$). A taux d'épargne donné, le taux de croissance du produit par tête est alors d'autant plus élevé que la productivité du capital est forte (*Figure n°(2.11.b)*).

Lorsque la détermination du taux d'épargne est endogène (*et ceci est nécessaire pour comparer l'optimum social et l'optimum privé*), le partage consommation-épargne optimal pour les ménages dépend du taux d'intérêt et du taux de préférence pour le présent. Puisque l'objet de la théorie est d'étudier la croissance du produit par tête, on peut supposer en outre que l'offre de travail est constante.

Avec une fonction d'utilité homogène, l'optimum des ménages est tel que le taux de croissance de la consommation soit proportionnel à l'écart entre le taux d'intérêt et le taux de préférence pour le présent (*Annexe6 : Croissance endogène et externalités*)⁷⁶. L'optimum des entreprises conduit d'autre part à une productivité marginale du capital égale au taux d'intérêt ($f'(k) = r$).

A l'équilibre concurrentiel, le taux de croissance de l'économie est donc déterminé par la productivité marginale du capital et l'arbitrage des ménages entre présent et futur *Figure n°(2.12.a)*. Le taux de croissance (γ) est d'autant plus fort que la productivité du capital ($f'(k) = a$) est forte et que la préférence des ménages pour le présent (θ) est faible :

$$\gamma = \frac{f'(k) - \theta}{\sigma} = \frac{a - \theta}{\sigma}$$

➤ En l'absence d'externalités, la productivité marginale privée du capital est égale à la productivité marginale sociale et l'équilibre concurrentiel coïncide avec l'optimum social.⁷⁷

➤ Externalités, optimum privé et optimum social Si l'on suppose qu'à l'échelle de la firme, les rendements d'échelle (capital et travail) sont non croissants, la productivité marginale du capital sera décroissante et le modèle ne conduira pas à une croissance endogène.

⁷⁶ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) / juin 1993.p42

⁷⁷ Marielle Monteils, (2001), « Le savoir moteur de la croissance économique: Tests empiriques des principaux modèles de la croissance endogène », Forum de la régulation, Paris 10-12 Octobre, p. 1

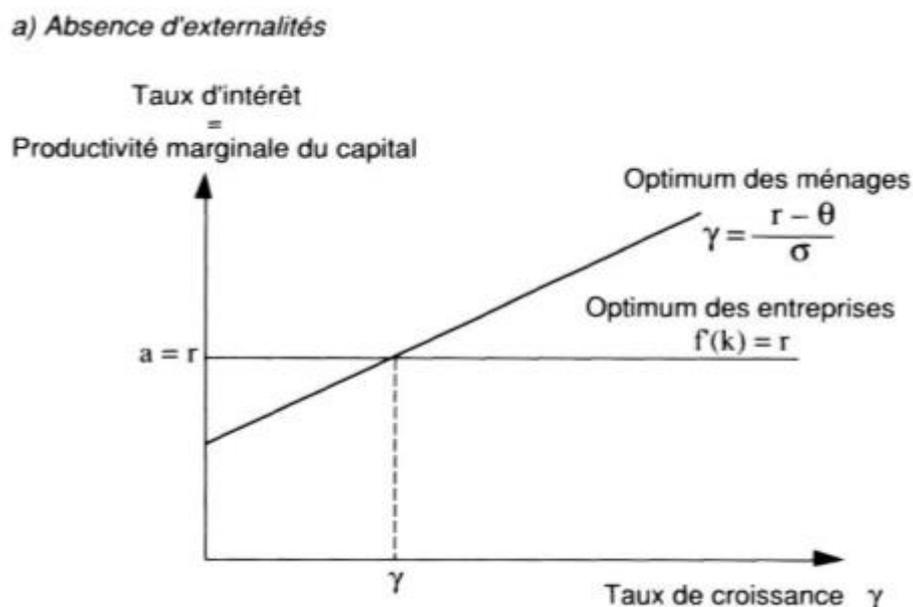
Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

Il faut donc introduire des effets externes pour obtenir des rendements constants du capital à l'échelle macroscopique, tout en préservant la décroissance des rendements du capital à l'échelle de la firme. Mais il n'y a plus alors coïncidence entre optimum social et optimum privé.

Une modification simple du modèle de croissance néoclassique permet d'illustrer ce résultat. Dans le modèle néoclassique avec progrès technique exogène, le produit par tête (q) dépend du capital par tête (k) et du progrès technique améliorant l'efficacité du travail (x) : $q = f(k, x)$ ⁷⁸

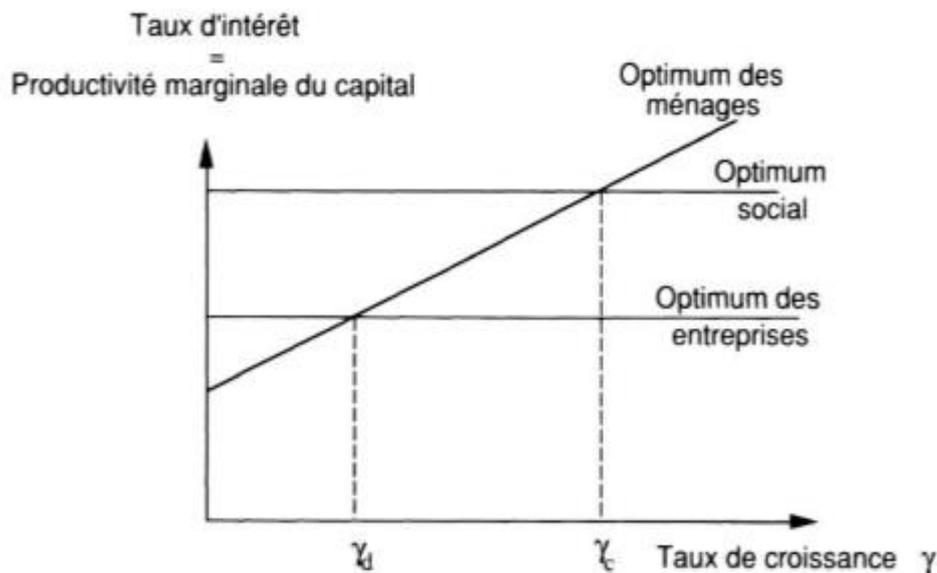
Les rendements du capital par tête sont décroissants, mais les rendements de l'ensemble capital par tête et progrès technique sont constants (ce qui permet d'obtenir de façon exogène une croissance maintenue du produit par tête).

Figure n°(2.12): Externalités, optimum social et optimum privé



⁷⁸ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n°45 (numéro spécial) / juin 1993, p44

b) Externalités



Or le progrès technique \mathbf{x} dépend du stock de connaissances accumulées.

Supposons que ce stock de connaissances augmente comme le capital moyen par tête de l'économie ($\mathbf{x}(\mathbf{k}) = \mathbf{k}$). A l'échelle macroscopique, la fonction de production est alors à rendements constants par rapport au capital : $\mathbf{q} = \mathbf{f}(\mathbf{k}, \mathbf{x}(\mathbf{k}))$ ⁷⁹

❖ La productivité marginale du capital étant constante, on obtient bien une croissance endogène. Mais, en raison de l'externalité, il n'y a plus coïncidence entre le taux de croissance de l'économie décentralisée et le taux de croissance optimal que déciderait un planificateur central (*Annexe6 : Croissance endogène et externalités*).

❖ La raison en est simple. Dans son optimisation, la firme égalise le taux d'intérêt et la productivité marginale privée du capital, sans tenir compte du fait qu'en augmentant son capital elle accroît la productivité de l'ensemble des firmes.⁸⁰

Au contraire si la décision d'investissement est prise par un planificateur central, il prendra en compte la productivité marginale sociale du capital, laquelle est supérieure à la productivité privée, et le taux de croissance de l'économie sera plus élevé, comme le montre (*Figure n°(2.12.b)*).

⁷⁹ ASSANINI, A., S. SCARPETTA et P. HEMMINGS (2001), « Economic growth: the role of policies and institutions », Panel data evidence from OECD Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, no 283.

⁸⁰ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE, (1993), « Les théories contemporaines de la croissance ». OP CIT .p44

III. Les facteurs de la croissance endogène

Les principaux facteurs de la croissance endogène, générateurs ou non d'externalités sont :

1. l'accumulation des connaissances (Romer)
2. les infrastructures publiques (Barro)
3. le capital humain (Lucas)

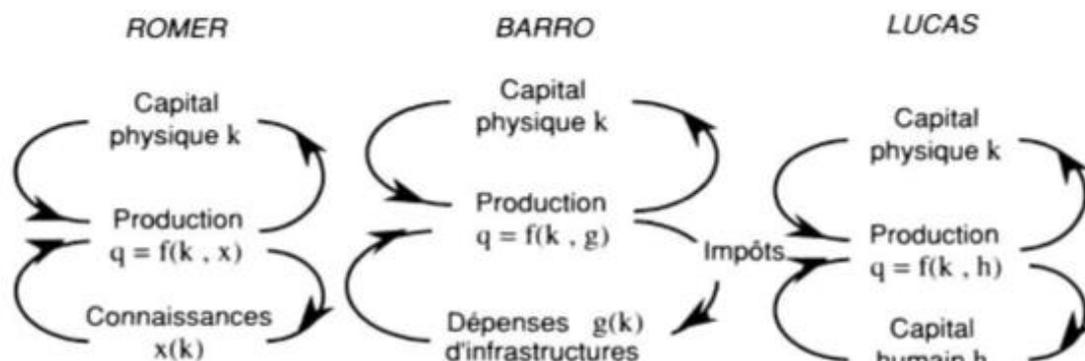
Nous avons présenté un modèle de croissance endogène (**Romer**) dans lequel le stock de **connaissances**, assimilé au stock de **capital**, constitue le moteur de la croissance «endogène» .

➤ **Romer** retient d'ailleurs non le capital par tête mais le stock de capital total, ce qui a pour effet d'engendrer un effet taille qui n'est guère réaliste.

➤ Un modèle du même type est obtenu par **Barro** en supposant que les dépenses d'infrastructures augmentent la productivité ⁸¹ du capital privé et constituent donc un facteur de production « externe » à la firme.

➤ Les dépenses sont financées par l'impôt de sorte que chaque fois que la firme augmente son capital, elle accroît la production et augmente donc les dépenses d'infrastructures. Comme précédemment l'externalité, c'est-à-dire le fait que la firme ne prend pas en compte dans son optimisation l'accumulation de capital public qu'elle engendre, entraîne une croissance trop faible de l'équilibre concurrentiel décentralisé.

Figure n°(2.13): les capitaux de la croissance endogène



Source : Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) / juin 1993.p45

⁸¹ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) / juin 1993.p45

❖ Le problème est que si l'on retient une fonction **Cobb-Douglas** avec une élasticité de la production au capital privé égale à la valeur usuelle **(0,3)**,⁸² l'externalité est beaucoup trop forte dans ces deux modèles et la croissance correspondant à l'optimum social est irréaliste si le modèle est calibré de telle sorte que la croissance de l'équilibre concurrentiel soit proche des valeurs observées. Pour que les rendements des facteurs cumulables soient unitaires, l'élasticité de la production au facteur générateur d'externalité est en effet nécessairement égale au complément de l'élasticité de la production au capital privé.

3.1 Le modèle de Robert Lucas considère que l'accumulation du Capital humain produit des externalités positives :

Cette accumulation est **endogène**, car plus la croissance est importante, plus les individus (**par leur épargne**) et les Etats (**par leurs dépenses**) peuvent consacrer des sommes à l'éducation et à la formation. Cette amélioration du capital humain produit des **externalités** positives car la formation de l'un permet l'amélioration du niveau de ceux avec lesquels il travaille.

➤ **Le modèle de Lucas**, plus proche du modèle de croissance néoclassique, ne nécessite pas en revanche d'externalité pour engendrer une croissance endogène. Celle-ci résulte en effet de l'accumulation du capital humain, supposée proportionnelle à la durée de formation et au stock de capital humain. A durée de formation donnée, l'accumulation du capital humain se réduit à une croissance exponentielle (exogène) et le modèle ne diffère pas du modèle néoclassique⁸³. De ce fait, Lucas aboutit à des valeurs numériques plausibles. Lucas introduit cependant une faible externalité pour prendre en compte le fait qu'un système productif est plus efficace lorsqu'il se développe dans un environnement riche en capital humain.⁸⁴

➤ **Le modèle de Lucas** fournit en outre une interprétation du maintien des disparités de développement entre pays. La productivité marginale du capital augmente avec le ratio du capital humain au capital physique et, en présence d'externalité, elle augmente également avec le niveau du capital humain. Cette différence de productivité marginale du capital aura deux conséquences : d'une part la croissance sera plus forte dans les pays riches que dans les pays pauvres ; d'autre part, s'il n'y a pas d'obstacles à la mobilité du capital

⁸² Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE, (1993), « Les théories contemporaines de la croissance ».op cit .p45

⁸³ Robert E. Lucas, (March 1993), "Making a Miracle", *Econometrica*, Vol. 61, No. 2, p. 270.

⁸⁴ LUCAS Robert (1 988) : « On The Mechanics of Economic Development », *Journal of Monetary Economics*, n° 22, pp. 3-42.

physique, le capital physique aura tendance à se déplacer des pays pauvres vers les pays riches.

➤ Ainsi, loin d'égaliser les niveaux de capital par tête, la mobilité du capital accroîtra les disparités. Ce modèle rend compte du fait que la croissance et l'accumulation du capital physique sont plus fortes dans les pays industrialisés que dans les PVD, contrairement au modèle néoclassique qui prédit la convergence des économies.⁸⁵

❖ **Recherche-développement et différenciation des connaissances** Un dernier type de modèle met l'accent sur la différenciation des connaissances ou des produits dans la croissance économique. Ces modèles ont pour caractéristique de traiter l'innovation et la R&D comme une activité spécifique dont le résultat est une augmentation de la variété de biens de consommation (*Helpman et Grossman (1991)*) ou de la variété de biens de capital (*Romer (1990), Barro et Sala-i-Martin(1990), Helpman et Grossman(1990)*), ou encore de la qualité des nouveaux inputs qui se substituent aux anciens (*Aghion et Howitt [1992]*).⁸⁶

3.2 Le modèle de Romer étudie les effets de l'accumulation des connaissances :

C'est en produisant avec de nouvelles **technologies** qu'une économie accumule de l'expérience, et des connaissances qui a leur tour favorisent l'introduction de nouvelles technologies et donc la croissance. On est face à un phénomène **endogène**.

De plus les connaissances produisent des externalités positives: les nouvelles connaissances accumulées dans une entreprise se répandent soit par imitation soit par l'emploi de salariés qui ont acquis de nouvelles compétences dans d'autres entreprises.

L'accumulation des connaissances est sans limite .C'est donc un facteur décisif de croissance.

➤ **Dans le modèle de Romer**, les connaissances ont en partie le caractère d'un bien public, mais les firmes doivent payer pour acquérir le droit de produire les biens nouvellement découverts (*brevets*). La production de connaissances a un rendement social qui est supérieur à son rendement privé (*brevet*), car la production de connaissances nouvelles améliore l'efficacité de la recherche. De ce fait, les subventions à la recherche permettent d'accélérer la croissance économique.⁸⁷

➤ **Dans le modèle d'inspiration schumpéterienne d'Aghion et Howitt**, l'innovation

⁸⁵ Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE, (1993), « Les théories contemporaines de la croissance ».op cit .p45

⁸⁶ Peter Howitt, (Printemps 2004), « Croissance endogène, productivité et politique économique: rapport de situation », Observatoire international de la productivité, nO 8,p. 3

⁸⁷ ROMER Paul (1986) : « Increasing Returns and Long-Run Growth », Journal of Political Economy, vol. 94, pp. 1002-1037

remet en cause la rente de monopole du producteur des biens intermédiaires plus anciens tout en augmentant la productivité de l'ensemble de l'économie.

L'externalité technologique est donc essentiellement inter temporelle. En outre il existe aussi une externalité négative de l'innovation du fait de la disparition des biens obsolètes qu'entraîne une nouvelle innovation. De ce fait, l'équilibre concurrentiel peut engendrer une croissance trop forte, comme une croissance insuffisante.

Enfin, l'économie peut connaître une évolution cyclique qui s'apparente aux modèles de cycle réels.

3.3 Le modèle de Rober Barro : la dépense publique

En infrastructures (transports et communications) provoquent de fortes **Externalités** positives pour les autres agents économiques qui améliorent les conditions de croissance. Cette augmentation de la croissance accroît les recettes de l'Etat qui peut alors augmenter ces dépenses. Ce facteur de croissance est donc **endogène**⁸⁸.

Dans ce qui suit nous allons aborder le modèle de *Barro* qui prend les infrastructures publiques (comme les réseaux routiers, l'éclairage urbain.etc) comme des facteurs de production qui ne sont pas privés qui s'accumulent par les dépenses d'investissement public.

➤ **Le capital public (Barro 1990) :**

Le modèle néoclassique insiste sur l'aspect négatif du prélèvement fiscal sur la productivité marginale du capital nette et ignore l'aspect positif des dépenses publiques. Barro suppose que l'Etat fournit des biens publics directement productifs qui interviennent donc dans la fonction de production macroéconomique : $Y = AK^{1-\alpha}G^\alpha$. La fourniture de biens publics augmente la productivité du capital privé et incite à investir l'augmentation des dépenses publiques améliore la croissance, du moins jusqu'à un certain point.⁸⁹

« Dans ces modèles, l'Etat à un rôle important. i l doit favoriser l'accumulation des externalités en subventionnant ou dépensant pour augmenter ces externalités positives. »

⁸⁸ **Alexandre Nshue Mbo Mokime.** « Théories de la croissance et des fluctuations économiques Partie I. La croissance économique ». Université Protestante au Congo Faculté d'Administration des Affaires et Sciences Economiques Département des Sciences Economiques BP. 4745 Kinshasa II Kinshasa – Lingwala. Année Académique 2011 – 2012 Copyright Nshue 2011.p25

⁸⁹ **BARRO Robert (1 990) :** « Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth », Journal of Political Economy, octobre.p101

Chapitre II : Approche théorique relative à la croissance économique

Tableau n°(2.1) : Les théories de la croissance

LES THEORIES DE LA CROISSANCE	ORIGINE DE LA CROISSANCE	CARACTERISTIQUES
<i>Adam Smith (1776)</i>	<i>Division du travail</i>	<i>Croissance illimitée</i>
<i>Robert Malthus (1798)</i>	<i>Réinvestissement productif du surplus</i>	<i>Croissance limitée en raison de la loi de population</i>
<i>David Ricardo (1817)</i>	<i>Réinvestissement productif du surplus</i>	<i>Croissance limitée en raison du rendement décroissant des terres</i>
<i>Karl Marx (1867)</i>	<i>Accumulation du capital</i>	<i>Croissance limitée dans le monde de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle du taux de profit</i>
<i>Joseph Schumpeter (1911), (1939)</i>	<i>Rôle de l'entrepreneur Grappes d'innovations</i>	<i>Instabilité de la croissance, théorie explicative du cycle long de type Kondratief</i>
<i>Harrod (1936, 1948, 1960) Domar (1946, 1957)</i> Modèle post-keynésien	<i>Le taux de croissance est fonction du rapport entre le taux d'épargne et le taux d'investissement</i>	<i>Instabilité de la croissance</i>
<i>Solow (1956, 1957, 1966)</i> Modèle néo-classique	<i>Population et progrès technique exogène</i>	<i>Caractère transitoire de la croissance en l'absence de progrès technique</i>
<i>Rapport Meadows (1972)</i> Modèle du Club de Rome	<i>Croissance exponentielle de 5 variables</i>	<i>La croissance est finie en raison de l'explosion démographique, de la pollution et de l'épuisement des ressources naturelles</i>
<i>Michel Aglietta (1976) Boyer et Mistral E. (1978) Robert Boyer (1986)</i> Théorie de la régulation	<i>Articulation entre régime de productivité et régime de demande</i>	<i>Diversité dans le temps et dans l'espace des types de croissance</i>
<i>P. Romer (1986) R.E Lucas (1988) R. Barro (1990) Greenwood et Jovanovic (1990)</i> Théories de la croissance endogène	<i>Capital physique, technologie, capital humain, capital public, intermédiaires financiers</i>	<i>Caractère endogène de la croissance, réhabilitation de l'Etat, prise en compte de l'histoire.</i>
<i>G. Becattini (1991)</i> Modèle des districts industriels	<i>Forme d'organisation industrielle et territoriale</i>	<i>Explications des inégalités régionales de la croissance</i>

Source : Mr DIEMER. « La croissance économique ».opcit.p108

4. *Le renouveau des théories de la croissance* avait été précédé au début des années quatre-vingt par une révolution comparable dans le domaine de l'économie internationale⁹⁰. L'une et l'autre ont consisté à retenir, comme hypothèse centrale de la nouvelle théorie, l'hypothèse de rendements croissants et son corollaire, la concurrence imparfaite.

➤ En mettant l'accent sur les économies d'échelle et la différenciation des produits, la nouvelle théorie du commerce international permettait d'expliquer, d'une part, la tendance du commerce international à se développer principalement entre pays ayant un niveau d'industrialisation élevé, d'autre part, la non convergence entre les économies industrialisées et les PVD. L'une des conclusions des modèles de croissance endogène est que l'histoire compte, notamment à travers *le capital humain*.

➤ La prise en compte de l'échange international dans les théories de la croissance endogène peut apparaître ainsi à la fois comme le prolongement naturel de la nouvelle théorie de l'échange international et des nouvelles théories de la croissance.⁹¹

➤ La redécouverte des théories de la croissance dans la seconde moitié des années quatre-vingt a fortement stimulé la recherche sur les sources et les facteurs de la croissance économique. Il reste cependant un long chemin à parcourir pour confirmer ou infirmer les conclusions les plus controversées auxquelles ont conduit ces nouvelles théories.

➤ La politique économique modifie-t-elle seulement transitoirement le rythme de croissance, comme le suppose la théorie traditionnelle ou durablement comme le suggèrent les théories de la croissance endogène ? Les chocs temporaires positifs ou négatifs affectant l'accumulation du capital physique ou humain laissent-ils des traces durables sur le niveau de développement d'une économie ou n'ont-ils qu'un effet temporaire, comme le suggère la théorie traditionnelle ? Il faudra sans doute de longues années pour que les théories récentes conduisent à des résultats empiriques suffisamment robustes pour guider les politiques économiques.⁹²

⁹⁰ **KRUGMAN Paul (1990)** : « Increasing Returns and Economic Geography », NBER Working paper n° 3275.

⁹¹ **BARRO Robert et Xavier SALA-I-MARTIN (1990)** : « Economic Growth and Convergence Across the United States », NBER Working Paper Series, n° 3419.

⁹² **Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE** « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) / juin 1993. p48

Conclusion :

Dans ce chapitre, nous allons expliquer la croissance économique à travers l'exposition des différentes notions liées à cette dernière ainsi que les différentes théories explicatives, élaborées par des économistes.

La croissance économique est considérée comme l'un des phénomènes les plus intéressants de la macroéconomie, parce que tous les pays aspirent un bien-être et que ce dernier n'est pas envisageable sans la croissance.

Les pays présentant les meilleurs indicateurs de bien-être et de développement, sont ceux qui présentent les meilleures performances en termes de croissance. C'est ainsi que les décideurs de la politique économique se doivent de prendre des mesures favorables à la croissance économique.

Les moteurs de la croissance sont des facteurs de production, correspondant à l'ensemble des éléments combinés pour obtenir de la production. Les principaux facteurs de production sont le travail et le capital.

Le progrès technique constitue un autre vecteur de croissance. Il est l'ensemble des innovations permettant d'augmenter les quantités produites sans augmenter, voire réduire, le facteur travail et capital.

La théorie de la croissance élaborée dans les années d'après-guerre, n'a pas établi beaucoup de propositions concernant la politique économique, elle n'a pas établi clairement le rôle des comportements dans la détermination de la croissance. La théorie de la croissance endogène, expliquant la croissance par les comportements d'accumulation, redonne à la politique économique un rôle pour favoriser l'incitation à l'accumulation et pour pallier aux éventuels défauts d'incitation.

Partie II: *L'analyse D'impact Des IDE Sur La
Croissance Economique En Algérie*

*Chapitre I: L'analyse Des Investissements Directs Etrangers
Et La Croissance Economique En Algérie*

*Chapitre II: L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance
Economique En Algérie : Etude Empirique Durant
La Période « 1990-2015 »*

***Cette partie** sera consacrée à l'analyse de l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie durant la période 1990-2015.*

*Dans **le premier chapitre**, on se basera sur l'attractivité de l'Algérie vis-à-vis des IDE et ceci en analysant les différents facteurs qu'elle offre ainsi que toutes les mesures qu'elle a prises pour promouvoir cet investissement, tout en faisant ressortir les obstacles auxquels sont confronté les investisseurs étrangers et qui les freinent dans leur choix de s'implanter en Algérie*

*Dans **le deuxième chapitre**, on abordera, l'estimation empirique du lien entre l'Investissement Direct Etranger et la Croissance économique en Algérie . Ce chapitre comprend deux sections. Dans la première section nous allons exposer notre méthodologie de travail. La seconde section sera consacrée aux estimations empiriques et aux recommandations de politiques économiques.*

Chapitre I:

*L'analyse Des Investissements
Directs Etrangers Et La Croissance
Economique En Algérie*

***Chapitre I : L'analyse des investissements directs étrangers
et la croissance économique en Algérie***

***Section 1: Tendances globales des IDE et la croissance
économique en Algérie***

Section 2: La politique de promotion des IDE en Algérie

***Section 3: L'analyse de l'attractivité des IDE en Algérie :
Forces et faiblesses***

Introduction :

Dans son processus de transition d'une économie centralisée à une économie de marché déclenché dès la fin de l'année 1988, le gouvernement algérien s'est imposé une politique de réformes structurelles qui a permis de rétablir les équilibres macro-économiques et la libéralisation de l'économie. Ces réformes ont permis l'accroissement des flux d'IDE vers l'Algérie.

Cependant, ces résultats restent en deçà du potentiel d'investissement du pays. Bien que l'Algérie ait enregistré des résultats positifs dans certains secteurs tels que les hydrocarbures, les télécommunications, la sidérurgie et la pharmacie, les réformes introduites depuis les années 90 se sont révélées insuffisantes.

A la lumière de ces considérations, on va essayer dans ce chapitre de faire un diagnostic général sur la situation des IDE en Algérie. Dans ce cadre, on va aborder par une présentation de l'évolution des tendances des IDE reçus en spécifiant les secteurs qui attirent le plus ainsi que par pays d'origine (**Section 01**). **la seconde Section** sera consacrée à d'analysé de la réglementation et de la promotion des IDE en Algérie depuis son indépendance à nos jours, tout en faisant ressortir les différents organes créés ainsi que les différentes réformes entreprises par les autorités algériennes pour promouvoir ces investissements. Nous concluons ce chapitre par une analyse des facteurs d'attractivité des IDE en Algérie et faire ressortir, ainsi, les obstacles auxquels sont confrontés les investisseurs étrangers et qui entravent leur activité (**Section 03**).

Section 1 : Tendances globales des investissements directs étrangers et la croissance économique en Algérie

Depuis l'indépendance, l'Algérie a montré sa volonté d'attirer les investissements et les capitaux étrangers, ceci s'est affirmé dans les différentes lois, relatives à l'investissement.

En effet, les ressources naturelles dont dispose le pays additionnées à de nombreux avantages comparatifs, tels que la proximité de l'Europe, l'infrastructure, la disponibilité de la main d'œuvre (jeune), la francophonie et les avantages fiscaux, sont des déterminants favorables.

Le processus de transition d'un système centralisé à une économie de marché a imposé au gouvernement algérien, dès le début des années 1990, une politique de réformes structurelles, qui a permis le rétablissement des équilibres macro-économiques et la libéralisation de l'économie.

Ainsi, la privatisation des entreprises publiques et l'ouverture aux IDE ont constitué deux axes importants dans la politique économique suivie par l'Algérie depuis le début des années 2000. Certes, l'Algérie a connu ces dernières années un flux des IDE important par rapport aux années 1990, mais qui restent néanmoins insuffisants par rapport au potentiel du pays. Cette première section sera organisée selon les quatre points suivants :

- 1. Aperçu sur les réformes en Algérie**
- 2. L'évolution des investissements directs étrangers en Algérie**
- 3. Aperçu sur la croissance économique en Algérie**
- 4. Répartition régionale et sectorielle des IDE et de la croissance économique**

S'il est clair que la politique algérienne depuis son indépendance en 1962 et jusqu'à la crise de 1986, n'a pas eu recours aux IDE, la situation commença à changer à partir du début des années 1990. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette nouvelle politique¹ :

- 1-** la crise de 1986, a porté un rude coup aux finances du pays qui comprit qu'il ne pouvait plus compter sur ses recettes pour assurer le développement souhaité. La participation étrangère était devenue indispensable.
- 2-** Le pays ne détenait pas la technologie et avait besoin pour cela d'investissements technologiques dans le cadre d'IDE.
- 3-** Des réflexions sur une stratégie de développement qui ne sera plus basée sur la rente pétrolière commençaient à émerger. La nouvelle stratégie basée entre autres

¹ **Dr. CHEBIRA Boualem** enseignant chercheur, Maître de conférences, Université d'Annaba. « IDE et développement en Algérie » <http://www.scipio.ro/documents/15530/f661fb3d-1684-465b-813e-ba6cd06832f6..P3>

sur l'innovation et le développement des technologies de la communication et de l'information ne pouvait réussir sans l'aide étrangère.

I. Aperçu sur les réformes en Algérie :

Dès la fin des années 80, l'Algérie s'est engagé dans un processus de réformes économiques profond après l'échec incontestable du régime socialiste. « L'échec du modèle d'industrialisation adopté par l'Algérie à partir de 1966 a commencé à apparaître au début des années 1980. Malgré des signes apparents, l'Algérie, grâce, notamment, à la relative aisance financière générée par les recettes pétrolières qu'étaient assez importantes au cours des années 1970-1985,² a entretenu ce modèle avec les aménagements des structures et des modes de fonctionnement de l'appareil économique sans impact majeur sur l'économie nationale.

« La crise a été réellement consommée en 1986 avec la double chute des prix du pétrole et du dollar. La situation est devenue insoutenable avec une aggravation du stock de la dette extérieure de plus de 41% entre 1985 et 1987, un service de la dette absorbant 78% des exportations (1988) et une chute des recettes d'exportations de plus de 38% entre 1985 et 1986. Cette crise qui a mis en évidence les rigidités et les faiblesses du modèle d'industrialisation adopté au lendemain de l'indépendance, a conduit les pouvoirs publics à admettre officiellement la nécessité impérieuse d'engager des réformes globales et structurelles de l'économie nationale, dont le retrait de l'état de l'activité économique et la promotion et le développement du capital privé."³

Dans ce cadre l'Algérie a connu trois séquences de réformes⁴ :

- ❖ **La première phase** était initiée par le courant des réformateurs du FLN en 1987 et 1988. Elle a consisté à la mise en place des règles de l'économie de marché en remplaçant celle de l'économie dirigée.
- ❖ **La deuxième phase** était lancée à partir de 1993-1994 lorsque la situation de quasi-cessation de paiement a contraint les autorités à renégocier la dette externe avec les bailleurs de fonds internationaux.
- ❖ **La troisième phase** était engagée dès la fin des années 1990, dont les autorités algériennes ont confirmé le choix de l'ouverture économique à travers la relance des négociations des accords internationaux dont notamment la signature de l'accord

² HindOuguenoune, (2015) « La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie ». Economies and finances. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2014. French. Submitted.p216

³ Nacer-Eddine Sadi.(2006) « la privatisation des entreprises publiques en Algérie ,objectifs, modalités et enjeux »,OPU, P 41

⁴ Mihoub Mezouaghi Et Fatiha Talahite (2009),« les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie », Revue confluence économique 3ème trimestre. P 209

D'association avec l'union européenne.⁵

Dans le cadre des réformes, plusieurs mesures ont été prises dont notamment :

- Les réformes fiscales et douanières et la libéralisation du commerce extérieur.
- La réforme du système bancaire.
- L'assouplissement du dispositif réglementaire destiné à encourager les investissements.
- La dévaluation de la monnaie nationale.
- La libéralisation des prix intérieurs.
- La mise en place de politique monétaire et budgétaire rigoureuse.
- L'assainissement de l'économie et l'approfondissement des règles structurelles.
- La privatisation des entreprises publiques et le désengagement progressif de l'Etat de la vie économique.

1.1. Les réformes :

Parallèlement à cela, l'Algérie a engagé une politique de libéralisation avec l'adoption de l'économie de marché et la mise en place d'un nouveau dispositif législatif conçu pour soutenir l'investisseur privé national et rendre possible l'appel aux capitaux étrangers.

Des réformes dites de « *seconde génération* » ont été engagées dans le but de renforcer le Développement économique. Ces réformes sont axées sur :⁶

1.1.1. L'intégration dans l'économie mondiale:

Elle est affirmée comme moyen de sortir de la dépendance des hydrocarbures.

L'Accord d'association avec l'UE et l'accession à l'OMC en constituent le fer de lance.

En particulier, l'adhésion du pays à l'OMC devrait contribuer à la création d'un climat plus favorable aux IDE. Sans omettre, l'intégration régionale au sein de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) qui augmente significativement les opportunités d'exportation pour les produits algériens. Cependant, ce processus a subi un ralentissement ces dernières années et il est nécessaire de le relancer afin de bénéficier au maximum de l'ouverture des liens économiques et commerciaux avec les pays voisins.

1.1.2. La promotion de l'investissement et de l'environnement des entreprises

Elle est articulée autour des PME considérées comme pourvoyeuses de croissance et d'emplois. Le cadre réglementaire et institutionnel (code des investissements, politique de la concurrence, normalisation, propriété industrielle) ainsi que le financement des PME

⁵ Med Liassine, (1998) « les réformes économiques en Algérie ; une transition vers l'économie de marché », livre économie du Maghreb : l'impératif de Barcelone, S/D de AEK Sid Ahmed, CNRS, Paris, , P 60

⁶ HindOuguenoue, (2015) « La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie ». op cit.p216

sont particulièrement visés. Un programme de mise à niveau des entreprises est prévu dans le programme de relance doté d'une allocation budgétaire initiale d'environ 30 millions d'euros.

1.1.3. Réforme du secteur public/privatisation

Elle concerne la nouvelle loi sur les capitaux marchands de l'Etat et sur la privatisation et la création d'un ministère de la privatisation et des participations de l'Etat.

1.1.4. Réforme du secteur bancaire et financier

Elle vise l'assainissement des banques avec mise à niveau technique, amélioration et modernisation du système des paiements et de supervision. Une ouverture sélective des banques au capital privé et étranger est déclenchée en 2007, notamment pour le Crédit Populaire d'Algérie et la Banque de Développement Local⁷.

1.1.5. Libéralisation des infrastructures

L'amendement des règles législatives permettra aux capitaux privés et étrangers d'accéder au secteur de l'énergie et des mines (*loi minière adoptée le 3 juillet 2001, loi sur l'électricité adoptée en février 2002*). Dans le secteur de transport, la stratégie prévue dans le plan de relance 2001-2004 combinait des investissements de réhabilitation/extension avec l'ouverture à la participation privée, la mise en concession progressive de la gestion des ports, en plus d'importants investissements dans le système routier (notamment l'autoroute Est ou est, le plus grand investissement réalisé en Algérie) et ferroviaire.

Le programme complémentaire de soutien à la croissance (P.C.S.C) a permis la construction des lignes à grande vitesse, l'achèvement du métro d'Alger, de l'aérogare d'Alger ainsi que la réalisation de nouvelles installations aéroportuaires et portuaires.

1.1.6. Modernisation des finances publiques

En vue de combattre la fraude et d'augmenter le rendement de la fiscalité, l'administration fiscale, dotée d'un statut spécial est en phase de réorganisation et modernisation. La direction des grandes entreprises (DGE) est dédiée aux entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 100 millions de dinars. Elle est opérationnelle depuis janvier 2006⁸.

1.1.7. Eau- environnement

L'objectif est d'améliorer le service et de réduire le gaspillage d'eau par un effort de mobilisation de ressources. Il comprend également l'assainissement et la mise à niveau des opérateurs, la participation privée à la gestion étant prévue ultérieurement.

⁷HindOguenoune, (2015) « La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie ». Economies and finances. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2014. French. Submitted.p217

⁸Idem.Hind Oguenoune, (2015) .p218

Chapitre I : L'analyse Des Investissements Directs Etrangers Et La Croissance Economique En Algérie

La politique environnementale met en avant une gestion économique des ressources en sous-sol et en énergie.

1.2. Les réformes que le FMI propose à l'Algérie

Le dernier rapport du FMI propose des pistes qui peuvent, selon lui, permettre aux décideurs algériens, s'ils ont une réelle volonté politique, d'inverser la courbe des événements en mettant en œuvre une série de réformes. Pour ce faire, il faut commencer par encourager les investissements directs étrangers qui devraient s'élever en 2016 à 1,4 milliard de dollars contre -0,7 milliard en 2015 et devraient progresser à 3,6 mds de dollars en 2021⁹. Pour que ces objectifs se réalisent, il est urgent de procéder à des réformes structurelles de grande envergure « pour soutenir l'activité économique pendant l'assainissement des finances publiques et pour diversifier l'économie », Mais quand on parle de réformes, de quoi il s'agit réellement ?¹⁰

1. L'amélioration du climat des affaires
2. Une plus grande ouverture de l'économie aux échanges internationaux et à l'investissement étranger
3. L'amélioration de l'accès au financement et le développement des marchés de capitaux ainsi que le renforcement de la gouvernance, la concurrence et la transparence.
4. Une plus grande souplesse du marché du travail tout en alignant mieux les compétences produites par le système éducatif sur les besoins du secteur privé.
5. Une plus grande flexibilité du taux de change faciliterait l'ajustement au choc des cours du pétrole

2. Flux et évolution des investissements directs étrangers en Algérie

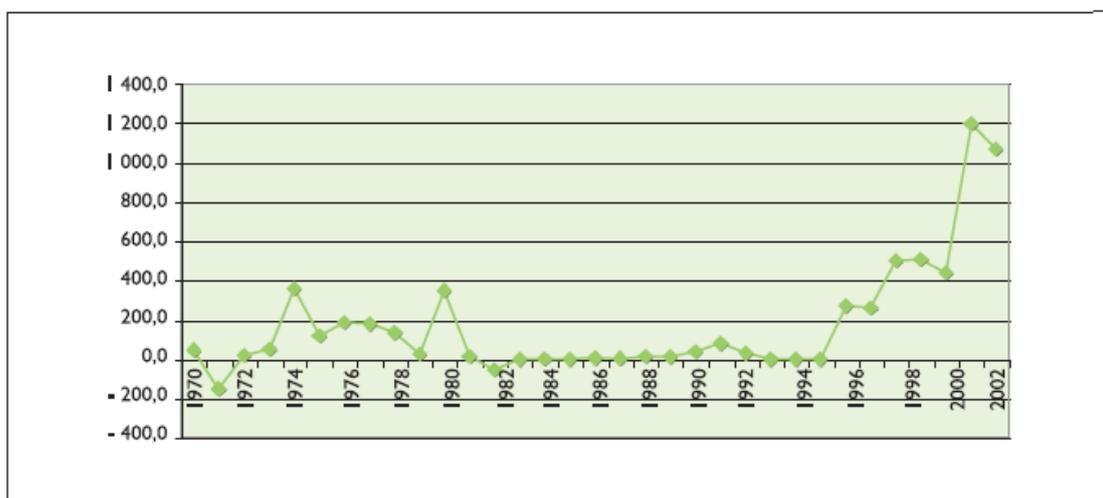
L'analyse de l'évolution des IDE en Algérie sera scindée en deux parties, suivant les changements et bouleversements qu'a connu le pays. Ainsi, la première étape, est celle qui précède les réformes structurelles (de 1970 à 1994). Tandis que la seconde étape est celle qui suit les réformes, c'est-à-dire à partir de 1995. Sachant que toutes les réformes menées durant cette période et en raison de la situation sécuritaire, n'ont donné des résultats qu'à partir des années 2000, date qui coïncide avec la signature de l'accord d'association avec l'union européenne.

⁹ FMI.Abdou Semmar. «crise financière/ Les réformes que le FMI propose à l'Algérie». Eco-Business, Une mai 19, 2016. <http://www.algerie-focus.com/2016/05/decryptagece-lalgerie-faire-surmonter-crise-financiere-dici-2021/>

¹⁰ Idem. FMI.Abdou Semmar. «crise financière/ Les réformes que le FMI propose à l'Algérie

2.1. Flux et stocks d'IDE en forte croissance depuis 1994

Figure n°(1.1) : Flux d'IDE entrant en Algérie (1970-2002) (Millions de dollars)



Source: CNUCED, base de données FDI/TNC 2004

Jusqu'à une période récente, l'endettement externe a été la source de financement privilégiée des PVD. Une immense accumulation de dettes s'en suivi, portée, d'une part, par des politiques économiques peu prudentes des économies latino-américaines et, d'autre part, par une crédibilité externe accrue des pays exportateurs de ressources minières à la suite des chocs favorables de la décennie 70 sur les termes de l'échange¹¹.

En Algérie : Deux grandes périodes caractérisent l'évolution des IDE : de 1970 à 1994 d'une part et depuis 1995 d'autre part¹².

2.1.1. Evolution des Investissements Directs Etrangers avant les réformes :

La première période (1970-1994) reflète l'importance des IDE dans le secteur des hydrocarbures, suite à la décision prise par l'Algérie en 1971 d'ouvrir cette industrie aux capitaux étrangers ; ceux-ci ont été massivement investis dans le raffinage, l'exploration, la production et le transport du pétrole et du gaz naturel. L'attractivité de ce secteur s'est accrue suite aux chocs et contrechocs pétroliers des années 70 et 80¹³.

L'augmentation du prix du pétrole et l'interdiction faite aux grands groupes pétroliers de posséder des champs pétrolifères ont rendu d'autant plus intéressants les investissements dans les infrastructures pétrolières et gazières et permis par la même occasion de pallier le

¹¹**Rafik Boukha-Hassane, Najat Zatla (2001).** « L'IDE dans le bassin méditerranéen : ses déterminants et son effet sur la croissance économique ». Les échanges euro-méditerranéens Trade. CREAD (Alger)Faculté des Sciences Economiques d'ORAN, ALGÉRIE..Forum euro-méditerranéen des instituts économiques euro-méditerranéen forum of économique institutes. Seconde conférence du femise.p10

¹²**CNUCED (2004)** « Examen De La Politique De L'investissement » -Algérie- Nations Unies Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement .New York Et Genève.P6

¹³**François Bost(2004)** « Les investissements directs étrangers, révélateurs de l'attractivité des territoires à l'échelle Mondiale » .-N°75-p30

Chapitre I : L'analyse Des Investissements Directs Etrangers Et La Croissance Economique En Algérie

manque de ressources financières nécessaires pour l'entretien et la mise à niveau de celles-ci. Néanmoins, avant 1992, l'Algérie n'autorisait pas les sociétés étrangères à produire Directement pour leur propre compte ; elles pouvaient cependant bénéficier de contrats de partage de production ou autres contrats de prestation de service avec la SONATRACH.¹⁴ Le quasi absence des IDE dans la décennie 80 est justifié par la remise en cause du plan «valorisation des hydrocarbures » (VALYD)¹⁵, qui prévoyait un ambitieux programme d'investissements.

Le gouvernement était réticent quant à toute intervention étrangère à cette période. Cette décision a été suivie par un arrêt des investissements et la reprise des flux d'investissements à partir de 1996 résulte principalement du retour de l'équilibre économique et dans une certaine mesure par une nouvelle législation fiscale plus attractive et un cadre institutionnel d'appui plus approprié¹⁶. Progressivement, l'ouverture aux investissements étrangers en Algérie va se présenter Comme la solution privilégiée de tout un ensemble de problèmes que connaît l'économie, même s'ils n'ont pas vraiment augmenté dans les chiffres.

La tendance de ces dernières années est encourageante, et soutenue par l'importance du potentiel d'investissement en Algérie.

2.1.2. Evolution des investissements directs étrangers après les réformes structurelles

La deuxième période (à partir de 1995) est marquée par la reprise des flux d'investissements qui résulte principalement de la détérioration de l'économie induite notamment par la baisse du prix du pétrole.

Le Gouvernement ne pouvait plus assurer à lui seul le fardeau économique causé par La détérioration de la dette et par l'inefficacité du système économique.

Ainsi, la mise en place de réformes macroéconomiques viables a favorisé le désengagement progressif de l'État dans certains secteurs clefs de l'économie nationale et a permis l'émergence d'un secteur privé dont le poids s'est rapidement accru dans l'économie.

Bien que l'ambitieux programme de privatisations mis en place ait rencontré de nombreux obstacles (chômage, poids de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) dans les rouages politiques, rigidités administratives, résistance des acteurs partisans de l'ancien système) qui ont considérablement ralenti sa mise en œuvre, les IDE ont été encouragés

¹⁴CNUCED,(2004) « Examen de la politique de l'investissement en Algérie », op cit, p.6.

¹⁵Idem, p7

¹⁶ CNUCED (2003) « Examen De La Politique De L'investissement » -Algérie- Nations Unies Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement .New York Et Genève.P8

Chapitre I : L'analyse Des Investissements Directs Etrangers Et La Croissance Economique En Algérie

dans une certaine mesure par une nouvelle législation fiscale plus attractive et un cadre institutionnel d'appui plus approprié¹⁷.

L'évolution favorable du flux des IDE en Algérie au cours des dernières années a Renforcé la volonté politique des autorités : en effet, dans l'ambitieux Programme de soutien à la relance économique (PSRE) lancé en 2001 pour une période de trois ans, la politique relative à l'investissement occupe une place prépondérante.

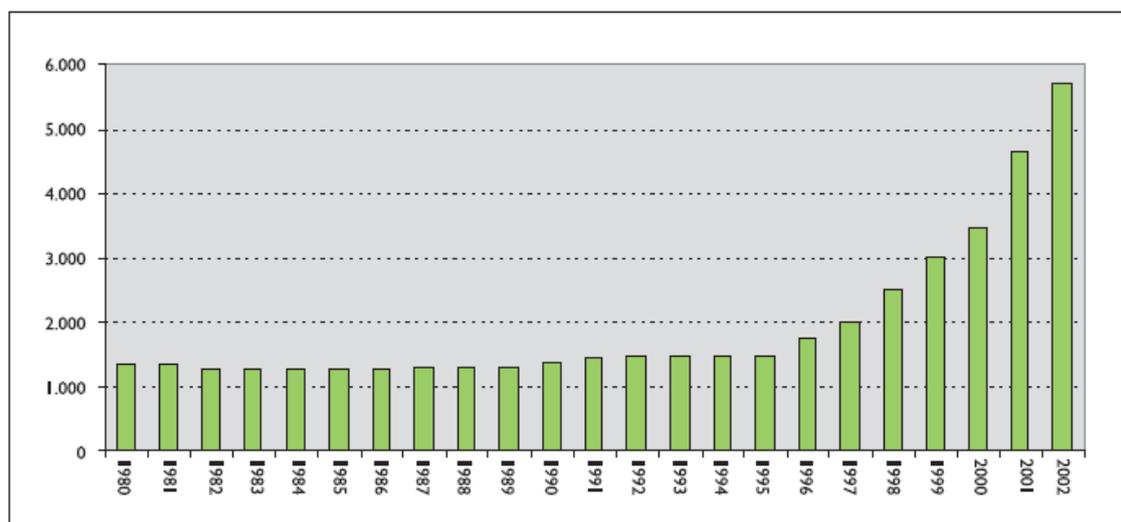
Par ailleurs, l'État algérien a pris des dispositions pour offrir un certain nombre de Garanties aux investisseurs ; c'est ainsi que de nombreuses conventions multilatérales et bilatérales en matière d'investissements ont été ratifiées.¹⁸

Cette volonté politique forte est l'un des déterminants qui a permis une reprise rapide des flux d'IDE dans de nombreux secteurs (télécommunications, agroalimentaire, chimie et pharmacie) et une amélioration de l'image de l'Algérie auprès du secteur privé international. La tendance de ces dernières années est donc encourageante ; elle devrait être maintenue en raison de l'importance du potentiel d'investissement en Algérie.

À cet égard, les autorités semblent afficher une volonté politique forte, avec l'objectif d'attirer et de maintenir des niveaux substantiels d'investissements étrangers directs.¹⁹

Figure n° (1.2) : Stock d'IDE entrant en Algérie (1970-2002)

(Millions de dollars)



Source: CNUCED, base de données FDI/TNC .2004

¹⁷Code des investissements de 1993, amendé et complété par l'ordonnance de 2001

¹⁸CNUCED (2004) « Examen De La Politique De L'investissement » op cit.P8

¹⁹Idem, CNUCED (2004) .pp19-20.

Chapitre I : L'analyse Des Investissements Directs Etrangers Et La Croissance Economique En Algérie

2.1.3. Ainsi l'Algérie attire des flux croissants d'IDE ces dernières années, mais le stock reste faible (voir le **tableau 1**) bien que cette dernière ait fait partie en 2014 des dix premiers pays d'Afrique en termes de réception d'IDE²⁰. Cependant, la série de mesures protectionnistes prises par le gouvernement algérien, dont la nouvelle réglementation relative aux IDE imposant une participation majoritaire algérienne de 51%, est un facteur décourageant les IDE²¹. De même, la corruption, les lourdeurs bureaucratiques, la faiblesse du secteur financier et l'insécurité juridique relative aux droits de propriété intellectuelle sont des freins à l'investissement. Officiellement, le gouvernement demeure engagé dans la libéralisation économique et continue à rechercher l'investissement étranger dans les secteurs économiques (tels que les infrastructures, les télécommunications, le marché bancaire, etc.). On peut également noter une réorientation des IDE sur le marché domestique à travers la multiplication des projets de développement des transports et des infrastructures

Tableau n° (1.1) : l'investissement Direct Etrangers (IDE) En Algérie :

Année	2011	2012	2013	2014	2015
Flux d'IDE entrants (millions USD)	5712	4841	6612	1488	4001
Stocks d'IDE (millions USD)	21.781	23.607	25.298	26.786	/
Nombre d'investissement greenfield***	13	18	16	13	/
IDE entrants (en % de la FBCF**)	4.0	4,7	3,7	2,1	/
Stock d'IDE (en % du PIB)	11.7	11,4	12,1	12,5	/

Source : CNUCED 2015 .

Notes : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Ces dernières années, l'investissement direct étranger est considéré comme un facteur clé pour le développement économique en Algérie.

Selon le rapport sur les IDE internationaux de la CNUCED publié en janvier 2016, l'Afrique a connu une baisse des flux d'IDE en 2015, essentiellement à cause de la baisse des cours des matières premières.

²⁰ CNUCED (2015), « réformer la gouvernance de l'investissement international vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève, p4

²¹ BenhabibAbderrezaket Zenasni Soumia(2013)« Déterminants et effets des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie: analyse en données de panel ».colloque international. École doctorale .université Stif.p18

En Algérie, une nette baisse des investissements européens et un regain d'intérêt des investisseurs du Golfe apparaissent ces dernières années. On peut également noter une réorientation des IDE sur le marché domestique à travers la multiplication des projets de développement des transports et des infrastructures. Riche en ressources naturelles et stable économiquement, l'Algérie attirait ces dernières années des flux croissants d'IDE, leur stock restant faible.

3. Aperçu sur la croissance économique en Algérie :

L'économie algérienne se caractérise par le fait que l'industrie pétrolière représente à elle seule **97,5 %** des recettes économiques de l'Algérie. C'est là, donc, une véritable prouesse économique réalisée grâce à une série de réformes entreprises sur les plans institutionnel, économique et financier²². En outre, à la faveur des réformes de libéralisation et de privatisation dans les différentes branches économiques mis en application à partir du début des années 90, la croissance économique a connu un essor certain ces dernières années.

➤ La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est établie à 3.9 % en 2015 contre 3.8 % en 2014, tirée principalement par **l'agriculture**, en particulier la production végétale, et un rebond dans le secteur des **hydrocarbures**. Ce dernier, particulièrement marqué au quatrième trimestre 2015, intervient après neuf années consécutives de tendance baissière, dans un contexte de déclin des cours mondiaux du baril de pétrole depuis juin 2014. Cette situation conjoncturelle devrait être une opportunité d'accélérer les réformes visant la diversification et la transformation structurelle de l'économie. La croissance du PIB réel devrait être de 3.4 %, puis de 3.0 % en 2016 et 2017²³ respectivement.

➤ En 2015, l'inflation a atteint 4.8 %, en hausse après deux années consécutives de baisse, en raison de l'augmentation des prix des produits alimentaires et des biens manufacturés. Ce retour à l'inflation tient à des dysfonctionnements des circuits de distribution, notamment des produits agricoles frais et des produits alimentaires industriels. La conjoncture est surtout marquée par l'impact de la chute drastique des cours du pétrole sur la position extérieure ainsi que les comptes publics.²⁴

➤ La balance commerciale affiche un important déficit de 9 % du PIB en 2015, pour

²² **BENACHENHOU Abdellatif**, «Algérie : La modernisation maitrisée », ministre des finances, 2000-2008.

²³ **BAfD, OCDE, PNUD 2016** « Algérie 2016 ». Perspectives économiques en Afrique.
<http://www.africaneconomicoutlook.org.2>

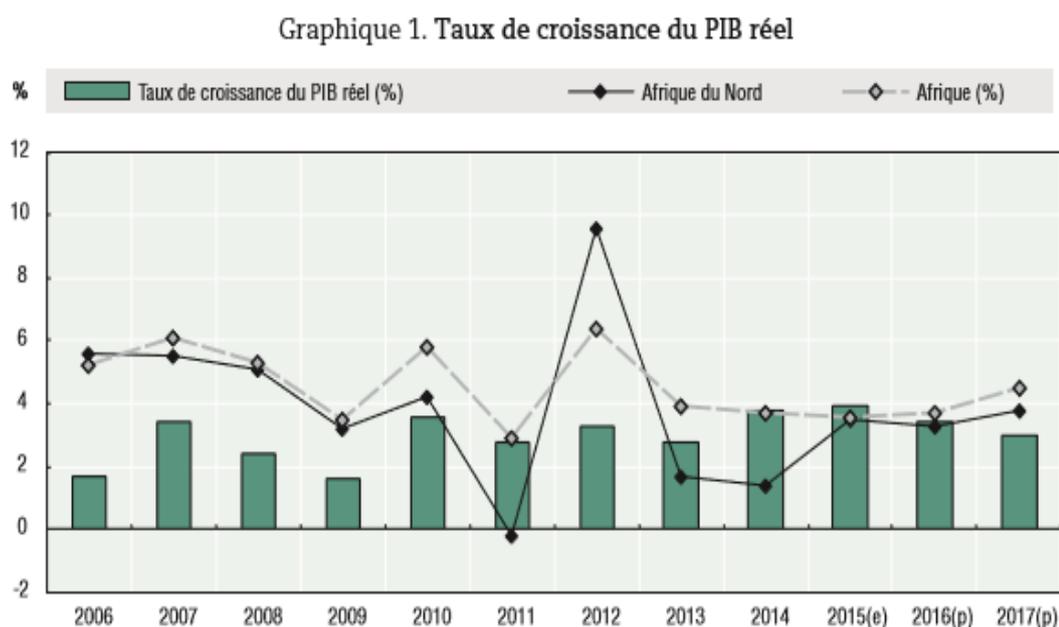
²⁴ **Algeria-MEM-Fall2016-FRE.pdf**. <http://pubdocs.worldbank.org/en/565381475675035352/Algeria-MEM-Fall2016-FRE.pdf>

la première fois en 16 ans, en raison de non couverture des importations (31 % du PIB) par les exportations (21 % du PIB), entraînant une diminution des réserves officielles de change.

➤ Les comptes de l'État sont affectés par l'érosion des ressources du Fonds de régulation des recettes (FRR), consécutive à la baisse notable de la fiscalité pétrolière, passée de 20 % à 13 % du PIB entre 2014 et 2015. Avec des recettes totales en baisse (27 % du PIB en 2015 contre 33 % en 2014) et des dépenses budgétaires toujours élevées (43 % du PIB en 2015 et 2014), le déficit global s'est creusé, passant à 16 % du PIB en 2015 contre 8.3 % en 2014²⁵.

➤ L'aménagement du territoire a intégré les concepts « d'urbain » et de « durabilité », devenus systématiques dans ses lois et déterminants pour les plans d'aménagement autour de trois grandes zones : le Littoral, les Hauts Plateaux et le Sahara. En 2015, plus de 70 % des 40 millions d'Algériens vivent dans des régions urbaines.

Figure n° (1.3) : taux de croissance du PIB réel (2006-2015)



Source: BAfD, Département Statistique PEA. Estimations (e) ; prévisions (p).

Source :Algérie 2016. Perspectives économiques en Afrique © BAfD, OCDE, PNUD 2016

²⁵ Algeria-MEM-Fall2016-FRE.pdf. <http://pubdocs.worldbank.org/en/565381475675035352/Algeria-MEM-Fall2016-FRE.pdf>

Tableau n° (1.2) : les indicateurs macroéconomiques :

Tableau 1. Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	3.8	3.9	3.4	3.0
Croissance du PIB réel par habitant	1.8	2.1	1.6	1.2
Inflation	2.9	4.8	4.3	4.0
Solde budgétaire (% PIB)	-8.3	-16.0	-15.4	-14.7
Compte courant (% PIB)	-4.4	-15.6	-17.1	-15.2

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

Source : Algérie 2016. Perspectives économiques en Afrique © BafD, OCDE, PNUD 2016

4. Répartition régionale et sectorielle des IDE et de la croissance économique

- En Algérie, la participation d'un investisseur étranger est limitée à 49% et les soumissionnaires étrangers doivent trouver des partenaires locaux pour les contrats publics. Toutefois, selon l'Agence nationale de Développement de l'Investissement, la Loi de finances 2016 pourrait assouplir le recours aux financements extérieurs²⁶. Les autorités tentent d'améliorer le climat des affaires, qui reste perfectible.

Ainsi, l'Algérie a été classée 163ème sur 189 pays dans le classement Doing Business 2016 de la Banque mondiale, perdant deux places par rapport à 2014²⁷. Les investisseurs sont plus prudents depuis la sanglante prise d'otage d'In Amenas en 2013.

Le développement des gisements d'hydrocarbures restants nécessitera des afflux d'IDE conséquents dans les années prochaines. En outre, la construction d'un complexe sidérurgique a commencé début 2015, le Qatar possédant 49% du capital du projet estimé à 2 milliards EUR. Total devrait également investir environ 168 millions EUR pour une usine de lubrifiants, dont l'entrée en production est prévue pour début 2017.²⁸

Tableau n° (1.3): Les flux D'IDE par pays

Les pays investisseurs	en %
Koweït	23,0
Espagne	17,0
Egypte	17,0
États-Unis	13,0
France	7,0
Arabie Saoudite	6,0
Chine	4,0

Source : Agence nationale de développement de l'investissement - 2016.

²⁶ <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/implanter/algérie/investir>

²⁷ Agence nationale de développement de l'investissement - 2016. <http://www.andi.dz/>

²⁸ ALGÉRIE : Les Investissements «les investissements en Algérie » - TRADE Solutions BNP Paribas. June 29th, 2016

Tableau N° (1.4): Les flux D'IDE par secteurs d'activité

Les secteurs investis	en %
Industrie	68,8
BTP	8,9
Transport	8,0
Tourisme	5,0
Services	4,8
Télécommunications	2,6

Source : Agence nationale de développement de l'investissement - 2016

Plusieurs grands projets furent menés en Algérie dans divers domaines. Parmi les plus importants, peuvent être cités²⁹ :

➤ l'autoroute Est-Ouest : projet gigantesque qui consiste en la réalisation d'une autoroute de l'Est à l'Ouest du pays longue de plus de 1200 kms. Ce projet est considéré comme le plus important projet depuis l'indépendance de l'Algérie et exige des investissements énormes de l'ordre de 16 Milliards de dollars. Le Japon et la Chine sont les principaux réalisateurs de ce projet,

- Construction du nouvel aéroport d'Alger ; Il s'agit d'un grand aéroport situé à côté de l'ancien, et il a été conçu pour répondre aux normes internationales
- Construction d'un million de logements entre 2004 et 2009. Il s'agit là aussi d'un important projet pour un montant de plus de 18 Milliards de dollars... La Chine a pris une bonne partie de ce projet.
- Téléphonie mobile, avec l'Egypte et le Koweït
- Projets industriels (hydrocarbures), (Etats-Unis, Espagne, ...)
- Projets de dessalement d'eau de mer (43 usines sont programmées jusqu'en 2019). Certaines d'entre elles sont déjà opérationnelles,
- Production d'engrais et d'ammoniaque, • Cimenteries, • Quelques projets relatifs au tourisme

❖ **Onze (11) pays ont investi en Algérie durant le 1^{er} trimestre 2014, en adhésion totale avec la formule du partenariat 51/49%,** pour une valeur de plus de 129 milliards de DA (près de 1,8 milliard de dollars), soit 19% du total des investissements déclarés, selon l'Agence nationale de développement de l'Investissement (**Andi**)³⁰.

²⁹ **Dr. CHEBIRA Boualem** enseignant chercheur, Maître de conférences, Université d'Annaba. « IDE et développement en Algérie » op cit .P4

³⁰ **Andi.** <http://www.andi.dz/>

Chapitre I : L'analyse Des Investissements Directs Etrangers Et La Croissance Economique En Algérie

Les investissements étrangers déclarés par **pays d'origine** ont enregistré au cours de ce 1er trimestre 2014, pas moins de **11** pays émetteurs de flux d'investissements directs étrangers (IDE), "en adhésion totale avec la formule du partenariat instaurée par les pouvoirs publics depuis la promulgation de la Loi de Finances Complémentaire de 2009, totalisant 17 projets relève la note sur les investissements déclarés auprès de l'Andi. Ces projets de partenariat devraient générer 11.107 postes d'emplois directs, soit 22% du nombre globale des postes d'emploi (51.608 postes) que devront générer les investissements déclarés au 1er trimestre, précise une note sur les investissements déclarés auprès de l'Andi entre janvier et mars 2014.³¹

La France vient au premier rang avec quatre (04) projets déclarés, soit (23,53%) de l'ensemble, **la Chine**, trois (03) projets (17,65%) **et la Turquie** avec deux (02) projets (11,76%) du total.

D'autres pays ont enregistré chacun un (01) projet (**Egypte, Emirats Arabes Unis, Espagne, Finlande, Jordanie, Inde, Suisse et Syrie**) représentant chacun 5,88% de l'ensemble des projets déclarés durant le 1er trimestre de l'année en cours. Sur le plan financier, la note de l'Andi relève la prédominance de la Turquie avec une valeur de plus de 59 milliards de DA soit 45,89%, suivi de **la Suisse** avec 57,6 milliards de DA soit (44,77%), de la France avec près 6,74 milliards de DA (5,24%) et de la Chine avec 1,49 milliards de DA (1,16%)³².

Le reste des pays avoisine 1% en moyenne. Les investissements étrangers déclarés par **secteur d'activité** regroupé sont versés principalement dans les Industries avec 15 projets sur un total de 17 projets déclarés, et à moindre mesure dans le BTPH avec deux (02) projets. Le montant des projets d'investissement déclarés en Algérie durant le premier trimestre 2014 a plus que doublé pour atteindre plus de 682 milliards de DA contre 305 milliards de DA à la même période de l'année écoulée, confirmant une relance de l'investissement entamée depuis l'année écoulée grâce aux dispositions de facilitations prises durant ces dernières années.³³

"La dynamique de l'investissement observée durant l'année 2013 a été maintenue durant le premier trimestre de l'année 2014³⁴

³¹ les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS) rapportés par l'agence APS. <http://www.ons.dz/-Statistiques-Economique-.html>

³² les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS) rapportés par l'agence APS. <http://www.ons.dz/-Statistiques-Economique-.html>

³³ <http://jeunessedalgerie.com/article.php?id=9314>

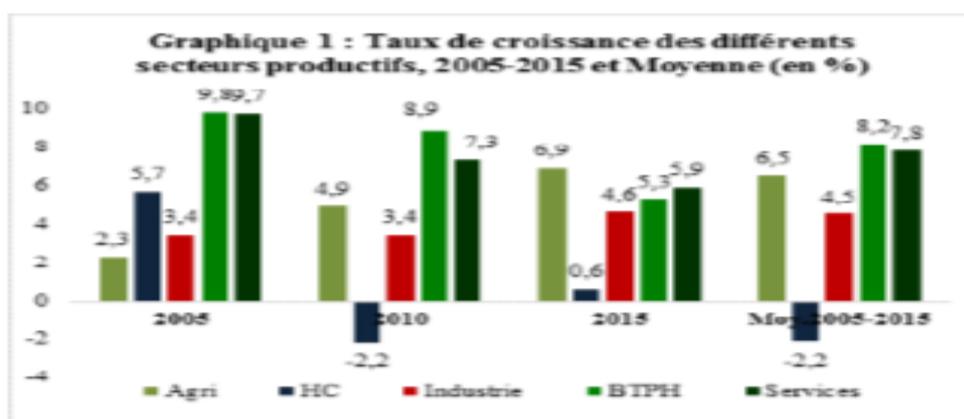
³⁴ A déclaré à l'APS, Abdelkrim Mansouri, directeur général de l'Andi.

2. Contexte économique

2.1. Au cours de la décennie 2005-2015, le taux moyen de croissance du PIB réel en Algérie s'est établi à près de 3,2% par an. Cette croissance a été en grande partie portée par une augmentation des dépenses publiques qui a permis de soutenir la demande intérieure. En effet, depuis 2001, le Gouvernement a mis en place trois plans quinquennaux, financés en grande partie par les revenus des hydrocarbures. Ces programmes d'investissements publics ont ainsi permis de soutenir **le secteur des BTPH (Bâtiment, travaux publics et hydraulique)** dont la croissance annuelle moyenne sur la période 2005-2015, est estimée à 8,2% ³⁵ (**figure n°1.1**). Ce secteur est toutefois très dépendant de la capacité de l'Etat à soutenir de tels programmes d'investissements.

L'agriculture, secteur fortement tributaire des conditions climatiques, a enregistré une croissance annuelle moyenne de 6,5% sur cette période. **Les services marchands** (commerce, transports, etc.) ont connu une croissance annuelle moyenne de 7,8% sur cette période. Cette expansion est surtout liée à la forte progression des importations de biens de consommation et est peu créatrice d'emplois qualifiés. **Le secteur des services non marchands** a connu une croissance annuelle de près de 4,4% sur la période. **Le secteur hors hydrocarbures** a ainsi connu une croissance de 6,5% sur la période 2005-2015³⁶.

Figure n° (1.4) : taux de croissance des différents secteurs productifs, (2005-2015) et moyenne (en %)



2.2. Pour l'année 2015, la croissance du PIB réel est estimée à 3,9% en 2015, contre 3,8% en 2014 (**figure n°1.2**), malgré la baisse continue du prix des hydrocarbures amorcée en 2014. Cette augmentation du PIB réel fait suite à une production agricole exceptionnelle

³⁵ Banque Africaine De Développement. « Document De Stratégie Pays Intérimaire 2016-2018 ». Département Régional Afrique Du Nord (Orna) .Octobre 2016,p2

³⁶ <http://www.tsa-algerie.com/20161022/croissance-economique-atteint-34-2e-trimestre/>

et un rebond dans le secteur des hydrocarbures qui enregistre une hausse de 0,4 % en 2015 contre un déclin (-0,6 %) sur l'année 2014. Cette reprise intervient après neuf années consécutives de baisse et s'explique par l'augmentation de la production de pétrole due notamment au démarrage de nouveaux champs pétroliers dans le nord-est du pays. En 2015, la croissance hors hydrocarbures s'est élevée à 5,5 %, tirée par **l'agriculture** (7,6 %), **l'industrie** (4,6 %), les **BTPH** (5,3 %), les **services marchands** (5,9 %) et dans une moindre mesure, les **services non marchands** (3 %). Les perspectives indiquent une croissance attendue de 3,5 % et 4% respectivement en 2016 et 2017.³⁷

Figure n° (1.5) : Evolution de la croissance du PIB et de l'inflation (2014-2017) (en %)



2.3. En termes de structure du PIB, en 2015, le secteur des hydrocarbures représentait 19% du PIB, contre 27,1% en 2014, et 44,3% en 2005, indiquant ainsi une régression de ce secteur, jusque-là prépondérant dans l'économie algérienne. Toutefois en 2015, compte tenu de l'effet prix de la baisse des cours du pétrole, la contribution du secteur des hydrocarbures au PIB a été surpassée pour la première fois, par un autre secteur productif : les services marchands (27,2%). L'agriculture et les BTPH contribuent au PIB respectivement à hauteur de 11,8% et 11,3%.³⁸ L'industrie manufacturière se classe, quant à elle, au dernier rang des secteurs productifs avec une contribution estimée à 5,3% du PIB (contre 18% en Tunisie ; et 16% en Egypte et au Maroc). Au début des années 80, ce secteur représentait plus de 15% du PIB. Le secteur des services non marchands essentiellement les administrations publiques - représentait 16,9% du PIB en 2015

³⁷ **Banque Africaine De Développement.** « Document De Stratégie Pays Intérimaire 2016-2018 ». Département Régional Afrique Du Nord (Orna) .Octobre 2016.p3

³⁸ **Office National des Statistiques – ALGER(ONS).** Novembre 2016 « L'activité industrielle 2005-2015 » Collections Statistiques N° 202/2016 Série E : Economie N° 89. 2ème Semestre 2016.p17

Section 2 : La politique de promotion des investissements directs étrangers en Algérie

Les institutions sont apparues comme une variable économique significative largement négligée par le passé. Leur rôle a été souligné surtout pour expliquer les différentiels de croissance entre pays, mais il a été élargi à l'impact sur le commerce et plus généralement sur l'ouverture économique et l'IDE.³⁹

Souvent la mauvaise qualité institutionnelle qui transparait dans le domaine économique est liée à des institutions politiques pas très efficaces. En d'autre terme, un système dans lequel les organes de représentation de la société se montrent incapables d'adopter les réformes qui permettent aux mécanismes de marché de fonctionner efficacement.

L'ouverture de l'économie algérienne a rapidement progressé au cours des dernières années vers une entrée progressive dans l'économie de marché. Pour attirer et encourager les investissements étrangers, le gouvernement a mis en place divers dispositifs très attractifs.

En effet, la mutation marquée par le passage d'une économie protégée à une économie de marché s'est accompagnée d'un large éventail de réformes législatives réglementaires et institutionnelles dont la finalité est d'asseoir les fondements d'une concurrence, tant sur le marché local que sur les marchés extérieurs. Alors au cours de ces dernières années, plusieurs textes législatifs et réglementaires ont été édictés par les autorités algériennes en vue de donner une nouvelle impulsion aux investissements étrangers en Algérie.⁴⁰

I- Le cadre législatif et réglementaire de l'investissement

Dans le cadre des politiques d'attractivités, les pays empruntent la voie de la séduction en ayant des codes d'investissements avantageux prenant en compte le cadre légal d'application des lois et règlements.

En Algérie, le cadre juridique de l'investissement étranger direct repose sur un ensemble de réglementations dont la plus importante est l'ordonnance du 21 août 2001 relative au développement de l'investissement qui a abrogé le décret législatif n° 93-12 du 5 octobre

³⁹ **Fatima Boualam (2008)**, *Les Institutions et Attractivité des IDE*, Colloque International « Ouverture et émergence en Méditerranée, Rabat- Maroc . Université de Montpellier I Sciences Economiques LASER. P11.

⁴⁰ **AMOKRANE Abdelaziz (2012)**. « Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb ». op cit

1993 relatif à la promotion de l'investissement⁴¹. (*voir annexe 7: Comparaison Des Deux Dernières Réglementations Algériennes Relatives À L'investissement*).

A cet effet, l'ordonnance de 2001 a constituée un progrès, sans toutefois changer fondamentalement le régime de l'investissement. À bien des égards, le cadre juridique algérien traduit peu la volonté politique du gouvernement d'encourager les IDE.

Si des efforts considérables ont été accomplis en vue d'améliorer le climat des affaires, les obstacles juridiques à l'investissement n'ont pas tous disparu⁴².

Afin de promouvoir une véritable politique de promotion des investissements, il est important et nécessaire d'améliorer l'arsenal juridique et institutionnel existant, et de rechercher les meilleurs moyens en vue d'assurer une application pleine et surtout sans équivoque des textes en vigueur afin d'éviter le décalage récurrent entre les textes officiels et une réalité souvent dissuasive, voire franchement défavorable.

1.1. Définition de l'investissement

Selon les termes de l'ordonnance précitée, sont considérées des investissements⁴³ :

- Les acquisitions d'actifs qui entrent dans le cadre de création d'activités nouvelles ou qui sont susceptibles d'étendre les capacités de production, de réhabiliter ou de restructurer l'outil de production .
- La participation dans le capital des entreprises (sous forme d'apport en nature ou en numéraire) .
- Les reprises d'activités dans le cadre d'une privatisation totale ou partielle ;
- Les investissements réalisés au moyen de l'attribution de concessions ou de licences .
- Les activités culturelles, notamment cinématographiques et d'édition de livres, ont été reconnues éligible aux dispositions de l'ordonnance 01-03, par la loi de finance 2010.

1.2. Liberté d'investissement et partenariat algérien

1.2.1-la liberté d'investissement

Selon les dispositions de l'ordonnance 01-03, les investissements sont réalisés librement sous réserve de la législation et des réglementations relatives aux activités réglementées et au respect de l'environnement⁴⁴ :

⁴¹ FMI (2011) « Algérie : consultation de 2010 au titre de l'article IV »Rapport sur les économies nationales n°11/39, Washington, D.C. p17

⁴²Otmane Bekenniche (2006),« La Coopération Entre L'union Européenne Et L'Algérie », L'accord D'association. Office Des Publications Universitaires. Alger. P169

⁴³ KMPG Algérie (2011), Guide d'investissement en Algérie, édition 2011, P 48

a)- Profession réglementée: Est considérée comme activité ou profession réglementée, toute activité ou profession soumise à inscription au registre de commerce et requérant par sa nature, son contenu, son objet et les moyens mis en œuvre, la réunion de conditions particulières pour autoriser son exercice.

Le classement dans la catégorie d'activités ou professions réglementées, d'une activité quelconque, est subordonné à l'existence de préoccupation ou d'intérêts primordiaux nécessitant un encadrement juridique et technique appropriés.

Ces préoccupations et intérêts doivent être liés à l'ordre public, la sécurité des biens et des services, la préservation de la santé publique, la protection de la morale et des bonnes mœurs....etc.⁴⁵

b)- Respect de l'environnement : Par respect de l'environnement, il faut entendre l'ensemble des activités qui ne portent pas atteinte aux principes énoncés par la loi cadre sur l'environnement, modifiée et complétée, du 05 février 1983.

1.2.2 Le partenariat

Les lois de finances complémentaires de 2009 et de 2010, ont mis en place de nouvelles règles d'encadrement du principe de liberté d'investir énoncé par l'article 04 de l'ordonnance 01-03.

En effet, ces règles exigent le partenariat comme modalité unique pour tout établissement des investissements en générale et des investissements étrangers en particulier. Dans ce cadre l'article 04 de l'ordonnance 01-03 a été complété par 04 articles dont 03 sont dédiés aux investissements étrangers⁴⁶

Selon l'article 04 bis, les investissements étrangers, ont de produire des biens ou des services, ne peuvent être réalisés que dans le cadre d'un partenariat dont l'actionnariat national résident représente 51% au moins du capital social par actionnariat national, il peut être entendu l'addition de plusieurs partenaires.

D'autres parts, « *les activités de commerce extérieurs ne peuvent être exercées par des personnes physiques ou morales étrangères que dans le cadre d'un partenariat dont l'actionnariat national résident est égal au moins à 30% du capital social*⁴⁷ ».

La notion de partenariat s'applique à tous les secteurs d'activité, y compris les activités bancaires et d'assurances. Ainsi, l'activité d'auxiliaire aux transports maritime ne

⁴⁴ Voir l'article 04 de l'ordonnance 01-03.

⁴⁵ Voir décret exécutif N°97-04 du 18 janvier 1997, modifié et complété.

⁴⁶ KMPG Algérie (2015), « Guide d'investissement en Algérie », édition 2015, P 49.

⁴⁷ Voir l'article 58 de la LFC 2009.

Chapitre I : L'analyse Des Investissements Directs Etrangers Et La Croissance Economique En Algérie

peut être exercée par des personnes physiques de nationalité étrangères et par des personnes morales appartenant à des personnes physiques de nationalité étrangère que si ces dernières présentent la preuve statutaire de la détention de 40% au minimum de leur capital social par des personnes physiques de nationalité algérienne⁴⁸.

Pour l'activité bancaire, les participations étrangères dans les banques ne peuvent être autorisées que dans le cadre d'un partenariat dont l'actionnariat national résident représente 51% au minimum du capital social.

L'actionnariat national, peut être constitué de l'addition de plusieurs partenaires.

En outre, dans ce secteur particulier, l'Etat détiendra une action spécifique dans le capital de banques et des établissements financiers à capitaux privés, ce qui lui confère d'être représenté, sans droit de vote, au sein des organes sociaux⁴⁹.

Les règles de partenariats, peuvent être appliquées même pour les investissements étrangers établis avant leurs promulgations. En effet, et selon les dispositions de la loi de FC pour 2010, "toute modification de l'immatriculation au registre de commerce entraîne au préalable, la mise en conformité de la société aux règles de répartition du capital -de partenariat- à l'exception des modifications suivantes :

- la modification du capital social qui n'entraîne pas un changement de la répartition entre les actionnaires ;
- la suppression d'une activité ou le rajout d'une activité connexe ;
- la modification de l'activité suite à la modification de la nomenclature des activités ;
- la désignation du gérant ou de dirigeant de la société ;
- le changement de l'adresse du siège social.

❖ L'investissement étranger dans le secteur des banques obéira, après l'adoption de la LF 2017, à une nouvelle règle: les 66/34% .⁵⁰

La loi de finances 2017 contient, semble-t-il, des mesures peu orthodoxes compte tenu du climat de congélation dans lequel baigne la sphère économique et financière nationale. En effet, selon des indiscretions, la règle des 51/49%, qui a fait couler beaucoup d'encre et qui, tout le temps, a été présentée comme un outil juridique de protection de l'économie nationale, sera révisée dans le cadre de la LF 2017 pour être désormais plus

⁴⁸ Voir décret exécutif N°09-183 du 12/05/2009, fixant les conditions d'exercice des activités auxiliaires au transport maritime.

⁴⁹ Voir l'ordonnance 10-04 du 26/08/2010, complétant l'ordonnance 03-11 du 26/08/2003, relative à la monnaie et au crédit.

⁵⁰ <http://www.actualite-algerie.com/2016/09/14/investissements-directs-etrangees-en-algerie-les-5149-ne-concerneront-plus-les-banques/>

flexible et permettre d'attirer davantage d'investisseurs, notamment dans le secteur bancaire. Cette loi de finances prévoit dans ce sens de revoir à la hausse la part de participation des investisseurs étrangers pour atteindre les 66%.

Il est de ce fait possible, pour les banques étrangères désireuses de s'installer en Algérie dans le cadre d'un partenariat avec un investisseur algérien de prendre jusqu'à 66% du capital d'investissement.⁵¹ Cette mesure vise, selon ses promoteurs, à attirer des capitaux étrangers en Algérie, à moderniser le secteur bancaire national et à bénéficier des expériences des partenaires étrangers dans le secteur. Elle constitue aussi un mécanisme permettant aux banques déjà opérationnelles d'ouvrir leur capital aux partenaires étrangers. Cette même mesure concernera aussi, précise la même source, l'investissement lié à «la technologie de la connaissance». Néanmoins, les projets entrant dans ce cadre seront tous soumis à la validation du Conseil national d'investissements⁵²

1.2.3 Le droit de préemption de l'Etat

Selon l'article 4 quinquets, l'Etat et les entreprises publiques économiques disposent d'un droit de préemption sur toutes les cessions de participations des actionnaires étrangers ou au profit d'actionnaires étrangers.

Cette mesure permettra à l'Etat, ou aux entreprises publiques, d'appliquer le droit de Préemption et de racheter la société, objet de transaction, à un prix fixé sur la base d'une expertise. L'objectif de cette mesure est de renforcer le contrôle de l'Etat sur les cessions indirectes de participations dans des sociétés algériennes à capitaux étrangers

Autrement dit, l'Etat exige d'être consulté au préalable avant toute opération de cession, ce qui va lui permettre de préserver ses intérêts économiques et d'éviter la réédition du scénario du cimentier cédé par **ORASCOM** au cimentier français **Lafarge**.⁵³

Le droit de préemption concerne les cessions initiées sur le territoire national que ceux initiés hors du territoire algérien des sociétés détenant des actions ou des parts sociales dans des sociétés de droit Algérien.

a. Les cessions initiées sur le territoire national : Concernant ces cessions, l'Etat peut renoncer de son droit de préemption.

⁵¹ Article 96 de l'avant-projet de La loi de finances 2017. <http://www.actualite-algerie.com/2016/09/14/investissements-directs-etrangeurs-en-algerie-les-5149-ne-concerneront-plus-les-banques/>

⁵² Conseil national d'investissements. <http://www.cni.org>

⁵³ **KMPG Algérie** (2015), Guide d'investissement en Algérie, op cit. P 55

Dans ce cadre, toute cession est subordonnée, à peine de nullité, à la présentation d'une attestation de renonciation à l'exercice du droit de préemption délivrée par les services compétents du ministère chargé de l'industrie⁵⁴

La demande de l'attestation est présentée aux services concernés par le notaire chargé de rédiger l'acte de cession. Cet acte doit préciser le prix et les conditions de cession. En cas d'exercice du droit de préemption, le prix est arrêté sur la base d'une expertise.⁵⁵

L'attestation d'une renonciation est délivrée au notaire dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de dépôt de la demande. Passé ce délai, la renonciation est considérée implicite en cas de non réponse, sauf dans le cas où le montant de la transaction excède un montant défini par arrêté du ministre chargé de l'industrie ou lorsque cette transaction porte sur une société exerçant dans l'une des activités définies par le même arrêté. Toutefois, l'Etat conserve pendant une période d'un an le droit d'exercice du droit de préemption s'il estime qu'il y a une insuffisance de prix.

b. Les cessions initiées hors le territoire national : Il faut préciser là qu'il s'agit de cession à l'étranger, total ou partiel, des activités ou parts sociales dans des sociétés détenant des actions ou parts sociales dans des sociétés de droit Algérien.

Ces cessions, lorsque les sociétés concernées ont bénéficié lors de leur implantation, d'avantages ou de facilités, sont subordonnées à la consultation préalable du gouvernement algérien.

Ces nouvelles mesures obligent les personnes morales de droit étranger, possédant des actions dans des sociétés établies en Algérie, de communiquer annuellement la liste de leurs actionnaires authentifiée par les services en charge de la gestion du registre de commerce du pays de résidence.

1.3 Les Avantages fiscaux (accordés aux investisseurs)

L'ordonnance 01-03 a institué deux régimes distincts d'avantages fiscaux dont les investissements peuvent bénéficier, il s'agit d'un régime général et d'un régime dérogatoire.

1.3.1. Le régime général : Pour bénéficier de ces avantages, il faut que deux conditions soient réunies⁵⁶ :

⁵⁴ Art 46 de la LFC pour 2010.

⁵⁵ FMI(2008) « Finances et développement-Algérie », Washington, D.C.p11.

⁵⁶ Reggad S. (2008), « Foreign Direct Investment: The GrowthEngine to Algeria », KoreaReview of International Studies, Vol. 11, No. 1, p79.

- L'investissement en question ne doit pas faire partie de la liste négative prévue par le décret exécutif n°07-18 du 11/04/2007 modifié et complété ;
- Un avis préalable du conseil national de l'investissement est obligatoire, si l'investissement en question est supérieur ou égal à 500 millions de dinars.

a). Le contenu des avantages : Ces avantages sont accordés dans la phase de la réalisation du projet ainsi que dans celle de sa mise en exploitation.

Trois sortes d'avantages sont accordées dans ce cadre⁵⁷ :

1. Exonération ou application d'un taux réduit (5%) du droit de douane, pour les biens et les équipements importés entrant directement dans la réalisation de l'investissement ;
2. Exonération de la TVA pour les biens et les services entrant directement dans la réalisation de l'investissement ;
3. Exonération du droit de mutation à titre onéreux pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement.

Et les avantages relatifs à cette phase sont les suivants :

- L'exonération de l'IBS ;
- L'exonération de la TAP.

Ces exonérations sont pour une durée d'un (01) an ou trois ans, après le constat d'entrée en activité versé dans un PV dressé par les services fiscaux territorialement compétent. Cette durée peut être prolongée de trois (03) à cinq (05) ans pour les investissements qui créent plus de 100 emplois⁵⁸.

b). Les activités et les biens exclus des avantages : Concernant les activités, il s'agit, entre autres, des activités suivantes⁵⁹:

- Les activités de négoce ou de distribution ;
- Les activités non soumises à inscription au registre de commerce ;
- Les activités qui obéissent à leur propre régime d'avantage ;
- Les activités qui en vertu d'une mesure législative ne peuvent pas bénéficier de privilèges fiscaux.

Concernant les biens; peuvent bénéficier des avantages, les biens qui relèvent de la classe 2 du plan comptable national (PCN), qui contient tous les investissements, sauf ceux

⁵⁷ Abdellatif Benachenhou (2004), Algérie, la mondialisation maîtrisée, Impression autographe, Paris. P 94.

⁵⁸ KMPG Algérie (2011), Guide d'investissement en Algérie, op cit. P 58.

⁵⁹ Voir textes réglementaires du décret exécutif N°07-18 du 11/07/2007.

expressément exclus par le décret exécutif précité. Les matières premières et les matières de construction sont exclues des avantages.

1.3.2. Le régime dérogatoire

Le régime dérogatoire concerne les investissements suivants :

- Ceux réalisés dans des zones nécessitant un effort particulier de l'Etat pour leurs développements comme le sud ou les hauts plateaux ;
- Ceux présentant un intérêt particulier pour l'économie nationale.

a). Les investissements liés aux zones géographiques : Dans la phase de la réalisation, les investissements peuvent bénéficier des avantages suivants⁶⁰ :

- Exemption du droit de mutation à titre onéreux pour les acquisitions immobilières faites dans le cadre de l'investissement ;
- Application du droit fixe en matière d'enregistrement au taux réduit de deux pour mille pour les actes constitutifs et les augmentations de capital ;
- Prise en charge partielle ou totale des dépenses au titre de travaux d'infrastructures nécessaires à la réalisation de l'investissement ;
- Franchise de la TVA pour les biens et les services entrant directement dans la réalisation de l'investissement, importés ou acquis sur le marché local, lorsque ces biens et services sont destinés à la réalisation d'opérations assujetties à la TVA ;
- Exonération ou application d'un taux réduit du droit de douane pour les équipements importés et entrant directement dans la réalisation de l'investissement.

Et au titre de l'exploitation, il s'agit des avantages suivants⁶¹ :

- Exonération pendant une durée de 10 ans d'activité effective, de l'IBS et de la TAP ;
- Exonération, à compter de la date d'acquisition, de la taxe foncière sur les propriétés immobilières entrant dans le cadre de l'investissement pour une période de 10 ans ;
- Octroi d'avantages supplémentaires de nature à améliorer et/ou à faciliter l'investissement tel que le report des déficits et les délais d'amortissement.

b). Pour les investissements présentant un intérêt pour l'économie nationale :

Concernant ces investissements, l'opérateur économique concerné doit négocier avec

⁶⁰ Anne Boillon (2003), « S'implante en Algérie », Mission économique d'Algérie. P 38.

⁶¹ Abdellatif Benachhou (2004), *Algérie, la mondialisation maîtrisée*, op cit, P 95.

l'ANDI pour montrer l'intérêt particulier de son projet. A l'issue de ces négociations, une convention est signée entre les deux parties.

Concernant les avantages qui peuvent être accordés:

1. *Pour la phase de réalisation*, une liste non exhaustive est prévue dans ce cadre comprenant, notamment, des exonérations de droits de douanes (DD), de TVA et de droit d'enregistrement et ce pour une durée maximale de 5 ans.
2. *Pour la phase d'exploitation*, il y a entre autres, l'exonération de l'IBS et de la TAP pour une durée maximale de 10 ans⁶².

1.3.3 Régimes particuliers

L'investisseur qui souhaite obtenir le bénéfice des avantages attractifs d'un des régimes particuliers existants doit satisfaire à des conditions spécifiques. Ces régimes prévoient divers avantages et exonérations fiscales selon les cas. Par ailleurs, les régimes particuliers concernent ⁶³:

- *Les zones spécifiques*: Il s'agit des zones dont le gouvernement a souhaité encourager le développement.

- *Les investissements privilégiés* : Sont concernés les investissements qui présentent un intérêt particulier pour l'économie nationale. Il s'agit notamment des investissements dont la réalisation conduit à l'utilisation des technologies propres susceptibles de préserver l'environnement, de protéger les ressources naturelles, d'économiser l'énergie et de conduire au développement durable.

Ils donnent lieu à l'établissement d'une convention entre l'ANDI et l'investisseur.

- *Investissements cédés ou transférés*: En cas de cession ou de transfert de propriété d'un investissement, avant expiration de la période d'exonération, le repreneur continuera à bénéficier du reliquat des avantages accordés à condition que celui-ci s'engage auprès de l'Agence à honorer toutes obligations prises par l'investisseur initial.

II -Les garanties accordées aux investisseurs étrangers

2-1-L'égalité de traitement

C'est-à-dire, la non-discrimination entre les investissements nationaux et étrangers.

⁶² KMPG Algérie (2011), *Guide d'investissement en Algérie*, op cit. P 60.

⁶³ KMPG Algérie (2010), *Guide d'investissement en Algérie*, édition 2010. p62

Dans ce cadre, *"les personnes physiques et morales étrangères reçoivent un traitement identique à celui des personnes physiques et morales algériennes, eu égard aux droits et obligations en relation avec l'investissement."*⁶⁴

Cette égalité de traitement s'applique sous réserve des dispositions des conventions conclues entre l'Algérie et les autres pays.

Dans ce cadre, l'Algérie a conclu 45 conventions bilatérales de protection des investissements, et ce en plus des conventions multilatérales portant sur le même objet⁶⁵.

2-2-Clauses de stabilisation légale

La loi de l'investissement donne une autre garantie importante aux investisseurs étrangers.

Il s'agit de la clause de stabilisation légale, qui signifie que les modifications légales et réglementaires relatives au droit de l'investissement qui peuvent avoir lieu ultérieurement à l'octroi d'avantages accordés en contrepartie des investissements réalisés, ne sont pas applicables à l'investisseur sauf s'il le demande. Cette disposition protège l'investisseur contre l'aléa lié à l'évolution de la loi⁶⁶.

2-3-L'arbitrage

Le principe général consiste à attribuer compétence aux juridictions locales pour tout litige se produisant sur le territoire algérien. Mais depuis le décret 93-09 du 25/04/1993, l'Etat est autorisé à souscrire des clauses d'arbitrage dans ses contrats internationaux, et ce, en organisant, soit un arbitrage ad-hoc, soit un arbitrage institutionnel.

2-4- Le transfert des capitaux

2-4-1-Le principe : Selon l'article 31 de l'ordonnance 01-03 : *"les investissements réalisés à partir d'apport en capital, au moyen de devises librement convertibles, régulièrement cotées par la banque d'Algérie et dont l'importation est dument constatée par cette dernière, bénéficient de la garantie de transfert du capital investi et des revenus qui en découlent. Cette garantie porte également sur les produits réels nets de la cession ou de la liquidation, même si ce montant est supérieur au capital investi."*

Et c'est le règlement de la banque d'Algérie N° 05-03 du 06 juin 2005, relatif aux investissements étrangers, qui a défini les modalités de transfert des dividendes, bénéfices et produits réels nets de la cession ou de la liquidation des investissements étrangers dans le cadre de l'ordonnance 03-01.

⁶⁴ Voir l'article 14 de l'ordonnance 01-03

⁶⁵ KMPG Algérie (2015), *Guide d'investissement en Algérie*, op cit, P 52

⁶⁶ Lahcène Sériak, (2005), *Les conditions juridiques et réglementaires de l'investissement national et étranger en Algérie*, AGS corpus et bibliographie édition, P 46.

Ce règlement a modifié le règlement 2000-03. Contrairement à ce dernier, qui exigeait une autorisation préalable du transfert délivrée par la banque d'Algérie, le règlement N°05-03 du 06/06/2005 a donné cette prérogative aux banques et établissements agréés qui sont obligés d'exécuter sans délai les transferts au titre de dividendes, bénéfices, produits de la cession des investissements étrangers ainsi que celui des jetons de présence et tantièmes pour les administrations étrangères⁶⁷.

2-4-2--La procédure de transfert : Concernant le transfert des bénéfices, des dividendes, tantièmes, jetons de présence et des produits réel nets de la cession ou de liquidation des investissements étrangers, c'est l'instruction de la banque d'Algérie N°01-09 du 15/02/2009, relative au dossier à présenter à l'appui de la demande de transfert qui dans ce cadre de cette instruction a précisé une liste de documents justificatifs pour chaque type de transfert.

Cette instruction prohibe le transfert des avances et acomptes sur bénéfices, ou dividendes pour tout actionnaire, et confirme que les activités de revente en l'état ne sont pas éligibles au transfert sauf effort significatif d'investissement

Par ailleurs, et selon la loi de finance complémentaire de 2009, les investissements étrangers directs, ou en partenariat, sont tenus de présenter une balance en devises excédentaire au profit de l'Algérie pendant toute la durée de vie du projet⁶⁸.

Dans ce cadre, le règlement de la banque d'Algérie du 18/10/2009, a précisé les éléments qui doivent figurer au débit et au crédit de la balance en devises pour chaque projet et ce comme suit :

- **Au débit** : devront figurer les sorties en devises au titre des importations de biens et de services, des bénéfices, dividendes, salaires et primes du personnel expatrié, des cessions partielles des investissements, du service de la dette extérieure exceptionnelle, de tout autre paiement extérieur ;
- **Au crédit** : devront figurer les entrées en devises provenant de tout apport (en numéraire et en nature) au titre des investissements y compris le capital social, des produits des exportations de biens et de services. Y figurera aussi la part de la production vendue sur le marché national en substitution à des importations ainsi que les emprunts extérieurs exceptionnellement mobilisés.

La balance en devise est présentée en équivalent dinars⁶⁹.

⁶⁷ KMPG Algérie (2015), *Guide d'investissement en Algérie*, édition 2015, P 55

⁶⁸ Voir Article 58 de la LFC 2009.

2-4-3-Le financement des investissements : Mis à part le capital, le financement des investissements ne peut se faire par des emprunts extérieurs et ce n'est que le financement local qui est autorisé via le crédit d'investissement

III-Les institutions chargées de la promotion des investissements⁷⁰

Le terme institutions remonte au XIIIème siècle, d'après Alain Guéry qui rappelle l'origine du sens dynamique du mot. Du latin instituo, instituere, contraction de instatuo « placer dans », le terme renvoie à un mouvement.

North (1991) définit « *les institutions d'une société comme l'ensemble des règles de jeu* »⁷¹. Elles correspondent à la société pour laquelle ont été créés, à moins de ne pas être légitimes et respectables. Plus simplement, une institution est une règle collectivement acceptée dans un espace social donné.

Les institutions qui intéressent l'économiste doivent avoir des conséquences productives et nécessitent pour cela d'être opératoires.⁷²

La fonction de promotion nécessite à elle seule une stratégie plus sophistiquée.

De nombreux pays de la région ont créé des agences spécialement chargées de la promotion des investissements étrangers en vue d'attirer notamment les sociétés transnationales. (*voir Annexe N° 8 : organismes publics chargés de l'investissement étranger*).

Par ailleurs, la mise en place de l'accord d'association avec l'union européenne (UE) ouvre des perspectives positives pour les IDE en Algérie.

Plusieurs organismes sont chargés des investissements étrangers en Algérie, que ce soit au niveau des ministères ou des administrations relevant de ces ministères, du conseil national de l'investissement (CNI) ou encore de l'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI). Comme il été déjà précisé, les IDE se localisent dans un environnement légal clairement établi en harmonie avec les systèmes légaux nationaux⁷³.

On trouve à cet effet :

1. Le ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (MIPI) ;
2. Le conseil national de l'investissement (CNI) ;
3. L'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) ;
4. Le guichet unique ;
5. L'agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (ANIREF) ;

⁶⁹ **KMPG Algérie (2015)**, *Guide d'investissement en Algérie*, op cit, P 57.

⁷⁰ **KMPG Algérie (2015)**, « *Guide d'investissement en Algérie* », op cit .P 63.

⁷¹ **North. D (1990)**, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, UK. P 97

⁷² **Fatima Boualam (2008)**, *Les Institutions et Attractivité des IDE*, op cit, P11.

⁷³ **Idem**, P17.

6. Le fond d'appui à l'investissement (FAI).

3-1-Le Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements (MIPI)

Au titre de la promotion et de la mobilisation de l'investissement, le MIPI est chargé, entre autres attributions, d'élaborer la politique nationale de l'investissement et de veiller à son application. Dans ce domaine, le MIPI exerce ses missions à travers la Direction Générale de l'Investissement (DGI).

3-2- Le Conseil national de l'investissement (CNI)

Le Conseil National de l'Investissement⁷⁴ est un organisme placé sous l'autorité du chef du gouvernement qui en assure la présidence. Il est cependant placé auprès du ministre de la Promotion de l'investissement. Il a une fonction de proposition et d'étude et est doté également d'un véritable pouvoir de décision.

Ses principales missions sont les suivantes :⁷⁵

❖ Au titre des fonctions de proposition et d'étude, on peut relever que le CNI :

1. Propose la stratégie et les priorités pour le développement de l'investissement ;
2. Propose l'adaptation aux évolutions constatées des mesures incitatives pour l'investissement ;
3. Propose au gouvernement toutes décisions et mesures nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de soutien et d'encouragement de l'investisseur ;
4. Etudie toute proposition d'institution de nouveaux avantages.

❖ Au titre des décisions que le CNI prend, figurent :

1. l'approbation de la liste des activités et des biens exclus des avantages, ainsi que leur modification et leur mise à jour ;
2. l'approbation des critères d'identification des projets présentant un intérêt pour l'économie nationale ;
3. l'établissement de la nomenclature des dépenses susceptibles d'être imputées au fonds dédié à l'appui et à la promotion de l'investissement ;
4. la détermination des zones susceptibles de bénéficier du régime dérogatoire prévu par l'ordonnance du 15 juillet 2006.

Il faut ajouter que le CNI⁷⁶ évalue les crédits nécessaires à la couverture du programme national de promotion de l'investissement, encourage la création d'institutions

⁷⁴ Décret exécutif n°01-281 du 24 septembre 2001 relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du conseil national de l'investissement (CNI).

⁷⁵ KMPG Algérie (2015), Guide d'investissement en Algérie, op cit, P 64.

et d'instruments financiers adaptés et, d'une façon générale, traite de toute question en rapport avec l'investissement. Tous les ministres en charge des dossiers et questions économiques sont membres du CNI, soit neuf (9) au total.

Assistent, en qualité d'observateurs seulement, le président du conseil d'administration et le directeur général de l'ANDI. Il faut savoir que le CNI n'est pas une autorité administrative indépendante et que ses décisions et/ou recommandations ne s'adressent pas directement à l'investisseur mais sont destinées aux autorités en charge de la mise en œuvre des textes sur la promotion de l'investissement, en tout premier lieu l'ANDI⁷⁷.

3-3- L'agence nationale de développement de l'investissement « L'ANDI »

L'ANDI est un établissement public à caractère administratif (EPA) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est placée sous la tutelle du ministre de la promotion des investissements.

3.3.1. L'attribution principale de l'ANDI est de :

- Promouvoir, suivre et assister les investissements nationaux et étrangers en Algérie ;
- Fournir de l'assistance et de l'information aux investisseurs ;
- Aider les investisseurs à satisfaire aux formalités administratives.

Il convient de rappeler ici que l'ANDI n'est pas responsable de la promotion des investissements dans le secteur des hydrocarbures, pour laquelle un organisme spécialisé a été créé.

3.3.2. Les responsabilités spécifiques de l'ANDI sont les suivantes :⁷⁸

- Promouvoir et administrer les divers mécanismes d'incitations automatiques et discrétionnaires s'appliquant aux investisseurs ;
- Fournir au Conseil national de l'investissement (CNI) une évaluation des projets qui sollicitent l'octroi d'une convention spéciale dans le cadre du système discrétionnaire ;
- Gérer et développer le réseau des guichets uniques régionaux chargés de faciliter aux entreprises l'accès aux programmes d'incitation en fournissant une gamme de

⁷⁶ Le Conseil national de l'investissement a été mis en place par le décret n°01-281 du 26 septembre 2001 puis par le décret n° 06-355 du 9 octobre 2006 qui abroge celui de 2001.

⁷⁷ Conseil National de l'Investissement (CNI). <http://www.mdipi.gov.dz/?Conseil-National-de-l>

⁷⁸ CNUCED (2010), Evaluation des capacités de promotion des investissements de l'Agence nationale de développement de l'investissement, CNUCED, NATIONS UNIES, Genève, p6.

services de soutien en un même lieu, par exemple pour les impôts, les douanes, les procédures de création et d'inscription d'entreprises (registre du commerce) ;

- Surveiller et actualiser le statut des projets d'investissements hérités de l'Agence de promotion et de soutien de l'investissement (APSI), précurseur de l'ANDI ;
- Gérer le portefeuille des biens fonciers détenus par l'Etat et attribués aux nouveaux investissements⁷⁹ ;
- Faire des recherches pour contribuer à définir les secteurs nécessitant des mesures spéciales de soutien au titre du programme d'incitations discrétionnaires ;
- Promouvoir l'Algérie comme une destination pour les IDE à travers :
 - a) L'organisation de séminaires et de réunions ;
 - b) La maintenance de bases de données ;
 - c) La production de matériels de promotion.

Le nombre de personnes employées par l'ANDI et les six guichets uniques s'élève à 200, dont plus de 60 % ont des diplômes universitaires ou d'autres qualifications techniques.

3.3.3. L'ANDI exerce sept (7) missions :⁸⁰

1. **Une mission d'information** : S'agissant de l'information, on retiendra surtout que l'ANDI assure un service d'accueil et d'information au profit des investisseurs, constitue des systèmes d'information et met en place des banques de données.
2. **Une mission de facilitation** : Pour ce qui est de la facilitation, l'ANDI met en place le guichet unique décentralisé (GUD), identifie les contraintes à la réalisation des investissements et s'efforce de proposer un allègement des procédures et des réglementations relatives à la réalisation de l'investissement.
3. **Une mission de promotion de l'investissement** : Dans le domaine de la promotion de l'investissement, elle assure la mise en relation d'affaires au titre des nouvelles instructions du premier ministre et des mesures en découlant, tout projet d'investissement étranger devra être soumis au conseil national de l'investissement (CNI), pour examen et avis ; De même pour tout projet d'investissement algérien supérieur à 500 millions de dinars. Des investisseurs non-résidents avec des opérateurs algériens, entreprend des actions d'information pour promouvoir l'environnement général de l'investissement en Algérie.

⁷⁹ Cette responsabilité sera bientôt confiée à un réseau de société de gestion et ne fera plus partie des attributions de l'ANDI.

⁸⁰ **KMPG Algérie (2015)**, *Guide d'investissement en Algérie*, op cit, P 67.

4. **Une mission d'assistance** : Sa mission d'assistance consiste à organiser un service d'accueil et de prise en charge des investisseurs, leur accompagnement, la mise en place d'un service de vis-à-vis unique pour les investisseurs non-résidents et à les assister pour accomplir les formalités requises.⁸¹
5. **Une participation à la gestion du foncier économique** : La participation à la gestion du foncier se traduit par l'information des investisseurs au sujet de la disponibilité des assiettes foncières et la gestion du portefeuille foncier.
6. **La gestion des avantages** : Concernant la gestion des avantages, l'ANDI est tenue d'identifier les projets qui présentent un intérêt particulier pour l'économie nationale, de vérifier l'éligibilité aux avantages, de délivrer la décision relative aux avantages, d'établir les annulations de décisions et/ou les retraits d'avantages (totaux ou partiels).⁸²
7. **Une mission générale de suivi** : Enfin, à travers sa mission générale de suivi, l'ANDI, en charge du développement d'un service d'observation et d'écoute, doit assurer un service de statistiques, collecter les informations relatives à l'état d'avancement des projets en étroite collaboration avec les investisseurs, enfin s'assurer du respect des engagements contractés par les investisseurs au titre des conventions (bilatérales et multilatérales) de protection des investissements.

3.4. Le guichet unique :⁸³ Il s'agit d'une institution très importante, en ce sens qu'il doit accomplir les formalités constitutives des entreprises et permettre la mise en œuvre des projets d'investissements.

Le guichet unique est une institution décentralisée, puisqu'elle est créée au niveau de la wilaya.⁸⁴ Siègent en son sein les représentants locaux de l'ANDI, celui du CNRC, des impôts, des domaines, des douanes, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, du travail, ainsi que le représentant de l'APC du lieu où le guichet unique est implanté.

Le décret n° 06-356 impartit à chaque représentant des institutions citées ci-dessus une Mission spécifique en liaison avec la nature de l'administration qu'il représente.

L'investisseur non résident fait l'objet d'une attention particulière de la part du législateur :

⁸¹ Ordonnance 01-03 du 20 août 2001, complétée et modifiée par l'ordonnance n°06-08 du 15 juillet 2006.

⁸² KMPG Algérie (2016), Guide d'investissement en Algérie, op cit, P 53

⁸³ KMPG Algérie (2011), Guide d'investissement en Algérie, op cit, P 62.

⁸⁴ ANIMA, (2010) « Investissements directs étrangers et partenariats vers les pays MED en 2009 », Etude n°14, p38

Chapitre I : L'analyse Des Investissements Directs Etrangers Et La Croissance Economique En Algérie

- ***En premier lieu***, le directeur du GUD constitue l'interlocuteur direct et unique de l'investisseur non résident ;
- ***En deuxième lieu***, le directeur du GUD doit accompagner l'investisseur, établir, délivrer et attester du dépôt de la déclaration d'investissement et de la décision d'octroi des avantages ;
- ***En troisième lieu***, il doit prendre en charge les dossiers examinés par les membres du GUD et s'assurer de leur bonne finalisation, une fois acheminés vers les services concernés.

L'ensemble des documents délivrés par le GUD faisant foi, toutes les administrations sont tenues de s'y conformer. Il existe actuellement quatorze guichets uniques décentralisés, implantés sur l'ensemble du territoire national (Adrar, Alger, Annaba, Batna, Bejaïa, Blida, Constantine, Laghouat, Oran, Ouargla, Saïda, Sétif, Tlemcen, Tiaret)⁸⁵.

Ces guichets sont supposés regrouper les administrations suivantes :

Tableau n°(1.5) : Guichets uniques et administrations

Guichets	Organismes	Services
GUD	ANDI	Informé, orienter et délivrer l'attestation de dépôt de la déclaration des avantages, de décision d'octroi d'avantage. Le responsable de l'ANDI au sein du guichet unique est en principe l'interlocuteur des investisseurs étrangers.
CNRC	Centre national du registre de commerce	Délivrance du certificat de non antériorité de dénomination et récépissé provisoire du registre de commerce
Douanes	Direction des douanes	Assister l'investisseur dans le règlement des formalités douanières
Impôts	Direction des impôts	Informé sur la réglementation fiscale, délivrer l'attestation de position fiscale, assister l'investisseur dans le règlement des difficultés d'ordre fiscal pour l'exécution de la décision d'octroi des avantages.

⁸⁵ L'agence nationale de développement de l'investissement « L'ANDI » <http://www.mdipi.gov.dz/?Agence-Nationale-de-Developpement>

Foncier	Organismes chargés du foncier et comité d'animation locale pour la promotion de l'investissement	Informers sur les disponibilités foncières et immobilières, délivrer la décision de réservation foncière
Urbanisme	Direction de l'urbanisme	Assister l'investisseur dans l'obtention du permis de construire et autres autorisations pour le droit de bâtir
ANEM	Direction de l'emploi	Informers sur la législation du travail, emploi des étrangers, délivrer des permis de travail...
Recette des impôts	Direction des impôts	Enregistrer et percevoir les droits relatifs aux actes de constitution ou de modification des sociétés et des procès-verbaux de délibération des organes de gestion et d'administration.
Annexe de la recette	Direction du trésor	Percevoir les droits et redevances du trésor autres que celles relevant de la recette des impôts dus au titre de la constitution des sociétés

Source : ANDI, <http://www.mdipi.gov.dz/?Agence-Nationale-de-Developpement>

3.5. L'Agence Nationale d'Intermédiation et de Régulation Foncière (ANIREF) : Le gouvernement algérien a déployé des efforts pour régler la question du foncier qui était longtemps considéré comme une entrave à l'exercice de l'activité des firmes étrangères. La création par décret en avril 2007 de l'Agence Nationale d'Intermédiation et de Régulation Foncière (ANIREF) vise à faciliter l'émergence d'un marché du foncier économique pour encourager l'investissement.⁸⁶

C'est un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial placé sous la tutelle du MIPI. Le portefeuille foncier de l'ANIREF est constitué par les actifs excédentaires des Entreprises Publiques Economiques (EPE) et les terrains non attribués ou non utilisés, situés dans les zones industrielles. L'agence est en charge de gérer, de promouvoir le marché foncier destiné à l'investissement et d'en informer les investisseurs potentiels. Son portefeuille comprend 650 biens qu'elle se charge de commercialiser⁸⁷.

⁸⁶ AMOKRANE Abdelaziz (2012). « Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb ». Thèse de magister en sciences économiques, sous la direction de : Mme KACI CHAOUCH Titem, Université MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU, Algérie.

⁸⁷ ANIMA (2009), La carte des investissements en méditerranée : Guide sectoriel à travers des politiques publiques pour l'investissement en méditerranée, Etude n° 7, ANIMA Investment Network, Octobre, 2009, p.11.

3.6 Le Fond d'Appui à l'Investissement (FAI) : Le Fond d'Appui à l'investissement (FAI) est créé au sein de l'ANDI en 2001. Il est destiné à financer la prise en charge de la contribution de l'Etat dans le coût des avantages consentis aux investisseurs, notamment les dépenses au titre des travaux d'infrastructures nécessaires à la réalisation de l'investissement. Une nomenclature des dépenses susceptibles d'être imputées à ce compte est fixée par arrêté.⁸⁸

Section 3 :L'analyse de l'attractivité des IDE en Algérie : forces et faiblesses

L'Algérie dispose d'un potentiel important en termes d'investissement directs étranger, en raison de la taille de son marché, de la très jeune population et de la situation macroéconomique qui s'est améliorée ces dernières années, de l'abondance des ressources naturelles et de la proximité des marchés d'exportation.

Cependant, des problèmes structurels hérités de l'ancien système économique, subsistent et ralentissent les flux entrants d'IDE.

L'ensemble de ces opportunités et de ces facteurs mais aussi les obstacles que peuvent rencontrer les investisseurs qui nous permettra d'analyser, dans cette troisième section.

I. Les facteurs d'attractivité et les opportunités d'investissement en Algérie

La politique de promotion et d'encouragement des IDE en Algérie a été conçue de manière à répondre aux besoins du marché algérien en pleine expansion, aux exigences des investisseurs potentiels et aux règles de compétitivité et de concurrence internationales.

Les analyses des forces, faiblesses, opportunités et menaces du potentiel d'investissement en Algérie réalisées par la CNUCED et par l'ANDI, montrent que les forces et les atouts de l'Algérie reposent sur les éléments suivants :

1.1.Des équilibres macroéconomiques au vert : C'est dans ce nouveau contexte Économique en nette amélioration, caractérisé par des finances publiques saines⁸⁹, des équilibres macroéconomiques retrouvés, un ratio d'endettement favorable et une volonté forte de transformation du système économique, que les derniers investissements étrangers se sont réalisés en Algérie.

✓ **Produit intérieur brut (PIB) :** Le PIB mesure en parité de pouvoir d'achat, ou par habitant en dollars courants, augmente de manière significative depuis 2003.en 2008 et 2009, il a baissé en raison des effets de la crise financière qui a impacté négativement la

⁸⁸ AMOKRANE Abdelaziz (2012). « Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb ». op cit

⁸⁹ Ministère du commerce,(2011)« Programme MEDA II de l'Union Européenne pour les pays du Sud & Sud Est de la Méditerranée, Evaluation de l'état d'exécution de l'Accord d'Association Algérie-UE », Investissement Développement Conseil(IDC),Alger .p 131

Chapitre I : L'analyse Des Investissements Directs Etrangers Et La Croissance Economique En Algérie

demande et les prix des hydrocarbures. Concernant la période 2011-2014, les prévisions tablent sur une croissance significative du PIB soutenue essentiellement par les revenus des hydrocarbures ainsi que les investissements publics.⁹⁰

En 2015 ; il a baissé en raison de l'impact négatif sur la baisse des prix des hydrocarbures

Tableau n° (1.6): produit intérieur brut (PIB) ⁹¹:

Année	2011	2012	2013	2014	2015*
PIB en milliards USD	198.7	209.3	209.7	213.52	175.08*

Source : FMI* : estimation

Répartition des PIB hors hydrocarbone :70 % pour le secteur privé et 30 % pour le secteur public

- ✓ En matière de croissance: L'Algérie continue de profiter du dynamisme des marchés pétroliers mondiaux. Sa performance est solide, affichant une forte croissance et des excédents budgétaires et extérieurs importants.
- ✓ Le taux de croissance du PIB réel de l'Algérie est passé de 3 % par année en 2000 à 6% en 2003, essentiellement sous l'effet d'une politique budgétaire expansionniste et de l'augmentation de la production des hydrocarbures. La hausse des cours du pétrole a permis à l'Algérie de renforcer encore plus sa position extérieure⁹².
- ✓ La croissance globale de l'économie algérienne reste constante malgré que le taux de croissance de 4 % du PIB observé en 2014, enregistre une légère baisse en 2015.⁹³

Tableau n° (1.7): le taux de croissance:

Année	2011	2012	2013	2014	2015*
Taux de croissance	2.4	3.3	2.8	4	3.9

Source :FMI :*stimation

✓ **L'inflation** : l'inflation reste modérée, mais croissante, durant les derniers années, l'inflation a décliné, passant 5.7% en 2009 à 3.9% en 2010⁹⁴. elle a ensuite augmenté en raison des augmentations de salaires rétroactifs et de son impact notamment sur les prix des produits alimentaires frais pour atteindre 5.5% durant le 2eme semestre 2011.l'année

⁹⁰ **KMPG Algérie (2015)**, *Guide d'investissement en Algérie*, op cit,p23

⁹¹ **KMPG Algérie (2016)**, *Guide d'investissement en Algérie*, EDITION 2016.p15

⁹² **GUERID Omar(2008)**. Maître assistant chargé de cours. Faculté des sciences économiques et de gestion . Université de Biskra. « L'investissement direct étranger en Algérie: Impacts, opportunités et entraves ». Recherches économiques et managériales N°3 - juin 2008.p37

⁹³ **Idem.KMPG Algérie (2015)**, *Guide d'investissement en Algérie*. op cit .p24

⁹⁴ **KMPG Algérie (2014)**, *Guide d'investissement en Algérie*, EDITION 2014.p20

Chapitre I : L'analyse Des Investissements Directs Etrangers Et La Croissance Economique En Algérie

2012 devait connaître une forte hausse du taux d'inflation, ce qui a été confirmé par l'ONS qui donne un taux de 8.9 %. Cette progression importante est encore due à la forte augmentation de plus de 21 %⁹⁵ des prix des produits agricoles frais. Ce taux devrait baisser en 2015 pour se situer entre 4 et 5 % selon la banque d'Algérie suite notamment au gel des augmentations salariales.

Tableau n° (1.8): L'inflation:

Année	2011	2012	2013	2014	*2015
Taux d'inflation en %	4.5	8.9	3.3	2.9	4.2

Source : FMI : * estimation

- ✓ les réserves représentent cependant toujours plus de trois années d'importations de biens et services

Tableau n° (1.9): les réserves de change :

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014
réserves de change (milliards USD)	162.2	181.5	193.4	204.9	216.6	180
Réserves de change en% de PIB	108%	101%	96%	99%	101%	84.3 %

Source : FMI

- ✓ Volume global des échanges ; Importation exportation :

Les exportations des hydrocarbures demeurent la source la plus importante de revenu de l'économie algérienne, couvrant ainsi toutes les importations du pays

Les importations ont augmenté de manière significative depuis le lancement du programme quinquennal 2005-2009 et continueront à croître à court terme ⁹⁶

Tableau N° (1.10): Volume global des échanges : Importation exportation

Volume global des échanges : Année	2012	2013	2014	*Sep 2015
Importation en (milliards USD)	46.8	55.03	58.58	39.2
exportation en (milliards USD)	73.9	64.98	62.88	28.86

Source : douanes * estimation

1.2. Proximité géographique des marchés potentiels : Par rapport à ses voisins du Maghreb, l'Algérie bénéficie auprès des entreprises intéressées par la région d'un marché plus étendu⁹⁷, car l'accès et la taille du marché intérieur sont des facteurs décisifs dans la

⁹⁵ KMPG Algérie (2016), *Guide d'investissement en Algérie*, op cit.p15

⁹⁶ Idem. KMPG Algérie (2016), *Guide d'investissement en Algérie*,p16

prise de décision d'investir sur place .Les entreprises installées en Algérie jugent la taille du marché intérieur encore plus importante qu'elles ne le pensaient avant leur installation.⁹⁸

La position de l'Algérie est stratégique pour la mise en valeur de son potentiel d'investissement. En effet, l'Algérie est à l'interface de l'Europe, de l'Afrique et des pays arabes, ce qui peut favoriser les investissements étrangers orientés vers l'exportation. De plus, son positionnement géographique lui permettra d'attirer avantageusement plus d'accords de partenariat avec L'UE dans le but de concevoir une zone de libre-échange.

1.3.La libéralisation et les réformes de l'économie : Les bons résultats enregistrés récemment par l'Algérie, en ce qui concerne les flux entrants D'IDE, confirment une sensible amélioration de l'environnement économique national, et ces grâce aux efforts et aux réformes structurelles engagés par le gouvernement algérien a partir des années 90, tendant à assurer la stabilisation macroéconomique et la libéralisation du commerce extérieur. Dans ce contexte, l'ordonnance 2001⁹⁹ et la création de L'ANDI ont été des étapes décisives dans l'amélioration du cadre de l'investissement en Algérie. La réforme bancaire et la structuration du tissu industriel font partie des priorités des autorités ainsi que la mise en place d'un plan de soutien à la relance économique d'une enveloppe de 525milliards de da soit 7milliards de dollars dans une période de 4ans.¹⁰⁰

1.4.Abondance des ressources humaines et flexibilité du marché du travail : Même si la formation de la main d'œuvre s'est significativement améliorée ces dernières années, elle reste encore inadaptée aux besoins actuels du marché du travail ; la liberté d'emploi a été reconnue et les employeurs peuvent conclure directement un contrat de travail avec les travailleurs. D'ailleurs, le cout relativement bas du travail peut contribuer à l'augmentation de sa compétitivité et son attractivité pour les investisseurs étrangers. Néanmoins, deux facteurs limitent cette liberté de manœuvre : le salaire de base, qui résulte de la classification professionnelle du salaire déterminé par la convention collective applicable à l'employeur, et le salaire national minimum garanti (SNMG), correspondant à une durée hebdomadaire de travail de quarante heures qui est fixée à 15000da par mois, le taux horaire est de 68,18da celui-ci n'est pas encore appliqué pour tous les secteurs.

⁹⁷ FMI(2016) « Algérie consultations de 2016 au titre de l'article IV — communiqué de presse; rapport des services du FMI » communiqué de presse n° 16/228 pour diffusion immédiate le 16 mai 2016. Fonds monétaire international 700. 19th Streets, NW WASHINGTON, D.C. 20431 usa. Département de la communication. © 2016 fonds monétaire international. P5

⁹⁸ Abdellatif Benachenhou « .Les nouveaux investisseurs ». Alpha Design. 2006 .p236.

⁹⁹ Algérie. Code des investissements. Ordonnance n°01-03 du 20 août 2001 relative au développement de l'investissement

¹⁰⁰ CHIHA Khemici KEDDI Abd Elmajid(2013) « investissement direct étranger et croissance économique (cas : région du Maghreb) » revue nouvelle économie. Université Alger III .n°:08 .p9

1.5 Disponibilité des ressources naturelles : La disponibilité des ressources naturelle représente un atout majeur pour l'économie national. En effet, les richesses naturelles de l'Algérie en pétrole et en gaz naturel sont remarquables, elle est le troisième fournisseur de gaz naturel de l'union européenne et le quatrième fournisseur énergétique¹⁰¹. L'Algérie aussi occupe les 158 places en production de pétrole et le deuxième en son exportation ; pour cela le secteur énergétique représente un élément d'attraction pour les investisseurs étrangers.

Disponibilité de richesses naturelles importantes:¹⁰²

- **18^{ème}** producteur de pétrole
- **12^{ème}** exportateur de pétrole
- **15^{ème}** place en matière de réserves mondiales pétrolières prouvées
- **5^{ème}** producteur et 3^{ème} exportateur de gaz
- **3^{ème}** fournisseur de l'Union Européenne en gaz nature
- **7^{ème}** place dans le monde en matière de ressources prouvées en gaz
- **4^{ème}** fournisseur énergétique total de l'Union Européenne
- **4^{ème}** puissance économique dans le Monde arabe selon l'Organisation arabe de garantie des investissements
- **2^{ème}** plus gros détenteur de réserves officielles de change après l'Arabie saoudite
- **3^{ème}** plus gros détenteur de réserves d'or dans la région MENA, après l'Arabie saoudite et le Liban
- Le moins endetté des **20** pays de la région MENA
- Potentiel solaire : - **3 000** heures d'ensoleillement par an
- Autres richesses minières : phosphate, zinc, fer, or, uranium, tungstène, kaolin, silicium ...etc.

1.6 .L'intégration économique régionale (UMA\UE) et mondiale (OMC) : Les opportunités d'exportation en Algérie ont connues une nette amélioration grâce à l'intégration régionale au sien de l'union maghrébin arabe (UMA) qui comprend l'Algérie, la Tunisie, la Libye, le Maroc et la Mauritanie. Cependant, cette intégration subie des ralentissements lors de ces dernières années. L'adhésion du pays à L'OMC détermine l'intégration progressive de l'économie nationale à la concurrence étrangère à l'amélioration progressive de la compétitivité et de l'effcience du secteur privé locale.

¹⁰¹ Direction de l'intelligence économique (2010) « IDE dans le monde » ,des études et de la prospective document n°15, p3

¹⁰² ANDI « l'agence nationale de développement de l'investissement » <http://www.andi.dz/index.php/fr/raisons-pour-investir>

1.7. Le programme de privatisation

La politique de privatisation est un facteur d'attractivité d'un territoire très apprécié.

Durant les années 1990, un nombre croissant de pays s'est lancé dans un vaste processus de privatisation de leurs entreprises publiques abandonnant ainsi la stratégie de développement économique basée sur ces dernières.¹⁰³

Les pays en développement espèrent ainsi réduire la pression financière des Entreprises publiques sur le budget du gouvernement et renforcer leur compétitivité, ce qui en fin de compte aura des retombées positives sur le développement économique et social du pays.

✓ La privatisation permet également de stimuler le secteur privé, l'ancrage de L'économie nationale à l'économie mondiale par la contribution d'opérateurs économiques étrangers dont la présence est un signal fort de la volonté des pouvoirs publics de s'inscrire dans un sérieux programme de réforme menant à la libéralisation de l'environnement de l'investissement. La corrélation entre le succès d'un processus de privatisation et l'attractivité d'un pays vis-à-vis des investisseurs étrangers n'est pas fortuite.¹⁰⁴

✓ En effet, une forte participation de ces derniers reflète l'attractivité et le succès du processus de privatisation.

Afin de s'assurer de la participation des investisseurs étrangers, et par là même du succès d'un programme de privatisation, trois fondamentaux doivent être observés dans la mise en place de ce processus :¹⁰⁵

1.7.1. L'engagement politique des autorités du pays est une condition *sine Qua non* du Succès des privatisations car les investisseurs étrangers ne seront intéressés que dans la mesure où ils seront convaincus de la sincérité des pouvoirs publics de mener à terme et à bien les actions entamées.

✓ Il ne s'agira pas seulement d'annonces officielles de soutien aux privatisations mais D'actions qui refléteraient l'attachement des autorités à ce processus. Ainsi, le nombre et l'importance des entreprises publiques à céder sont révélateurs de l'importance accordée par le pays au processus. C'est ce qu'a réalisé l'Argentine- considérée comme un modèle de réussite en la matière- dans la foulée de son programme de privatisation entamé dans les

¹⁰³ **CHIHA Khemici KEDDI Abd Elmajid(2013)** « investissement direct étranger et croissance économique (cas : région du Maghreb) » op cit .p10

¹⁰⁴ **GUERID Omar(2008)**. Maître assistant chargé de cours. Faculté des sciences économiques et de gestion .Université de Biskra. « L'investissement direct étranger en Algérie: Impacts, opportunités et entraves ». op cit.p38

¹⁰⁵ **HindOuguenoue, (2015)** « La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie » op cit.p 291

années 1990 en cédant entre autre, la compagnie nationale pétrolière YPF pour un montant de 3 milliards de dollars.

1.7.2 Business orientation : un processus de privatisation qui prendrait de longs délais en raison des procédures bureaucratiques et/ou de l'indécision des représentants du pouvoir, entraînerait une augmentation des coûts de l'investissement et réduirait ainsi l'attractivité même du projet. De plus, dès l'annonce de la mise en vente d'une entreprise publique, celle-ci perd de la valeur tant l'incertitude des managers et des travailleurs est grande en raison du changement prochain de propriétaires. Ainsi, un manque d'attractivité du processus réduira le nombre des éventuels acheteurs intéressés et intéressants ce qui réduira la probabilité pour le gouvernement de trouver l'investisseur adéquat et prêt à payer un prix acceptable.¹⁰⁶

1.7.3. La transparence : de par l'aspect politique qu'il peut revêtir, un programme de privatisation peut susciter des comportements peu éthiques et générer une corruption. Le risque serait que les critères d'évaluation soient autres qu'économique et de rentabilité surtout dans les pays en développement où les salaires des fonctionnaires du gouvernement restent bas. De plus, la perception par les investisseurs étrangers que les décisions des représentants du gouvernement sont subjectives ou encore manquent de prévisibilité, est un facteur qui entretiendrait un climat de doute et de suspicion entre les différentes parties.

✓ Ces trois éléments ne sont pas indépendants les uns des autres mais se renforcent Mutuellement et doivent être les principes directeurs de tous les aspects d'un programme de privatisation, de l'établissement de règles à long terme à la création d'un cadre institutionnel et légal.¹⁰⁷

1.8. Le risque pays

Les principales agences d'assurance-crédit et de notation internationales (*Coface, Hermès, Sace, ECDG, CEFCE, Eximbank*) ont révisé à la baisse l'évaluation du risque Algérie.

Le pays est passé de la 5ème à la 4ème place¹⁰⁸ sur l'échelle du risque pour l'assurance-crédit des agences faisant partie de l'OCDE. Cette appréciation du risque vient confirmer et renforcer la tendance à l'amélioration du climat général des affaires en Algérie.

¹⁰⁶ **CHIIHA Khemici KEDDI Abd Elmajid(2013)** « investissement direct étranger et croissance économique (cas : région du Maghreb) » op cit .p11

¹⁰⁷ **HindOuguenoune, (2015)** « La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie » op cit.p 292.

¹⁰⁸ **HindOuguenoune, (2015)** « La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie » op cit .p 231.

Cette amélioration constitue un nouveau signe d'encouragement pour l'investissement étranger dans un contexte de stabilité politique et de conjoncture économique extrêmement favorable.

1.9. La situation sécuritaire

Le gouvernement continu sa lutte contre le terrorisme qui a gangrené le pays durant la décennie quatre-vingts dix, ce qui a permis d'améliorer considérablement la situation.

Le terrorisme a été résorbé, bien que des attentats continuent de frapper le pays comme ceux menés à la fin de l'année 2007 contre les sièges du Haut- Commissariat aux réfugiés de l'ONU et du Conseil constitutionnel à Alger et l'attaque terroriste du site gazier d'In Amenas en janvier 2013.¹⁰⁹

- ✓ De fait, la situation sécuritaire en Algérie n'est plus un obstacle aux déplacements d'affaires dans le pays.

II. Les obstacles des investissements directs étrangers (IDE) en Algérie

Malgré le potentiel de l'Algérie en matière d'investissements directs étrangers , et malgré les efforts considérables qui ont été menés en vue de traduire dans la réalité juridique le régime favorable à l'égard de l'IDE, malgré cette forte volonté politique, de nombreux obstacles à l'investissement subsistent et sont de nature à décourager les IDE désireux de venir s'implanter en Algérie .Donc Malgré les atouts, des obstacles aux IDE subsistent :

2.1.Problème de gouvernance et ralentissement dans la mise en place des réformes économiques : L'Algérie a subi lors de ces dernières décennies une transition d'un system économique centralisé vers l'économie de marche, ce qui a obligé le gouvernement algérien à s'engager dans une série de réformes de l'économie nationale ; mais l'héritage d'une économie centralisée et planifiée, ou le secteur public assumait un rôle important, est toujours visible et le programme de privatisation a subi un fort ralentissement. Par ailleurs, l'infrastructure et certaines industries restent toujours dominées par le secteur public de même que le secteur financier ou la part majeur du marché appartient aux banques publiques. Aussi, l'image négative de l'administration publique (bureaucratie)¹¹⁰ et le ralentissement qu'a subi la mise en place des réformes structurelles ont affecté négativement la perception des investisseurs étrangers qui cherchent toujours la

¹⁰⁹ HindOuguenoue, (2015) « La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie » op cit .p 232

¹¹⁰ CNUCED (2003). « Examen de la politique de l'investissement en Algérie ». Op. cit .p69

disponibilité des facteurs qui aident directement à un déroulement normal des activités de l'entreprise.

2.2. Mauvaises images et un déficit de communication (l'Algérie souffre d'un déficit d'image et de communication à l'étranger): La méconnaissance du milieu des affaires étranger, des nouvelles réglementations adoptées en vue de la libéralisation de l'économie nationale, une faible communication sur les réformes et par conséquent une mauvaise application des nouvelles règles et procédures affectent négativement et considérablement l'image que reflète l'Algérie à l'extérieur, influant ainsi sur l'attractivité du pays aux investisseurs étranger.

Plusieurs entités sont chargées des activités liées aux investissements étrangers directs, à savoir le Ministère de la participation et de la promotion de l'investissement (MDPPI), le Conseil national de l'investissement (CNI)¹¹¹ et l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI)¹¹² placée sous l'autorité directe du chef du Gouvernement. Cependant, et selon la CNUCED, aucun de ces organismes n'est chargé exclusivement de l'investissement étranger direct. Les bons résultats en termes de flux d'IDE enregistrés lors des deux dernières années ne doivent pas masquer le problème du chevauchement des attributions de ces organismes, chevauchement qui contribue à renforcer l'idée chez les opérateurs privés étrangers d'un manque de clarté et de vision globale dans la politique de l'investissement mise en place par les autorités algériennes.¹¹³

Ce déficit d'image et de communication caractérise actuellement l'Algérie auprès des investisseurs privés étrangers. En particulier, le poids de l'État dans l'économie et le climat général des affaires sont perçus comme peu favorables à la création de richesse et donc à l'attraction d'IDE. De plus, les réformes achevées n'ont pas été présentées de manière claire aux investisseurs privés potentiels. À ce sujet, le pays devrait mettre en place des mesures concrètes afin de combler cette lacune et garantir l'application concrète des règles et lois existantes.

Selon Abdellatif Benachou, l'ancien ministre des finances, l'information des investisseurs intéressés par l'Algérie sur le climat des affaires dans le pays passe en premier

¹¹¹ Le Conseil National de l'Investissement est un organisme placé sous l'autorité du chef du gouvernement qui en assure la présidence. Il est cependant placé auprès du ministre de la Promotion de l'investissement. Il a une fonction de proposition et d'étude et est doté également d'un véritable pouvoir de décision

¹¹² L'ANDI est un établissement public à caractère administratif (EPA) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est placée sous la tutelle du ministre de la promotion des investissements

¹¹³ CNUCED (2003). « Examen de la politique de l'investissement en Algérie ». Op. cit.p89.

lieu par le "*bouche à oreille*" ,et les premiers installés constituent la source principale d'information , bien avant les institutions nationales et les chancelleries¹¹⁴ .

Les autorités algériennes doivent donc œuvrer pour améliorer l'image de marque du pays et informer convenablement les investisseurs sur les avantages qu'il pourrait tirer en investissant en Algérie .Elle doivent donc :¹¹⁵

- ✓ Simplifier les relations entre les organismes étatiques chargés de l'IDE et renforcer la coordination en déterminant clairement la fonction de chaque organisme
- ✓ Assurer une meilleure formation du personnel de l'ANDI et des diplomates en poste à l'étranger ;
- ✓ Mettre en place une stratégie de promotion de l'investissement à travers l'ANDI. Il est cependant nécessaire de faire auparavant un audit de l'Agence afin qu'elle puisse répondre aux critères internationaux de promotion des IDE. Ainsi, l'ANDI pourrait organiser une campagne internationale de marketing portant sur le potentiel d'investissement en s'appuyant sur le corps diplomatique en poste à l'étranger, celui-ci pouvant jouer un rôle actif en termes de techniques de ciblage des investisseurs.
- ✓ Élaborer une politique de promotion de l'investissement et de communication portant sur les réformes les plus importantes réalisées par l'Algérie auprès de la communauté internationale des affaires, par la mise en ligne de textes législatifs en plusieurs langues.

2.3.Difficulté d'accès au foncier industriel : Le foncier est le plus important obstacle à la création et au développement d'un secteur privé national et étranger dynamique en Algérie. L'accès au foncier industriel est compliqué à cause de l'indisponibilité des terrains et des manœuvres spéculatives. Par ailleurs, la méconnaissance de la part de l'administration publique de la disponibilité et de la viabilité des terrains est perçue par les investisseurs potentiels comme étant un obstacle à tout investissement. Cependant, les actifs résiduels (terrains bâtis ou non bâtis a vocation industrielle) récupérés de la dissolution d'entreprise publiques ouvriront quelque possibilités par le biais de L'ANDI et du ministère des finances (vente et accord de concessions).¹¹⁶

2.4.Un secteur informel important et corruption grandissante : Le secteur

¹¹⁴ Abdellatif Benachenhou. (2006). « Les nouveaux investisseurs ». Op .cit.p236.

¹¹⁵ GUERID Omar(2008). Maître assistant chargé de cours. Faculté des sciences économiques et de gestion .Université de Biskra. « L'investissement direct étranger en Algérie: Impacts, opportunités et entraves ». op cit.p39

¹¹⁶ HindOuguenoue, (2015) « La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie » op cit .p 232

informel joue un rôle important dans l'économie nationale. En plus, parmi les obstacles régulièrement dénoncés par les opérateurs économiques, la corruption et le manque de transparence des procédures administratives qui demeurent des problèmes structurels en Algérie.

2.5. Les retards dans les infrastructures : La chaîne portuaire qui traite la quasi-totalité des marchandises importées en Algérie souffre encore de graves dysfonctionnements malgré des progrès récents. La coordination entre les différents acteurs notamment les autorités portuaires, les transitaires, les douaniers, les importateurs et les armateurs, semble être inefficace. En plus, selon les entretiens menés par la CNUCED¹¹⁷, de nombreux retards dans les infrastructures se sont révélés être des freins à l'investissement étranger : ports maritimes, aéroports de niveau international, réseaux ferroviaires, distribution de l'électricité et du gaz, accès aux télécommunications.

2.6. Un système judiciaire inefficace : Malgré les réformes du système judiciaire, les procédures demeurent lentes et inefficaces. De plus, la bureaucratie et le manque de confiance dans le système judiciaire, en particulier quant au règlement des litiges commerciaux, sont perçus par les opérateurs étrangers comme des obstacles aux investissements en Algérie¹¹⁸.

2.7. Réformes du secteur bancaire: un bilan mitigé: Une étude, réalisée par des experts de l'UE montre que si l'Algérie possède des atouts certains pour attirer les IDE (taille de marché, énergie, coût de la main d'œuvre dont la qualification devait être améliorée cependant), l'état du système bancaire notamment constitue le premier obstacle majeur à l'IDE, il est classé bien avant la sécurité du pays et la lourdeur des procédures douanières et administratives¹¹⁹.

✓ Selon le rapport de la CNUCED portant sur l'examen de la politique de l'investissement en Algérie¹²⁰, le secteur bancaire a connu des mutations, mais reste marqué par des archaïsmes à la fois dans les méthodes de gestion et dans la gamme des produits offerts aux opérateurs économiques. Pendant longtemps orientées quasi exclusivement vers le secteur public, les banques publiques se tournent de plus en plus vers les investisseurs privés. La réforme de 1990 dite «loi sur la monnaie et le crédit» a constitué le socle sur

¹¹⁷ CNUCED (2016), « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève, p4

¹¹⁸ KMPG Algérie (2015), *Guide d'investissement en Algérie*. op cit .p33

¹¹⁹ GUERID Omar.Maitre(2008) assistant chargé de cours.Faculté des sciences économiques et de gestion.Université de Biskra. L'investissement direct étranger en Algérie: Impacts, opportunités et entraves. Recherches économiques et managériales .op cit.p37

¹²⁰ Examen de la politique de l'investissement en Algérie. Sur le site de la CNUCED www.unctad.org/fr/docs.pdf . p20.

lequel reposent les tendances réformatrices du secteur bancaire. Ainsi, de nouveaux agréments et autorisations d'exercice ont été accordés à plus d'une dizaine de banques privées nationales ou étrangères. Cette ouverture a permis l'émergence d'une concurrence entre les banques, mais le secteur public reste dominant à la fois par le volume des engagements, la densité du réseau et le niveau de risques. Les banques privées restent prudentes et prennent peu d'engagements : en effet, elles sont encore peu nombreuses et la présence des banques étrangères reste limitée. Cependant, les autorités publiques ont encore de grands efforts à faire pour mettre à niveau un système bancaire qui demeure archaïque et fragile.¹²¹

2.8. Un coût élevé de la pratique des affaires: Les carences dans le climat des affaires en Algérie pourraient nuire au processus par lequel le secteur privé remplacera l'État en tant que moteur de la création d'emplois. Les autorités ont adopté plusieurs réformes structurelles importantes visant le pouvoir judiciaire, le secteur de l'énergie, le secteur financier et l'administration des impôts, toutes ayant pour objet d'améliorer le climat des affaires. Toutefois, ces réformes ne réduiront pas rapidement les coûts des entreprises en Algérie. Un grand nombre d'entreprises ont participé à l'enquête d'évaluation du climat d'investissement de l'Algérie effectuée par la Banque mondiale. Par rapport aux 17¹²² autres pays concurrents pour lesquels des données sont disponibles, l'échantillon des entreprises ayant servi pour l'enquête en Algérie comportait la plus forte proportion d'entreprises étrangères et la deuxième plus importante proportion de petites entreprises. Ces données accroissent l'utilité de l'enquête sur le climat des investissements comme instrument pour comprendre le climat des affaires auquel font face les PME algériennes exposées à la concurrence internationale. Selon cette enquête¹²³, l'attractivité de l'Algérie comme lieu d'exercice d'une activité d'entreprise est inférieure à celle de tous ses pays concurrents. La Bulgarie figure à l'avant-dernière place sur la liste relative à l'attractivité. Il convient de signaler d'environ la moitié des PME ayant participé à l'enquête en Algérie ont déclaré que les d'imposition constituaient un obstacle important ou très sérieux au fonctionnement des entreprises, alors que seulement 20 % des grandes entreprises se sont dites du même avis.

¹²¹ GUERID Omar. Maître (2008) assistant chargé de cours. Faculté des sciences économiques et de gestion. Université de Biskra. L'investissement direct étranger en Algérie: Impacts, opportunités et entraves. Recherches économiques et managériales. op cit. p39

¹²² CNUCED (2005) « Algérie. Evaluation des capacités de promotion des investissements de l'Agence nationale de développement de l'investissement. » CNUCED. NATIONS UNIES Genève, p8

¹²³ FMI. 2011 « Algérie : questions choisies ». Sur le site de FMI www.imf.org. p32

Chapitre I : L'analyse Des Investissements Directs Etrangers Et La Croissance Economique En Algérie

Selon l'enquête de la banque mondiale, les écarts les plus importants entre l'Algérie et les pays concurrents concernent le paiement des impôts, les services financiers: l'obtention de crédit et l'exécution des contrats enregistrement de la propriété.

✓ En matière de fiscalité: Des 19 pays comparés dans le cadre de cette enquête, l'Algérie a la deuxième pression fiscale la plus élevée, derrière l'Albanie. L'impôt total algérien est déterminé surtout par son taux maximum d'impôt sur les bénéfices des sociétés (30 %), sa taxe professionnelle (2 % des ventes), et son taux standard de TVA (17 %).¹²⁴ Le nombre de paiements de taxes que les PME doivent effectuer chaque année est également plus élevé en Algérie que dans tous les autres pays concurrents.

Tableau n° (1.11) : Montre que l'entreprise algérienne subit une pression fiscale (taux d'imposition globale en pourcentage des bénéfices) élevée:¹²⁵

L'impôt sur le bénéfices (% des profits)	ALGERIE	REGION	OCDE
	9.9	16.7	20.7
Impôt et charges sociales	29.6	18.7	23.7
Autres taxes (% des profits)	36.9	5.5	3.5
Taux d'imposition globale	76.4	40.8	47.8

Tableau n° (1.12) : Analyse des atouts et des faiblesses du potentiel d'investissement en Algérie¹²⁶

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> -Abondance des ressources naturelles -Position géostratégique pour la mise en valeur de son potentiel d'investissement -Accord de partenariat avec l'union européenne pour la création d'une zone de libre échange pour 2015 -Future adhésion à l'OMC (2006-2007) -Rétablissement des équilibres macroéconomiques 	<ul style="list-style-type: none"> -Existence d'un secteur informel important -Faiblesse dans la mise en œuvre des réformes en gagée durant les années 80. -Difficultés d'accès au foncier - Lourdeur bureaucratique dans l'administration publique -Lenteur dans la réforme du secteur

¹²⁴ GUERID Omar. Maître (2008) assistant chargé de cours. Faculté des sciences économiques et de gestion. Université de Biskra. L'investissement direct étranger en Algérie: Impacts, opportunités et entraves. Recherches économiques et managériales. op cit. p40

¹²⁵ Abdelmadjid bouzidi. (2007) « Climat des affaires en Algérie : aucune amélioration ». Le soir d'Algérie. 19/11/2007. p24

¹²⁶ Dr/ Kamel Bouadam (2007) « Le Climat Des IDE En Algérie : Tendances Et Perspectives ». Revue des Sciences Humaines - Université Mohamed Khider Biskra N°12. Novembre 2007. p 36

<p>depuis 1995</p> <ul style="list-style-type: none"> -Volonté politique réformatrice clairement affichée -Marché potentiel de plus de 32 millions de consommateurs -Main d'œuvre abondante, jeune et formée. -Réflexion autour d'une promulgation d'un nouveau code des investissements beaucoup plus incitatif -Solvabilité renforcée du pays grâce au paiement anticipé d'une partie de la dette extérieure autour de 8 milliards de dollars. - Les grands chantiers en matière d'infrastructures connaissent une avancée indéniable surtout en matière de transport: Autoroute Est-Ouest, aéroport d'Alger, Métro d'Alger... 	<p>bancaire et financier</p> <ul style="list-style-type: none"> - Retards dans la réforme de la justice -Marché caractérisé par une contrefaçon importante -Mutations difficiles dans le secteur des douanes malgré les nouvelles exigences internationales. -Lenteur dans les déréglementations - Difficultés d'accès au financement des PME-PMI - Difficultés structurelles de l'économie
--	---

Tableau n° (1.13) : les opportunités et menaces du potentiel d'investissement en Algérie¹²⁷

Opportunités	Menaces
Hydrocarbures et énergie	Lenteur des déréglementations
Infrastructures des NTIC (IPS, E-banking, Satellite, Wireless...)	Lenteur bureaucratique de l'administration publique
Mines	Retard dans la mise à niveau des fonctionnaires de l'administration publique
Agroalimentaire Privatisation d'Algérie Télécom en 2003 Troisième licence GSM	Faible taux de pénétration des NTIC qui limite le développement du secteur dans son ensemble
Tourisme	Fuite des cerveaux
Électronique Parc technologique de Sidi-Abdallah Pêche	Mise à niveau des politiques nationales et vis-à-vis des obligations internationales de l'Algérie
Future adhésion à l'OMC	Manque de coordination entre les politiques nationales
Zone de libre-échange avec l'UE prévue en 2010	Chevauchement des fonctions des institutions chargées de l'investissement

¹²⁷ GUERID Omar.,(2008). « L'investissement direct étranger en Algérie: Impacts, opportunités et entraves ». opcit .p40

Conclusion :

L'Algérie a entrepris une politique de réformes structurelles, qui a permis le rétablissement des équilibres macro-économiques et la libéralisation de l'économie dans la perspective d'améliorer les performances en termes de croissance du PIB, du développement du secteur privé, et l'accroissement des flux entrants d'IDE.

Dès le début des années 90, le Gouvernement algérien a engagé une série de réformes à la fois structurelles et institutionnelles, visant à rétablir et stabiliser les équilibres macroéconomiques et financiers et organiser la libéralisation de l'économie, en commençant par la levée du monopole sur le commerce extérieur. Ces changements ont permis l'émergence et le développement d'un secteur privé, longtemps comprimé ou marginalisé (notamment dans l'agroalimentaire et les services). En revanche, les secteurs manufacturiers et sidérurgiques ont continué à recevoir des subventions importantes dans le cadre d'une politique de restructuration industrielle.

Parallèlement, un vaste programme de privatisations a été mis en place, mais le bilan est, à ce jour, encore mitigé : la situation financière des entreprises publiques ainsi que leur taille, l'absence d'une stratégie cohérente, les résistances internes (cadres des entreprises et syndicats) et, enfin, l'absence de visibilité pour les investisseurs ont entraîné de nombreux retards .

L'ensemble des spécialistes ont établi un constat unanime pour la dépendance sur l'économie algérienne vis-à-vis de l'hydrocarbure. Cette situation représente un réel danger pour les générations futures de notre pays ; puis que l'économie nationale est basée sur une richesse qui possède deux caractéristiques principales.

✓ la non pérennité, s'agissant d'énergie fossile donc non renouvelable et les réserves algérienne en les matières sont estimées au plus à 30 ans au rythme d'exploitation actuelle.

✓ La volatilité résultant de l'extrême sensibilité des hydrocarbures aux facteurs géostratégiques avec pour conséquence une instabilité des prix.

L'Algérie devient le seul pays de la région à avoir attribué trois licences, ouvrant ainsi le marché des télécoms à la concurrence. On peut également noter une réorientation des IDE sur le marché domestique à travers la multiplication des projets de développement des transports et des infrastructures. Les secteurs attirant le plus d'IDE sont l'énergie, suivi par les télécommunications et le tourisme.

Par ailleurs, l'Algérie souffre d'un déficit d'image et de communication à l'étranger, déficit caractérisé par une absence de visibilité de la politique nationale d'investissement, en grande partie liée à l'indisponibilité d'informations qualitatives sur les flux et tendances des IDE par secteur et par pays d'origine, à un manque de coordination entre les différents acteurs de l'investissement, à une lenteur dans les procédures administratives, à un risque financier élevé (faillite de banques privées), à une économie informelle grandissante, à des difficultés d'accès au foncier industriel et, enfin, à des retards considérables en termes d'infrastructures (télécommunications, eau, électricité, aéroports, etc.).

Notre pays n'arrive pas à profiter des avantages offerts ni par sa proximité géographique avec l'Europe ni par ses réserves énergétiques pour attirer davantage de capitaux étrangers, A part le secteur des hydrocarbures et celui des télécommunications, l'Algérie ne semble guère intéresser les investisseurs étrangers.

Il montre que les déterminants majeurs de l'attractivité de ce pays sont la qualité des institutions et les garanties accordées aux investisseurs. L'Algérie a plus que jamais besoin d'IDE, mais de ceux qui apporte le savoir faire technologique et non de ceux qui lorgne seulement sur les réserves de changes de notre pays. Alors pour séduire des investisseurs, surtout à s'installer ici, il faut avoir des productions hors hydrocarbures, avoir un PIB élevé, et une économie de marché c'est le développement, et la modernisation de tous les secteurs, au niveau des technologies moderne, qu'il faut assurer, pour pouvoir réussir.

Chapitre II:

*L'analyse D'impact Des IDE Sur La
Croissance Economique En Algérie :
Etude Empirique Durant La Période
« 1990-2015 »*

*Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La
Croissance Economique En Algérie :
Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »*

Section 2: Méthodologie et donnés de l'étude

Section 3: Résultats empiriques et recommandations

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Introduction :

Ce dernier chapitre représente le cadre empirique de cette thèse, qui va nous permettre d'analyser les différentes hypothèses de notre problématique et de décrire intégralement une démarche logique dans le but d'obtenir des résultats satisfaisants.

L'objectif principal est de tester l'impact des facteurs d'attractivité des IDE sur la croissance économique en Algérie. Cette analyse empirique porte sur des données groupées sur la période 1990-2015.

Nous commençons d'abord dans la première section par une proposition des résultats de quelques travaux empiriques puis à spécifier notre modèle de base et les techniques utilisées pour construire et estimer nos équations simultanées. Ensuite nous décrivons la source des données et notre approche méthodologique.

La deuxième section sera consacrée à l'analyse économique de nos résultats.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Section 01 : Méthodologie et donnés de L'étude

Avant de passer à l'analyse et à l'estimation économétrique, il faut qu'on présente quelques notions théoriques sur le modèle à estimer et sur la méthode d'estimation et avant tous ca il faut qu'on propose les résultats de quelques travaux empiriques.

I. Différentes études concernant le lien entre l'investissement direct étranger et la croissance économique :

L'analyse de « *l'impact des Investissements Directs Etrangers sur la croissance économique* » a fait l'objet de plusieurs travaux empiriques parmi lesquels nous retenons les synthèses de certaines études pour déterminer le cadre d'analyse du modèle de croissance en Algérie

Dans la littérature économique, de nombreux travaux ont mis en exergue l'influence des IDE sur la croissance économique. (*Voir annexe n°13*). Cette littérature a mis en évidence les différents canaux par lesquels l'IDE peut exercer des effets positifs directs et indirects sur la croissance. (*De Gregorio, 1992 ; Blomström, Lypsey et Zejan, 1992 ; Balasubramanyam et al, 1996 ; Zhang, 2001 ; Borensztein, De Gregorio et Lee, 1998 ; Sanchez-Robles, 1998 ; De Mello, 1999*). En parallèle, les nombreux travaux confirmant ce lien, ont exploré les différents aspects des effets de l'IDE tels que (i) *le transfert technologique* (ii) *l'introduction de nouveaux processus* (iii) *les gains de productivité* et (iv) *l'ouverture de nouvelles opportunités de marché*.

L'IDE est généralement considéré comme un canal par lequel la technologie est capable de se propager des pays développés vers les pays en développement.

- **Koizumi et Kopecky (1977)** ont élaboré, dans le cadre d'un modèle d'équilibre général calculable, le premier schéma d'effet de diffusion des IDE sur la croissance. Dans ce modèle, la technologie est traitée comme un « *bien public* » et donc sa diffusion est de ce fait automatique.
- **Findly (1978)** dans le cadre d'un modèle classique montre que les IDE véhiculent le progrès technique dans les pays qui les reçoivent.
- L'étude de (**Schneider et Frey 1985**)¹ porte son analyse sur les déterminants politiques et économiques des IDE dans les pays les moins développés. Il ressort de leur modèle économétrique qu'un PIB réel par tête élevé et un déficit maîtrisé de la

¹ Schneider F. et Frey B.S. (1985), « Economic and Political Determinants of Foreign Direct ». pp. 161-175

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

balance des paiements, sont les déterminants les plus significatifs de l'IDE. Aussi, l'aide bilatérale des pays développés et la stabilité politique influencent positivement les afflux d'IDE.

- **Greenwood et Jovanovic 1990**² affirment que le système financier bien développé contribue à la croissance économique par le biais de deux canaux. D'une part, il mobilise l'épargne, ce qui augmente le volume des ressources disponibles pour financer les investissements, d'autre part, permet de déceler les projets d'investissement des moniteurs (c'est à dire en réduisant les coûts d'acquisition de l'information), ce qui contribue à accroître l'efficacité des projets réalisés.
- **Selon Chen (1992)**³, le développement des investissements directs étrangers en général joue un rôle positif dans la stimulation de la croissance économique dans les pays d'accueil.
- **De Gregorio (1992)**, en travaillant sur un panel de 12 pays d'Amérique latine entre 1950 et 1985 trouve une relation significative et positive entre les Investissements Directs Etrangers et la croissance économique. Il note en outre que l'impact des IDE est trois fois plus important que celui de l'investissement domestique et que les IDE favorisent la croissance économique quand le niveau d'éducation dans le pays hôte est élevé.
- Dans leur étude, **Blomström and Kokko (1997)**⁴ affirment que l'investissement étranger direct favorise le développement économique en permettant d'améliorer la croissance de la productivité et celle des exportations.
- **Mello (1997)**; selon lui, les seuls flux d'IDE ont un effet positif, mais moins marqué, sur la croissance. En outre, plus un pays est « en retard par rapport aux Etats Unis » en termes de revenu par habitant, plus sa croissance ne sera rapide, confortant ainsi la thèse du rattrapage économique. En outre, l'IDE peut contribuer significativement à l'accroissement de la productivité de l'économie d'accueil en promouvant le capital domestique et le progrès technique. Ainsi, plus le gap technologique entre le pays d'origine et le pays d'accueil est important et plus l'impact de l'IDE sur l'économie destinataire sera réduit.

² **Greenwood, J., and Jovanovic, B. 1990.** « Financial development, growth, and the distribution of income » *Journal of Political Economy*, 98(5), pp. 1076-1107.

³ **Chen, E. K.Y. (1992)**, « Changing Pattern of Financial Flows in the Asia-Pacific Region and Policy Responses », *Asian Development Review*, Vol. 10, No 2, pp. 46-85.

⁴ **Blomström M. et Kokko A. (1997)**, « How Foreign Investment Affects Host Countries », *Policy Working Paper Series*, No 1745, March, p 2.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

- Dans une recherche menée sur la Chine, **Dess (1998)**⁵ constate que l'IDE affecte positivement et significativement la croissance économique chinoise à long terme par le biais de son influence sur le changement
- Dans le cadre de la croissance endogène, la première analyse des effets des IDE date de **1998**, elle était réalisée par **Borensztein.E, De Gregorio.J et Lee.J-W**⁶. Ces auteurs cherchent à tester l'effet de l'investissement étranger direct sur la croissance économique dans un cadre de régression cross-country, en utilisant des données sur les flux d'IDE en provenance des pays industriels et 69 pays en développement au cours des deux dernières décennies. Les résultats suggèrent que l'IDE est un vecteur important pour le transfert de technologie, contribuant ainsi à la croissance relativement plus que les investissements intérieurs. Cependant, la productivité plus élevée de l'IDE ne vaut que lorsque le pays hôte dispose d'un stock seuil minimal de capital humain.
- **Bosworth et al. (1999)**⁷ ont utilisé les techniques de régression de panel pour évaluer l'impact des entrées de capitaux sur l'épargne et l'investissement pour un groupe de 58 pays en développement durant la période 1978-1995. Ils ont constaté que les flux d'IDE ont un effet positif sur l'investissement, alors que les flux de portefeuille n'ont aucun effet perceptible.
- De même, en **2000**, en utilisant un panel de 72 pays, **Crankovic et Levine** n'ont pas trouvé un effet significatif de l'IDE sur la croissance économique. Pourtant, ils ont constaté un impact positif et significatif de l'IDE sur la formation du capital domestique, quoique, cette relation semble être peu robuste et dépend de la spécification des régressions effectuées.
- Au-delà de la prise en compte des infrastructures, l'étude de (**Bouklia-Hassane et Zatlà 2001**) s'intéresse à la question des déterminants de l'afflux d'IDE dans les PESH (Pays de l'Est et du Sud Méditerranée). Il ressort de l'analyse économétrique sur données en panel de **Bouklia Hassane et Zatlà (2001)** que le degré d'ouverture sur l'extérieur du pays d'accueil, ainsi que le niveau des infrastructures physiques affectent positivement le flux d'IDE entrants, particulièrement pour l'Egypte et la

⁵ **Dess S. (1998)**, « Foreign Direct Investment in China: Determinants and Effects », *Economics of Planning*, Vol. 31, No 2, pp. 175-194.

⁶ **Borensztein E., De Gregorio J., et Lee J-W. (1998)**, « How does foreign direct investment affect economic growth? », *Journal of International Economics*, No. 45, pp. 115-135.

⁷ **Bosworth B. P., Collins S. M., et Reinhart C. M. (1999)**, « Capital Flows to Developing Economies: Implications for Saving and Investment », *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol. 1999, No. 1, pp. 143-180.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Turquie, dont les niveaux d'ouverture sur l'extérieur sont en deçà de la moyenne régionale. Le faible développement des infrastructures physiques en Algérie et au Maroc constitue selon les auteurs, une barrière à l'entrée des IDE dans ces deux pays, contrairement à Israël dont les dotations en infrastructures semblent contribuer de façon significative aux afflux des IDE. En moyenne, la croissance économique des PESH contribue faiblement aux fluctuations des IDE entrants dans l'ensemble des pays.

- Comme souligné par **Agénor (2001)**⁸, l'IDE peut faciliter le transfert ou la diffusion de gestion et le savoir-faire technologique et améliorer les compétences de la main-d'œuvre (comme résultats de l'application du principe « *learning by doing* »). En outre, l'augmentation du degré d'intégration des marchés mondiaux des capitaux s'est accompagnée d'une augmentation significative des flux de capitaux privés vers les pays en développement. Les flux d'investissements directs et les investissements de portefeuille vers les pays en développement -de plus en plus ouverts- ont augmenté rapidement au cours des années 1980 et 1990. Cette tendance à la hausse a engendré l'augmentation de l'incidence de la volatilité financière et les crises de change dans la seconde moitié des années 1990.
- Néanmoins, **Ogutucu (2002)**⁹ soutient que l'investissement étranger direct est un important catalyseur pour le développement et l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. En utilisant la technique de cointégration et le modèle de correction d'erreur pour examiner le lien entre l'IDE et la croissance économique en Inde .
- On retrouve aussi celle de **Miyamoto (2003)** qui a observé que les IDE et le capital humain sont des sources efficaces de la croissance. Les deux variables affectent directement et individuellement la croissance, et ils se renforcent mutuellement par un effet de complémentarité.
- **Basu et al (2003)** ont étudié la relation bidirectionnelle entre IDE et croissance. Ils ont trouvé une relation de co-intégration entre IDE et croissance en utilisant un panel de 23 pays. Ils ont aussi mis l'accent sur le fait que l'ouverture économique est un facteur important qui explique l'impact de l'IDE sur la croissance.

⁸ **Agénor P-R. (2001)**, « Benefits and costs of international financial integration: theory and facts », Policy Research Working Paper, No. 2699, The World Bank, October, p 3.

⁹ **Ogutcu M. (2002)**, « Foreign Direct Investment and Regional Development: Sharing experiences from Brazil, China, Russia and Turkey », OECD Working Paper, No 38

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

- Par ailleurs, **Kohpaiboon (2003)** a étudié le cas de la Thaïlande au cours de la période 1970-1999. En introduisant la variable des exportations dans l'équation "*croissance-IDE*", il a montré que l'impact de l'IDE sur la croissance tend à être supérieur dans un régime commercial de promotion des exportations comparativement à un régime de substitution des importations.
- (**Bouoiyour 2003**)¹⁰ quant à lui tente d'évaluer l'attractivité du Maroc pour le capital étranger, il porte son analyse sur des données de panel pour la période 1990-2004. Les résultats indiquent l'existence d'un effet de concurrence entre les entreprises à participation étrangère et les entreprises marocaines et soulignent l'importance des coûts. Aussi que la qualité densité industrielle attire l'implantation des nouveaux investisseurs. Par ailleurs **Bouoiyour (2003)** confirme que le Maroc est une plateforme attractive pour les exportateurs étrangers
- Les auteurs, mettent en lumière, l'effet positif de l'IDE sur la croissance du revenu, mais cet effet reste cantonné de l'interaction entre l'IDE et le capital humain. Ceci, confirme l'idée que les technologies avancées, résultat de l'IDE, ne peuvent accroître le taux de croissance du pays hôte, que si elles interagissent avec une certaine capacité d'absorption de celui-ci. Au niveau de leurs tests ils démontrent que, la contribution de l'IDE à la croissance surgit une fois que l'interaction entre le capital humain et l'IDE a eu lieu. (**Marouane Alaya, 2004**)
- **Koupko (2005)** a constaté que le capital humain et l'ouverture économique sont les plus importants déterminants des Investissements Directs Etrangers sur la période 1996-2003, en utilisant les données de panel pour les pays de l'UEMOA
- **Neuhause (2006)**¹¹ a montré qu'il existe trois principaux canaux par lesquels les IDE peuvent influencer le changement technologique, améliorer le stock de capital et générer, ainsi, un taux élevé de la croissance économique : (i) *la transmission directe (via "Greenfield Investments")*, (ii) *la transmission indirecte (via "Ownership Participation")* et (iii) *le canal intermédiaire de transmission ("Technology Spillover")*.

¹⁰ **Bouoiyour, J. (2003)**. « The Determining Factors of Foreign Direct Investment in Morocco ». CATT University of Pau (France). Saving and development No. Issue 1 (2007): pp. 91-105.

¹¹ **Neuhause M. (2006)**, « The impact of FDI on economic growth: an analysis for the transition countries of Central and Eastern Europe », Ed. Physica Verlag Heidelberg, Germany.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

- A son tour, l'étude d'**Alfaro et al. (2006)**¹² a révélé que l'augmentation des niveaux de l'IDE génère trois fois plus de croissance supplémentaire dans les pays financièrement très développés que dans les pays financièrement peu développés.
- L'étude de **Bhandari et al. (2007)**¹³ a conclu que l'augmentation du stock des capitaux domestiques et l'afflux des investissements directs étrangers sont les principaux facteurs qui influent positivement sur la croissance économique dans les pays d'Europe orientale.
- **Won et al. (2008)**¹⁴ ont, pour leur part, concentré leur analyse sur le cas de pays d'Asie nouvellement industrialisé. Le modèle VAR utilisé dans leur analyse montre que l'ouverture de l'économie, mesurée principalement par les exportations et les entrées des IDE, est le facteur le plus significatif ayant contribué à la croissance rapide des économies asiatiques nouvellement industrialisés.
- (**Josph Djaowe 2009**)¹⁵ étudie l'existence d'une relation entre les investissements directs étrangers et la gouvernance à partir des données de panel pour des données collectées sur les six pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) durant la période 1993-2004. Les résultats de l'estimation économétrique montrent quatre variables qui sont statistiquement significatives à savoir le taux de croissance du PIB réel (variable du risque économique), la balance courante en % du PIB (variable du risque économique), la dette extérieure (variable du risque financier) et la stabilité politique (variable de gouvernance).
- **Anwar et Nguyen (2010)**¹⁶ ont examiné le lien entre la croissance économique et les IDE au Vietnam au cours de la période 1996-2005. Leurs résultats suggèrent que l'impact de l'IDE sur la croissance au Vietnam sera plus important si plus de ressources sont investies dans l'éducation, le développement des marchés financiers et la réduction de l'écart technologique entre les entreprises étrangères et domestiques.

¹² **Alfaro L., Chanda A., Kalemli-Ozcan S., et Sayek S. (2006)**, « How Does Foreign Direct Investment Promote Economic Growth? Exploring the Effects of Financial Markets on Linkages », NBER Working Paper, No. 12522,

¹³ **Bhandari R., Dhakal D., Pradhan G., et Upadhyaya K. (2007)**, « Foreign Aid, FDI and Economic Growth in East European Countries », Economics Bulletin, Vol. 6, No. 13, April, pp. 1-9.

¹⁴ **Won Y., Hsiao F., et Yang D. (2008)**, « FDI Inflows, Exports and Economic Growth in First and Second Generation ANIES: Panel Data Causality Analyses », KIEP Working Paper, No. 08-02, April, pp. 11-86

¹⁵ **Josph Djaowe (2009)**, « Investissements directs étrangers (IDE) et gouvernance : les pays de la CEMAC sont-ils attractifs? ». Revue africaine de l'Intégration Vol. 3, No. 1, janvier 2009.

¹⁶ **Anwar S., et Nguyen L. (2010)**, « Foreign direct investment and economic growth in Vietnam », Asia Pacific Business Review, Vol. 16, No. 1-2, January-April, pp. 183-202.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

- **Tiwari et Mutascu (2010)** ont effectué une analyse empirique sur 23 pays asiatiques durant la période 1986-2008. Les résultats de l'étude montrent que les IDE et les exportations permettent aux pays sur lesquels a porté l'étude d'améliorer leur croissance économique.
- **Agrawal et Khan (2011)**¹⁷ ont étudié l'impact de l'IDE sur la croissance économique de 5 pays asiatiques (Chine, Japon, Inde, Corée du Sud, Indonésie) durant la période 1993-2009. Cette étude confirme que l'IDE favorise la croissance économique ; elle prévoit, en outre, qu'un dollar d'IDE entraîne une hausse du PIB d'environ 7 dollars de dans chacun des cinq pays.
- De plus, **Adeniyi et al (2012)**¹⁸ ont examiné le lien de causalité entre l'IDE, la croissance économique et le développement financier dans quelques petites économies ouvertes en développement. En utilisant un modèle à trois variables qui applique le test de causalité de Granger dans un Vecteur à Correction d'Erreur (VECM) durant la période 1970-2005, les résultats montrent que le degré de la sophistication financière est important pour bénéficier des avantages de l'IDE sur la croissance économique dans les économies étudiées. En somme, nous pouvons constater que plusieurs études ont analysé cette relation, notamment pour le cas des pays en développement. La majorité de ces études ont abouti aux résultats selon lesquels les investissements directs étrangers, associés à d'autres déterminants, ont un effet significativement positif sur la croissance économique des pays.
- En ce qui concerne le facteur financier, (**Imen Mohamed Sghaier et Zouheir 2013**)¹⁹, examinent le lien de causalité entre l'investissement direct étranger (IDE), le développement financier et la croissance économique dans un panel de quatre pays d'Afrique du Nord (Tunisie, Maroc, Algérie et Egypte) sur la période 1980-2011. Ils trouvent des preuves solides d'une relation positive entre l'IDE et la croissance économique. Ils trouvent aussi la preuve que le développement du système financier national est une condition importante pour l'IDE à avoir un effet positif sur la croissance économique.

¹⁷ **Agrawal G., et Khan M. A. (2011)**, « Impact of FDI on GDP Growth: A Panel Data Study », *European Journal of Scientific Research*, Vol. 57, No. 2, pp. 257-264

¹⁸ **Adeniyi O., Omisakin O., Egwaikhide F. O., et Oyinlola A. (2012)**, « Foreign Direct Investment, Economic Growth and Financial Sector Development in Small Open Developing Economies », *Economic Analysis & Policy*, Vol. 42, No. 1, March, pp. 105-127

¹⁹ **Imen Mohamed Sghaier and Zouheir Abida (2013)**, « Foreign Direct Investment, Financial Development and Economic Growth: Empirical Evidence from North African Countries ». *Journal of International and Global Economic Studies*, 6(1), June 2013, pp. 1-13. Investment", *World Development*, vol.13, no.2, pp.161-175.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Bien que certaines études empiriques aient reconnu l'existence d'une corrélation positive entre l'IDE et la croissance, plusieurs autres travaux affirment l'inverse.

- **Brewer (1991)** a montré empiriquement qu'il existe une corrélation négative entre la croissance économique et l'IDE. Une telle corrélation revient à l'effet de domination exercée par la firme étrangère qu'elle peut décourager la firme locale à développer son propre activité de R&D, cela veut dire que l'IDE peut avoir un effet négatif sur la croissance économique.
- **Blomstom Et Al. (1992)**, en étudiant l'effet de l'IDE sur la croissance, ont démontré que l'ampleur de celui-ci, dépend du stock de capital humain disponible dans le pays hôte. Ils ajoutent que cet impact peut se révéler négatif dans les pays dotés d'un faible niveau de capital humain.
- Par ailleurs, en utilisant une fonction de production néoclassique, **SALTZ (1992)** a trouvé une corrélation négative entre le niveau de l'IDE et la croissance économique. Selon l'auteur, l'IDE augmente le niveau global de l'investissement, améliore dans certains cas la productivité, mais a tendance dans beaucoup d'autres, à réduire le taux de croissance. Pour confirmer ses conclusions, il a étudié la relation IDE-taux de croissance sur un échantillon de plusieurs pays divisés en deux groupes, selon qu'ils recevaient un IDE élevé ou faible. Il en conclut la corrélation entre IDE et taux de croissance est toujours négatif dans les pays en développement, qui ont levé toute contrainte au rapatriement des bénéficiaires associés à l'IDE. L'auteur, avance aussi que, si l'IDE se traduit par une levée des capitaux du marché du pays hôte, ceci impliquerait une redistribution de capital des industries intensives en travail vers des industries intensives en capital, créant ainsi, une nette perte d'emploi et par suite de la demande de consommation.
- Dans son étude, **Hein 1992** n'a trouvé aucun effet significatif de l'IDE sur la croissance du PIB par tête de 41 pays en voie de développement.
- **Islam (1995)** trouve la même relation négative entre ces deux variables; ce qui contredit évidemment les travaux microéconomiques et les développements récents de la théorie de la croissance endogène
- **Caselli (1996)**, en utilisant des données de panel, a trouvé aussi une relation négative entre le capital humain et la croissance économique.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

- Bien que certaines études empiriques aient reconnu l'existence d'une corrélation positive entre l'IDE et la croissance, plusieurs autres travaux affirment l'inverse. A l'instar de ces études, celle d'**Aitken et Harrison (1999)**²⁰, portant sur les bénéfices des IDE pour les firmes domestiques, a montré que l'effet net de l'IDE sur la productivité de l'entreprise est négligeable
- Cependant, l'analyse de **Crankovic et Levine (2000)** va à l'encontre de celle de **Bronstein, De Gregoric et Lee**, les deux auteurs n'ont pas trouvé un effet significatif de l'IDE sur la croissance économique. Toutefois, ils mettent en évidence un effet positif et significatif dans certaines régressions qui tiennent compte du niveau initial du revenu et du nombre d'années de scolarisation. Cependant cet effet devient négatif lorsqu'ils introduisent une variable d'interaction entre l'IDE et le niveau d'éducation. Cela étant, l'IDE peut avoir un effet négatif sur la croissance économique.
- Un effet plus favorable de l'IDE sur une économie d'accueil est intimement lié à la diffusion des externalités ou spillovers aux firmes locales par les firmes multinationales. Toutefois, de telles externalités, peuvent ne pas avoir lieu, en raison des faibles liens avec les firmes locales ou une faible capacité d'absorption (**Kumar et Pradhan, 2002**).
- **Alfaro (2003)**²¹ a fait une analyse sectorielle en utilisant la méthode MCO et des données transnationales au cours de la période 1981-1999. Les principaux résultats indiquent que l'IDE dans le secteur primaire a un effet négatif sur la croissance, tandis que l'investissement dans le secteur industriel affecte positivement la croissance économique ainsi que l'effet de l'investissement sur la croissance dans le secteur des services est ambigu.
- Dans une étude plus récente, qui a porté sur 67 pays en voie de développement, **Hermes et Lensink (2003)**, ont constaté un impact négatif de l'IDE sur la croissance. Cependant, cet effet devient positif lorsque la variable IDE est combinée avec le taux de scolarisation ou la variable décrivant le marché financier.
- Un autre effet négatif de l'IDE peut résulter de l'extraction excessive de minerais ou la concentration de la production sur un bien particulier qui engendrerait une baisse

²⁰ **Aitken B. J., et Harrison A. E. (1999)**, « Do Domestic Firms Benefit from Direct Foreign Investment? Evidence from Venezuela », *The American Economic Review*, Vol. 89, No. 3, June, pp. 605-618.

²¹ **Alfaro L. (2003)**, « Foreign Direct Investment and Growth: Does the Sector Matter? », Working Paper, Harvard Business School, April.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

des prix à l'exportation et une détérioration des termes de l'échange du pays hôte.
(Marouane Alaya, 2004)

II. Collecte des données :

2.1. Spécification du modèle économétrique

Il est clair que la croissance des pays est influencée non seulement par l'IDE, mais aussi par des facteurs institutionnels, politiques, fiscaux, etc.... qu'il convient alors d'explicitier

Le point de départ dans toute étude économétrique est la spécification du modèle.

Cette spécification implique la détermination de la variable expliquée et des variables explicatives, les signes des paramètres et la forme mathématique du modèle, c'est-à-dire l'équation à estimer.

- Le modèle, en générale, "*consiste en une présentation formalisée d'un phénomène sous forme d'équations dont les variables sont des grandeurs économiques.*"²²
- "*Le modèle est donc une présentation schématique et partielle d'une réalité naturellement plus complexe. Toute la difficulté de la modélisation consiste à ne retenir que la ou les représentations intéressantes pour le problème que le modélisateur cherche à expliquer. Ce choix dépend de la nature du problème, du type de décision ou de l'étude à effectuer. La même réalité peut ainsi être formalisée de diverses manières en fonction des objectifs.*"²³

2.1.1. modèle théorique :

Le modèle théorique dans lequel figurent plusieurs variables explicatives s'écrit :

$$y_t = a_0 + a_1x_{1t} + a_2x_{2t} + \dots + a_kx_{kt} + \varepsilon_t \quad \text{pour } t = 1, \dots, n$$

Avec :

- Y_t = variable à expliquer à la date t
- X_{1t} = variable explicative 1 à la date t
- X_{2t} = variable explicative 2 à la date t

²² Régis Bourbonnais(2000), «Econométrie», Dunod , P 1

²³ Régis Bourbonnais, (2000), « Op.cit », P 2.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

- X_{kt} = variable explicative k à la date t
- $\alpha_0, \alpha_1, \alpha_2, \dots, \alpha_k$ = paramètre du modèle.
- ϵ_t = erreur e spécification (différence entre le modèle vrai et le modèle spécifié), cette erreur est inconnue et restera inconnue.
- n = nombre d'observation.²⁴

2.1.2. L'équation à estimer :

La modélisation économique est considérée comme un point de départ de l'analyse empirique, mais il est courant d'utiliser la théorie économique. Pour cela, on peut dire que la spécification du modèle est une étape importante de sorte que celle-ci permet de formuler un certain nombre d'hypothèses pour résoudre la problématique.

Le choix des variables est déterminé par la nature de l'économie algérienne, qui est une économie rentière basés essentiellement sur les exportations des hydrocarbures.

Notre période d'étude est caractérisée par des instabilités en question de sécurité, qui s'est répercuté sur l'économie intérieure. Durant cette période, l'Algérie a aussi enregistrée des flux considérable en matière d'investissements étrangers suite à l'ouverture économique réalisée par l'état algérien.

Et c'est la raison pour laquelle nous avons choisi nos variables d'étude (la croissance économique, la stabilité politique, l'investissement direct étranger, l'ouverture économique, et les prix du pétrole).

Après avoir spécifié le modèle économique, il est nécessaire de le transformer en ce qu'on appelle un modèle économétrique.

Ainsi, et pour le cas de l'Algérie, on propose la relation ci-dessous, dont on a essayé de mettre en liaison les principaux facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers qui peuvent être à l'origine de la croissance économique en Algérie.

Notre modèle économétrique est de type log- linéaire pourrait s'écrire sous la forme logarithmique de la manière suivante:

$$\text{Log (PIB)} = \alpha_0 + \alpha_1 * \text{Log (IDE)} + \alpha_2 * \text{Log (OPEN)} + \alpha_3 * \text{Log (STAB)} + \alpha_4 * \text{Log(OIL)} + \epsilon_t$$

²⁴ R. Bourbonnais (2011). « Econométrie : Manuel et exercices corrigés. ». Ed Dunod. P 47

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Où :

- **IDE** : est l'investissement direct étranger en pourcentage du PIB
- **PIB** : est le taux de croissance du produit intérieur brut en termes réel
- **OPEN** : est le Degré d'ouverture économique (exportation/importation)
- **OIL** : Le prix du pétrole
- **STAB**: Indice de la stabilité politique
- **Log** : C'est le logarithme décimal.

α_0 est une constante, $\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4$, sont des élasticités et ϵ le terme d'erreur.

2.2. Description des données de l'étude :

Nous utilisons dans le cadre de cette étude des données annuelles durant la période de 1990 à 2015 .Nos sources de données sont multiples : *les Statistiques Financières Internationales du FMI, la Banque Mondiale, l'ONS Algérienne, CNUCED, Open data for Africa Index of economic freedom et divers autres sources.*

- On signale que toutes les données, monétaires et financières notamment, sont observées en dollar américain courant.
- D'autre part, on vu que les données des **IDE** ne sont pas disponibles pour les années **1993, 1994 et 1995**. Toutes les variables sont prises en termes réels. Dont les données sont exprimées annuellement, soit 26 observations.
- Le logiciel utilisé pour l'estimation est **Eviews 9**.

Le tableau suivant donne les mesures retenues pour nos variables à expliquer et explicatives.

Tableau (2.1): Différentes mesures retenues dans notre modèle économétrique :

Variabiles	Mesure retenue
IDE	Ratio des flux nets entrants d'IDE en % du PIB réel
PIB	le taux de croissance du produit intérieur brut en termes réel
OPEN	Somme des importations et exportations en % du PIB réel
OIL	Le prix du pétrole
STAB	Indice de la stabilité politique

Source : Elaboré par nos soins.

2.3. Description des variables :

On a d'une part, une variable expliquée et d'autre part, quatre variables explicatives.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

2.3-1- La variable expliquée :

La variable endogène du modèle est le **produit intérieur brut (PIB)**. Cet indicateur est le principal critère utilisé pour étudier la croissance de l'activité économique d'un pays. Il mesure l'ensemble des richesses créées sur une année, autrement dit, la valeur totale de la production interne de biens et services par les agents résidant sur le territoire national.

2.3-2- Les variables explicatives :

On a (04) variables explicatives dont (03) quantitatives et une qualitative.

2.3.2.1 Les investissements directs étrangers (IDE):

Ce variable est mesuré par les flux d'IDE entrants exprimés en pourcentage du produit intérieur brut. L'IDE ²⁵ est défini à son tour comme l'investissement d'un pays à l'étranger est l'exportation de capitaux dans un autre pays afin d'y acquérir ou créer une entreprise ou encore d'y prendre une participation (le seuil est de 10% des votes).

Le but est d'acquérir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise. Dans le World Development Indicators de la Banque Mondiale, le flux d'IDE est calculé par la somme des apports en capitaux et en nature, des profits réinvestis et des autres flux de capitaux à long terme et à court terme (établis d'après la balance des paiements) assurés par les investisseurs étrangers.

2.3.2.2. Le degré d'ouverture économique (OPEN) :

L'attraction des IDE est aussi tributaire du degré d'intégration à l'économie mondiale. L'ouverture d'une économie sera mesurée par le volume des échanges en pourcentage du PIB ; autrement dit, le ratio des échanges (exportations + importations) sur le PIB.

$$OPEN = (x+m) / PIB * 100$$

L'ouverture peut être un indicateur de la facilité d'accès d'un pays d'accueil des IDE au marché mondial. Elle suggère ainsi que les économies dont le commerce extérieur est important reçoivent aussi les flux d'IDE les plus élevés.

- *Morisset (2000) et Chakrabarti (2001)* soutiennent que l'ouverture économique influence positivement les flux d'IDE, à travers la libéralisation commerciale et une meilleure compétitivité.

²⁵ **Wilhelms, 1998**, « Foreign Direct Investment and its Determinants in Emerging Economies », African Economic Policy Discussion Paper no.09, United States Agency for International Development, Office of Sustainable Development, Washington DC.p.33

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

- *Noorbakhsh et al. (2001)*²⁶ soutiennent que la relation positive entre l'ouverture économique et les flux d'IDE implique que si les pays en développement désirent attirer plus d'IDE, ils devraient libéraliser encore plus leur commerce extérieur.

Dans notre modèle, nous nous attendons à ce que le degré d'ouverture économique des pays d'accueil (total importations et exportations en % du PIB) ait un impact positif sur les flux des IDE.

2.3.2.3 La Disponibilité des ressources -Les prix du pétrole (OIL) :

La disponibilité des ressources naturelle représente un atout majeur pour l'économie national. En effet, les richesses naturelles de l'Algérie en pétrole et en gaz naturel sont remarquables, elle est le troisième fournisseur de gaz naturel de l'union européenne et le quatrième fournisseur énergétique²⁷. L'Algérie aussi occupe les 158 places en production de pétrole et le deuxième en son exportation ; pour cela le secteur énergétique représente un élément d'attraction pour les investisseurs étrangers.

L'évolution du prix du pétrole algérien en dollars, nous permettra de voir son impact sur la croissance économique. Puisque on s'accorde à dire que le prix de pétrole de l'Algérie représentent un atout majeur dans sa croissance économique.

2.3.2.4. La stabilité politique (STAB) :

La stabilité politique procure un environnement favorable à l'investissement.

Le risque politique exprime la menace de déstabilisation et de soumission à l'arbitraire, au mépris de l'Etat de droit dans le pays d'accueil. Le risque politique se matérialise généralement par des coups d'Etat, guerres civiles, émeutes, expropriations d'actifs, blocages des comptes et des fonds, terrorisme, conflits régionaux, népotisme, corruption, crimes organisés...etc.

- La relation entre les flux d'IDE et l'instabilité politique est incertaine,

[*Fernandez- Arias et Hausmann R. (2000) et Asiedu (2002)*] ne trouvent aucune relation significative entre les deux variables, tandis que *Wang et Swain (1997)*²⁸ trouvent une relation inverse une corrélation négative entre les flux d'IDE et l'instabilité politique des

²⁶ *Noorbakhsh F., Paloni A. et Youssef A. (2001)*, « Human Capital and FDI Inflows to Developing Countries: New Empirical Evidence », *World Development*, vol.29, No.9, pp.1593-1610.

²⁷ *Direction de l'intelligence économique (2010)* « IDE dans le monde », des études et de la prospective document n°15, p3

²⁸ *Wang, Z. Q. And Swain, N., (1995)*, « The Determinants of Foreign Direct Investments In Transforming Economics: Empirical Evidence From Hungary and China ». *Welt wirtscha ftliches Archv.* 131: 358-82.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

firmes multinationales et leurs filiales. Nous nous referons à l'indice « *Political Stability and Absence of Violence* » (*stabilité politique et absence de violence*).

- Dans notre modèle, nous nous attendons à ce que l'indice de stabilité politique ait un impact positif sur les flux des IDE et plus précisément sur la croissance économique du pays.
- La stabilité politique C'est une variable qualitative et elle a été introduite dans notre modèle pour prendre en considération les effets de la décennie noire qu'a connue l'Algérie.

On a attribué la valeur (0) pour la période considérée comme instable et la valeur (1) pour la période considérée comme stable et sécurisée.

2.4. Statistiques descriptives :

Les statistiques descriptives des données (*moyenne, médiane, valeur minimale, valeur maximale, écart type*) nous permet d'avoir une idée sur le niveau du risque et l'évolution de ces données au cours du temps.

Les coefficients « *Skewness* », « *Kurtosis* » et la statistique du test de « *Jarque-Bera* » nous permet de tester la normalité des séries étudiées.

Les statistiques descriptives de nos cinq séries sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau (2.2): Statistiques descriptives des séries étudiées

	PIB	IDE	OPEN	STAB	OIL
Mean	48.10038	1298.769	5451.181	0.615385	48.28654
Median	28.76500	1086.500	6044.500	1.000000	28.56500
Maximum	112.9400	6066.000	7717.000	1.000000	112.2600
Minimum	12.94000	0.000000	48.00000	0.000000	13.02000
Std. Dev.	34.82895	1372.383	1902.120	0.496139	34.56722
Skewness	0.756348	1.651822	-1.691447	-0.474342	0.737002
Kurtosis	2.044621	6.506858	5.647338	1.225000	2.026455
Jarque-Bera	3.467751	25.14646	19.99007	4.388177	3.380518
Probability	0.176599	0.000003	0.000046	0.111460	0.184472
Sum	1250.610	33768.00	141730.7	16.00000	1255.450
Sum Sq. Dev.	30326.39	47085857	90451468	6.153846	29872.32
Observations	26	26	26	26	26

Source : Préparé par l'auteur en utilisant Eviews 9

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

D'après ce tableau, Nous constatons que les variables étudiées présentent des volatilités dans le temps, Les cinq variables possèdent un écart type important. En comparant l'écart-type des variables (**Std.Dev**) on note que la variable **OPEN** a marqué le plus grand écart suivie par **IDE**, puis **PIB**, **OIL**, **STAB** respectivement.

En ce qui concerne la plus forte et la plus faible valeur pour chaque variable, on note:

- La Variable **PIB** : sa valeur la plus élevée en 2015 tandis que la valeur la plus faible en 1994.
- La Variable **IDE** : sa valeur la plus élevée en 2009 tandis que la valeur la plus faible en 1993-1994-1995 et égale a zéro (0).
- La Variable **OPEN** : sa valeur la plus élevée en 2008 tandis que la valeur la plus faible en 1990.
- La Variable **STAB** : c'est une variable qualitative, on a attribué la valeur (**0**) pour la période considérée comme instable et la valeur (**1**) pour la période considérée comme stable et sécurisée.
- La Variable **OIL** sa valeur la plus élevée en 2011 tandis que la valeur la plus faible en 1998.

2.5. La corrélation entre les variables explicatives :

La corrélation met en évidence un lien entre deux variables. Si deux variables sont corrélés cela veut dire qu'elles covariant, les valeurs de changement de l'une sont associées de manière significative, avec le changement de la valeur de l'autre.

Mais corrélation ne signifient pas causalité. Pour connaître la corrélation on calcul le coefficient de corrélation **r** de **BRAVAIS – PEARSON**. Ce coefficient varie de **+1** à **-1**.

- **r = +1**, la liaison entre **X** et **Y** est linéaire, positive et parfaite c.à.d. la connaissance de **X** nous fournit la valeur de **Y** (**et inversement**).
- **r = -1**, la liaison est linéaire et négative.
- une valeur de **r** proche ou égale à **0** signifie que les variables ne varient pas ensemble, cela ne signifie pas l'absence de toute relation entre les deux grandeurs. Il peut exister une relation non linéaire entres elles.

L'examen de la matrice des corrélations entre les variables explicatives permet de repérer la corrélation éventuelle de couples de variables explicatives.

Les coefficients de corrélation multiple associés aux régressions de chaque variable explicative sur l'ensemble des autres, calculés par les logiciels économétriques (**EIEWS**

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

dans notre cas), permettent d'identifier des multi-colinéarités impliquant plus de deux variables.

Tableau n°(2.3) : Matrice de corrélation des variables

	IDE	OIL	OPEN	PIB	STAB
IDE	1.000000				
OIL	0.314564	1.000000			
OPEN	0.341082	0.549961	1.000000		
PIB	0.321286	0.999275	0.561132	1.000000	
STAB	0.195372	0.686420	0.708819	0.685911	1.000000

Source: Calculé par l'auteur en utilisant Eviews 9.

A partir des résultats du tableau de corrélations on remarque que:

- L'investissement direct étranger à une faible corrélation positive avec l'OIL (le prix de pétrole), le coefficient de corrélation entre IDE et OIL est de **0.314564**.
- Il y a aussi une faible corrélation positive entre le ratio d'ouverture économique OPEN et l'investissement direct étranger IDE, en accord avec la conclusion de [Morisset (2000) et Chakrabarti (2001)] qui ont trouvé une association positive entre les deux variables. Le coefficient de corrélation est égal à **0.341082**
- Nous remarquons que la variable endogène PIB à une faible corrélation positive avec la variable IDE qui représente les investissements directs étrangers ce qui est conforme avec la théorie, et cela, avec un coefficient de corrélation égal à **0.321286**
- Enfin, Il y a aussi une faible corrélation positive entre la stabilité politique STAB et l'investissement direct étranger IDE, Le coefficient de corrélation est de **0.195372**.
- La matrice des corrélations des variables montre aussi une corrélation significative entre les deux variables le prix de pétrole OIL et le PIB qui représente la croissance économique avec un coefficient de corrélation de **0.999275**.

III- L'approche méthodologique :

L'approche méthodologique de la relation **IDE-Croissance économique** exige la mise en œuvre de techniques économétriques rigoureuses.

Pour obtenir des estimations non fallacieuses des relations de causalité dans un cadre statistique stationnaire, il est nécessaire de recourir d'abord à un protocole de tests statistiques préliminaires.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Ainsi, la méthodologie économétrique que nous adoptons se réalise comme suit :

- **Test de racine unitaire** : le test de racine unitaire **d'Augmented Dickey-Fuller (ADF)** et celui de **Phillips et Perron (PP)** permettront d'examiner les propriétés stochastiques des séries considérées dans le modèle au risque de conduire notre analyse sur des résultats fallacieux en analysant leur ordre d'intégration.
- **Test de cointégration de Johansen** permettra d'identifier une éventuelle relation de long terme entre les variables et procéder éventuellement à une modélisation en Correction des Vecteurs d'Erreur (VECM).
- **Test de causalité de Granger** : le test de causalité au sens de Granger viendra explorer les relations causales entre les différents variables et la croissance économique.
- **Estimation du modèle** vectoriel à correction d'erreur et validation du test.
- **L'analyse des fonctions de réponses impulsionnelles** permettra d'identifier le sens des impacts et la décomposition de la variance de l'erreur de prévision des variables endogènes du système pour mesurer le degré de sensibilité des éventuels impacts transmis par les chocs exogènes. Elles étudieront l'impact des chocs des variables sur la croissance économique en Algérie.
- **La fonction de réponse impulsionnelle** est une fonction dynamique permettant de voir la propagation du choc dans le temps, c'est-à-dire le temps nécessaire pour observer l'effet du choc.
- **Estimation de la décomposition de la variance** : l'erreur anticipée de la décomposition de la variance renvoie à la proportion de la succession des mouvements due au propre choc ou contre choc d'une autre variable.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Section 02 : Résultats Empiriques Et Recommandations

Avant tout traitement économétrique, il convient de s'assurer de la stationnarité des variables retenues car la stationnarité constitue une condition nécessaire pour éviter les relations factices.

Les tests de racine unitaire permettent de mettre en évidence le caractère stationnaire ou non d'une chronique par la détermination d'une tendance déterministe ou stochastique.

Chaque fois qu'un coefficient n'est pas significatif, il est éliminé dans l'étape séquentielle suivante.

Pour cela, nous procéderons à un test de stationnarité et un test de cointégration, car les variables étudiées sont une série chronologique.

I . Etude De La Stationnarité Des Variables :

Une série chronologique est stationnaire si elle ne comporte ni tendance, ni saisonnalité, plus généralement, aucun facteur n'évoluant avec le temps.

Ceci étant, nous devons d'abord déterminer l'ordre d'intégration des variables.

On dit qu'une variable est intégrée d'ordre p si sa différence d'ordre p est stationnaire c'est-à-dire que sa différence d'ordre p est d'accroissement nul.

Plusieurs tests permettent de mettre en évidence la stationnarité d'une série. Nous mettrons donc en œuvre deux tests: le test de stationnarité de Dickey-Fuller (ADF) et le test de Phillips-Perron (PP). Contrairement au test ADF qui prend en compte uniquement la présence d'auto corrélations dans les séries, le test de PP considère en plus de l'hypothèse de présence d'auto corrélations, une dimension d'hétéroscédasticité dans les séries. ²⁹

1.1. Tests d'intégration et stationnarité des séries

La stationnarité renvoie au caractère infiniment persistant des séries à la suite d'aléa. Cette propriété est souhaitée dans le cadre des estimations sur les données temporelles car elle évite les risques de régressions fallacieuses (spurious regressions). Il existe une grande variété de tests de stationnarité des variables.

Ces tests comportent tous des biais, ce qui conduit à penser que la détermination de l'ordre d'intégration des variables ne saurait être probante à partir d'un seul test de racines unitaires. C'est pourquoi et compte tenu de l'importance pour la spécification du modèle du caractère stationnaire et de la présence éventuelle d'une tendance déterministe dans les

²⁹ R. Bourbonnais (2011). « Econométrie : Manuel et exercices corrigés. ». Ed Dunod. P 49

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

séries, nous pouvons recourir à différents tests de stationnarité : le test usuel de racine unitaire de Dickey-Fuller (ADF), le test de Phillips-Perron (PP), le test de Kwiatkowski, Phillips, Schmidt et Shin (KPSS).

Dans notre étude, nous utilisons les deux premiers tests : Dickey-Fuller (ADF) et Phillips-Perron (PP).

1.1.1. Tests de racine unitaire :

Avant tout traitement économétrique, il convient de s'assurer de la stationnarité des variables afin d'éviter les problèmes de régressions fallacieuses.³⁰

A cette fin, nous allons appliquer Dans notre étude les tests de Dickey Fuller augmenté (ADF,1981) et Phillips-Perron (PP, 1988) sur les mêmes séries en logarithme.

1.1.1.1. Test de Augmented Dickey-Fuller (ADF)

Le test ADF est un test paramétrique qui repose sur l'estimation d'un processus autorégressif. Le modèle général ADF s'écrit comme suit:

$$\Delta x_t = \lambda + \delta t + \alpha x_{t-1} + \sum_{j=1}^p \gamma_j \Delta x_{t-j} + \varepsilon_t,$$

Où :

À est la constante, t la mesure la tendance et p le nombre de retards optimal qui permet de blanchir le terme d'erreur.

- ❖ Le test de racine unitaire, nous aide à déterminer le degré de stationnarité (ordre d'intégration) des variables et à tester la significativité du coefficient Yt-1 des trois modèles suivants:³¹

$$\Delta Y_t = \rho Y_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta Y_{t-j+1} + \varepsilon_t \quad (1)$$

$$\Delta Y_t = \rho_0 + \rho Y_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta Y_{t-j+1} + \varepsilon_t \quad (2)$$

$$\Delta Y_t = \rho_0 + \rho_1 t + \rho Y_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta Y_{t-j+1} + \varepsilon_t \quad (3)$$

Par exemple pour les (IDE) :

- **Modèle 1 :** $\Delta IDE_t = \rho IDE_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta IDE_{t-j+1} + \varepsilon_t$
- **Modèle 2 :** $\Delta IDE_t = \rho IDE_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta IDE_{t-j+1} + c + \varepsilon_t$

³⁰ Eric Dor,(2005). « Econométrie », Pearson Education , p 162.

³¹ Régis Bourbonnais (2004), Econométrie, Dunod, p 234.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

$$\text{Modèle 3 : } \Delta IDE_t = \rho IDE_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta IDE_{t-j+1} + c + dt + \varepsilon_t$$

En fait, **Dickey et Fuller (1981)** considèrent trois modèles de base:

- modèle sans constante ni tendance déterministe
- modèle avec constante sans tendance déterministe,
- modèle avec constante et tendance déterministe.

À partir de ces équations, on teste l'hypothèse nulle de racine unitaire contre l'hypothèse alternative d'absence de racine unitaire.

L'application du test ADF nécessite la sélection du nombre **p** de retards.

❖ Les hypothèses du test de Dickey Fuller Augmenté sont :

$$\mathbf{H_0 : } \rho = (\Phi - 1) (1 - \theta_1 - \dots - \theta_{p-1}) = 0 \iff \Phi = 1$$

(Racine Unitaire (non stationnaire))

- **H1 : $|\phi| < 1$** ((non Racine Unitaire (stationnaire))
- **ADF**: Test de Dickey Fuller Augmenté
- **CV** : Critical Value (Valeur Critique)
- ✓ Si la valeur de **ADF** est inférieure à la valeur critique **CV** (ou si **PROB** est inférieur à 5%), alors on accepte l'hypothèse **H1 : la série X est stationnaire.**
- ✓ Si la valeur de **ADF** est supérieure ou égale à la valeur de **CV** (ou si **PROB** est supérieur ou égale à 5%), alors on accepte l'hypothèse **H0 : la série X est non stationnaire**

1.1.1.2. Test de Phillips-Perron :

Le test de Dickey-Fuller souffre d'un certain nombre de problèmes. Le test de Phillips et Perron est construit sur une correction non paramétrique des statistiques de DF pour prendre en compte des erreurs hétéroscédastiques selon quatre étapes :³²

- 1) Estimation par les moindres carrés ordinaires des trois modèles de bas des test DF et calcul des statistiques associés.
- 2) Estimation de la variance dite de court terme :

$$\hat{\sigma}^2 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n e_i^2$$

- 3) Estimation d'un facteur correctif s_t^2 (variance de long terme) établi à partir de la structure des covariances des résidus des modèles précédemment estimés de telle

³² Régis Bourbonnais (2004). «Econométrie ». op cit, p 234.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

sorte que les transformations réalisées conduisent à des distributions identiques à celles de DF ainsi :

$$s_i^2 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n e_i^2 + 2 \sum_{i=1}^l \left(1 - \frac{i}{l+1}\right) \frac{1}{n} \sum_{i=i+1}^n e_i e_{i-i}$$

4) Calcul de la statistique de PP :

$$t_{\hat{\phi}_1}^* = \sqrt{k} \times \frac{(\hat{\phi}_1 - 1)}{\hat{\sigma}_{\hat{\phi}_1}} + \frac{n(k-1)\hat{\sigma}_{\hat{\phi}_1}}{\sqrt{k}}$$

➤ Voici les tests d'ADF effectués sur les variables du modèle au seuil de 5% ainsi que ceux de PP représentés dans le tableau suivant :

Tableau n° (2.4.) : Résultats des tests de stationnarité des variables test de stationnarité (Au seuil de 5%) Stationnarité Dickey-Fuller (ADF) et Phillips-Perron

Variable		Dickey-Fuller (ADF)		Phillips-Perron		Stationnarité	
		Valeur Critique	Valeur des statistiques	Valeur Critique	Valeur des statistiques	Ordre d'intégration	OUI/ NON
PIB	niveau	-3.603202***	-1.882442	-3.603202***	-1.985241	I(0)	NON
	1 ^{ère} différence	-3.442199**	-3.611668	-3.332199**	-3.615213	I(1)	OUI
IDE	niveau	-3.603202***	-3.297204	-3.986225***	-3.148962	I(0)	NON
	1 ^{ère} différence	-3.622033**	-5.069306	-3.612199**	-12.96810	I(1)	OUI
OPEN	niveau	-2.991878***	-2.746445	-4.603202***	-3.253906	I(0)	NON
	1 ^{ère} différence	-3.622033**	-5.648414	-3.612199**	-15.96823	I(1)	OUI
OIL	niveau	-3.603202***	-1.938696	-3.603202***	-2.032053	I(0)	NON
	1 ^{ère} différence	-3.542199**	-3.618828	-3.452199**	-3.614256	I(1)	OUI
STAB	niveau	-3.603202***	-1.684986	-3.603202***	-1.753611	I(0)	NON
	1 ^{ère} différence	-3.612199**	-4.839304	-3.612199**	-4.839168	I(1)	OUI

(***), (**), (*): Stationnarité des variables aux niveaux de significations 1%, 5%, et 10%.

Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

L'analyse de la stationnarité des variables, en utilisant le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) et de Phillips-Perron (PP), Les valeurs de la statistique ADF obtenues pour les variables en **niveau** sont toutes supérieures à la valeur critique au seuil critique de 5%. On ne rejette donc pas l'hypothèse nulle de l'existence de racine unitaire pour toutes les variables. Elles ne sont pas stationnaires en niveau.

▪ En outre, les statistiques ADF calculées sur les variables prises en **différence Première** sont toutes inférieures à la valeur critique au seuil de 5%. Nous pouvons donc conclure que les séries sont toutes intégrées d'ordre **1 (ou I(1))**, ce qui implique que l'hypothèse **H0** est rejetée. En effet, la valeur estimée de la statistique ADF est inférieure à la valeur critique au seuil de **5%** ou encore la valeur de **Prob (0,0000)** est inférieure à 5%. D'un autre côté, toutes les variables ont le même ordre d'intégration, ce qui justifie l'utilisation du test de cointégration.

L'analyse de l'ordre d'intégration des variables justifie la présence d'une relation de long terme qui relate une tendance stochastique commune.³³ Celle-ci sera testée par l'approche de **Johansen**

1.1.2 .Le test de la cointegration :

1.1.2.1. Comment détecte-t-on une relation de cointégration?

Deux approches sont utilisées: le test à deux étapes de **Engle et Granger (1987)** et les **tests de Johansen (1988)**. La première approche convient à un modèle où il existe une seule relation de cointégration. La seconde est plus générale.

- La cointégration permet de spécifier les relations stables à long terme tout en analysant la dynamique à court terme entre les variables. Il y a de la cointégration lorsque la combinaison linéaire des séries intégrées d'ordre un, **1(1), est 1(0)**.

Dans la littérature, diverses approches sont utilisées afin de déterminer le nombre de relations de cointégration, entre autre, l'approche Engle-Granger (1987) et celle de Johansen (1991).

- La première se fonde sur les tests de racine unitaire de Dickey-Fuller et la seconde est basée sur deux statistiques: le test de la trace et le test de la valeur propre (eigenvalue).

³³ Régis Bourbonnais (2004). « Econométrie », op cit, p 279.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

- L'approche de Engle-Granger permet d'obtenir qu'une seule relation de cointégration alors que celle de Johansen permet de distinguer plusieurs vecteurs de cointégration.
- Dans le cadre de ce travail, il existerait au plusieurs relation de cointégration. Nous allons ainsi adopter l'approche de **Johansen**.

1.1.2.2. Le test de la cointégration (JOHANSEN) :

En 1991 et 1995, **Johansen** a proposé une approche multi-variée fondée sur la méthode du maximum de vraisemblance. Elle sert à vérifier la cointégration des séries par un test de rang de cointégration.

Le test d'hypothèse est le suivant :

- **H0** : Non cointégration (rang de cointégration vaut Zéro)
- **H1** : Cointégration (rang de cointégration supérieur ou égale à 1)
- **LR** : likelihood Ratio (Rapport de vraisemblance)
- **CV** : Critical Value (valeur critique)

L'Hypothèse de cointégration est acceptée si **LR** est supérieur à **CV**. Elle est rejetée dans le cas contraire.

Le test de cointégration de Johansen est considéré comme un outil de vérification de l'existence d'une relation de cointégration entre les variables intégrées³⁴

Le test de cointégration de Johansen utilise deux statistiques pour déterminer le nombre de vecteurs de cointégration **r** :

- Test de la trace pour l'hypothèse d'existence d'au plus r vecteurs de cointégration donné par :

$$trace = -T \sum_{i=r+1}^p \ln(1 - \hat{\lambda}_i)$$

- Test de la valeur propre maximale pour l'hypothèse d'existence d'exactly r vecteurs de cointégration :

$$\lambda_{max} = T \ln (1 - \hat{\lambda}_{r+1})$$

³⁴ Eric.Dor (2004) , « Econométrie, » Pearson Education: france, p 204.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

C'est sur la base des valeurs critiques au seuil de **5% et 1%** qu'on accepte ou on rejette **H0**.

- Si la statistique **LR** est supérieure aux valeurs critiques données au seuil de 5% et 1% on rejette **H0** et on accepte **H1** et on dit qu'il y a au moins une relation de cointégration entre les séries étudiées.

H0 : absence de relations cointégrantes entre les séries.

H1 : présence d'au moins une relation de cointégration entre les séries.

- Si on accepte **H0** c'est-à-dire absence de cointégration on estime un modèle VAR (Vector Auto Regressif).
- Si les séries sont cointégrées alors on rejette **H0** et on accepte **H1** et on dit qu'il y a au moins une relation de cointégration entre les séries étudiées on estime un modèle VECM³⁵

Nous allons essayer dans cette partie de chercher une estimation de notre modèle en utilisant la méthode de Johansen. Cette méthode nous conduits à déterminer le nombre de relation de cointégration. Toutes les séries sont intégrées d'ordre **1**, il y a donc un risque de cointégration, c'est ce qu'on va essayer de vérifier avec le test de la trace de Johansen en tenant compte d'une tendance déterministe :

Test : **H0 : La Trace Johansen > la valeur critique OU bien la probabilité < 0.05** alors on rejette l'hypothèse nulle **H0**

D'après le tableau ci-dessous nous remarquons que :

- **None : 145.1484 > 69.81889 (prob 0.0000 < 0.05)** l'hypothèse nulle **H0** a été rejetée
- **At most 1 : 81.40679 > 47.85613 (prob 0.0000 < 0.05)** l'hypothèse nulle **H0** a été rejetée
- **At most 2 : 41.86751 > 29.79707 (prob 0.0013 < 0.05)** l'hypothèse nulle **H0** a été rejetée
- **At most 3 : 9.350721 < 15.49471 (prob 0.3339 > 0.05)** l'hypothèse nulle **H0** a été acceptée

Tableaux n° (2.5) : Résultat de test de Cointégration. « Trace »

DATE: 02/12/17 TIME: 19:20
SAMPLE (ADJUSTED): 1990 2015

³⁵ C.Heij ; P. de Boer ; P.H.Franses ; T.Kloek ; H.K.Van Dijk .(2004) « Econometrics Methods with Applications in Business and Economics. ». Ed. Oxford University. p.674.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

INCLUDED OBSERVATIONS: 26 AFTER ADJUSTMENTS				
TREND ASSUMPTION: LINEAR DETERMINISTIC TREND				
SERIES: PIB IDE OPEN STAB OIL				
LAGS INTERVAL (IN FIRST DIFFERENCES): 1 TO 1				
UNRESTRICTED COINTEGRATION RANK TEST (TRACE)				
Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.951941	145.1484	69.81889	0.0000
At most 1 *	0.847840	81.40679	47.85613	0.0000
At most 2 *	0.787416	41.86751	29.79707	0.0013
At most 3	0.337000	9.350721	15.49471	0.3339
At most 4	0.033710	0.720122	3.841466	0.3961
TRACE TEST INDICATES 3 COINTEGRATING EQN(S) AT THE 0.05 LEVEL				
* DE NOTES REJECTION OF THE HYPOTHESIS IS AT THE 0.05 LEVEL				
**MACKINNON-HAUG-MICHELIS (1999) P-VALUES				

Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.

Les résultats du test de la **trace** nous montrent que les variables **PIB ,IDE,OPEN,STAB et OIL** sont cointégrées au seuil de **5%**. L'hypothèse nulle d'absence de cointégration est rejetée du fait que le test de la trace indique trois (3) équations de cointégration pour l'Algérie, ce qui peut être interprété par l'existence d'une relation de long terme entre quelques variables de l'étude.

Tableaux n°(2.6) : Résultat de test de Cointégration. « Maximum Eigenvalue»

UNRESTRICTED COINTEGRATION RANK TEST (MAXIMUM EIGENVALUE)				
Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Max-Eigen Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.951941	63.74164	33.87687	0.0000
At most 1 *	0.847840	39.53928	27.58434	0.0009
At most 2 *	0.787416	32.51679	21.13162	0.0008
At most 3	0.337000	8.630599	14.26460	0.3182
At most 4	0.033710	0.720122	3.841466	0.3961
MAX-EIGENVALUE TEST INDICATES 3 COINTEGRATING EQN(S) AT THE 0.05 LEVEL				

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

* DENOTES REJECTION OF THE HYPOTHESIS AT THE 0.05 LEVEL

**MACKINNON-HAUG-MICHELIS (1999) P-VALUES

Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EViews.

De même par les résultats de test de Cointégration. « **Maximum Eigenvalue** » ,

- **None** : 63.74164 > 33.87687 (prob 0.0000 < 0.05) l'hypothèse nulle **H0** a été rejetée
- **At most 1** : 39.53928 > 27.58434 (prob 0.0009 < 0.05) l'hypothèse nulle **H0** a été rejetée
- **At most 2** : 32.51679 > 21.13162 (prob 0.0008 < 0.05) l'hypothèse nulle **H0** a été rejetée
- **At most 3** : 8.630599 < 14.26460 (prob 0.3182 > 0.05) l'hypothèse nulle **H0** a été acceptée

Il existe une relation de cointégration entre les cinq séries. L'existence de la cointégration entre les variables, nous a permis donc de procéder à la recherche de « 3 » relations de cointégration. Cependant, l'objectif de l'étude n'étant pas d'explorer le nombre de relations de cointégration entre les variables, nous nous intéresserons particulièrement au vecteur unique de cointégration qui prend en compte la variable endogène. On adoptera alors le modèle VECM.

2. La causalité de Granger :

Pour Granger (1969) si une série **Y_t** contient, à travers ses valeurs passées, une information qui améliore la prédiction d'une autre série **X_t** et si cette information n'est contenue dans aucune autre série utilisée pour calculer le prédicteur, alors on dit que **Y_t** cause **X_t** ». ³⁶

La notion de cointégration postule que si deux variables, **X** et **Y**, sont intégrées d'ordre un (**I(1)**), et s'il existe une combinaison linéaire de ces variables qui est stationnaire **I(0)**, alors on peut conclure que, **X** et **Y**, sont cointégrés d'ordre (**1,1**).

L'analyse de la cointégration permet d'identifier clairement la relation véritable entre deux variables en recherchant l'existence d'un vecteur de cointégration et en éliminant son effet, le cas échéant. ³⁷

³⁶ C.W.J.Granger. (1986) .« Developments in the Study of Cointegrated Economic Variables » Oxford Bulletin of Economics and Statistics, ; P.213-228.

³⁷ R. Bourbonnais. (2011). « Econométrie : Manuel et exercices corrigés. ». Ed Dunod.P65

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Selon Granger il faut :

- *Tester l'ordre d'intégration des variables* : une des conditions nécessaire pour qu'il y ait cointégration étant que les deux séries doivent être intégrées de même ordre. Ces tests reposent sur l'utilisation des tests de Dickey & Fuller. On cherche alors **d** tel que :
 $X_t \sim I(d)$ et $Y_t \sim I(d)$.
- *Estimer la relation de long-terme*, est on peut tester la cointégration en estimant le modèle à correction d'erreur associé.

Granger a introduit le concept de non causalité en 1969 dans le but de rendre optimale la prévision réalisée au niveau des variables.

Les hypothèses du test de causalité se présentent ainsi :³⁸

- **PROB** est la probabilité critique (probabilité d'acceptation).
- L'hypothèse nulle (non causalité) est acceptée dès que (PROB) est supérieure à **5%**.

Les résultats de test de causalité de granger basé sur le modèle VECM présenté dans le tableau suivant :

Tableau n° (2.7) : Résultats du test de causalité de Granger.

PAIRWISE GRANGER CAUSALITY TESTS				
DATE: 02/27/17 TIME: 15:26				
SAMPLE: 1990 2015				
LAGS: 3				
Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob	Résultat
OPEN does not Granger Cause PIB	23	1.55386	0.2394	Does not cause
PIB does not Granger Cause OPEN	23	0.37788	0.7702	Does not cause
OIL does not Granger Cause PIB	23	4.00723	0.0264	Cause
PIB does not Granger Cause OIL	23	3.72011	0.0334	Cause
IDE does not Granger Cause PIB	23	0.37916	0.7693	Does not cause
PIB does not Granger Cause IDE	23	0.11973	0.9472	Does not cause
STAB does not Granger Cause PIB	23	1.07365	0.3882	Does not cause
PIB does not Granger Cause STAB	23	0.07406	0.9731	Does not cause

³⁸ Régis Bourbonnais(2004), «Econométrie ». Op cit, p 274

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

OIL does not Granger Cause OPEN	23	0.37167	0.7745	Does not cause
OPEN does not Granger Cause OIL	23	1.59627	0.2295	Does not cause
IDE does not Granger Cause OPEN	23	0.43297	0.7323	Does not cause
OPEN does not Granger Cause IDE	23	3.56860	0.0378	Cause
STAB does not Granger Cause OPEN	23	0.68321	0.5752	Does not cause
OPEN does not Granger Cause STAB	23	1.40274	0.2784	Does not cause
IDE does not Granger Cause OIL	23	0.39019	0.7617	Does not cause
OIL does not Granger Cause IDE	23	0.13863	0.9354	Does not cause
STAB does not Granger Cause OIL	23	1.14087	0.3626	Does not cause
OIL does not Granger Cause STAB	23	0.08161	0.9691	Does not cause
STAB does not Granger Cause IDE	23	0.12279	0.9453	Does not cause
IDE does not Granger Cause STAB	23	57.6364	9.E-09	Does not cause

Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.

- ❖ D'après ce tableau, 10 hypothèses ont été testées simultanément, à savoir la causalité entre les cinq variables prises deux à deux. On a ainsi testé l'hypothèse de connaître si le degré d'ouverture économique cause les entrées des flux des investissements directs étrangers et vice versa.

Nous constatons qu'au seuil de 5%, le test de causalité de Granger laisse présager des liens de causalité comme suit :

- Une causalité bidirectionnelle de prix de pétrole OIL et la croissance économique PIB selon la causalité de Granger qui explique la nature de l'économie algérienne qui est une économie rentière basée sur l'exportation des hydrocarbures
- Une causalité unidirectionnelle de l'ouverture économique OPEN vers les investissements directs étrangers selon la causalité de Granger.

3. La méthode d'estimation :

Pour mieux choisir la méthode qui conduit aux meilleurs résultats, le processus d'estimation varie en fonction de la stationnarité et du degré d'intégration des variables. Afin de choisir la spécification appropriée (VAR, ECM ou VECM), on procède par étape :

- ✓ Si les variables sont stationnaires en niveau, on procède à l'estimation d'un VAR en niveau

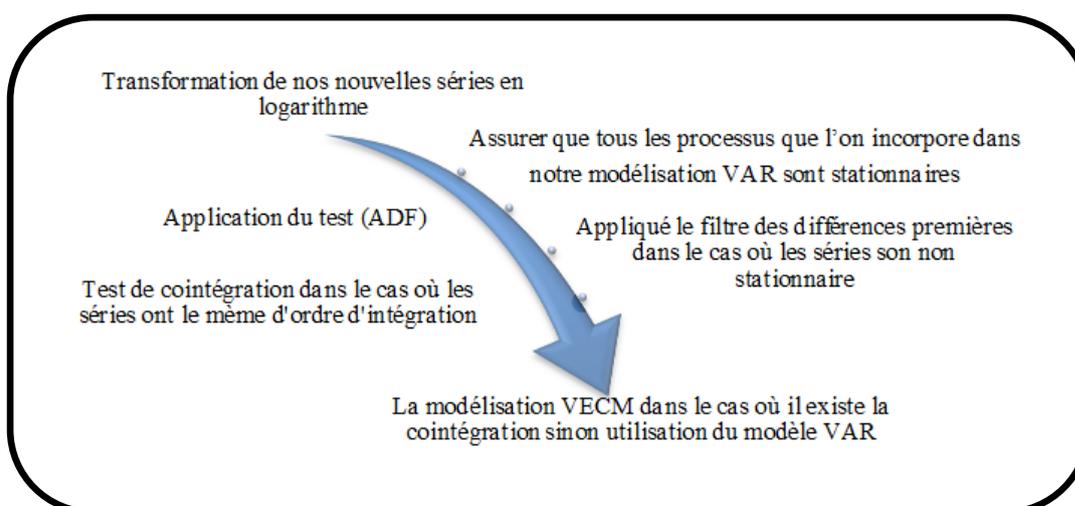
Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

- ✓ Si les variables sont stationnaires en première différence et qu'il existe de relation de cointégration entre ces dernières, on procède à l'estimation d'un VAR à correction d'erreur ou vector error correction model (VECM)
- ✓ Si les variables sont stationnaires en différence première et qu'il n'existe pas de relation de cointégration, on estime un VAR en différence première
- ✓ Si les variables sont stationnaires en différents ordres d'intégration, on procède à l'estimation d'un VAR en harmonisant (c'est-à-dire en ramenant à un même ordre d'intégration) ces différences d'ordre d'intégration

Dans notre étude, le modèle économétrique à estimer permet de tester l'impact des IDE sur la croissance économique, en utilisant une approche empirique basée sur l'utilisation d'un modèle VECM.

Les étapes de notre modèle économétrique peuvent être représentées selon le schéma suivant:

Figure n° (2.1): Les étapes de la modélisation VAR ou VECM



Source : Brahim BOUYACOUB, Sabiha TOUAMI(2016). « La politique économique et la croissance en Algérie: Analyse économétrique 2000-2014 » Revue algérienne de développement économique N °04/Juin2016.p21

3.1. L'approche des modèles vectoriels à correction d'erreur (VECM) :

3.1.1. Un VECM: de quoi s'agit-il :

Les modèles VAR font l'hypothèse que les séries sont stationnaires. En général, les séries macroéconomiques et financières sont non stationnaires. Les différencier suffisamment permet de les stationnarités. Cette opération comporte, cependant, des limites en particulier si les variables partagent une ou plusieurs relations stables à long terme. Dans ce cas, une

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

classe particulière de modèles est utilisée: les modèles vectoriels à correction d'erreurs (VECM).³⁹

3.1.2. Formulation économétrique d'un modèle VECM

Contrairement au modèle VAR, un VECM intègre, en plus les relations de court terme entre les variables, une relation de long terme. La différence avec le VAR se trouve dans l'introduction d'un terme supplémentaire pour capter la relation de long terme.

Les séries doivent être non stationnaires d'ordre un. Leur combinaison linéaire, en revanche, doit être stationnaire.

À titre d'exemple, nous reproduisons un VECM à deux variables X_t et Y_t comme suit. Nous supposons les deux variables intégrées d'ordre un et cointégrées.

$$\begin{aligned}\Delta x_t &= \lambda_1 z_{t-1} + \sum_i \alpha_i \Delta x_{t-i} + \sum_j \beta_j \Delta y_{t-j} + \varepsilon_{x_t} \\ \Delta y_t &= \lambda_2 z_{t-1} + \sum_i \alpha'_i \Delta x_{t-i} + \sum_j \beta'_j \Delta y_{t-j} + \varepsilon_{y_t}\end{aligned}$$

Les termes ε_t sont deux bruits blancs. Z_{t-1} est le résidu de la relation de cointégration et représente la variable de long terme. λ est la force de rappel vers la cible de long terme.

3.2. Estimation du modèle VECM :

Il est possible d'estimer un modèle à correction d'erreur vectoriel VECM. Dans la mesure où nous avons cinq variables.

Les résultats de l'estimation du VECM sur les Cinq séries sont représentées dans le tableau d'estimation du VECM .

Nous remarquons dans le tableau que nous avons normalisé le coefficient d'PIB Dans la relation de long terme c'est-à-dire que nous avons choisi l'PIB comme variable endogène que nous cherchons à expliquer en fonction des variables IDE, OPEN, OIL, STAB dans la relation de cointégration..

➤ La relation estimée s'écrit comme suit :

$$\begin{aligned}PIB &= +(0.001026)IDE + (0.000573)OPEN - (1.514908)STAB \\ &+ (0.962803)OIL\end{aligned}$$

³⁹ JOSEPH KOKOU. « 2008 ». « PRÉVISION DES PRIX DU LOGEMENT AVEC DES VAR: L'IMPACT DE L'ADDITION DES EFFETS SPATIAUX ». Mémoire Présenté Comme Exigence Partielle De La Maîtrise En Economique. Université Du QUÉBEC À MONTRÉAL.p17

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

❖ *A partir de cette équation , on peut déduire ce qu'il suit :*

- **les IDE** Influence de manière positive le PIB , l'augmentation des IDE d'un taux de 1 % entraîne l'augmentation du PIB d'un taux de 0.001 % et cela peut être expliqué par la production due au IDE , et qui permet d'augmenter le PIB .mais il faut signaler que cette influence est très faible, et ne peut être considérable que sur le long terme. Ce constat est dû à la faible attractivité de l'économie algérienne. Les investissements directs étrangers entrants sont trop faibles et loin des attentes des autorités publiques, et ce malgré les réformes engagées dès le début des années 1990 et malgré les différentes mesures d'incitation prises par les pouvoirs publics pour améliorer le milieu des affaires en Algérie et pour instaurer un climat de confiance assez suffisant pour captiver les investissements directs étrangers. Notre pays n'arrive pas à profiter des avantages offerts ni par sa proximité géographique avec l'Europe ni par ses réserves énergétiques pour attirer davantage de capitaux étrangers, A part le secteur des hydrocarbures et celui des télécommunications, l'Algérie ne semble guère intéresser les investisseurs étrangers. L'Algérie attire principalement des IDE de type spéculatifs, comme les investissements dans l'immobilier, le tourisme, qui sont très peu capitalistique et qui génèrent des profits immédiats et importants. Les obstacles qui caractérisent le système économique algérien retardent le développement économique du pays et empêchent la valorisation effective de son potentiel d'investissement. En effet, malgré le rétablissement des équilibres macroéconomiques, la croissance économique demeure modeste par rapport aux dynamiques démographiques et au taux de chômage .L'Algérie a plus que jamais besoin d'IDE, mais de ceux qui apportent le savoir faire technologique et non de ceux qui lorgnent seulement sur les réserves de changes de notre pays. Alors pour séduire des investisseurs, surtout à s'installer ici, il faut avoir des productions hors hydrocarbures, avoir un PIB élevé, et une économie de marché, c'est le développement, et la modernisation de tous les secteurs, au niveau des technologies modernes, qu'il faut assurer, pour pouvoir réussir.
- **L'existence d'une relation positive entre le PIB et l'OPEN**, l'augmentation de l'OPEN d'un taux de 1 % entraîne l'augmentation du PIB d'un taux de 0.0005 % qui reste un taux faible et qui peut être expliqué par le degré d'ouverture économique de l'Algérie. L'ouverture économique augmente la productivité des

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

projets d'IDE dans la mesure où elle permet aux entreprises un accès sans contraintes à tous les types d'intrants. Lorsque l'IDE est orienté à l'export, alors une économie ouverte est vraisemblablement plus attractive, car les restrictions au commerce extérieur augmentent les coûts de transaction associés aux exportations (Chakrabarti 2001, Noorbakhsh et al. 2001, Asiedu 2002).et qui influence positivement la croissance économique.

- L'indice de la **stabilité politique** à un impact négatif et statistiquement significatif, l'augmentation de 1% de la variable STAB entraîne une baisse d'un taux de 1.51 % du PIB . Cela est expliqué par une mauvaise image extérieure de l'économie Algérienne et que malgré les quelques efforts fournis par le gouvernement cette image reste la même. Dans ce cadre, il faut signaler que la paix et la sécurité sont des facteurs préalables primordiaux pour la croissance du PIB, et on ne peut pas imaginer des bonnes performances économiques pour un pays en état de guerre, d'instabilité ou d'insécurité. Mais la paix et la sécurité, même si elles sont disponibles, elles ne sont pas suffisantes à elles seules pour engendrer la croissance économique. En effet, un pays sécurisé et dont le climat d'affaire est mauvais, la gouvernance est mise en cause, les problèmes bureaucratiques sont là où on va et la corruption règne presque dans toutes les institutions. Ce pays ne va jamais réaliser des bons résultats sur le plan économique. L'effet de la paix et de la sécurité est indirect. Un pays sécurisé va recevoir des investissements directs étrangers qui vont le redresser économiquement. En Algérie, et même si l'environnement sécuritaire s'est beaucoup amélioré dans la décennie 2000 par rapport à celle de 1990, cette amélioration n'a pas été accompagnée par l'amélioration de l'environnement des affaires et du niveau d'attractivité du pays. Par conséquent, les investissements directs étrangers entrant sont trop faibles et n'ont pas atteint le volume nécessaire pour qu'ils contribuent substantiellement à l'augmentation du PIB.
- Le prix du pétrole influence de façon significative et positive le PIB. l'augmentation de l'OIL d'un taux de 1 % entraîne l'augmentation du PIB d'un taux de 0.96 % ceci reflète que le prix du pétrole en Algérie représente un atout majeur dans sa croissance économique en comparant avec les autres variables (IDE, OPEN, STAB). Les résultats obtenus dans notre régression sont parfaitement compatibles avec la réalité de l'économie algérienne qui est une économie rentière basée sur l'exportation des hydrocarbures. L'Algérie, grand producteur d'hydrocarbures (

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

pétrole et gaz naturel) est le quatorzième exportateur de pétrole au monde et il fournit 20% du gaz naturel de l'Europe. Le pays a tiré parti au cours des dernières années de recettes-hydrocarbures abondantes et croissantes, et dispose des huitièmes plus grandes réserves de gaz prouvées dans le monde. Des opportunités nouvelles apparaissent dans le secteur pétrolier et gazier. La Société nationale des hydrocarbures (Sonatrach) veut investir dans des biens d'équipement et en accroître la performance. L'Etat prévoit des travaux d'infrastructure pour améliorer le réseau routier et augmenter les capacités portuaires. Il existe également des possibilités dans le secteur de la construction, les télécommunications, l'approvisionnement en eau, les soins de santé, l'alimentation et le secteur agricole.

Notre système économique est basé sur un facteur exogène qui est le prix du pétrole, lui-même dépendant d'un ensemble de variables mondiales d'ordre politique, stratégique, climatique, naturelle.....etc. Dans ce cadre, il suffit de rappeler les évènements qu' a connus l'Algérie dans les années 1980 après la chute du prix du pétrole et d'autre part, les effets de la crise financière internationale de 2008 qui s'est vite transformée en crise économique et avait comme effet la récession de l'économie mondiale; Et ici on doit rappeler que le prix du baril de pétrole a chuté de 160 \$ à 60 \$ entre le premier et le deuxième semestre 2008⁴⁰. Ce constat rappelle, encore une fois, l'exigence et le combat de diversification de l'économie que doivent mener les pouvoirs publics.

L'économie algérienne continue à bénéficier de recettes de plus en plus importantes dégagées par le secteur des hydrocarbures. La croissance du PIB réel devrait se poursuivre à un rythme voisin de 5%, sous l'effet conjugué de la production d'hydrocarbures et de l'activité soutenue des secteurs de la construction et des services.

3.3. Validation du modèle VECM :

Le théorème de représentation de Engle et Granger, démontre que les séries non stationnaires, plus particulièrement celles qui possèdent une racine unitaire, doivent être représentées sous forme de modèle à correction d'erreur si elles sont cointégrées, c'est-à-dire s'il existe une combinaison linéaire stationnaire entre elles. Les résultats de

⁴⁰ **BEKIHAL Mohamed (2013).** « Les investissements directs étrangers en Algérie: « Essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990 et 2010 » Thèse de magister en sciences économiques, sous la direction du : Pr. BENBAYER Habib, Université D'ORAN, Algérie.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

l'estimation du modèle à correction d'erreur sont donnés dans le tableau N°(2.8) ci-dessous :

Tableau n°(2.8) : Estimation du modèle vectoriel à correction d'erreur

VECTOR ERROR CORRECTION ESTIMATES
DATE: 02/27/17 TIME: 14:41
SAMPLE (ADJUSTED): 1992 2015
INCLUDED OBSERVATIONS: 24 AFTER ADJUSTMENTS
STANDARD ERRORS IN () & T-STATISTICS IN []

Cointegrating Eq:	CointEq1					
PIB(-1)	1.000000					
OPEN(-1)	-0.001135 (0.00028) [-4.05933]					
OIL(-1)	-0.931490 (0.00827) [-112.695]					
SE(-1)	2.496013 (0.90494) [2.75822]					
IDE(-1)	-0.002429 (0.00020) [-12.0613]					
C	4.639239					

Error Correction:	D(PIB)	D(OPEN)	D(OIL)	D(STAB)	D(IDE)
CointEq1	-0.983058 (1.19022) [-1.66613]	-34.23368 (116.620) [-0.29355]	-1.898301 (1.11638) [-1.70041]	-0.051173 (0.00602) [-8.50172]	304.1293 (69.4146) [4.38135]
D(PIB(-1))	-4.802094 (6.00663) [-0.79947]	213.6062 (588.541) [0.36294]	-4.209341 (5.63398) [-0.74714]	0.071879 (0.03038) [2.36628]	-1127.617 (350.311) [-3.21890]
D(OPEN(-1))	-0.001010 (0.00207) [-0.48752]	-0.609913 (0.20289) [-3.00609]	-0.000982 (0.00194) [-0.50577]	-3.43E-05 (1.0E-05) [-3.28001]	0.594922 (0.12077) [4.92625]
D(OIL(-1))	4.985558 (6.11359) [0.81549]	-211.8188 (599.021) [-0.35361]	4.369753 (5.73430) [0.76204]	-0.071376 (0.03092) [-2.30862]	1138.834 (356.550) [3.19404]
D(SE(-1))	-10.02247 (19.9121) [-0.50333]	-343.0387 (1951.03) [-0.17582]	-10.27181 (18.6768) [-0.54998]	-0.365017 (0.10070) [-3.62487]	891.2501 (1161.29) [0.76746]
D(IDE(-1))	-0.003445 (0.00319) [-1.07841]	-0.148412 (0.31297) [-0.47420]	-0.003312 (0.00300) [-1.10536]	-0.000148 (1.6E-05) [-9.14874]	0.328103 (0.18629) [1.76126]

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

C	2.003398 (3.83081) [0.52297]	223.1077 (375.351) [0.59440]	2.133315 (3.59315) [0.59372]	0.058041 (0.01937) [2.99597]	15.22360 (223.416) [0.06814]
R-squared	0.229453	0.381234	0.229995	0.857249	0.673694
Adj. R-squared	-0.042504	0.162846	-0.041771	0.806866	0.558527
Sum sq. resids	5349.221	51355017	4706.080	0.136803	18194407
S.E. equation	17.73866	1738.069	16.63816	0.089707	1034.533
F-statistic	0.843710	1.745670	0.846298	17.01468	5.849723
Log likelihood	-98.93435	-208.9692	-97.39721	27.95264	-196.5174
Akaike AIC	8.827863	17.99743	8.699767	-1.746053	16.95978
Schwarz SC	9.171462	18.34103	9.043366	-1.402454	17.30338
Mean dependent	1.253750	181.8333	1.387083	0.041667	13.45833
S.D. dependent	17.37328	1899.609	16.30118	0.204124	1557.014
Determinant resid covariance (dof adj.)		3.46E+12			
Determinant resid covariance		6.16E+11			
Log likelihood		-496.0376			
Akaike information criterion		44.66980			
Schwarz criterion		46.63322			

Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.

❖ Ce tableau contient les différents résultats de l'estimation VECM.

Les variables de chaque ligne représentent les variables indépendantes. Chaque variable indépendante renferme trois nombres. Le premier correspond au coefficient de la variable qui y est associée, le second qui est entre parenthèses, l'écart type, le troisième exprime le t de Student. Enfin, les nombres qui représentent un plus grand intérêt sont ceux du terme à correction d'erreurs « **CointEq1** ». Soulignons que leurs paramètres sont tous significatifs. Nous voyons aussi que cette régression finale satisfait à une caractéristique importante : le coefficient $\hat{\pi}$ (appelé force de rappel vers l'équilibre) doit être à la fois significatif, systématiquement négatif et compris entre 0 et 1 en valeur absolue. En effet, l'estimation du modèle VECM permet de constater que la valeur du coefficient de rappel est négative (**- 0.983058**) et significative au seuil de 1 %. Il existe donc bien un rattrapage vers la valeur d'équilibre autrement dit, un mécanisme à correction d'erreur : à long terme, les déséquilibres entre les variables se compensent de sorte que les séries ont des évolutions similaires. Cela signifie que la déviation de l'équilibre se corrige chaque année de **98%**. Avec une vitesse d'ajustement de **1/0.98=1**

Nous devons cependant procéder aux différents tests sur les résidus pour apprécier l'adéquation et la qualité du modèle à correction d'erreur en vue de le valider.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

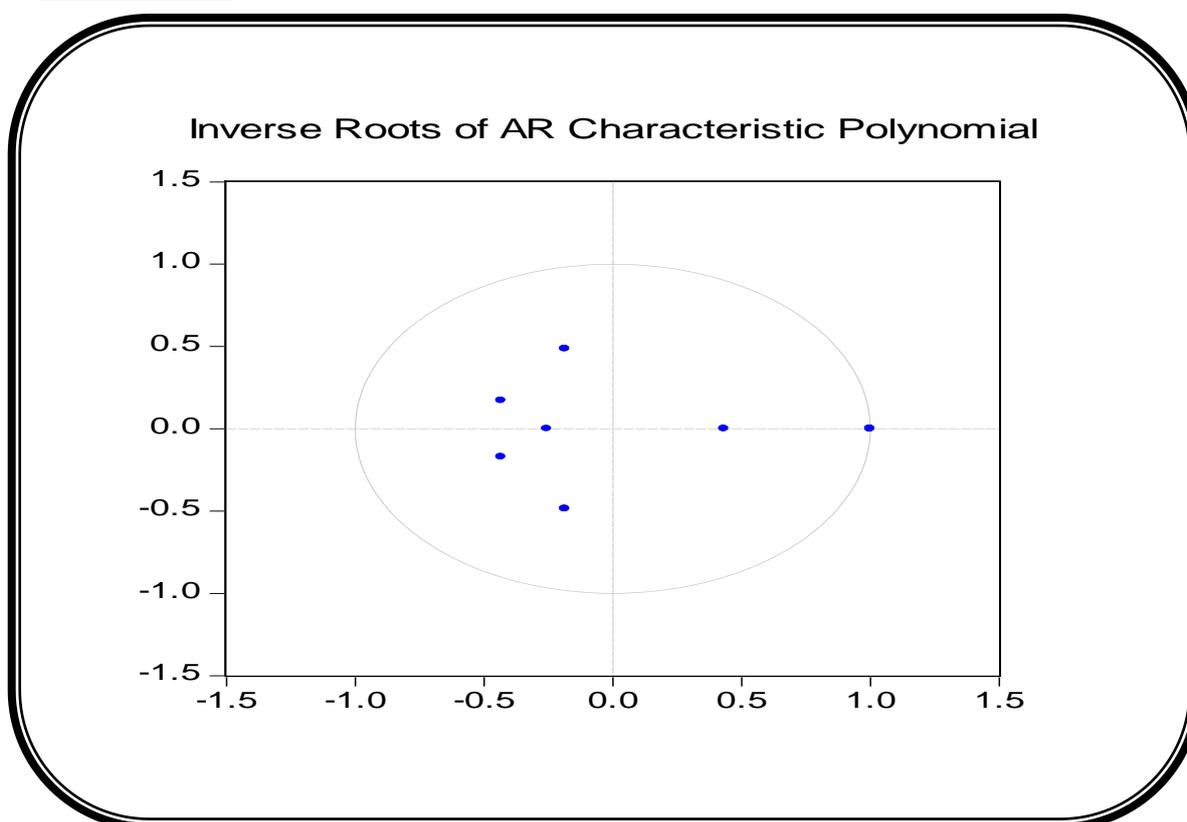
❖ L'équation de modèle VECM :

$$\begin{aligned} D(\text{PIB}) = & (-1.983058)*(\text{PIB}(-1)) - 0.0011348067549*\text{OPEN}(-1) - \\ & 0.931490220459*\text{OIL}(-1) - 0.00242893863438*\text{IDE}(-1) + 2.49601281609*\text{SE}(-1) + \\ & 4.63923870337) + (-4.802094) * D(\text{PIB}(-1)) + (-0.001010) * D(\text{OPEN}(-1)) + \\ & (4.985558)*D(\text{OIL}(-1)) + (-0.003445)*D(\text{IDE}(-1)) + (-10.02247)*D(\text{SE}(-1)) + 2.003398 \end{aligned}$$

3.4. Les tests statistiques pour le modèle (VECM) :

D'après L'inverse de toutes les racines se trouve dans le cercle unité. Les conditions de stationnarité et l'invisibilité sont vérifiées, le modèle VECM(1) est stationnaire il est donc retenu.

Figure n°(2.2) : La stationnarité du modèle VECM



Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.9

II- RESULTAT DE L'ESTIMATION :

Nous allons exposer nos résultats dans ce qui suit :

2.1. Corrélation en série :

❖ Le tableau n° (2.9) montre la corrélation en série comme suit :

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Tableau n°(2.9) : corrélation en série

VEC RESIDUAL SERIAL CORRELATION LM TESTS		
NULL HYPOTHESIS: NO SERIAL CORRELATION AT LAG ORDER H		
DATE: 02/12/17 TIME: 19:44		
SAMPLE: 1990 2015		
INCLUDED OBSERVATIONS: 26		
LAGS	LM-STAT	PROB
1	30.08585	0.2211
2	34.40714	0.0995
3	40.30568	0.0271
4	18.75447	0.8087
5	32.61232	0.1410
6	54.55612	0.0006
PROBS FROM CHI-SQUARE WITH 26 DF.		

Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EViews.

D'après ce tableau le modèle ne souffre pas du problème de la liaison série. Depuis la statistique de test LM est inférieure à la valeur critique, ce qui nous conduit à accepter l'hypothèse nulle donc L'absence de toute forme de l'auto-corrélation du problème des erreurs.

2.2. Test de l'instabilité de la variation :

Nous concluons d'après le tableau ci-dessous que le modèle ne souffre pas du problème de l'instabilité de la variation ce qui nous motive à accepter l'hypothèse nulle Pour l'effet que la stabilité du modèle variance. **PROB (0.4144) > 0.05**

Tableau n°(2.10) : Test de l'instabilité de la variation_

VEC RESIDUAL HETEROSKEDASTICITY TESTS: NO CROSS TERMS (ONLY LEVELS AND SQUARES)					
DATE: 02/12/17 TIME: 19:43					
SAMPLE: 1990- 2015					
INCLUDED OBSERVATIONS: 21					
JOINT TEST:					
Chi-sq	Df	Prob.			
168.2833	165	0.4144			
INDIVIDUAL COMPONENTS:					

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Dependent	R-squared	F(11,9)	Prob	Chi-sq(11)	Prob.
res1*res1	0.351678	0.443817	0.8976	7.385236	0.7671
res2*res2	0.806139	3.402266	0.0382	16.92891	0.1100

Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.

2.3- Fonctions de réaction impulsionnelles et La décomposition de la variance :

Ces « fonctions » proposent des descriptions temporelles de la dynamique d'un système, d'un phénomène. On introduit de façon exogène un choc (une modification unitaire d'une ou des variables explicatives) dans le système ; on étudie ensuite l'ampleur de la déviation introduite dans le système, au cours du temps. Les modèles VAR proposent l'estimation d'une matrice des variance-covariance qui permet d'étudier le phénomène sous l'aspect dynamique : chaque coefficient est l'expression du lien de causalité entre deux variables à une période de temps. *Lütkepohl et Reimers* ont eu l'idée d'utiliser l'information contenue dans cette matrice pour rendre compte des interactions temporelles entre les variables : les « *fonctions de réponse impulsionnelles* »⁴¹

Nous présenterons les fonctions de réponse aux chocs et la décomposition de la variance des erreurs de prévisions. Ces deux instruments nous indiqueront l'importance relative de chaque choc dans l'explication des fluctuations de la croissance économique (PIB) et permettront de mettre en évidence la nature des effets des différents chocs sur les variables. On considère que l'amplitude du choc est égale à deux fois l'écart type et l'on s'intéresse aux effets du choc sur 10 périodes (c'est-à-dire 10 ans). Cet horizon représente le délai nécessaire pour que les variables retrouvent leurs niveaux de long terme.

⁴¹ V.Meuriot . « Intégration économique –cointégration économétrique : un hiatus méthodologique.». http://www.gemdev.org/publications/com_mesure_dev/MEURIOT.pdf.P.12

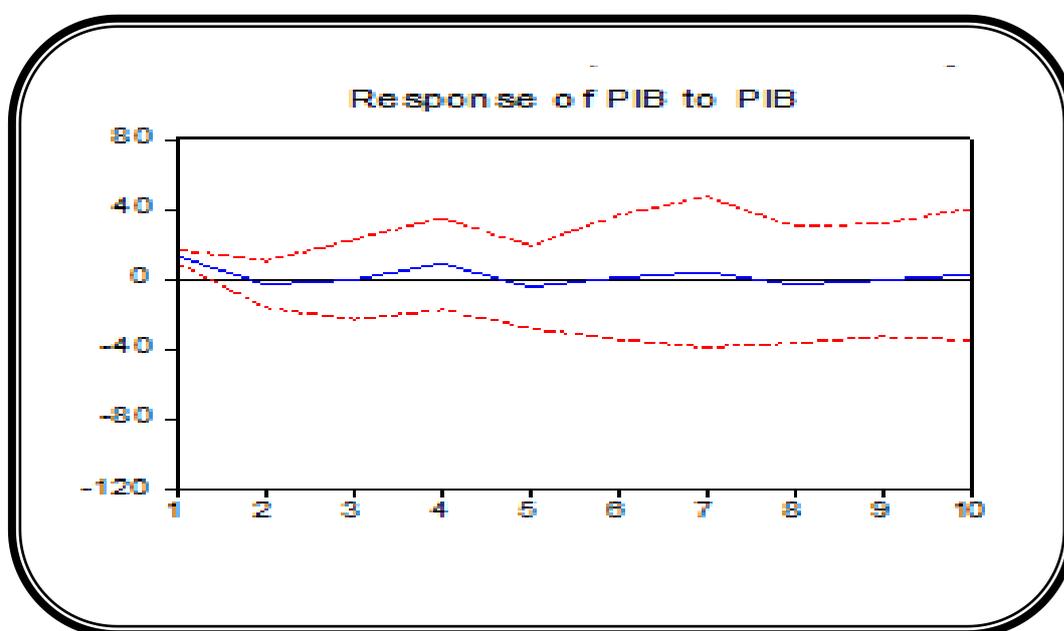
2.3.1. L'analyse des Fonctions de réaction impulsionnelles

2.3.1.1. Réponse du produit intérieur brut au choc « PIB to PIB) :

Tout choc structurel dans le PIB génère un effet positif sur le PIB dans les deux premières périodes. Et ce résultat est significatif.

Dans la 3eme période l'effet est inexistant, puis il redevient positif entre la 3eme et la 5eme période, pour ensuite devenir négatif entre la 5eme et 6eme période, puis redevient encore une fois positif entre la 6eme et 7eme période, et dans le reste des périodes l'effet est inexistant. Et ce résultat n'est pas significatif. (*Figure n°(2.3)*)

Figure n°(2.3) : Réponse du produit intérieur brut au choc « PIB to PIB)



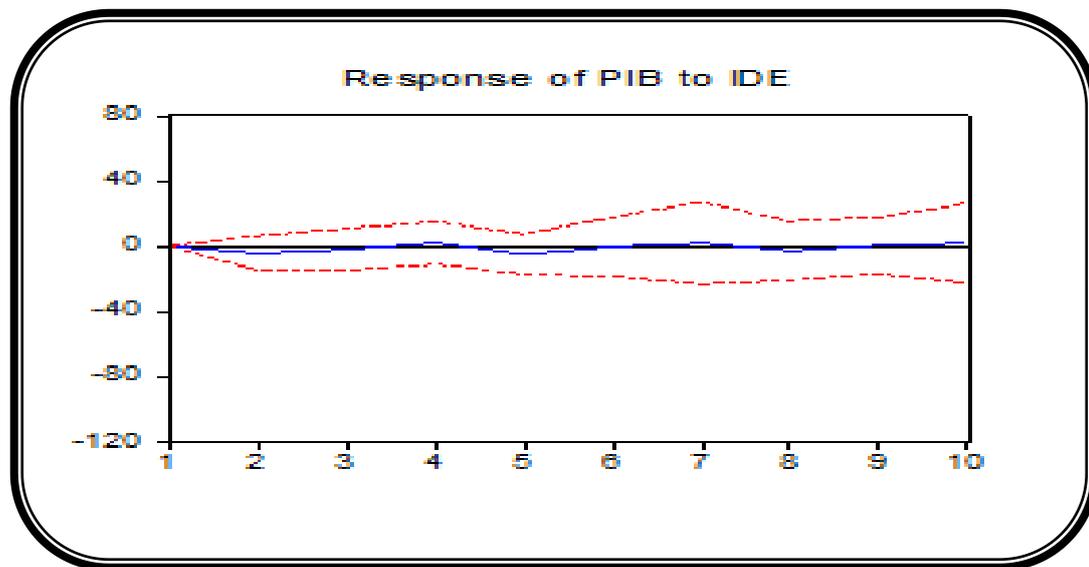
Source : Sorties du logiciel EViews

2.3.1.2. Réponse de l'investissement direct étranger au choc « PIB to IDE)

Tout choc structurel dans l'IDE génère un effet négatif sur le PIB dans les trois premières périodes. Entre la 3eme et la 4eme période l'effet est inexistant, puis il redevient négatif entre la 4eme et la 5eme période, et dans le reste des périodes l'effet est inexistant. Et ce résultat n'est pas significatif. (*Figure n°(2.4)*)

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Figure n°(2.4) : Réponse de l'investissement direct étranger au choc « PIB to IDE »



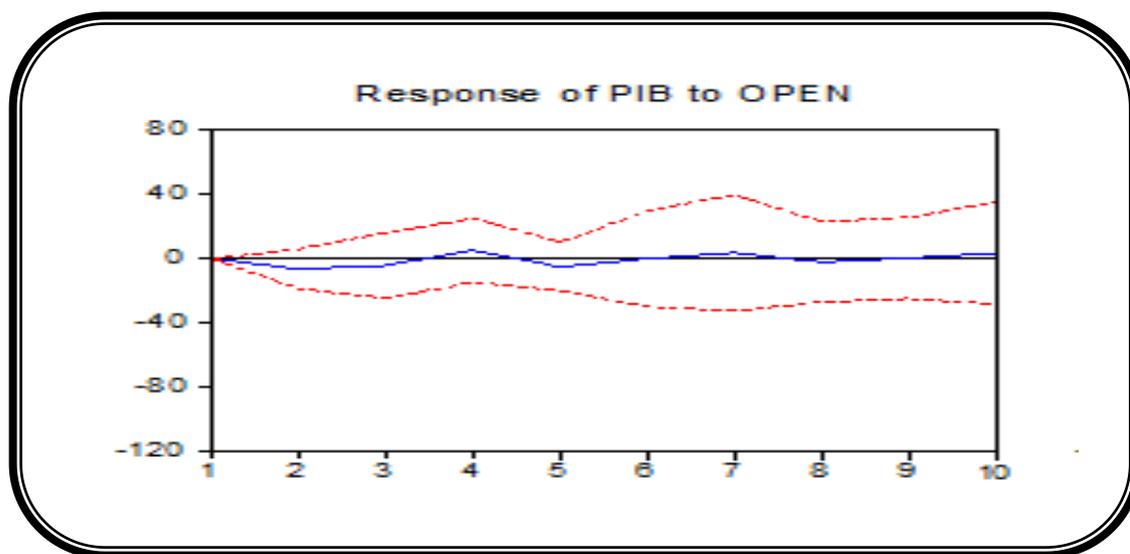
Source : Sorties du logiciel EViews

2.3.1.3 Réponse de l'ouverture économique au choc (PIB to OPEN)

Tout choc structurel dans l'OPEN génère un effet négatif sur le PIB dans les trois premières périodes. Entre la 3ème et la 4ème période l'effet est positif, puis il redevient négatif entre la 4ème et la 6ème période, et entre la 6ème et la 7ème période il redevient encore positif, enfin dans le reste des périodes l'effet est inexistant. Et ce résultat n'est pas significatif.

(Figure n°(2.5))

Figure n°(2.5) : Réponse de l'ouverture économique au choc (PIB to OPEN)



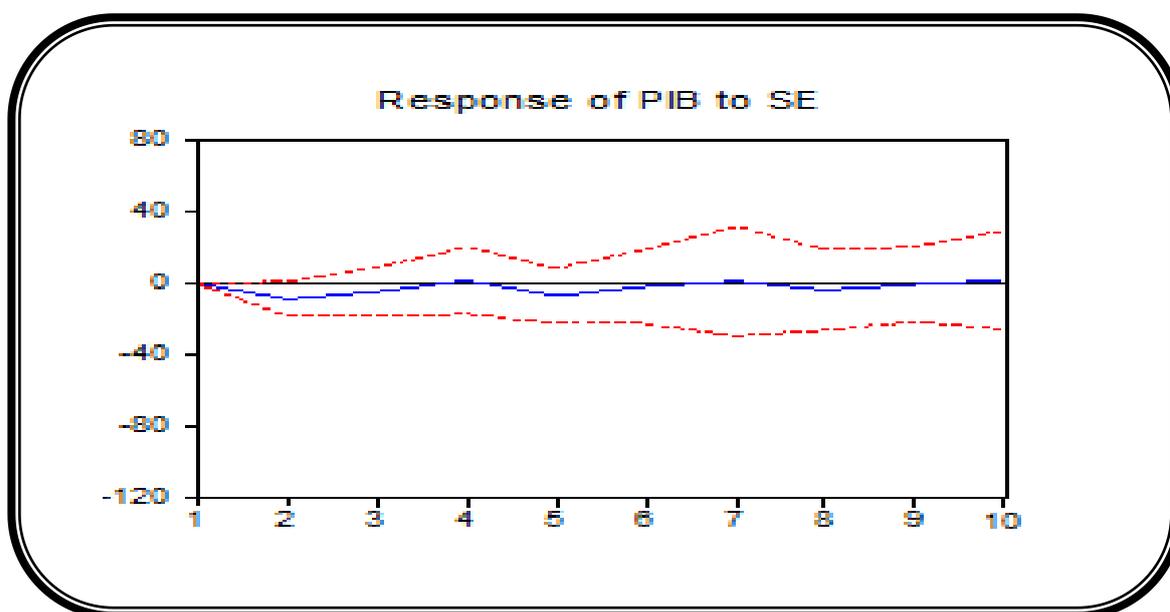
Source : Sorties du logiciel EViews

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

2.3.1.4 Réponse de la stabilité politique au choc (PIB to STAB)

Tout choc structurel dans la STAB génère un effet négatif sur le PIB dans les deux premières périodes. Et ce résultat est significatif. Entre la 2ème et la 4ème période l'effet est négatif. Dans la 4ème période l'effet est inexistant, puis il redevient négatif entre la 4ème et la 6ème période, et dans le reste des périodes l'effet est inexistant. Et ce résultat n'est pas significatif. (*Figure n°(2.6)*)

Figure n°(2.6) : Réponse de la stabilité politique au choc (PIB to STAB)



Source : Sorties du logiciel EVIEWS

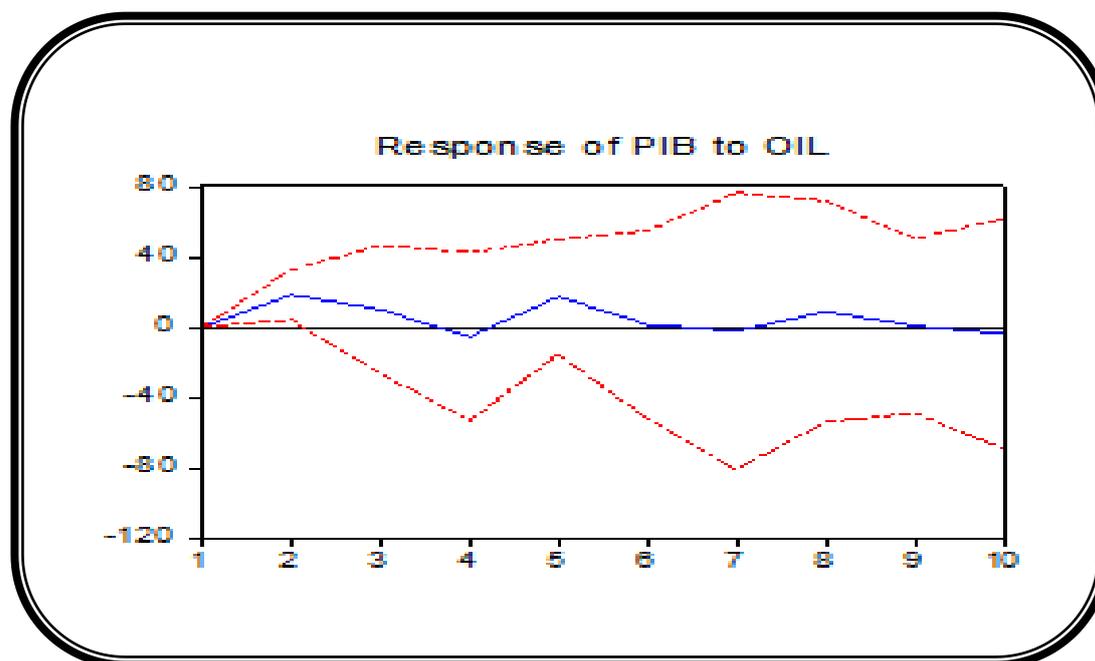
2.3.1.5 Réponse des prix de pétrole (PIB to OIL)

Tout choc structurel dans l'OIL génère un effet positif sur le PIB dans les quatre premières périodes. Et ce résultat est significatif dans les deux premières périodes.

Dans la 4ème période l'effet est négatif, puis il redevient positif entre la 4ème et la 6ème période, pour ensuite devenir inexistant entre la 6ème et la 7ème période, puis redevient encore une fois positif entre la 7ème et la 9ème période, et dans le reste des périodes l'effet est négatif. Et ce résultat n'est pas significatif. (*Figure n°(2.7)*)

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Figure n°(2.7) : Réponse de la disponibilité des ressources (PIB to OIL)



Source : Sorties du logiciel EViews

2.3.2. La décomposition de la variance :

L'étude précédente, basée sur les fonctions de réponses impulsionnelles, peut être complétée par une analyse de la décomposition de la variance de l'erreur de prévision.

Les décompositions de la variance nous indiqueront l'importance relative de chaque choc dans l'explication des fluctuations de la croissance économique.

En ce qui concerne la décomposition de la variance de l'erreur de prévision, le tableau ci-dessous présente la contribution des différents chocs à la variance de l'erreur de prévision.

La décomposition de la variance de l'erreur de prévision permet de déterminer les sources les plus importantes des fluctuations des variables endogènes. En particulier, elle permet de mesurer la part de la variance anticipée de chaque variable endogène, à différents horizons, expliquée par les différents chocs.

Tableau n°(2.11): Résultats de la décomposition de la variance.

Variance Décomposition of PIB						
Période	S.E	PIB	IDE	OPEN	STAB	OIL
1	16.29375	100.0000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000
2	22.06251	59.68419	0.531815	7.316219	0.359650	32.10813
3	22.98700	58.71288	1.999982	8.100565	0.355959	30.83061

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

4	24.28982	55.62460	3.315923	7.265133	1.006684	32.78766
5	25.26983	56.02145	4.458760	7.746938	1.424130	30.34873
6	26.23392	54.03983	7.501769	7.429225	1.878400	29.15077
7	27.21554	51.19652	11.48092	6.920706	2.455141	27.94671
8	29.06329	47.64586	15.86430	8.497280	3.131736	24.86083
9	30.07246	46.06888	18.63769	8.387147	3.660590	23.24570
10	31.10810	44.39161	21.05176	8.629226	3.939756	21.98764

Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.

- On va commencer avec la variable PIB ; on remarque une diminution continue jusqu'à atteindre un taux de variance de 55.62% à la 4^{ème} période, puis augmente à la 5^{ème} période à un taux de 56.02%, puis recommence à diminuer jusqu'à atteindre un taux de 44.39% à la dixième période. Donc le taux de variance des autres variables est de 55.61%. Ainsi la participation la plus élevée dans la variance du PIB est celle de l'OIL avec un taux de 21.98% suivie de près par celle de l'IDE avec un taux de 21.05%, viens en suite l'OPEN avec un taux de 8.62%, et enfin la STAB avec un taux de 3.93%. L'OIL et l'IDE sont donc les variables les plus explicatives des erreurs de prévision.
- L'OIL explique 32.10% des erreurs de prévisions à la 2^{ème} période, 30.83% à la 3^{ème} période, 32.78% à la 4^{ème} période, puis commence à diminuer continuellement jusqu'à atteindre un taux de 21.98% à la dernière période. Et il détient la deuxième place dans l'explication des erreurs de prévision à la dernière période.
- Vient ensuite l'IDE qui explique 0.53% des erreurs de prévision à la 2^{ème} période, et qui augmente jusqu'à 21.05% à la dernière période. Et il détient la troisième position dans l'explication des erreurs de prévision à la dernière période.
- Concernant la variable OPEN, elle explique à la 2^{ème} période 7.31% des erreurs de prévision, il endure une instabilité durant les dix périodes, avec un taux minimal de 6.92% à la 7^{ème} période, et un taux maximal de 8.62% à la dernière période. Et il détient la quatrième position dans l'explication des erreurs de prévision à la dernière période.

Chapitre II : L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance économique En Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

- La dernière variable est la STAB qui explique 0.35% à la 2eme période, puis augmente continuellement jusqu'à atteindre 3.93% à la dernière période. Et il détient la dernière position dans l'explication des erreurs de prévision à la dernière période.

Conclusion

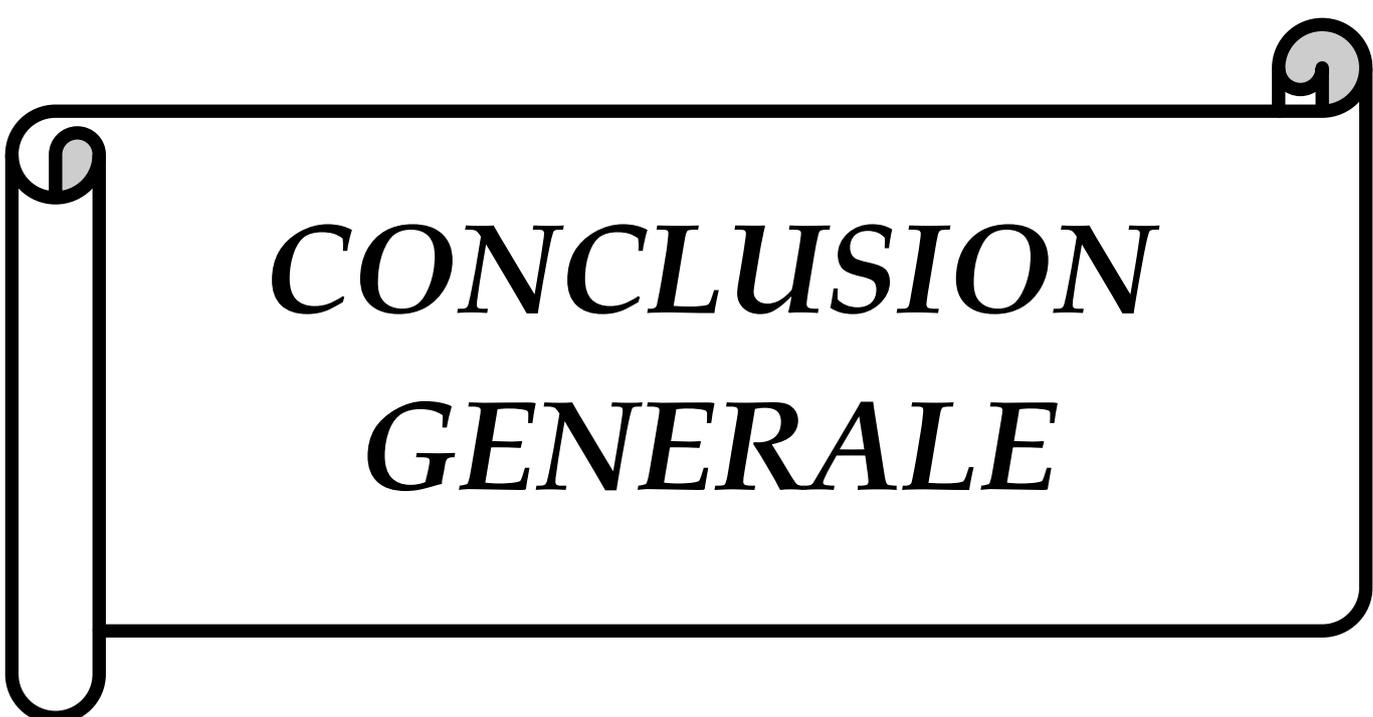
L'analyse de notre étude nous a permis d'étudier l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie durant la période 1990 –2015.

En se basant sur les résultats qui ont été présentés dans ce travail, notre contribution se résume dans les points suivants:

- Les résultats retenus de l'estimation économétrique montrent que toutes les séries (PIB, IDE, OPEN, STAB, OIL) sont stationnaires en différence première.
- Il existe de relation de cointégration entre les variables du modèle empirique.
- L'estimation de notre modèle VECM montre que l'équation de la croissance économique est significative
- L'existence d'une causalité unidirectionnelle des variables exogènes: ouverture économique et les investissements directs étrangers.
- Une causalité bidirectionnelle de prix de pétrole OIL et la croissance économique PIB selon la causalité de Granger, qui explique la nature de l'économie algérienne qui est une économie rentière basée sur l'exportation des hydrocarbures.

À cet égard, les résultats montrent que :

- le prix de pétrole joue un rôle important dans la détermination de la variation de la croissance en Algérie
- la stabilité politique à un impact négatif cela est expliqué par une mauvaise image extérieure de l'économie Algérienne et que malgré les quelques efforts fournis par le gouvernement cette image reste la même
- l'ouverture économique influence positivement la croissance économique mais qui reste un impact faible et qui peut être expliqué par le degré d'ouverture économique de l'Algérie
- l'investissement direct étranger affecte positivement le niveau de la croissance économique à long terme ; il permet, ainsi, d'améliorer la situation économique algérienne. Donc les IDE ont un impact trop faible sur la croissance économique. Ce constat est dû à la faible attractivité de l'économie algérienne.



***CONCLUSION
GENERALE***

❖ Conclusion Générale :

L'investissement direct étranger (IDE) fait partie intégrante d'un système économique international ouvert et efficace et constitue l'un des principaux catalyseurs du développement. Les avantages qu'il procure ne se manifestent cependant pas de manière automatique et se répartissent inégalement entre les pays, les secteurs et les collectivités locales.

Les politiques nationales et le cadre international de l'investissement jouent un rôle déterminant pour attirer des IDE vers un plus grand nombre de pays en développement.

C'est aux pays d'accueil qu'il incombe de mettre en place des conditions générales, transparentes et favorables à l'investissement et de renforcer les capacités humaines et institutionnelles nécessaires pour les exploités.

D'un point de vue théorique, l'IDE semble être un acteur majeur de la croissance et du développement économique. En agissant à travers plusieurs canaux, l'IDE pourrait être d'une grande utilité pour les PED.

Cette thèse a visé deux objectifs principaux. Il s'agit d'une part de définir les principaux facteurs qui influencent de façon directe l'attractivité de l'Algérie c'est-à-dire les déterminants des investissements directs étrangers entrant en Algérie et d'autre part à évaluer et analysé l'effet de ces investissements sur la croissance économique en Algérie.

Dès le début des années 90, le Gouvernement algérien a engagé une série de réformes à la fois structurelles et institutionnelles¹, visant à rétablir et stabiliser les équilibres macroéconomiques et financiers et organiser la libéralisation de l'économie, en commençant par la levée du monopole sur le commerce extérieur. Ces changements ont permis l'émergence et le développement d'un secteur privé, longtemps comprimé ou marginalisé (notamment dans l'agroalimentaire et les services). En revanche, les secteurs manufacturiers et sidérurgiques ont continué à recevoir des subventions importantes dans le cadre d'une politique de restructuration industrielle.

La position géostratégique du pays, la disponibilité en ressources naturelles, la taille du marché potentiel et l'intégration progressive dans l'économie mondiale représentent des atouts majeurs pour les investissements étrangers.

Mais d'un autre côté, l'Algérie souffre d'un déficit d'image et de communication à l'étranger, un déficit caractérisé par une absence de visibilité de la politique nationale

¹ CNUCED, (2004), « Examen De La Politique De L'investissement » -Algérie- Nations Unies Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement .New York Et Genève.

Conclusion Générale

d'investissement, en grande partie liée à l'indisponibilité d'informations qualitatives sur les flux et tendances des IDE par secteur et par pays d'origine, un manque de coordination entre les différents acteurs de l'investissement, une lenteur dans les procédures administratives, un risque financier élevé (faillite de banques privées), une économie informelle grandissante, des difficultés d'accès au foncier industriel et, enfin, des retards considérables en termes d'infrastructures (télécommunications, eau, électricité, aéroports, etc.).

Devant les progrès de nos voisins tunisiens et marocains de ces dernières années, l'Algérie a reculé douloureusement en matière d'attractivité des investissements directs étrangers (IDE). Dans le hit parade des meilleures destinations d'IDE en Afrique pour 2009-2010², on trouve l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie. Ces quatre pays ne cessent de faire des progrès dans de nombreux domaines, particulièrement en matière de la promotion de l'investissement privé national et étranger.

Contrairement à ces champions africains, notre pays n'arrive pas à profiter des avantages offerts ni par sa proximité géographique avec l'Europe ni par ses réserves énergétiques pour attirer davantage de capitaux étrangers. À part le secteur des hydrocarbures et celui des télécommunications, l'Algérie ne semble guère intéresser les investisseurs étrangers.

La croissance économique est considérée comme l'un des phénomènes les plus intéressants de la macroéconomie, parce que tous les pays aspirent un bien-être et que ce dernier n'est pas envisageable sans la croissance.

Les moteurs de la croissance sont des facteurs de production, correspondant à l'ensemble des éléments combinés pour obtenir de la production. Les principaux facteurs de production sont le travail et le capital.

La théorie de la croissance élaborée dans les années d'après-guerre, n'a pas établi beaucoup de propositions concernant la politique économique, elle n'a pas établi clairement le rôle des comportements dans la détermination de la croissance. La théorie de la croissance endogène, expliquant la croissance par les comportements d'accumulation, redonne à la politique économique un rôle pour favoriser l'incitation à l'accumulation et pour pallier aux éventuels défauts d'incitation.

² CNUCED, (2004), « Examen De La Politique De L'investissement » -Algérie- Nations Unies Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement .New York Et Genève.

Conclusion Générale

Les obstacles qui caractérisent le système économique algérien retardent le développement économique du pays et empêchent la valorisation effective de son potentiel d'investissement.

En effet, malgré le rétablissement des équilibres macroéconomiques, la croissance économique demeure modeste par rapport aux dynamiques démographiques et au taux de chômage

❖ Principaux Résultats :

Notre travail empirique a pour objectif d'évaluer l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie durant la période 1990-2015, une période qui a connu des problèmes en question de sécurité, qui s'est répercuté sur l'économie intérieure. Durant la même période, l'Algérie a enregistré des flux considérable en matière d'investissements étrangers suite à l'ouverture économique réalisée par l'état algérien. Et c'est la raison pour laquelle nous avons choisi nos variables d'étude (la croissance économique, la stabilité politique, l'investissement direct étranger, l'ouverture économique, et les prix du pétrole).

L'ensemble des spécialistes ont établi un constat unanime pour la dépendance sur l'économie algérienne vis-à-vis de l'hydrocarbure. Cette situation représente un réel danger pour les générations futures de notre pays ; puis que l'économie nationale est basée sur une richesse qui possède deux caractéristiques principales.

✓ La non pérennité, s'agissant d'énergie fossile donc non renouvelable et les réserves algérienne en les matières sont estimées au plus à 30 ans au rythme d'exploitation actuelle.

✓ La volatilité résultant de l'extrême sensibilité des hydrocarbures aux facteurs géostratégiques avec pour conséquence une instabilité des prix.

Les entrées des IDE peuvent apporter des avantages importants pour le pays en termes d'apports en capital, d'acquisition des technologies, de la formation du capital humain, de la création d'emplois, de l'amélioration des niveaux de développement des entreprises locales, etc. En parallèles, les politiques gouvernementales sont nécessaires pour bénéficier de ces avantages et minimiser, ainsi, les effets négatifs que peuvent engendrer les IDE sur les entreprises locales.

À cet égard, les résultats montrent que :

- le prix de pétrole joue un rôle important dans la détermination de la variation de la croissance en Algérie. Les résultats obtenus dans notre régression sont parfaitement compatibles avec la réalité de l'économie algérienne qui est une

économie rentière basée sur l'exportation des hydrocarbures. L'Algérie, grand producteur d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel) est le quatorzième exportateur de pétrole au monde et il fournit 20% du gaz naturel de l'Europe. Le pays a tiré parti au cours des dernières années de recettes-hydrocarbures abondantes et croissantes, et dispose des huitièmes plus grandes réserves de gaz prouvées dans le monde. Des opportunités nouvelles apparaissent dans le secteur pétrolier et gazier

- la stabilité politique à un impact négatif. Cela est expliqué par une mauvaise image extérieure de l'économie Algérienne et que malgré les quelques efforts fournis par le gouvernement cette image reste la même. Dans ce cadre, il faut signaler que la paix et la sécurité sont des facteurs préalables primordiaux pour la croissance du PIB, et on ne peut pas imaginer des bonnes performances économiques pour un pays en état de guerre, d'instabilité ou d'insécurité. Mais la paix et la sécurité, même si elles sont disponibles, elles ne sont pas suffisantes à elles seules pour engendrer la croissance économique. En effet, un pays sécurisé et dont le climat d'affaire est mauvais, la gouvernance est mise en cause, les problèmes bureaucratiques sont là où on va et la corruption règne presque dans toutes les institutions. Ce pays ne va jamais réaliser des bons résultats sur le plan économique. L'effet de la paix et de la sécurité est indirect. Un pays sécurisé va recevoir des investissements directs étrangers qui vont le redresser économiquement. En Algérie, et même si l'environnement sécuritaire s'est beaucoup amélioré dans la décennie 2000 par rapport à celle de 1990, cette amélioration n'a pas été accompagnée par l'amélioration de l'environnement des affaires et du niveau d'attractivité du pays. Le gouvernement continue sa lutte contre le terrorisme qui a gangrené le pays durant la décennie quatre-vingts dix, ce qui a permis d'améliorer considérablement la situation. Et même si le terrorisme a été résorbé, des attentats continuent de frapper le pays de temps à autre, comme ceux menés à la fin de l'année 2007 contre les sièges du Haut- Commissariat aux réfugiés de l'ONU et du Conseil constitutionnel à Alger et l'attaque terroriste du site gazier d'In Amenas en janvier 2013. Un point négatif pour l'Algérie.

Par conséquent, les investissements directs étrangers entrant sont trop faibles et n'ont pas atteint le volume nécessaire pour qu'ils contribuent substantiellement à l'augmentation du PIB.

- l'ouverture économique influence positivement la croissance économique mais qui reste un impact faible et qui peut être expliqué par le degré d'ouverture économique de l'Algérie
- l'investissement direct étranger affecte positivement le niveau de la croissance économique à long terme ; il permet, ainsi, d'améliorer la situation économique algérienne. Donc les IDE ont un impact trop faible sur la croissance économique. Ce constat est dû à la faible attractivité de l'économie algérienne. Les investissements directs étrangers entrants sont trop faibles et loin des attentes des autorités publiques, et ce malgré les réformes engagées dès le début des années 1990 et malgré les différentes mesures d'incitation prises par les pouvoirs publics pour améliorer le milieu des affaires en Algérie et pour instaurer un climat de confiance assez suffisant pour captiver les investissements directs étrangers.

Afin de mieux profiter des avantages des IDE, le gouvernement algérien a essayé d'améliorer le climat d'investissement en faisant les changements nécessaires sur les lois et règlements en vigueur. L'Algérie a plus que jamais besoin d'IDE, mais de ceux qui apportent le savoir faire technologique et non de ceux qui lorgnent seulement sur les réserves de changes de notre pays.

❖ **Recommandations:**

À la lumière de ces considérations, le Gouvernement algérien devrait accélérer les réformes et s'investir beaucoup plus dans l'amélioration du climat des affaires, en mettant en place une véritable politique de promotion des IDE, afin de bénéficier de leurs retombées positives sur la croissance économique, la création d'emplois, l'innovation et le transfert de technologie.

L'accélération des réformes ne peut se faire sans le renforcement de la coordination entre les politiques économiques sectorielles du Gouvernement ainsi qu'entre les différents acteurs de l'investissement (administrations publiques entre elles et dialogue public-privé).

Pour ce faire, le Gouvernement devrait poursuivre les cinq grands buts exposés ci-dessus :

1. Le Gouvernement devrait accélérer le processus de modernisation et de libéralisation du système économique, réduire le poids de l'État dans l'économie, faciliter le renforcement du secteur privé et créer un environnement favorable à la création de richesse permettant de pérenniser les IDE en Algérie, c'est-à-dire de

créer un flux constant d'investissements moins tributaires de la conjoncture économique internationale.

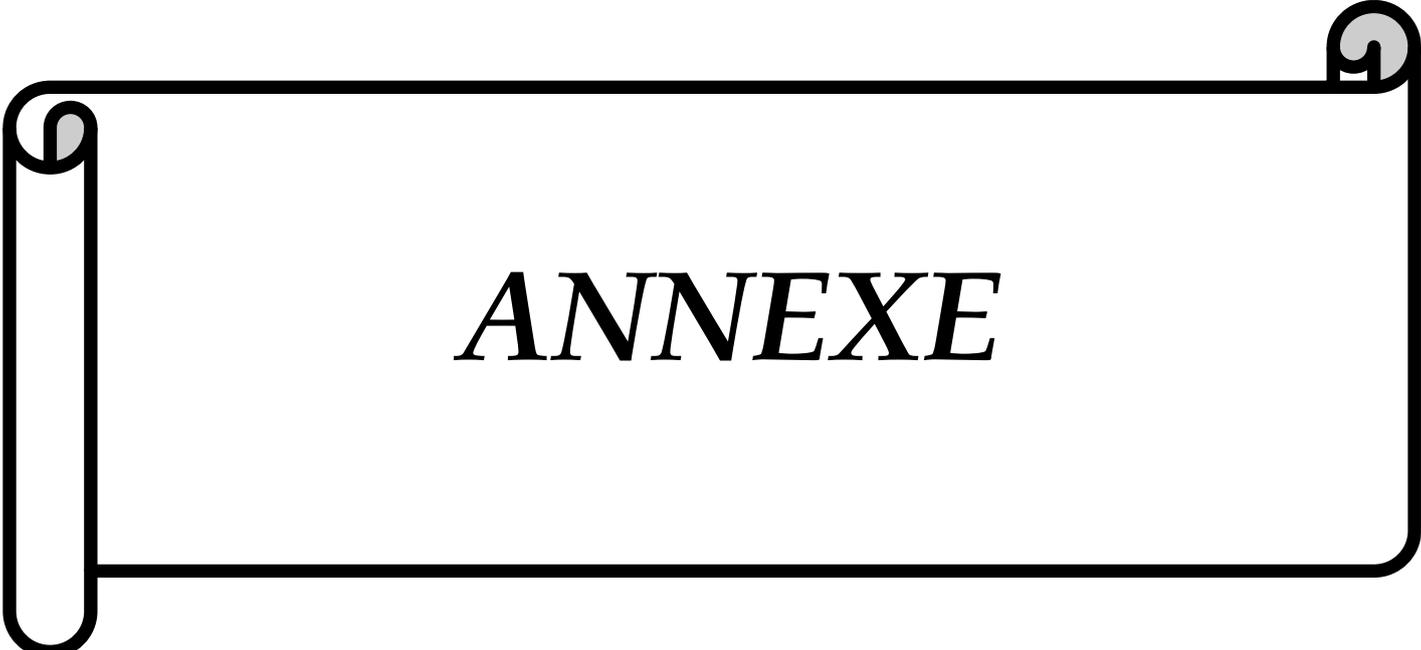
2. Un déficit d'image et de communication caractérise actuellement l'Algérie auprès des investisseurs privés étrangers. En particulier, le poids de l'État dans l'économie et le climat général des affaires sont perçus comme peu favorables à la création de richesse et donc à l'attraction d'IDE. À ce sujet, le pays devrait mettre en place des mesures concrètes afin de combler cette lacune et garantir l'application concrète des règles et lois existantes.
3. L'élaboration d'une politique nationale d'investissement doit permettre d'éviter le chevauchement de fonctions entre les différentes institutions de l'État et d'améliorer la prévisibilité et la transparence du cadre de l'investissement.
4. Renforcer le secteur privé et le tissu de PME/PMI compétitif et dynamique.
5. Valoriser les ressources humaines car le niveau de formation du capital humain demeure un déterminant stratégique des choix d'implantation des investissements étranger.

Alors pour séduire des investisseurs, surtout à s'installer ici, il faut avoir des productions hors hydrocarbures, avoir un PIB élevé, et une économie de marché, c'est le développement, et la modernisation de tous les secteurs, au niveau des technologies moderne, qu'il faut assurer, pour pouvoir réussir.

❖ *Proposition De Travaux Future :*

Au cours de notre recherche, nous avons croisé des questions que nous avons jugés digne d'être des problématiques pour des travaux future ; tel que :

- Les motifs empêchant les investissements directs étrangers de jouer pleinement leur rôle de déclencheur de l'activité productive de l'économie algérienne.
- L'impact des investissements directs étrangers sur le développement du capital humain, et par la suite sur la croissance économique.
- Le pari de l'Algérie sur les énergies renouvelables dans le contexte des fluctuations des prix du pétrole sur le marché mondial. Dans ce contexte caractérisé par un marché pétrolier défavorable, L'Algérie peut elle parier sur les énergies renouvelables ? Quels sont ses atouts et sa stratégie ?
- L'impact de volatilité des cours du pétrole sur le financement du développement
- Les énergies renouvelables dans la politique énergétique de l'Algérie et le développement durable.

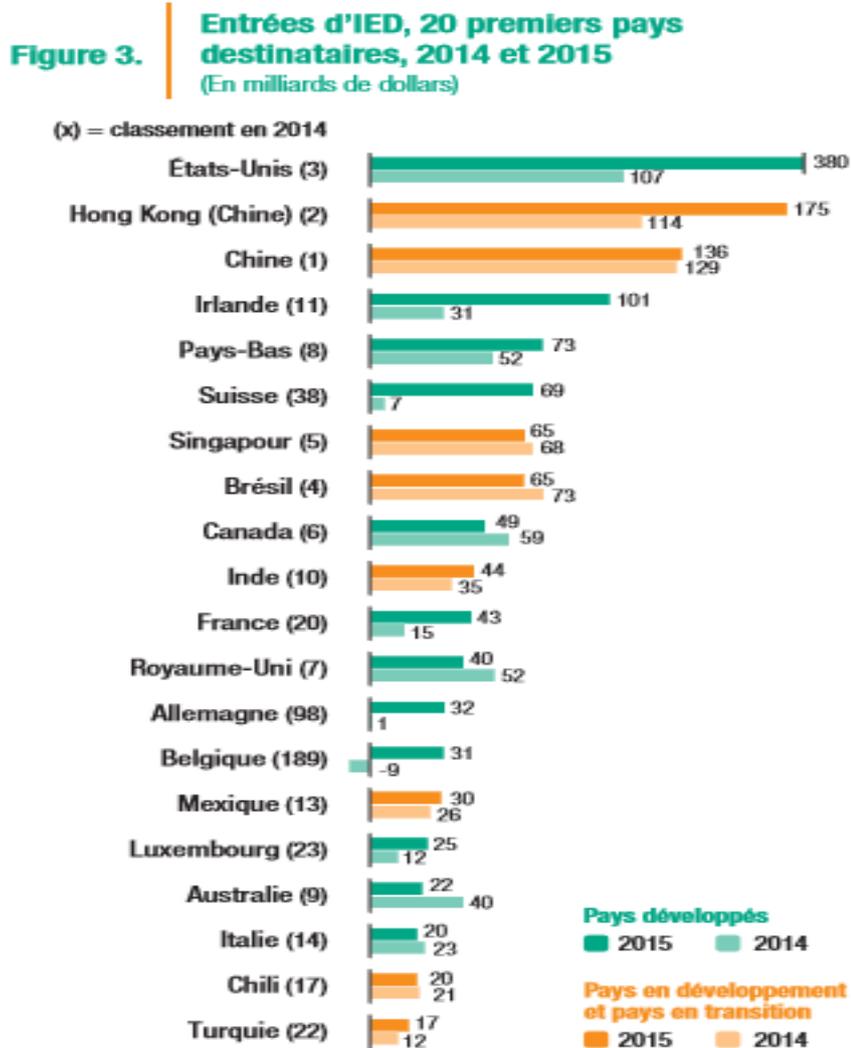


ANNEXE

Les Annexes

Annexe n° 01 : Entrées d'IDE: les 20 premiers pays destinataires, 2014 et 2015

(En milliards de dollars)



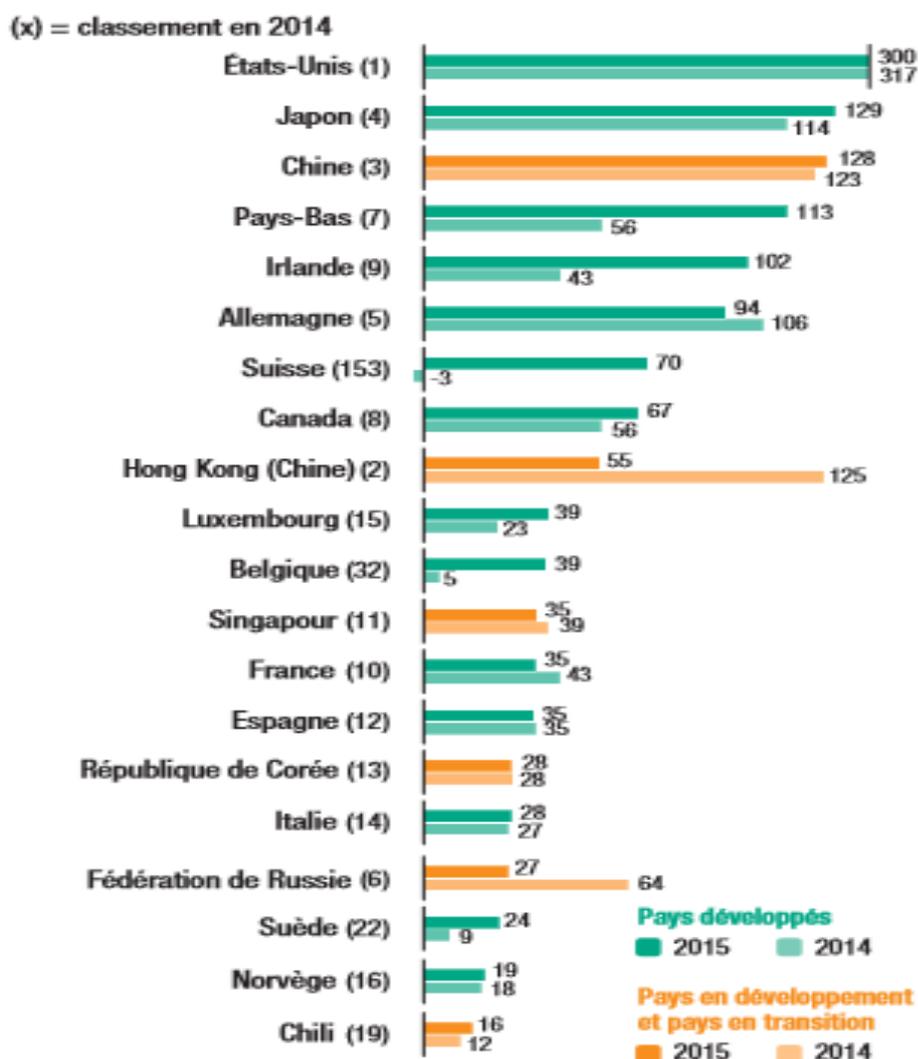
Source : ©CNUCED, base de données sur les IED et les entreprises multinationales (www.unctad.org/fdistatistics).

Source : CNUCED (2016), « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue repères et vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève.p4

Les Annexes

Annexe n° 02 : Sorties d'IDE: les 20 premiers pays d'origine, 2014 et 2015 (En milliards de dollars)

Figure 4. Sorties d'IED, 20 premiers pays d'origine, 2014 et 2015
(En milliards de dollars)



Source : ©CNUCED, base de données sur les IED et les entreprises multinationales (www.unctad.org/fdistatistics).

Source : CNUCED (2016), « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue repères et vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève.p5

Les Annexes

Annexe n° 03 : Flux d'IDE par région, 2013-2015 (En milliards de dollars et en pourcentage)

Région	Flux d'IED, par région, 2013-2015 (En milliards de dollars et en pourcentage)					
	Entrées d'IED			Sorties d'IED		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Monde	1 427	1 277	1 762	1 311	1 318	1 474
Pays développés	680	522	962	826	801	1 065
Europe	323	306	504	320	311	576
Amérique du Nord	283	165	429	363	372	367
Pays en développement	662	698	765	409	446	378
Afrique	52	58	54	16	15	11
Asie	431	468	541	359	398	332
Asie de l'Est et du Sud-Est	350	383	448	312	365	293
Asie du Sud	36	41	50	2	12	8
Asie occidentale	46	43	42	45	20	31
Amérique latine et Caraïbes	176	170	168	32	31	33
Océanie	3	2	2	2	1	2
Pays en transition	85	56	35	76	72	31
Petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables	52	55	56	14	14	8
Pays les moins avancés	21	26	35	8	5	3
Pays en développement sans littoral	30	30	24	4	7	4
Petits États insulaires en développement	6	7	5	3	2	1
Pour mémoire : part des flux mondiaux d'IED en pourcentage						
Pays développés	47,7	40,9	54,6	63,0	60,7	72,3
Europe	22,7	24,0	28,6	24,4	23,6	39,1
Amérique du Nord	19,8	12,9	24,3	27,7	28,2	24,9
Pays en développement	46,4	54,7	43,4	31,2	33,8	25,6
Afrique	3,7	4,6	3,1	1,2	1,2	0,8
Asie	30,2	36,6	30,7	27,4	30,2	22,5
Asie de l'Est et du Sud-Est	24,5	30,0	25,4	23,8	27,7	19,9
Asie du Sud	2,5	3,2	2,9	0,2	0,9	0,5
Asie occidentale	3,2	3,4	2,4	3,4	1,5	2,1
Amérique latine et Caraïbes	12,3	13,3	9,5	2,5	2,4	2,2
Océanie	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1
Pays en transition	5,9	4,4	2,0	5,8	5,5	2,1
Petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables	3,6	4,3	3,2	1,1	1,1	0,5
Pays les moins avancés	1,5	2,1	2,0	0,6	0,4	0,2
Pays en développement sans littoral	2,1	2,3	1,4	0,3	0,5	0,2
Petits États insulaires en développement	0,4	0,6	0,3	0,2	0,1	0,1

Source : ©CNUCED, base de données sur les IED et les entreprises multinationales (www.unctad.org/fdistatistics).

Source : CNUCED (2016), « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue repères et vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève.p1

Les Annexes

Annexe n° 04: Les théories les plus importantes de l'IDE et de la Localisation des FMN : 1960- 2000

Annexe n° 04: Les théories les plus importantes de l'IDE et de la Localisation des FMN : 1960- 2000				
	1960s	1970s	1980s	1990s
1. Théorie de l'organisation industrielle : Pourquoi les firmes d'une nationalité donnée sont capables de pénétrer (à travers les IDE) la valeur ajoutée d'une firme d'une autre nationalité.	Hymer (1960, 1968, 1976)	Caves (1971, 1974)	Teece (1981 → 1992)	McCullough
2. Théorie de la firme : Pourquoi et comment les firmes développent leurs activités internes en dehors de leurs pays d'origine a) Basé sur les ressources b) Basé sur la stratégie c) Stratégie d'internationalisation	Coase (1937) Penrose (1958) Vernon (1966)	Buckley & Casson (1976) Williamson (1975) → Knickerbocker (1973); Graham (1975); Flowers (1976) Johanson & Vahlne (1977)	→ 1985 Krugman (1981) Hill & Kim (1988) Bartlett & Ghoshal (1989) Wernerfelt (1984) Nelson & Winter (1982) Vernon (1982) Hostman & Markussen (1987)	→ 1998 → 2000 Doz, Awakawa, & Williamson (1997) Cantwell (1989, 1994) Teece, Pissano (1997) Graham (1990, 1998)
3. Théories du commerce international : Pourquoi les firmes s'engagent dans les IDE plutôt que d'exporter, et comment les IDE affectent le commerce international	Vernon (1966)	Hirsch (1976)	Ethier (1986)	Batra & Ramachandran (1980) Markussen (1984 → 1999) Helpman (1984, 1985)
4. Théories de localisations : Quel sont les déterminants de localisation des firmes Général a) Internationalisation b) Les agglomérations c) Taux de change d) Possession de la technologie e) Coûts de transactions	Vernon (1966) Hirsch (1967)	Dunning (1972) Vernon (1974) Root & Ahmed (1979) Johanson & Vahlne (1977 → 1990) Aliber (1971)	Davidson (1980) Lipsey & Kravis (1982) Shneider & Frey (1985) Cushman (1985) Culem (1988)	Krugman 1991, 1993 Chen (1998) Porter 1998 Audretsch (1998) Froot & Stein (1991) Porter (1994, 1998)
5. Théories de l'IDE : Pourquoi les firmes financent-elles leurs investissements à l'étranger par des capitaux du pays d'origine ? et quel sont les déterminants des IDE ? incertitude et risque Taux de change/ imperfections sur le marché		Rugman (1975, 1979) Agmon & Lessard (1977) Aliber (1971)	Lessard (1982) Cushman (1985)	Rivoli & Salorio (1996) Rangan (1998) Frost & Stein (1991)

Source : John H Dunning; "A Rose by any other name...? FDI theory in retrospect and prospect" University of Reading and Rutgers University; 2001

Annexe n° 05: Le modèle de croissance néoclassique

1. Le modèle de croissance néoclassique

La fonction de production est à rendements constants :

$$(1) \quad Q = F(K, N) \quad Q \text{ production, } K \text{ capital, } N \text{ travail}$$

En divisant par N , on obtient une relation entre le produit par tête (q) et le capital par tête (k) :

$$(2) \quad q = \frac{Q}{N} = F\left(\frac{K}{N}, 1\right) = f(k)$$

qui a la forme présentée dans la figure 6.

Notons n le taux de croissance de la force de travail et s le taux d'épargne. Le taux de croissance du capital (taux garanti) est :

$$(3) \quad \frac{1}{K} \frac{dK}{dt} = \frac{I}{K} = s \frac{Q}{K}$$

et le taux de croissance du capital par tête est :

$$(4) \quad \frac{1}{k} \frac{dk}{dt} = s \frac{Q}{K} - n$$

Or, $\frac{Q}{K} = \frac{f(k)}{k}$ (fonction décroissante de k lorsque la fonction satisfait les conditions d'Inada :

$$f'' < 0, f'(0) = \infty, f'(\infty) = 0)$$

L'équation différentielle qui détermine l'évolution du capital par tête est donc :

$$(5) \quad \frac{1}{k} \frac{dk}{dt} = s \frac{f(k)}{k} - n \quad \text{ou (5bis)} \quad \frac{dk}{dt} = sf(k) - nk$$

la dynamique correspondant à l'équation 5 est représentée dans la figure 4

$$\left(\frac{s}{v} = s \frac{f(k)}{k} \right).$$

En croissance équilibrée (k constant), le capital par tête et la consommation par tête sont déterminés par :

Source : Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) / juin 1993.

Annexe n° 06: Croissance endogène et externalités

3. Croissance endogène et externalités

Nous supposons que la quantité de travail est constante et nous négligeons sa rémunération pour simplifier le modèle. La fonction de production relie le produit par tête q au capital par tête k et à un facteur externe à l'entreprise x disponible sans coût individuel (connaissances, infrastructure...):

$$(1) \quad q_t = f(k_t, x_t) \quad f \text{ homogène de degré 1 par rapport à } k \text{ et } x$$

Le capital des entreprises est entièrement détenu par les ménages et rémunéré au taux d'intérêt r .

- L'optimum des ménages est :

$$\left\{ \begin{array}{l} \text{Max} \int_0^{\infty} \frac{(c_t)^{1-\sigma} - 1}{1-\sigma} e^{-\theta t} dt \\ \frac{dk_t}{dt} = r k_t - c_t \end{array} \right. \Rightarrow (2) \quad \frac{1}{c_t} \frac{dc_t}{dt} = \frac{r-\theta}{\sigma}$$

Epargne
Revenus
Consommation

- Celui des entreprises est :

$$\text{Max}[f(k, x) - r k] \Rightarrow (3) \quad f'_k(k, x) = r$$

Si le facteur externe $x(k)$, par exemple les connaissances dans le modèle de Romer ou les dépenses publiques d'infrastructure dans le modèle de Barro, est proportionnel à k , f'_k est constante et le taux de croissance de l'équilibre décentralisé est constant :

$$(4) \quad \gamma_d = \frac{1}{c_t} \frac{dc_t}{dt} = \frac{f'_k - \theta}{\sigma}$$

- L'optimum social prend en compte, en revanche, le fait que l'augmentation de k entraîne une augmentation de x :

$$\left[\text{Max} \int_0^{\infty} \frac{(c_t)^{1-\sigma} - 1}{1-\sigma} e^{-\theta t} dt \right.$$

Source : Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) /juin 1993.

Les Annexes

Annexe n° 07: Comparaison Des Deux Dernières Réglementations Algériennes Relatives À L'investissement).

	Décret de 1993	Ordonnance de 2001
Dénomination	Promotion de l'investissement	Développement de l'investissement
Champ d'application	Investissements privés dans les secteurs non réservés à l'Etat, à ses démembrements ou à des personnes morales publiques	Pas de restriction
Définition de l'investissement	Activités de création, d'extension, de rénovation ou de restructuration (définition imprécise).	Définition plus précise : références aux investissements réalisés dans le cadre de l'attribution de concession et/ou de licence, aux privatisations et au respect de l'environnement.
Liberté d'investir	Sous réserve des activités réglementées	Sous réserve des activités réglementées.
Organismes d'investissement	- APSI. - Guichet unique à Alger.	-MDPPI.- CNI.- ANDI. - Guichets uniques décentralisés.
Nature de la décision du guichet unique	Pas d'opposabilité aux autres administrations.	Opposabilité.
Procédure d'établissement	- Déclaration (réalisation de l'investissement). - Agrément fiscal (octroi d'avantages)	Pas de changement.
Déclaration et demande d'avantages	APSI : réponse dans un délai de 60 jours	ANDI : réponse dans un délai de 30 jours.
Recours	Recours administratif	Recours administratif et juridictionnel.
Régimes des avantages	-Régime général (déclaration). - Régimes spécifiques : zones spécifiques + zones franches.	-Régime général (réalisation de tout investissement). - Régime dérogatoire non contractuel investissement dans les zones. - Régime dérogatoire contractuel : investissements présentant un intérêt particulier pour l'économie
Régime général (délai)	Avantages accordés ne peuvent dépasser 3 ans.	Pas de délai pour les avantages accordés.
Droit de mutation	Exemption.	Exemption.
Droit fixe pour l'enregistrement	Taux de 5 %.	Taux de 2 %.
Exemption de la taxe foncière	De 5 à 10 ans.	Exonération pendant 10 ans.
Franchise de la TVA	Oui.	Oui.
Droits de douane	Taux réduit de 3 %.	Taux réduit sans précision.
Impôt sur les bénéfices	- Exonération de 2 à 5 ans de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, du versement forfaitaire et de la taxe sur l'activité industrielle et commerciale. - Au delà, taux réduit pour les bénéfices réinvestis. De 5 à 10 ans en régime dérogatoire	En régime dérogatoire : exonération pendant 10 ans de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu global, du versement forfaitaire et de la taxe d'activité.
Impôt sur les bénéfices des entreprises exportatrices	- Exonération de 2 à 5 ans de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, du versement forfaitaire et de la taxe sur l'activité industrielle et commerciale pour les activités exportatrices. - En régime dérogatoire, réduction de 50 % après 10 ans du taux réduit des bénéfices investis.	Droit commun.
Prise en charge totale ou partielle des contributions patronales au régime de sécurité sociale	Oui.	
Prise en charge totale ou partielle des coûts des infrastructures	Oui.	Oui.
Concession des terrains à des conditions avantageuses	Oui.	
Bonification d'intérêt pour les crédits bancaires	Oui.	
Avantages supplémentaires	Régime de la convention.	Décision unilatérale (art. 11, par. 2 <i>in fine</i>) et régime de la convention.

Source : Examen De La Politique De L'investissement-Algérie- Nations Unies Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement .New York Et Genève, 2004.p122

Les Annexes

Annexe n° 08 : Organismes publics chargés de l'investissement étranger

	Algerie	Tunisie	Égypte	Maroc
Dénomination	- Conseil national de l'investissement (CNI). - Agence nationale pour le développement de l'investissement (ANDI).	- Agence de promotion de l'investissement extérieur (APIE/FIPA) ; 6 représentations à l'étranger. - Agence de promotion de l'industrie (API). - Agence de promotion des investissements agricoles (APIA). - Organismes spécialisés (tourisme, etc.).	- Autorité générale pour l'investissement étranger (GAFI). - Organisation générale pour l'industrialisation (GOFI).	Direction des investissements extérieurs (Ministère des affaires économiques, des affaires générales et de la mise à niveau de l'économie).
Effectifs de l'organisme principal	ANDI : 150 employés	FIPA : 70 employés	GAFI : 1400 employés	
Mission de l'organisme principal	Octroi des avantages, facilitation, assistance, suivi et promotion.	Facilitation, assistance et promotion.	Autorisations, y compris dans les zones franches, facilitation, assistance et promotion	
Type de décentralisation : guichet unique	Tout secteur.	Par secteur d'activité.	Tout secteur.	16 Centres régionaux d'investissement (guichet unique).
Zones franches	Deux, mais non fonctionnelles.	Deux.	Huit.	Une (deux autres en cours de création).

Sources: CNUCED, base de données Bilateral Investment Treaties (BITs), 1959-1999 ; World Investment Report, 2002 et 2003 ; Journal officiel de la République algérienne

Les Annexes

Annexe n° 09: L'état facilitateur de l'investissement

	ANDI	ANSEJ	CNAC	PME-PMI
	Tout investisseur quel que soit le montant de l'investissement	Jeunes de moins de 35 ans (gérants 40 ans) pour tout investissement inférieur ou égale à 10 millions de dinars	Financements cnac : chômeurs de 35 à 55 ans éligibles au régime cnac pour tout investissement inférieur ou égal à 5 millions de dinars	Tout investissement, avec un plafond de 50 millions de dinars
Avantages fiscaux				
1-le régime général	<p>a)période de réalisation exonérations :</p> <ul style="list-style-type: none"> -droits d'enregistrement pour l'acquisition de biens immobiliers ; -tva pour l'acquisition de biens et services entrant directement dans la réalisation de l'investissement ; -droits de bouanes au taux réduit de 5% <p>b)période d'exploitation aucune exonération n'est accordée</p>	<p>a)période de réalisation exonérations de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -droits d'enregistrement pour l'acquisition de biens immobiliers et pour les actes portant constitution de sociétés ; -tva pour l'acquisition de biens et services entrant directement dans la réalisation de l'investissement ; -droits de bouanes au taux réduit de 5% <p>b)période d'exploitation (après constat de la réalisation) : exonération de trois ans en matière d'IRG ,IBS,VF,TAP, taxe foncière</p>	<p>a) Période de réalisation , exonérations de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -droits d'enregistrement pour l'acquisition de biens immobiliers -tva pour l'acquisition de biens et services entrant directement dans la réalisation de l'investissement ; -droits de bouanes au taux réduit de 5% <p>b)période d'exploitation aucune exonération n'est accordée</p>	<p>-éligible au régime général ;</p> <p>-réduction de L'IBS de 20à30% pour les PME installées dans le grand sud ou sur les hauts plateaux.</p>
2)le régime dérogatoire	<p>-exonération de 10 ans d'IRG sur bénéfices distribués, IBS, VF ,TAP ,et taxe foncière pour les investissements réalisés dans les zones dont le développement nécessite une contribution particulière de l'état ;</p> <p>-régime de la convention entre l'état et l'investisseur pour les investissements présentant un intérêt particulier pour le développement durable (durée négociable) exemple : ORASCOM.ISPAT</p>	<p>la durée d'exonération est portée a 6 ans lorsque l'investissement est implanté dans une zone a promouvoir</p>		
Avantages financiers	-aucun avantage financier spécifique mais éligibilité aux différents fonds d'aide a l'investissement si les critères en sont respectés	Octroi de prêts non rémunérés à concurrence de 20% ou de 25 % selon le niveau de l'investissement -bonification des taux d'intérêt (70%du montant de l'investissement -apport personnel de 5 ou 10%	Octroi de prêts non rémunérés à concurrence de 20% ou de 25 % -bonification de 50% a 90% des taux d'intérêt sur les crédits bancaires -apport personnel de 5 ou 10% selon le cas -mise en place d'un fonds de garantie des crédits	-création d'une caisse de garantie des crédits a la PME bonification des taux d'intérêt sur les crédits bancaires selon zones d'implantation

Source : Abdellatif BENACHENHOU. «Algérie. La modernisation maîtrisée » .ministre des finances2000-2008.p94-95

Les Annexes

Annexe n° 10: Importations Et Exportations De Marchandises (2005-2015)

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE MARCHANDISES (2005 - 2015)

Importations de marchandises

En Millions de DA											
Libellé	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Biens intermédiaires											
-Produits bruts et mat.1 ^{ère}	55 103,1	61 227,7	91 894,3	90 525,2	87 200,0	104 838,7	129 895,1	142 651,7	146 145,0	152 334,9	156 682,6
-Demi-produits	299 932,8	358 387,2	492 874,5	652 452,7	738 552,8	751 436,3	778 557,0	824 361,8	897 861,7	1 035 449,0	1 208 799,4
Biens d'équipement											
-Equipements industriels	620 175,1	619 446,4	695 517,9	988 340,8	1 210 590,9	1 282 234,0	1 323 142,6	1 358 310,7	1 581 371,0	1 527 698,3	1 715 281,0
TOTAL	975 211,0	1 039 061,2	1 280 286,7	1 731 318,6	2 036 343,7	2 138 509,0	2 231 594,7	2 325 324,2	2 625 377,7	2 715 482,2	3 080 763,0

Source : CNIS

Exportations de marchandises

En Millions de DA											
Libellé	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Biens intermédiaires											
-Produits bruts et mat.1 ^{ère}	9 804,6	14 163,4	11 757,4	21 542,3	12 302,3	6 977,0	11 717,1	13 002,8	8 649,9	8 818,0	10 602,2
-Demi-produits	47 725,6	57 385,1	68 842,6	89 308,4	50 258,7	78 567,6	108 993,9	118 126,9	115 349,2	170 819,6	160 421,4
Biens d'équipement											
-Equipements industriels	2 642,7	3 162,6	3 188,9	4 334,5	3 075,4	2 235,0	2 561,0	2 493,5	2 269,4	1 305,6	1 940,5
TOTAL	60 172,9	74 711,1	83 788,9	115 185,2	65 636,4	87 789,6	123 272,0	133 623,2	126 268,5	180 943,2	172 964,1

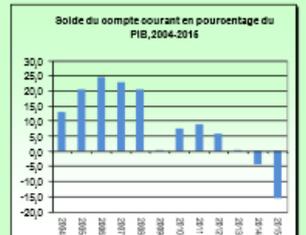
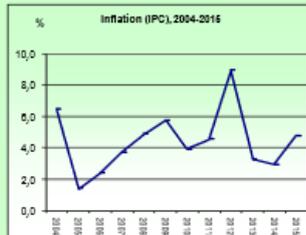
Source : CNIS

Source : Office National des Statistiques – ALGER(ONS).Novembre 2016 « L'activité industrielle 2005-2015 » Collections Statistiques N° 202/2016 Série E : Economie N° 89. 2ème Semestre 2016.p42

Les Annexes

Annexe n° 11 : Principaux Indicateurs Macroéconomiques

Indicateurs	Unité	2000	2011	2012	2013	2014	2015 (e)	2016 (p)
Comptes nationaux								
RNB aux prix courants du marché	Million \$ E.U.	48 958	168 164	192 813	208 878	213 360	...	...
RNB par habitant	\$ E.U.	1 570	4 580	5 150	5 470	5 480	...	...
PIB au prix courants	Million \$ E.U.	54 796	200 014	209 047	209 703	213 518	173 045	171 066
PIB aux prix constants de 2000	Million \$ E.U.	54 796	82 226	84 934	87 312	90 630	94 194	97 380
Croissance du PIB en termes réels	%	3,8	2,8	3,3	2,8	3,8	3,9	3,4
Croissance du PIB par habitant en termes	%	2,4	0,9	1,3	0,8	1,8	2,0	1,6
Investissement intérieur brut	% du PIB	23,5	38,0	39,1	43,4	45,6	48,5	51,6
Investissement public	% du PIB	7,8	25,5	25,2	27,3	28,7	29,0	30,6
Investissement privé	% du PIB	15,7	12,5	13,9	16,1	16,9	19,5	21,0
Épargne nationale	% du PIB	41,7	54,8	54,1	53,8	56,8	68,0	65,1
Prix et Monnaie								
Inflation (IPC)	%	-0,6	4,5	8,9	3,3	2,9	4,8	4,3
Taux de change (moyenne annuelle)	monnaie locale / \$ E.U.	75,3	72,9	77,5	79,4	80,6	100,7	106,9
Masse monétaire, variations annuelles (M)	%	92,7	17,2	12,2	9,5	13,8	0,7	...
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB)	%	64,1	86,8	87,7	93,5	102,9	102,3	...
Finances publiques								
Recettes totales et dons	% du PIB	38,3	39,7	39,2	35,8	33,4	26,9	25,7
Dépenses totales et prêts nets	% du PIB	28,6	40,8	43,5	36,7	41,7	42,9	41,1
Déficit (-) / Excédent global (+)	% du PIB	9,7	-1,2	-4,3	-0,9	-8,3	-16,0	-15,4
Secteur extérieur								
Variation en volume des exportations (ma)	%	5,0	-3,4	-4,0	-6,9	0,2	0,2	1,1
Variation en volume des importations (ma)	%	10,4	2,3	15,0	7,3	9,7	-3,3	0,6
Variation des termes de l'échange	%	77,3	66,1	2,5	-3,6	-7,3	-46,0	-0,7
Solde des comptes courants	Million \$ E.U.	9 142	17 690	12 188	991	-9 465	-26 957	-29 288
Solde des comptes courants	% du PIB	16,7	8,8	5,8	0,5	-4,4	-15,6	-17,1
Réserves internationales	mois d'importations	12,6	38,3	36,7	35,6	30,2	26,6	...
Dettes et flux financiers								
Service de la dette	% des exportations	20,3	1,8	1,6	7,0	8,7	14,5	12,7
Dettes extérieures totales	% du PIB	46,1	2,2	1,8	1,6	1,7	1,6	1,3
Flux financiers nets totaux	Million \$ E.U.	-402	1 632	-2 554	1 084	1 267	...	...
Aide publique au développement nette	Million \$ E.U.	200	191	145	201	158	...	...
Investissements nets directs en prov. de l'étr.	Million \$ E.U.	280	2 580	3 052	2 661	1 488	...	...

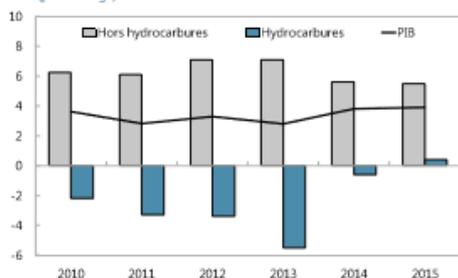


Source : Banque Africaine De Développement. « Document De Stratégie Pays Intérimaire 2016-2018 ». Département Régional Afrique Du Nord (Orna) .Octobre 2016.p7

Les Annexes

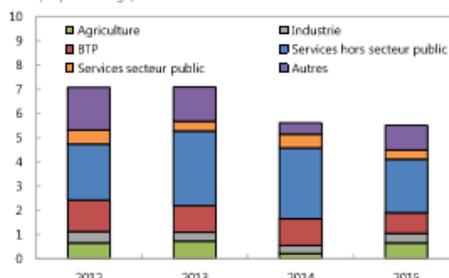
Annexe n° 12: Graphique. Algérie : principaux indicateurs macroéconomiques

Croissance hydrocarbures et hors hydrocarbures
(pourcentage)



Sources : autorités algériennes; calculs des services du FMI.

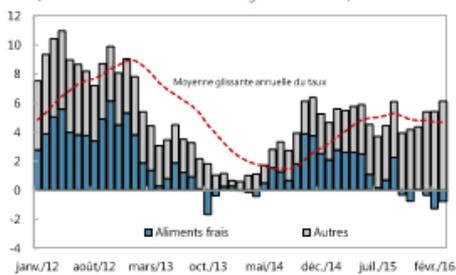
Sources de croissance hors hydrocarbures
(en pourcentage)



Sources : autorités algériennes; calculs des services du FMI.

L'inflation a rebondi en 2015, principalement en raison des produits non alimentaires au second semestre.

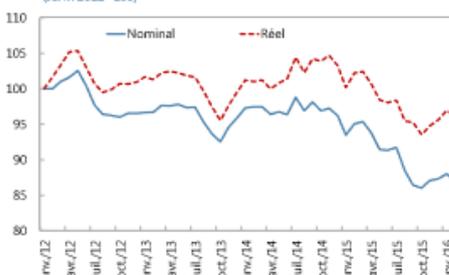
Inflation de l'IPC
(contribution au taux de croissance en glissement annuel)



Sources : autorités algériennes; calculs des services du FMI.

Les taux de change effectifs réel et nominal se sont dépréciés pendant le gros de 2015.

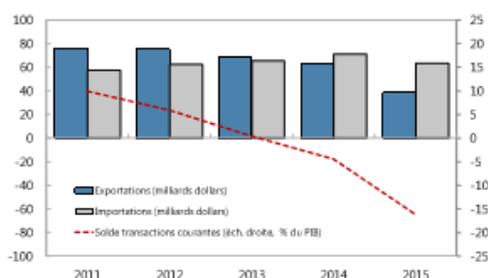
Taux de change effectifs
(Janv. 2012=100)



Sources : autorités algériennes; calculs des services du FMI.

Le solde des transactions courantes a continué de se détériorer avec le repli des exportations d'hydrocarbures.

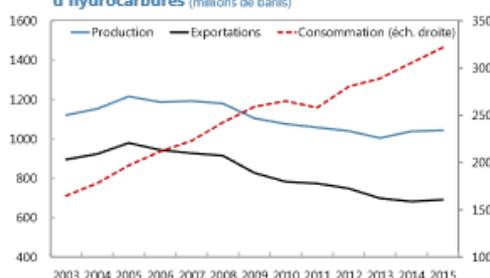
Solde des transactions courantes



Sources : autorités algériennes; calculs des services du FMI.

La consommation intérieure d'hydrocarbures a continué de progresser rapidement, pesant sur les exportations.

Production, consommation et exportation d'hydrocarbures
(millions de barils)



Sources : autorités algériennes; calculs des services du FMI.

Source : FMI « Algérie consultations de 2016 au titre de l'article IV — communiqué de presse; rapport des services du FMI » communiqué de presse n° 16/228 pour diffusion immédiate le 16 mai 2016. Fonds monétaire international 700, 19th Streets, NW WASHINGTON, D.C. 20431 usa. Département de la communication. © 2016 fonds monétaire international. P8

Les Annexes

Annexe n° 13 : Revue de littérature sur le lien entre l'investissement direct étranger et la croissance économique

Auteurs	Champ d'investigation	Période d'échantillonnage	Technique d'évaluation	Principales conclusions
Bornschiefer, ChaseDunn et Rubinson (1978)	67 pays les moins développés	(1960-1975)	MCO	L'investissement direct étranger favorise le développement économique en permettant d'améliorer la croissance de la productivité et celle des exportations.
Balasubramaniam, Salisu et Sapsford (1996)	46 pays en développement	(1970-1985)	MCO ; Méthode des variables instrumentales généralisées	Les effets bénéfiques de l'IDE sur la croissance économique sont meilleurs dans un régime orienté vers l'extérieur (promotion des exportations), comparativement à un régime orienté vers l'intérieur (substitution des importations).
Blomstrom, Lipsey Zejan (1994)	78 pays en développement	(1960-1985)	Causalité de Granger	L'investissement direct étranger engendre la croissance d'après les tests de causalité de Granger.
Borensztein, De Gregorio et Lee (1998)	Les flux d'IDE des pays de l'OCDE vers 69 pays en développement	(1970-1979) et (1980-1989).	Système à deux équations (une pour chaque décennie) estimées à l'aide des méthodes SUR et IV (triples moindres carrés)	L'investissement direct étranger contribue à la croissance économique seulement si le pays d'accueil dispose de capacités suffisantes d'absorption des technologies et des compétences. L'IDE contribue relativement plus à la croissance que l'investissement domestique.
De Mello (1999)	Entrées d'IDE dans 16 pays de l'OCDE et 17 pays non membres.	(1970-1990)	Analyse de stationnarité et par cointégration et estimation d'un panel dynamique (estimateurs des effets fixes et du moyen échantillonnage)	La relation IDE-croissance n'est pas résistante dans tous les pays. Lorsque la relation positive se maintient, cela dépend de facteurs spécifiques au pays. L'IDE améliore la croissance de la production en augmentant la production dans les pays de l'OCDE en permettant une accumulation de capital dans les pays non membres de l'OCDE. L'impact de l'IDE sur la croissance a tendance à être plus faible dans les pays qui font partie de la tête du peloton technologique et plus élevé dans la queue du peloton.

Les Annexes

Xu (2000)	Contribution des filiales étrangères à la valeur ajoutée dans le PIB de 40 pays d'accueil.	(1966-1994)	Estimation des données de panel de variables instrumentales avec effets propres au pays et effets temporels.	L'IDE favorise la croissance de la productivité totale des facteurs. Signes manifestes de la diffusion de la technologie par les filiales américaines dans les pays développés, mais peu de signes pour ce qui est des pays en développement.
Hermes et Lensink (2000)	67 pays les moins avancés, statistique moyennes.	(1970-1995)	Méthode transversale MCO conjuguée à des tests de stabilité.	L'IDE favorise la croissance une fois que le pays a atteint un seuil donné de capital humain et de développement de son marché capitaux. Pour la plupart des pays en développement, ce seuil n'a pas encore été atteint.
Morrisey et Lensink (2001)	Données de la banque mondiale sur le ratio IDE/PIB pour 115 pays.	(1975-1998)	Méthode OLS et IV pour un échantillon transversal en utilisant des valeurs moyennes sur 1975-98. Panel effet fixes sur la base de période de dix années.	L'IDE a un impact positif résistant sur la croissance. Ce résultat n'est pas assujéti au niveau de capital humain. L'instabilité de l'IDE a des répercussions négatives sur la croissance, mais elle est probablement soumise aux effets de ralentissement de la croissance de variables non observées comme les incertitudes politique.
Grankovic et Levine (2002)	72 pays développer et en développement	(1960-1995)	Estimateur de données d'un panel dynamique (MMG).	L'IDE n'exerce pas une grande influence sur la croissance économique
Choe (2003)	80 pays	(1971-1995)	Modèle VAR	Les résultats suggèrent que l'existence de fortes relations positives entre la croissance économique et les taux d'entrées d'IDE conduisent à une croissance économique rapide.
Zhang (2000)	11 pays d'Amérique latine et de l'Asie de l'Est.	(1970-1995)	Stationnarité et cointégration	L'IDE s'avère promouvoir la croissance dans pays sur les 11, dont 4 asiatique. L'impact de l'IDE sur la croissance dépend du pays tend à être positif lorsque des politiques sont adoptées en faveur d'une libéralisation des échanges et de l'éducation, de manière à encourager l'IDE axé sur les exportations
Fry (1993)	16 pays en développement	1975-1991	MCO	L'IDE affecte négativement la croissance de 11 pays en développement. Mais dans les pays du bassin du Pacifique, IDE influe positivement sur la croissance.
Obwana (1996)	Ouganda	1981-1995	Two-Stage Least Squares Method	Les résultats affirment que l'IDE a un impact positif sur la croissance de l'économie d'Ouganda ; pourtant, le coefficient de l'IDE est non significatif

Les Annexes

Nair-Reichert and Weinhold (1999)	24 pays en développement	1971-1995	Modèle MFR (mixed fixed and random model) ; Test de Causalité	Même s'il existe une hétérogénéité entre les pays, l'effet de l'IDE sur le taux de croissance économique à long terme est positive dans les pays les plus ouverts.
Aitken et Harrison (1999)	Venezuela	1975-1989	Données de Panel.	L'IDE affecte négativement la productivité des entreprises et la performance économique
Berthelemy and Demurger (2000)	24 provinces chinoises	1985-1996	MMG	L'IDE joue un rôle important dans la stimulation de la croissance économique des provinces chinoises.
Reisen and Soto (2001)	44 pays	1986-1997	MMG	L'effet des IDE et des investissements de portefeuille sur la croissance économique est positive
Duttaray (2001)	. 66 pays	1970-1996	Causalité de Granger	L'IDE influe positivement sur la croissance dans moins de la moitié des pays étudiés.
Alfaro, Chanda, Kalemlı-Ozcan and Sayek (2002)	20 pays de l'OCDE et 51 pays non-OCDE	1975-1995	MCO	L'IDE tout seul joue un rôle ambigu dans la contribution à la croissance économique. Toutefois, les pays qui ont des marchés financiers développés bénéficient notablement de l'IDE
Mencinger (2003)	8 pays de l'UE	1994-2001	Causalité de Granger	L'IDE a un impact sur la croissance économique
Bengoa and SanchezRobles μ (2003)	18 pays de l'Amérique Latine	1970-1999	Test d'Hausman ; MCO.	L'investissement direct étranger est positivement corrélé à la croissance économique dans les pays d'accueil
Balamurali and Bogahawatte (2004)	Sri Lanka	1977-2003	Modèle VAR	La promotion de l'investissement direct étranger permet d'accélérer la croissance économique à long terme
Hansen and Rand (2006)	31 pays en développement	1970-2000	Modèle VAR	L'IDE a un impact positif sur le PIB à travers les transferts de connaissances et l'adoption de nouvelles technologies

Les Annexes

Hyun (2006)	62 pays en développement	1984-2003	Fully Modified OLS ; System GMM estimators	La qualité des institutions et des IDE ont un effet positif sur la croissance économique à long terme.
Güner and Yilmaz (2007)	104 pays	1993-2004	MCO	L'IDE a un effet positif sur la croissance économique et offre certains avantages sur l'accumulation du capital.
Basu and Guariglia (2007)	119 pays en développement	1970-1999	MMG	L'IDE favorise la croissance économique dans les pays en développement.
Massoud (2008)	Egypte	1974-2005	Two Stage Least Squares	L'IDE n'est pas un phénomène global. Il a un effet ambigu sur la croissance économique
Türkcan, Duman, and Yetkiner (2008)	23 pays de l'OCDE	1975-2004	MMG	L'IDE et la croissance des exportations sont des déterminants significativement importants pour chaque pays
Jyun-Yi and Chih-Chiang, (2008)	62 pays	1975-2000	MCO ; MMG ; Techniques de régression de seuil	L'IDE affecte positivement et significativement la croissance économique lorsque les pays d'accueil ont de hauts niveaux du PIB initial et du capital humain
Anwar and Nguyen (2010)	61 provinces du Vietnam	1996-2005	MCO ; MMG	L'effet de l'IDE sur la croissance en Vietnam est positif et il peut être plus considérable si des ressources supplémentaires sont investies.
Tiwari and Mutascu (2010)	23 pays en développement de l'Asie	1986-2008	Modèle de Panel Dynamique ; MCO	L'investissement étranger direct et les exportations permettent les pays asiatiques d'améliorer leurs processus de croissance
Agrawal and Khan (2011)	5 économies de l'Asie	1993-2009	Modèle de Panel Dynamique	L'IDE favorise la croissance économique ; l'estimation montre, ainsi, qu'un dollar d'IDE ajoute environ 7 dollars au PIB de chacun des cinq pays.
Adeniyi and al (2012)	5 petits pays africains en développement	1970-2005	Vecteur de correction d'erreur	le degré de la sophistication financière est important pour bénéficier des avantages de l'investissement direct étranger sur la croissance économique dans les économies étudiées.

Source : Zenasni soumia (2014). « Les effets de l'intégration financière sur la croissance des économies du Maghreb dans un contexte de globalisation et de crises ».Thèse de doctorat en sciences économiques, sous la direction du : Pr. Benhabib Abderrezak, Université de Tlemcen, Algérie.p231

Les Annexes

Annexe n° 14: Les données de l'étude économétrique

Years	IDE	PIB	OPEN	OIL	STAB
1990	40	22.3	40,18	24.34	0
1991	80	18.6	48	21.01	0
1992	30	20.05	45,11	20.03	0
1993	0	17.8	40,46	17.5	0
1994	0	16.3	48,72	16.19	0
1995	0	17.6	54,79	17.4	0
1996	270	21.7	53,7	21.33	0
1997	260	19.49	52,24	19.62	0
1998	606,6	12.94	45,09	13.02	0
1999	291,6	17.91	50,28	18.12	0
2000	280	28.5	62,59	28.24	1
2001	1108	24.85	58,45	24.33	1
2002	1065	25.24	60,78	25.06	1
2003	638	29.03	62,33	28.89	1
2004	882	38.66	65,05	38.37	1
2005	1145	54.64	69,79	54.64	1
2006	1888	65.85	69,74	66.06	1
2007	1743	74.95	71,78	74.15	1
2008	2632	99.97	77,17	98.65	1
2009	2746	62.25	70,76	62.35	1
2010	2301	80.15	68,64	80.35	1
2011	2581	112.94	67,28	112.26	1
2012	1499	111	66,61	111.18	1
2013	1691	109	64,22	108.85	1
2014	1504	100.2	60,11	99.19	1
2015	403	48.69	44,12	54.29	1

Les Annexes

Annexe n° 15 : Les résultats économétriques

Les variables : PIB _ IDE _ OPEN _ STAB _ OIL

➤ **CORRELATION :**

	IDE	OIL	OPEN	PIB	STAB
		0.3145645722740	0.3410821379210	0.3212865356406	0.1953725345846
IDE	1	467	325	857	502
	0.3145645722740		0.5499618501027	0.9992753637133	0.6864207304209
OIL	467	1	294	013	886
	0.3410821379210	0.5499618501027		0.5611321405365	0.7088198289329
OPEN	325	294	1	648	402
	0.3212865356406	0.9992753637133	0.5611321405365		0.6859118042213
PIB	857	013	648	1	627
	0.1953725345846	0.6864207304209	0.7088198289329	0.6859118042213	
STAB	502	886	402	627	1

➤ **TEST ADF :**

Null Hypothesis: IDE has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.297204	0.0897
Test critical values:		
1% level	-4.374307	
5% level	-3.603202	
10% level	-3.238054	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(IDE)

Method: Least Squares

Date: 02/27/17 Time: 15:29

Sample (adjusted): 1991 2015

Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE(-1)	-0.704529	0.213675	-3.297204	0.0033
C	451.9031	536.2114	0.842770	0.4084
@TREND(1990)	38.68314	40.30356	0.959795	0.3476
R-squared	0.337972	Mean dependent var		14.52000
Adjusted R-squared	0.277787	S.D. dependent var		1524.240
S.E. of regression	1295.347	Akaike info criterion		17.28311
Sum squared resid	36914307	Schwarz criterion		17.42938
Log likelihood	-213.0389	Hannan-Quinn criter.		17.32368
F-statistic	5.615602	Durbin-Watson stat		1.844819
Prob(F-statistic)	0.010706			

Null Hypothesis: D(IDE) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
--	-------------	--------

Les Annexes

Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.881763	0.0001
Test critical values:	1% level	-3.737853
	5% level	-2.991878
	10% level	-2.635542

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(IDE,2)
 Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 15:30
 Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(IDE(-1))	-1.234328	0.209857	-5.881763	0.0000
C	27.75236	316.3915	0.087715	0.9309
R-squared	0.611274	Mean dependent var		-47.54167
Adjusted R-squared	0.593605	S.D. dependent var		2429.407
S.E. of regression	1548.726	Akaike info criterion		17.60791
Sum squared resid	52768165	Schwarz criterion		17.70608
Log likelihood	-209.2949	Hannan-Quinn criter.		17.63395
F-statistic	34.59513	Durbin-Watson stat		2.140868
Prob(F-statistic)	0.000006			

Null Hypothesis: D(IDE) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.069306	0.0025
Test critical values:	1% level	-4.416345
	5% level	-3.622033
	10% level	-3.248592

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(IDE,2)
 Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 15:31
 Sample (adjusted): 1993 2015
 Included observations: 23 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(IDE(-1))	-1.711926	0.337704	-5.069306	0.0001
D(IDE(-1),2)	0.377411	0.214134	1.762496	0.0941
C	581.7757	749.6694	0.776043	0.4473
@TREND(1990)	-36.98257	48.28851	-0.765867	0.4532
R-squared	0.672277	Mean dependent var		-45.69565
Adjusted R-squared	0.620532	S.D. dependent var		2483.990
S.E. of regression	1530.163	Akaike info criterion		17.66091
Sum squared resid	44486552	Schwarz criterion		17.85838
Log likelihood	-199.1004	Hannan-Quinn criter.		17.71057
F-statistic	12.99196	Durbin-Watson stat		2.061147

Les Annexes

Prob(F-statistic) 0.000076

Null Hypothesis: D(IDE) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.014199	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.664853	
5% level	-1.955681	
10% level	-1.608793	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.
 Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(IDE,2)
 Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 15:31
 Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(IDE(-1))	-1.233584	0.205112	-6.014199	0.0000
R-squared	0.611138	Mean dependent var		-47.54167
Adjusted R-squared	0.611138	S.D. dependent var		2429.407
S.E. of regression	1514.949	Akaike info criterion		17.52492
Sum squared resid	52786619	Schwarz criterion		17.57401
Log likelihood	-209.2991	Hannan-Quinn criter.		17.53795
Durbin-Watson stat	2.141049			

Null Hypothesis: OIL has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.938696	0.6048
Test critical values:		
1% level	-4.374307	
5% level	-3.603202	
10% level	-3.238054	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.
 Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(OIL)
 Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 15:33
 Sample (adjusted): 1991 2015
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
OIL(-1)	-0.377821	0.194884	-1.938696	0.0655
C	0.751468	6.500365	0.115604	0.9090
@TREND(1990)	1.430748	0.933611	1.532489	0.1397
R-squared	0.151736	Mean dependent var		1.198400
Adjusted R-squared	0.074622	S.D. dependent var		15.98582
S.E. of regression	15.37782	Akaike info criterion		8.415896
Sum squared resid	5202.499	Schwarz criterion		8.562161
Log likelihood	-102.1987	Hannan-Quinn criter.		8.456463

Les Annexes

F-statistic	1.967667	Durbin-Watson stat	1.481298
Prob(F-statistic)	0.163621		

Null Hypothesis: D(OIL) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.743220	0.0099
Test critical values:		
1% level	-3.737853	
5% level	-2.991878	
10% level	-2.635542	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.
 Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(OIL,2)
 Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 15:34
 Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(OIL(-1))	-0.996429	0.266196	-3.743220	0.0011
C	1.375945	3.502061	0.392896	0.6982

R-squared	0.389087	Mean dependent var	-1.731667
Adjusted R-squared	0.361319	S.D. dependent var	20.85584
S.E. of regression	16.66748	Akaike info criterion	8.544451
Sum squared resid	6111.706	Schwarz criterion	8.642622
Log likelihood	-100.5334	Hannan-Quinn criter.	8.570496
F-statistic	14.01170	Durbin-Watson stat	1.652242
Prob(F-statistic)	0.001126		

Null Hypothesis: D(OIL) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.618828	0.0465
Test critical values:		
1% level	-4.394309	
5% level	-3.542199	
10% level	-3.243079	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.
 Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(OIL,2)
 Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 15:35
 Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(OIL(-1))	-0.973702	0.274373	-3.548828	0.0019
C	4.812185	7.588840	0.634113	0.5329
@TREND(1990)	-0.259787	0.506595	-0.512809	0.6134

R-squared	0.396643	Mean dependent var	-1.731667
Adjusted R-squared	0.339180	S.D. dependent var	20.85584

Les Annexes

S.E. of regression	16.95388	Akaike info criterion	8.615340
Sum squared resid	6036.118	Schwarz criterion	8.762596
Log likelihood	-100.3841	Hannan-Quinn criter.	8.654407
F-statistic	6.902632	Durbin-Watson stat	1.699131
Prob(F-statistic)	0.004966		

Null Hypothesis: D(OIL) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.828213	0.0005
Test critical values:		
1% level	-2.664853	
5% level	-1.955681	
10% level	-1.608793	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.
 Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(OIL,2)
 Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 15:35
 Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(OIL(-1))	-0.971635	0.253809	-3.828213	0.0009

R-squared	0.384801	Mean dependent var	-1.731667
Adjusted R-squared	0.384801	S.D. dependent var	20.85584
S.E. of regression	16.35820	Akaike info criterion	8.468110
Sum squared resid	6154.590	Schwarz criterion	8.517196
Log likelihood	-100.6173	Hannan-Quinn criter.	8.481132
Durbin-Watson stat	1.672588		

Null Hypothesis: OPEN has a unit root

Exogenous: Constant
 Lag Length: 1 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.746445	0.0811
Test critical values:		
1% level	-3.737853	
5% level	-2.991878	
10% level	-2.635542	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.
 Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(OPEN)
 Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 15:36
 Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
OPEN(-1)	-0.465370	0.169444	-2.746445	0.0121
D(OPEN(-1))	-0.334979	0.160673	-2.084845	0.0495
C	2794.404	974.3189	2.868059	0.0092

Les Annexes

R-squared	0.536233	Mean dependent var	181.8333
Adjusted R-squared	0.492064	S.D. dependent var	1899.609
S.E. of regression	1353.844	Akaike info criterion	17.37575
Sum squared resid	38490755	Schwarz criterion	17.52301
Log likelihood	-205.5090	Hannan-Quinn criter.	17.41482
F-statistic	12.14066	Durbin-Watson stat	2.036963
Prob(F-statistic)	0.000313		

Null Hypothesis: D(OPEN) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-9.972921	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.737853	
5% level	-2.991878	
10% level	-2.635542	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(OPEN,2)

Method: Least Squares

Date: 02/27/17 Time: 15:36

Sample (adjusted): 1992 2015

Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(OPEN(-1))	-1.562891	0.156714	-9.972921	0.0000
C	228.5768	315.0445	0.725538	0.4758

R-squared	0.818869	Mean dependent var	98.79167
Adjusted R-squared	0.810636	S.D. dependent var	3543.708
S.E. of regression	1542.079	Akaike info criterion	17.59931
Sum squared resid	52316196	Schwarz criterion	17.69748
Log likelihood	-209.1917	Hannan-Quinn criter.	17.62535
F-statistic	99.45916	Durbin-Watson stat	1.979254
Prob(F-statistic)	0.000000		

Null Hypothesis: D(OPEN) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 1 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.648414	0.0007
Test critical values:		
1% level	-4.416345	
5% level	-3.622033	
10% level	-3.248592	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(OPEN,2)

Method: Least Squares

Date: 02/27/17 Time: 15:37

Sample (adjusted): 1993 2015

Included observations: 23 after adjustments

Les Annexes

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(OPEN(-1))	-2.066165	0.365796	-5.648414	0.0000
D(OPEN(-1),2)	0.325104	0.189248	1.717877	0.1021
C	1293.263	734.3796	1.761029	0.0943
@TREND(1990)	-76.53281	46.38484	-1.649953	0.1154
R-squared	0.825044	Mean dependent var		-263.5652
Adjusted R-squared	0.797420	S.D. dependent var		3135.950
S.E. of regression	1411.456	Akaike info criterion		17.49940
Sum squared resid	37851971	Schwarz criterion		17.69688
Log likelihood	-197.2431	Hannan-Quinn criter.		17.54907
F-statistic	29.86635	Durbin-Watson stat		1.969582
Prob(F-statistic)	0.000000			

Null Hypothesis: D(OPEN) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-10.05551	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.664853	
5% level	-1.955681	
10% level	-1.608793	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(OPEN,2)

Method: Least Squares

Date: 02/27/17 Time: 15:37

Sample (adjusted): 1992 2015

Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(OPEN(-1))	-1.558195	0.154959	-10.05551	0.0000
R-squared	0.814535	Mean dependent var		98.79167
Adjusted R-squared	0.814535	S.D. dependent var		3543.708
S.E. of regression	1526.120	Akaike info criterion		17.53962
Sum squared resid	53567993	Schwarz criterion		17.58870
Log likelihood	-209.4754	Hannan-Quinn criter.		17.55264
Durbin-Watson stat	1.936744			

Null Hypothesis: PIB has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.882442	0.6334
Test critical values:		
1% level	-4.374307	
5% level	-3.603202	
10% level	-3.238054	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIB)

Method: Least Squares

Date: 02/27/17 Time: 15:39

Les Annexes

Sample (adjusted): 1991 2015
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.395540	0.210121	-1.882442	0.0731
C	1.153335	6.975799	0.165334	0.8702
@TREND(1990)	1.455273	1.014857	1.433969	0.1656
R-squared	0.148943	Mean dependent var		1.055600
Adjusted R-squared	0.071575	S.D. dependent var		17.03632
S.E. of regression	16.41532	Akaike info criterion		8.546474
Sum squared resid	5928.180	Schwarz criterion		8.692739
Log likelihood	-103.8309	Hannan-Quinn criter.		8.587041
F-statistic	1.925110	Durbin-Watson stat		1.448895
Prob(F-statistic)	0.169646			

Null Hypothesis: D(PIB) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.629316	0.0128
Test critical values:		
1% level	-3.737853	
5% level	-2.991878	
10% level	-2.635542	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.
 Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIB,2)
 Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 15:42
 Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1))	-1.008386	0.277845	-3.629316	0.0015
C	1.280970	3.736403	0.342835	0.7350
R-squared	0.374501	Mean dependent var		-1.992083
Adjusted R-squared	0.346070	S.D. dependent var		21.96644
S.E. of regression	17.76337	Akaike info criterion		8.671810
Sum squared resid	6941.825	Schwarz criterion		8.769981
Log likelihood	-102.0617	Hannan-Quinn criter.		8.697855
F-statistic	13.17193	Durbin-Watson stat		1.599072
Prob(F-statistic)	0.001483			

Null Hypothesis: D(PIB) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.611668	0.0393
Test critical values:		
1% level	-4.394309	
5% level	-3.442199	
10% level	-3.243079	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Les Annexes

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIB,2)

Method: Least Squares

Date: 02/27/17 Time: 15:43

Sample (adjusted): 1992 2015

Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1))	-0.980816	0.284983	-3.441668	0.0024
C	5.810863	8.058417	0.721092	0.4788
@TREND(1990)	-0.342176	0.537271	-0.636879	0.5311
R-squared	0.386354	Mean dependent var		-1.992083
Adjusted R-squared	0.327911	S.D. dependent var		21.96644
S.E. of regression	18.00831	Akaike info criterion		8.736012
Sum squared resid	6810.284	Schwarz criterion		8.883269
Log likelihood	-101.8321	Hannan-Quinn criter.		8.775080
F-statistic	6.610838	Durbin-Watson stat		1.657777
Prob(F-statistic)	0.005931			

Null Hypothesis: D(PIB) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.726813	0.0007
Test critical values:		
1% level	-2.664853	
5% level	-1.955681	
10% level	-1.608793	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIB,2)

Method: Least Squares

Date: 02/27/17 Time: 15:44

Sample (adjusted): 1992 2015

Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1))	-0.985395	0.264407	-3.726813	0.0011
R-squared	0.371160	Mean dependent var		-1.992083
Adjusted R-squared	0.371160	S.D. dependent var		21.96644
S.E. of regression	17.41927	Akaike info criterion		8.593805
Sum squared resid	6978.911	Schwarz criterion		8.642890
Log likelihood	-102.1257	Hannan-Quinn criter.		8.606827
Durbin-Watson stat	1.617072			

Null Hypothesis: STAB has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.684986	0.7277
Test critical values:		
1% level	-4.374307	
5% level	-3.603202	
10% level	-3.238054	

Les Annexes

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(STAB)
 Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 15:45
 Sample (adjusted): 1991 2015
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
SE(-1)	-0.255172	0.151439	-1.684986	0.1061
C	0.031724	0.083898	0.378127	0.7090
@TREND(1990)	0.012414	0.010288	1.206599	0.2404
R-squared	0.120690	Mean dependent var		0.040000
Adjusted R-squared	0.040752	S.D. dependent var		0.200000
S.E. of regression	0.195882	Akaike info criterion		-0.310438
Sum squared resid	0.844138	Schwarz criterion		-0.164173
Log likelihood	6.880477	Hannan-Quinn criter.		-0.269870
F-statistic	1.509804	Durbin-Watson stat		1.838718
Prob(F-statistic)	0.242976			

Null Hypothesis: D(STAB) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.898979	0.0007
Test critical values:		
1% level	-3.737853	
5% level	-2.991878	
10% level	-2.635542	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(STAB,2)
 Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 15:45
 Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(SE(-1))	-1.043478	0.212999	-4.898979	0.0001
C	0.043478	0.043478	1.000000	0.3282
R-squared	0.521739	Mean dependent var		0.000000
Adjusted R-squared	0.500000	S.D. dependent var		0.294884
S.E. of regression	0.208514	Akaike info criterion		-0.217962
Sum squared resid	0.956522	Schwarz criterion		-0.119791
Log likelihood	4.615542	Hannan-Quinn criter.		-0.191917
F-statistic	24.00000	Durbin-Watson stat		2.003953
Prob(F-statistic)	0.000067			

Null Hypothesis: D(STAB) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

Les Annexes

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.839304	0.0038
Test critical values:		
1% level	-4.394309	
5% level	-3.612199	
10% level	-3.243079	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.
 Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(STAB,2)
 Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 15:46
 Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(SE(-1))	-1.051711	0.217327	-4.839304	0.0001
C	0.086426	0.096156	0.898809	0.3789
@TREND(1990)	-0.003156	0.006274	-0.503036	0.6202
R-squared	0.527433	Mean dependent var		0.000000
Adjusted R-squared	0.482427	S.D. dependent var		0.294884
S.E. of regression	0.212147	Akaike info criterion		-0.146606
Sum squared resid	0.945133	Schwarz criterion		0.000650
Log likelihood	4.759276	Hannan-Quinn criter.		-0.107539
F-statistic	11.71909	Durbin-Watson stat		2.012579
Prob(F-statistic)	0.000382			

Null Hypothesis: D(STAB) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.795832	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.664853	
5% level	-1.955681	
10% level	-1.608793	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.
 Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(SE,2)
 Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 15:46
 Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(SE(-1))	-1.000000	0.208514	-4.795832	0.0001
R-squared	0.500000	Mean dependent var		0.000000
Adjusted R-squared	0.500000	S.D. dependent var		0.294884
S.E. of regression	0.208514	Akaike info criterion		-0.256843
Sum squared resid	1.000000	Schwarz criterion		-0.207758
Log likelihood	4.082121	Hannan-Quinn criter.		-0.243821
Durbin-Watson stat	2.000000			

Les Annexes

➤ Test DE Phillips-Perron

Null Hypothesis: IDE has a unit root

Exogenous: Constant

Bandwidth: 3 (Newey-West using Bartlett kernel)

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-3.148962	0.0857
Test critical values:		
1% level	-3.724070	
5% level	-3.986225	
10% level	-2.632604	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Residual variance (no correction)	1538401.
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	1381845.

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(IDE)
 Method: Least Squares
 Date: 03/15/17 Time: 14:59
 Sample (adjusted): 1991 2015
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE(-1)	-0.611580	0.190142	-3.216433	0.0038
C	830.7343	362.3301	2.292756	0.0313

R-squared	0.310251	Mean dependent var	14.52000
Adjusted R-squared	0.280261	S.D. dependent var	1524.240
S.E. of regression	1293.126	Akaike info criterion	17.24413
Sum squared resid	38460019	Schwarz criterion	17.34164
Log likelihood	-213.5516	Hannan-Quinn criter.	17.27118
F-statistic	10.34544	Durbin-Watson stat	1.921277
Prob(F-statistic)	0.003825		

Null Hypothesis: D(IDE) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Bandwidth: 22 (Newey-West using Bartlett kernel)

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-12.96810	0.0000
Test critical values:		
1% level	-4.394309	
5% level	-3.612199	
10% level	-3.243079	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Residual variance (no correction)	2163775.
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	167287.9

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(IDE,2)
 Method: Least Squares
 Date: 03/15/17 Time: 15:00

Les Annexes

Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(IDE(-1))	-1.241309	0.213421	-5.816240	0.0000
C	393.0833	705.1697	0.557431	0.5831
@TREND(1990)	-27.03001	46.44512	-0.581977	0.5668
R-squared	0.617444	Mean dependent var		-47.54167
Adjusted R-squared	0.581010	S.D. dependent var		2429.407
S.E. of regression	1572.541	Akaike info criterion		17.67524
Sum squared resid	51930604	Schwarz criterion		17.82250
Log likelihood	-209.1029	Hannan-Quinn criter.		17.71431
F-statistic	16.94696	Durbin-Watson stat		2.165855
Prob(F-statistic)	0.000042			

Null Hypothesis: OIL has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend
 Bandwidth: 1 (Newey-West using Bartlett kernel)

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-2.032053	0.5564
Test critical values:		
1% level	-4.374307	
5% level	-3.603202	
10% level	-3.238054	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Residual variance (no correction)	208.1000
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	223.1954

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(OIL)
 Method: Least Squares
 Date: 03/15/17 Time: 15:01
 Sample (adjusted): 1991 2015
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
OIL(-1)	-0.377821	0.194884	-1.938696	0.0655
C	0.751468	6.500365	0.115604	0.9090
@TREND(1990)	1.430748	0.933611	1.532489	0.1397
R-squared	0.151736	Mean dependent var		1.198400
Adjusted R-squared	0.074622	S.D. dependent var		15.98582
S.E. of regression	15.37782	Akaike info criterion		8.415896
Sum squared resid	5202.499	Schwarz criterion		8.562161
Log likelihood	-102.1987	Hannan-Quinn criter.		8.456463
F-statistic	1.967667	Durbin-Watson stat		1.481298
Prob(F-statistic)	0.163621			

Null Hypothesis: D(OIL) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend
 Bandwidth: 2 (Newey-West using Bartlett kernel)

	Adj. t-Stat	Prob.*

Les Annexes

Phillips-Perron test statistic	-3.614256	0.0377
Test critical values:	1% level	-4.394309
	5% level	-3.452199
	10% level	-3.243079

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Residual variance (no correction)	251.5049
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	233.4941

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(OIL,2)
 Method: Least Squares
 Date: 03/15/17 Time: 15:01
 Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(OIL(-1))	-0.973702	0.274373	-3.548828	0.0019
C	4.812185	7.588840	0.634113	0.5329
@TREND(1990)	-0.259787	0.506595	-0.512809	0.6134

R-squared	0.396643	Mean dependent var	-1.731667
Adjusted R-squared	0.339180	S.D. dependent var	20.85584
S.E. of regression	16.95388	Akaike info criterion	8.615340
Sum squared resid	6036.118	Schwarz criterion	8.762596
Log likelihood	-100.3841	Hannan-Quinn criter.	8.654407
F-statistic	6.902632	Durbin-Watson stat	1.699131
Prob(F-statistic)	0.004966		

Null Hypothesis: OPEN has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend
 Bandwidth: 2 (Newey-West using Bartlett kernel)

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-3.253906	0.0705
Test critical values:	1% level	-4.374307
	5% level	-4.603202
	10% level	-3.238054

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Residual variance (no correction)	2213530.
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	2526179.

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(OPEN)
 Method: Least Squares
 Date: 03/15/17 Time: 15:02
 Sample (adjusted): 1991 2015
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
OPEN(-1)	-0.978467	0.235530	-4.154313	0.0004
C	3371.872	980.4268	3.439188	0.0023

Les Annexes

@TREND(1990)	155.2584	61.74046	2.514695	0.0197
R-squared	0.444083	Mean dependent var		15.76000
Adjusted R-squared	0.393545	S.D. dependent var		2036.582
S.E. of regression	1585.993	Akaike info criterion		17.68798
Sum squared resid	55338252	Schwarz criterion		17.83424
Log likelihood	-218.0997	Hannan-Quinn criter.		17.72854
F-statistic	8.787113	Durbin-Watson stat		1.543286
Prob(F-statistic)	0.001567			

Null Hypothesis: D(OPEN) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Bandwidth: 5 (Newey-West using Bartlett kernel)

		Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic		-15.96823	0.0000
Test critical values:	1% level	-4.394309	
	5% level	-3.612199	
	10% level	-3.243079	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Residual variance (no correction)	1894461.
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	658282.8

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(OPEN,2)

Method: Least Squares

Date: 03/15/17 Time: 15:03

Sample (adjusted): 1992 2015

Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(OPEN(-1))	-1.572427	0.149630	-10.50880	0.0000
C	1271.883	659.1287	1.929642	0.0673
@TREND(1990)	-77.22326	43.41790	-1.778604	0.0898

R-squared	0.842582	Mean dependent var	98.79167
Adjusted R-squared	0.827590	S.D. dependent var	3543.708
S.E. of regression	1471.427	Akaike info criterion	17.54232
Sum squared resid	45467054	Schwarz criterion	17.68958
Log likelihood	-207.5079	Hannan-Quinn criter.	17.58139
F-statistic	56.20160	Durbin-Watson stat	2.258662
Prob(F-statistic)	0.000000		

Null Hypothesis: PIB has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Bandwidth: 1 (Newey-West using Bartlett kernel)

		Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic		-1.985241	0.5808
Test critical values:	1% level	-4.374307	
	5% level	-3.603202	
	10% level	-3.238054	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Les Annexes

Residual variance (no correction)	237.1272
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	253.5109

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(PIB)
 Method: Least Squares
 Date: 03/15/17 Time: 15:04
 Sample (adjusted): 1991 2015
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.395540	0.210121	-1.882442	0.0731
C	1.153335	6.975799	0.165334	0.8702
@TREND(1990)	1.455273	1.014857	1.433969	0.1656
R-squared	0.148943	Mean dependent var		1.055600
Adjusted R-squared	0.071575	S.D. dependent var		17.03632
S.E. of regression	16.41532	Akaike info criterion		8.546474
Sum squared resid	5928.180	Schwarz criterion		8.692739
Log likelihood	-103.8309	Hannan-Quinn criter.		8.587041
F-statistic	1.925110	Durbin-Watson stat		1.448895
Prob(F-statistic)	0.169646			

Null Hypothesis: D(PIB) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend
 Bandwidth: 2 (Newey-West using Bartlett kernel)

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-3.615213	0.0246
Test critical values:		
1% level	-4.394309	
5% level	-3.332199	
10% level	-3.243079	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Residual variance (no correction)	283.7618
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	263.6319

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(PIB,2)
 Method: Least Squares
 Date: 03/15/17 Time: 15:05
 Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1))	-0.980816	0.284983	-3.441668	0.0024
C	5.810863	8.058417	0.721092	0.4788
@TREND(1990)	-0.342176	0.537271	-0.636879	0.5311
R-squared	0.386354	Mean dependent var		-1.992083
Adjusted R-squared	0.327911	S.D. dependent var		21.96644
S.E. of regression	18.00831	Akaike info criterion		8.736012

Les Annexes

Sum squared resid	6810.284	Schwarz criterion	8.883269
Log likelihood	-101.8321	Hannan-Quinn criter.	8.775080
F-statistic	6.610838	Durbin-Watson stat	1.657777
Prob(F-statistic)	0.005931		

Null Hypothesis: STAB has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend
 Bandwidth: 1 (Newey-West using Bartlett kernel)

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-1.753611	0.6964
Test critical values:		
1% level	-4.374307	
5% level	-3.603202	
10% level	-3.238054	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Residual variance (no correction)	0.033766
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	0.036298

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(STAB)
 Method: Least Squares
 Date: 03/15/17 Time: 15:05
 Sample (adjusted): 1991 2015
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
SE(-1)	-0.255172	0.151439	-1.684986	0.1061
C	0.031724	0.083898	0.378127	0.7090
@TREND(1990)	0.012414	0.010288	1.206599	0.2404

R-squared	0.120690	Mean dependent var	0.040000
Adjusted R-squared	0.040752	S.D. dependent var	0.200000
S.E. of regression	0.195882	Akaike info criterion	-0.310438
Sum squared resid	0.844138	Schwarz criterion	-0.164173
Log likelihood	6.880477	Hannan-Quinn criter.	-0.269870
F-statistic	1.509804	Durbin-Watson stat	1.838718
Prob(F-statistic)	0.242976		

Null Hypothesis: D(STAB) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend
 Bandwidth: 1 (Newey-West using Bartlett kernel)

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-4.839168	0.0038
Test critical values:		
1% level	-4.394309	
5% level	-3.612199	
10% level	-3.243079	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Residual variance (no correction)	0.039381
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	0.038998

Les Annexes

➤ TEST DE JOHANSON :

Date: 02/12/17 Time: 19:20
 Sample (adjusted): 1992 2015
 Included observations: 21 after adjustments
 Trend assumption: Linear deterministic trend
 Series: **PIB IDE OPEN STAB OIL**
 Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.951941	145.1484	69.81889	0.0000
At most 1 *	0.847840	81.40679	47.85613	0.0000
At most 2 *	0.787416	41.86751	29.79707	0.0013
At most 3	0.337000	9.350721	15.49471	0.3339
At most 4	0.033710	0.720122	3.841466	0.3961

Trace test indicates 3 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegration Rank Test (Maximum Eigenvalue)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Max-Eigen Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.951941	63.74164	33.87687	0.0000
At most 1 *	0.847840	39.53928	27.58434	0.0009
At most 2 *	0.787416	32.51679	21.13162	0.0008
At most 3	0.337000	8.630599	14.26460	0.3182
At most 4	0.033710	0.720122	3.841466	0.3961

Max-eigenvalue test indicates 3 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegrating Coefficients (normalized by b*S11*b=l):

	PIB	IDE	OPEN	STAB	OIL
	-0.619361	0.000636	0.000355	-0.938276	0.596323
	-0.167153	0.000395	0.001024	-0.730182	0.157282
	-2.863668	-0.000742	0.002771	-3.071796	2.834672
	-2.084439	0.000194	0.000430	-0.472549	2.106458
	-0.736548	-0.000765	0.002039	-6.615002	0.753342

Unrestricted Adjustment Coefficients (alpha):

D(PIB)	7.078561	-0.208654	11.70555	3.025233	-0.854708
D(IDE)	-613.1536	-206.7954	515.9869	-35.46140	21.67110
D(OPEN)	509.0836	-563.0177	242.4227	20.23590	19.09456
D(SE)	0.158747	0.043210	-0.051700	-0.007609	0.006775
D(OIL)	6.515032	0.429707	10.97797	2.526471	-0.924196

1 Cointegrating Equation(s): Log likelihood -398.5338

Les Annexes

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

PIB	IDE	OPEN	STAB	OIL
1.000000	-0.001026 (0.00012)	-0.000573 (0.00021)	1.514908 (0.59263)	-0.962803 (0.00446)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(PIB)	-4.384188 (2.48529)
D(IDE)	379.7637 (107.939)
D(OPEN)	-315.3068 (113.920)
D(SE)	-0.098322 (0.01517)
D(OIL)	-4.035160 (2.33916)

2 Cointegrating Equation(s): Log likelihood -378.7641

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

PIB	IDE	OPEN	STAB	OIL
1.000000	0.000000	0.003691 (0.00099)	-0.675879 (2.73737)	-0.979584 (0.02467)
0.000000	1.000000	4.154970 (0.92341)	-2134.550 (2558.89)	-16.35023 (23.0657)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(PIB)	-4.349311 (2.57396)	0.004417 (0.00300)
D(IDE)	414.3303 (106.030)	-0.471454 (0.12370)
D(OPEN)	-221.1964 (67.8574)	0.101219 (0.07916)
D(SE)	-0.105545 (0.01386)	0.000118 (1.6E-05)
D(OIL)	-4.106987 (2.42173)	0.004311 (0.00283)

3 Cointegrating Equation(s): Log likelihood -362.5057

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

PIB	IDE	OPEN	STAB	OIL
1.000000	0.000000	0.000000	0.805499 (0.37528)	-0.983479 (0.00478)
0.000000	1.000000	0.000000	-467.0626 (264.031)	-20.73416 (3.36341)
0.000000	0.000000	1.000000	-401.3236 (382.481)	1.055105 (4.87230)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(PIB)	-37.87013 (7.37248)	-0.004273 (0.00265)	0.034730 (0.00747)
D(IDE)	-1063.285 (267.356)	-0.854529 (0.09604)	1.000053 (0.27103)
D(OPEN)	-915.4145 (245.368)	-0.078758 (0.08814)	0.275708 (0.24874)
D(SE)	0.042508 (0.04874)	0.000156 (1.8E-05)	-4.26E-05 (4.9E-05)

Les Annexes

D(OIL)	-35.54424 (6.97076)	-0.003839 (0.00250)	0.033168 (0.00707)
--------	------------------------	------------------------	-----------------------

4 Cointegrating Equation(s): Log likelihood -358.1904

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

PIB	IDE	OPEN	STAB	OIL
1.000000	0.000000	0.000000	0.000000	-1.016376 (0.00629)
0.000000	1.000000	0.000000	0.000000	-1.658573 (4.85697)
0.000000	0.000000	1.000000	0.000000	17.44580 (5.98511)
0.000000	0.000000	0.000000	1.000000	0.040842 (0.00877)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(PIB)	-44.17604 (8.56184)	-0.003685 (0.00255)	0.036031 (0.00715)	-43.87592 (7.91484)
D(IDE)	-989.3678 (326.155)	-0.861424 (0.09713)	0.984798 (0.27237)	-841.9437 (301.509)
D(OPEN)	-957.5950 (300.334)	-0.074823 (0.08944)	0.284413 (0.25080)	-820.7906 (277.638)
D(SE)	0.058368 (0.05934)	0.000155 (1.8E-05)	-4.59E-05 (5.0E-05)	-0.018091 (0.05486)
D(OIL)	-40.81051 (8.19748)	-0.003348 (0.00244)	0.034254 (0.00685)	-41.34261 (7.57802)

➤ VALIDATION VECM :

Vector Error Correction Estimates

Date: 02/27/17 Time: 14:41

Sample (adjusted): 1992 2015

Included observations: 24 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

Cointegrating Eq:	CoIntEq1
PIB(-1)	1.000000
OPEN(-1)	-0.001135 (0.00028) [-4.05933]
OIL(-1)	-0.931490 (0.00827) [-112.695]
SE(-1)	2.496013 (0.90494) [2.75822]
IDE(-1)	-0.002429 (0.00020) [-12.0613]
C	4.639239

Error Correction:	D(PIB)	D(OPEN)	D(OIL)	D(STAB)	D(IDE)
-------------------	--------	---------	--------	---------	--------

Les Annexes

CointEq1	-0.983058 (1.19022) [-1.66613]	-34.23368 (116.620) [-0.29355]	-1.898301 (1.11638) [-1.70041]	-0.051173 (0.00602) [-8.50172]	304.1293 (69.4146) [4.38135]
D(PIB(-1))	-4.802094 (6.00663) [-0.79947]	213.6062 (588.541) [0.36294]	-4.209341 (5.63398) [-0.74714]	0.071879 (0.03038) [2.36628]	-1127.617 (350.311) [-3.21890]
D(OPEN(-1))	-0.001010 (0.00207) [-0.48752]	-0.609913 (0.20289) [-3.00609]	-0.000982 (0.00194) [-0.50577]	-3.43E-05 (1.0E-05) [-3.28001]	0.594922 (0.12077) [4.92625]
D(OIL(-1))	4.985558 (6.11359) [0.81549]	-211.8188 (599.021) [-0.35361]	4.369753 (5.73430) [0.76204]	-0.071376 (0.03092) [-2.30862]	1138.834 (356.550) [3.19404]
D(STAB(-1))	-10.02247 (19.9121) [-0.50333]	-343.0387 (1951.03) [-0.17582]	-10.27181 (18.6768) [-0.54998]	-0.365017 (0.10070) [-3.62487]	891.2501 (1161.29) [0.76746]
D(IDE(-1))	-0.003445 (0.00319) [-1.07841]	-0.148412 (0.31297) [-0.47420]	-0.003312 (0.00300) [-1.10536]	-0.000148 (1.6E-05) [-9.14874]	0.328103 (0.18629) [1.76126]
C	2.003398 (3.83081) [0.52297]	223.1077 (375.351) [0.59440]	2.133315 (3.59315) [0.59372]	0.058041 (0.01937) [2.99597]	15.22360 (223.416) [0.06814]
R-squared	0.229453	0.381234	0.229995	0.857249	0.673694
Adj. R-squared	-0.042504	0.162846	-0.041771	0.806866	0.558527
Sum sq. resids	5349.221	51355017	4706.080	0.136803	18194407
S.E. equation	17.73866	1738.069	16.63816	0.089707	1034.533
F-statistic	0.843710	1.745670	0.846298	17.01468	5.849723
Log likelihood	-98.93435	-208.9692	-97.39721	27.95264	-196.5174
Akaike AIC	8.827863	17.99743	8.699767	-1.746053	16.95978
Schwarz SC	9.171462	18.34103	9.043366	-1.402454	17.30338
Mean dependent	1.253750	181.8333	1.387083	0.041667	13.45833
S.D. dependent	17.37328	1899.609	16.30118	0.204124	1557.014
Determinant resid covariance (dof adj.)		3.46E+12			
Determinant resid covariance		6.16E+11			
Log likelihood		-496.0376			
Akaike information criterion		44.66980			
Schwarz criterion		46.63322			

➤ L'équation à estimer :

$$D(PIB) = C(1) * (PIB(-1) - 0.0011348067549 * OPEN(-1) - 0.931490220459 * OIL(-1) - 0.00242893863438 * IDE(-1) + 2.49601281609 * SE(-1) + 4.63923870337) + C(2) * D(PIB(-1)) + C(3) * D(OPEN(-1)) + C(4) * D(OIL(-1)) + C(5) * D(IDE(-1)) + C(6) * D(STAB(-1)) + C(7)$$

System: UNTITLED
 Estimation Method: Least Squares
 Date: 02/27/17 Time: 14:45
 Sample: 1992 2015
 Included observations: 24
 Total system (balanced) observations 120

Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
-------------	------------	-------------	-------

Les Annexes

C(1)	-1.983058	1.190219	-1.666129	0.0994
C(2)	-4.802094	6.006626	-0.799466	0.4262
C(3)	-0.001010	0.002071	-0.487517	0.6271
C(4)	4.985558	6.113589	0.815488	0.4171
C(5)	-0.003445	0.003194	-1.078409	0.2839
C(6)	-10.02247	19.91212	-0.503335	0.6160
C(7)	2.003398	3.830815	0.522969	0.6024
C(8)	-34.23368	116.6200	-0.293549	0.7698
C(9)	213.6062	588.5411	0.362942	0.7175
C(10)	-0.609913	0.202892	-3.006087	0.0035
C(11)	-211.8188	599.0215	-0.353608	0.7245
C(12)	-0.148412	0.312974	-0.474198	0.6366
C(13)	-343.0387	1951.029	-0.175825	0.8609
C(14)	223.1077	375.3508	0.594398	0.5538
C(15)	-1.898301	1.116378	-1.700410	0.0927
C(16)	-4.209341	5.633976	-0.747135	0.4570
C(17)	-0.000982	0.001942	-0.505766	0.6143
C(18)	4.369753	5.734303	0.762037	0.4481
C(19)	-0.003312	0.002996	-1.105361	0.2721
C(20)	-10.27181	18.67678	-0.549978	0.5838
C(21)	2.133315	3.593152	0.593717	0.5543
C(22)	304.1293	69.41456	4.381347	0.0000
C(23)	-1127.617	350.3114	-3.218898	0.0018
C(24)	0.594922	0.120766	4.926250	0.0000
C(25)	1138.834	356.5496	3.194040	0.0020
C(26)	0.328103	0.186288	1.761264	0.0818
C(27)	891.2501	1161.291	0.767465	0.4449
C(28)	15.22360	223.4163	0.068140	0.9458
C(29)	-0.051173	0.006019	-8.501721	0.0000
C(30)	0.071879	0.030376	2.366276	0.0202
C(31)	-3.43E-05	1.05E-05	-3.280010	0.0015
C(32)	-0.071376	0.030917	-2.308617	0.0234
C(33)	-0.000148	1.62E-05	-9.148740	0.0000
C(34)	-0.365017	0.100698	-3.624868	0.0005
C(35)	0.058041	0.019373	2.995969	0.0036
Determinant residual covariance		6.16E+11		

Equation: $D(\text{PIB}) = C(1) * (\text{PIB}(-1) - 0.0011348067549 * \text{OPEN}(-1) - 0.931490220459 * \text{OIL}(-1) - 0.00242893863438 * \text{IDE}(-1) + 2.49601281609 * \text{SE}(-1) + 4.63923870337) + C(2) * D(\text{PIB}(-1)) + C(3) * D(\text{OPEN}(-1)) + C(4) * D(\text{OIL}(-1)) + C(5) * D(\text{IDE}(-1)) + C(6) * D(\text{STAB}(-1)) + C(7)$

Observations: 24

R-squared	0.229453	Mean dependent var	1.253750
Adjusted R-squared	-0.042504	S.D. dependent var	17.37328
S.E. of regression	17.73866	Sum squared resid	5349.221
Durbin-Watson stat	1.942355		

Equation: $D(\text{OPEN}) = C(8) * (\text{PIB}(-1) - 0.0011348067549 * \text{OPEN}(-1) - 0.931490220459 * \text{OIL}(-1) - 0.00242893863438 * \text{IDE}(-1) + 2.49601281609 * \text{SE}(-1) + 4.63923870337) + C(9) * D(\text{PIB}(-1)) + C(10) * D(\text{OPEN}(-1)) + C(11) * D(\text{OIL}(-1)) + C(12) * D(\text{IDE}(-1)) + C(13) * D(\text{SE}(-1)) + C(14)$

Observations: 24

R-squared	0.381234	Mean dependent var	181.8333
Adjusted R-squared	0.162846	S.D. dependent var	1899.609
S.E. of regression	1738.069	Sum squared resid	51355017
Durbin-Watson stat	1.951785		

Les Annexes

$$\begin{aligned} \text{Equation: } D(\text{OIL}) = & C(15) * (\text{PIB}(-1) - 0.0011348067549 * \text{OPEN}(-1) - \\ & 0.931490220459 * \text{OIL}(-1) - 0.00242893863438 * \text{IDE}(-1) + \\ & 2.49601281609 * \text{SE}(-1) + 4.63923870337) + C(16) * D(\text{PIB}(-1)) + C(17) \\ & * D(\text{OPEN}(-1)) + C(18) * D(\text{OIL}(-1)) + C(19) * D(\text{IDE}(-1)) + C(20) * D(\text{Stab}(-1)) \\ & + C(21) \end{aligned}$$

Observations: 24

R-squared	0.229995	Mean dependent var	1.387083
Adjusted R-squared	-0.041771	S.D. dependent var	16.30118
S.E. of regression	16.63816	Sum squared resid	4706.080
Durbin-Watson stat	1.983754		

$$\begin{aligned} \text{Equation: } D(\text{IDE}) = & C(22) * (\text{PIB}(-1) - 0.0011348067549 * \text{OPEN}(-1) - \\ & 0.931490220459 * \text{OIL}(-1) - 0.00242893863438 * \text{IDE}(-1) + \\ & 2.49601281609 * \text{SE}(-1) + 4.63923870337) + C(23) * D(\text{PIB}(-1)) + C(24) \\ & * D(\text{OPEN}(-1)) + C(25) * D(\text{OIL}(-1)) + C(26) * D(\text{IDE}(-1)) + C(27) * D(\text{Stab}(-1)) \\ & + C(28) \end{aligned}$$

Observations: 24

R-squared	0.673694	Mean dependent var	13.45833
Adjusted R-squared	0.558527	S.D. dependent var	1557.014
S.E. of regression	1034.533	Sum squared resid	18194407
Durbin-Watson stat	1.403092		

$$\begin{aligned} \text{Equation: } D(\text{SE}) = & C(29) * (\text{PIB}(-1) - 0.0011348067549 * \text{OPEN}(-1) - \\ & 0.931490220459 * \text{OIL}(-1) - 0.00242893863438 * \text{IDE}(-1) + \\ & 2.49601281609 * \text{SE}(-1) + 4.63923870337) + C(30) * D(\text{PIB}(-1)) + C(31) \\ & * D(\text{OPEN}(-1)) + C(32) * D(\text{OIL}(-1)) + C(33) * D(\text{IDE}(-1)) + C(34) * D(\text{SE}(-1)) \\ & + C(35) \end{aligned}$$

Observations: 24

R-squared	0.857249	Mean dependent var	0.041667
Adjusted R-squared	0.806866	S.D. dependent var	0.204124
S.E. of regression	0.089707	Sum squared resid	0.136803
Durbin-Watson stat	1.372410		

► Causalité :

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 02/27/17 Time: 15:26

Sample: 1990 2015

Lags: 3

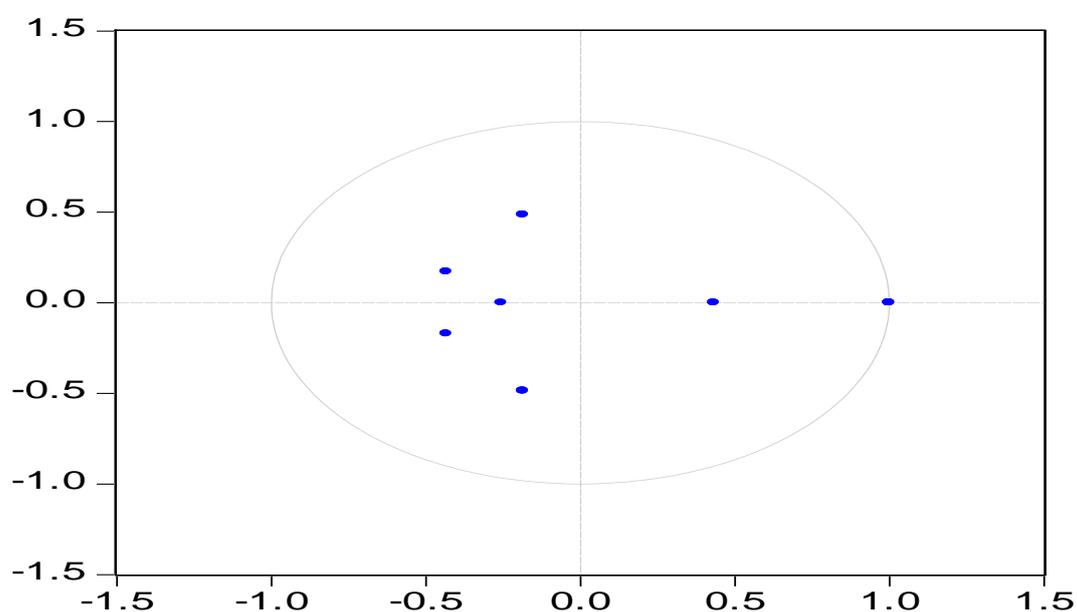
Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
OPEN does not Granger Cause PIB	23	1.55386	0.2394
PIB does not Granger Cause OPEN		0.37788	0.7702
OIL does not Granger Cause PIB	23	4.00723	0.0264
PIB does not Granger Cause OIL		3.72011	0.0334
IDE does not Granger Cause PIB	23	0.37916	0.7693
PIB does not Granger Cause IDE		0.11973	0.9472
STAB does not Granger Cause PIB	23	1.07365	0.3882
PIB does not Granger Cause STAB		0.07406	0.9731
OIL does not Granger Cause OPEN	23	0.37167	0.7745
OPEN does not Granger Cause OIL		1.59627	0.2295
IDE does not Granger Cause OPEN	23	0.43297	0.7323
OPEN does not Granger Cause IDE		3.56860	0.0378

Les Annexes

STAB does not Granger Cause OPEN	23	0.68321	0.5752
OPEN does not Granger Cause STAB		1.40274	0.2784
<hr/>			
IDE does not Granger Cause OIL	23	0.39019	0.7617
OIL does not Granger Cause IDE		0.13863	0.9354
<hr/>			
STAB does not Granger Cause OIL	23	1.14087	0.3626
OIL does not Granger Cause STAB		0.08161	0.9691
<hr/>			
STAB does not Granger Cause IDE	23	0.12279	0.9453
IDE does not Granger Cause STAB		57.6364	9.E-09

➤ La stationnarité du modèle VECM :

Inverse Roots of AR Characteristic Polynomial



➤ Test de l'instabilité de la variation :

VEC Residual Heteroskedasticity Tests: No Cross Terms (only levels and squares)

Date: 02/12/17 Time: 19:43

Sample: 1990 2015

Included observations: 21

Joint test:

Chi-sq	df	Prob.
168.2833	165	0.4144

Individual components:

Dependent	R-squared	F(11,9)	Prob.	Chi-sq(11)	Prob.
res1*res1	0.351678	0.443817	0.8976	7.385236	0.7671

Les Annexes

res2*res2	0.806139	3.402266	0.0382	16.92891	0.1100
res3*res3	0.864724	5.230081	0.0097	18.15921	0.0780
res4*res4	0.682459	1.758436	0.2029	14.33164	0.2152
res5*res5	0.315854	0.377735	0.9346	6.632930	0.8280
res2*res1	0.588348	1.169377	0.4138	12.35532	0.3375
res3*res1	0.685977	1.787302	0.1962	14.40552	0.2114
res3*res2	0.843061	4.395197	0.0173	17.70428	0.0887
res4*res1	0.547839	0.991311	0.5139	11.50462	0.4020
res4*res2	0.915424	8.855725	0.0014	19.22390	0.0572
res4*res3	0.769806	2.736135	0.0708	16.16593	0.1351
res5*res1	0.331169	0.405120	0.9201	6.954554	0.8028
res5*res2	0.557648	1.031435	0.4896	11.71060	0.3858
res5*res3	0.657938	1.573732	0.2526	13.81671	0.2433
res5*res4	0.526868	0.911108	0.5653	11.06423	0.4379

➤ Corrélation en série :

VEC Residual Serial Correlation LM Tests
 Null Hypothesis: no serial correlation at lag order h
 Date: 02/12/17 Time: 19:44
 Sample: 1990 2015
 Included observations: 21

Lags	LM-Stat	Prob
1	30.08585	0.2211
2	34.40714	0.0995
3	40.30568	0.0271
4	18.75447	0.8087
5	32.61232	0.1410
6	54.55612	0.0006

Probs from chi-square with 25 df.

➤ La décomposition de la variance :

Period	S.E.	PIB	IDE	OIL	OPEN	STAB
1	16.29375	100.0000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000
2	22.06251	59.68419	0.531815	32.10813	7.316219	0.359650
3	22.98700	58.71288	1.999982	30.83061	8.100565	0.355959
4	24.28982	55.62460	3.315923	32.78766	7.265133	1.006684
5	25.26983	56.02145	4.458760	30.34873	7.746938	1.424130
6	26.23392	54.03983	7.501769	29.15077	7.429225	1.878400
7	27.21554	51.19652	11.48092	27.94671	6.920706	2.455141
8	29.06329	47.64586	15.86430	24.86083	8.497280	3.131736
9	30.07246	46.06888	18.63769	23.24570	8.387147	3.660590
10	31.10810	44.39161	21.05176	21.98764	8.629226	3.939756

Varian
ce
Decom
position
of PIB:

Les Annexes

position
of IDE:

Period	S.E.	PIB	IDE	OIL	OPEN	STAB
1	982.0960	22.57573	77.42427	0.000000	0.000000	0.000000
2	1429.760	11.10053	48.82219	39.25721	0.036456	0.783612
3	2269.527	18.04305	20.06325	36.04035	25.34001	0.513342
4	2333.600	17.91918	19.35355	35.38324	26.84266	0.501373
5	2391.487	17.78926	18.62048	34.40700	28.54942	0.633839
6	2418.762	17.40871	19.05042	34.07023	28.76884	0.701795
7	2424.880	17.35497	18.96733	34.31106	28.62559	0.741045
8	2456.486	17.23153	18.48521	35.12055	28.44058	0.722129
9	2479.246	17.01935	18.17422	35.35740	28.73991	0.709118
10	2481.215	17.00274	18.18984	35.32488	28.77204	0.710503

Varian
ce
Decom
position
of OIL:

Period	S.E.	PIB	IDE	OIL	OPEN	STAB
1	15.45434	99.52662	0.001171	0.472204	0.000000	0.000000
2	20.90556	60.74354	0.500776	31.42697	6.952533	0.376182
3	21.97151	59.28689	1.990573	30.37200	7.983237	0.367301
4	23.29806	56.09611	3.313871	32.46463	7.114956	1.010435
5	24.32425	56.53374	4.619080	29.82176	7.562074	1.463351
6	25.32340	54.32650	7.751200	28.72194	7.255107	1.945255
7	26.33923	51.38996	11.99983	27.30455	6.746789	2.558873
8	28.16851	47.77837	16.59235	24.14058	8.215175	3.273529
9	29.22202	46.07842	19.50585	22.44995	8.143913	3.821872
10	30.30793	44.28398	22.04413	21.13698	8.419656	4.115253

Varian
ce
Decom
position
of
OPEN:

Period	S.E.	PIB	IDE	OIL	OPEN	STAB
1	1311.440	11.63484	0.015194	7.046718	81.30325	0.000000
2	1429.053	9.847014	3.735352	10.08988	75.54274	0.785018
3	1502.882	8.930131	8.728347	11.32960	69.19538	1.816547
4	1541.815	8.799279	11.62919	10.77751	66.09612	2.697903
5	1624.055	8.886230	14.10772	11.51584	62.55446	2.935744
6	1656.952	8.694614	16.84612	11.06313	60.17345	3.222681
7	1692.243	8.572215	18.27871	11.01405	58.75445	3.380575
8	1733.955	8.655789	18.99417	11.52649	57.37389	3.449650
9	1740.101	8.611464	19.38584	11.48020	57.01853	3.503962
10	1753.732	8.509025	19.57462	11.90353	56.51947	3.493346

Varian
ce
Decom
position
of SE:

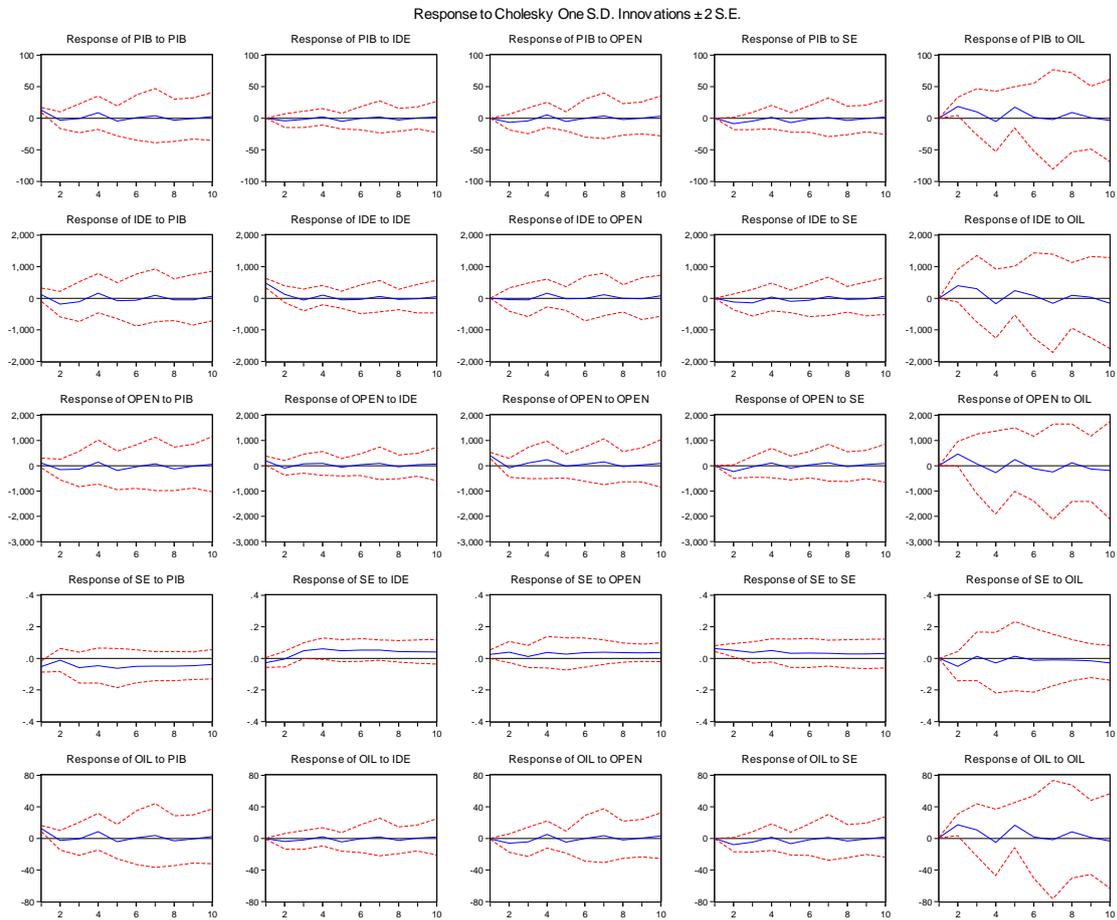
Period	S.E.	PIB	IDE	OIL	OPEN	STAB
1	0.080666	31.99053	0.003979	4.776876	0.896185	62.33243
2	0.102526	25.31894	0.333695	23.06812	0.662836	50.61640
3	0.164936	10.33988	53.88776	9.163611	1.081759	25.52699
4	0.239489	5.508530	62.11312	14.40975	0.579959	17.38864

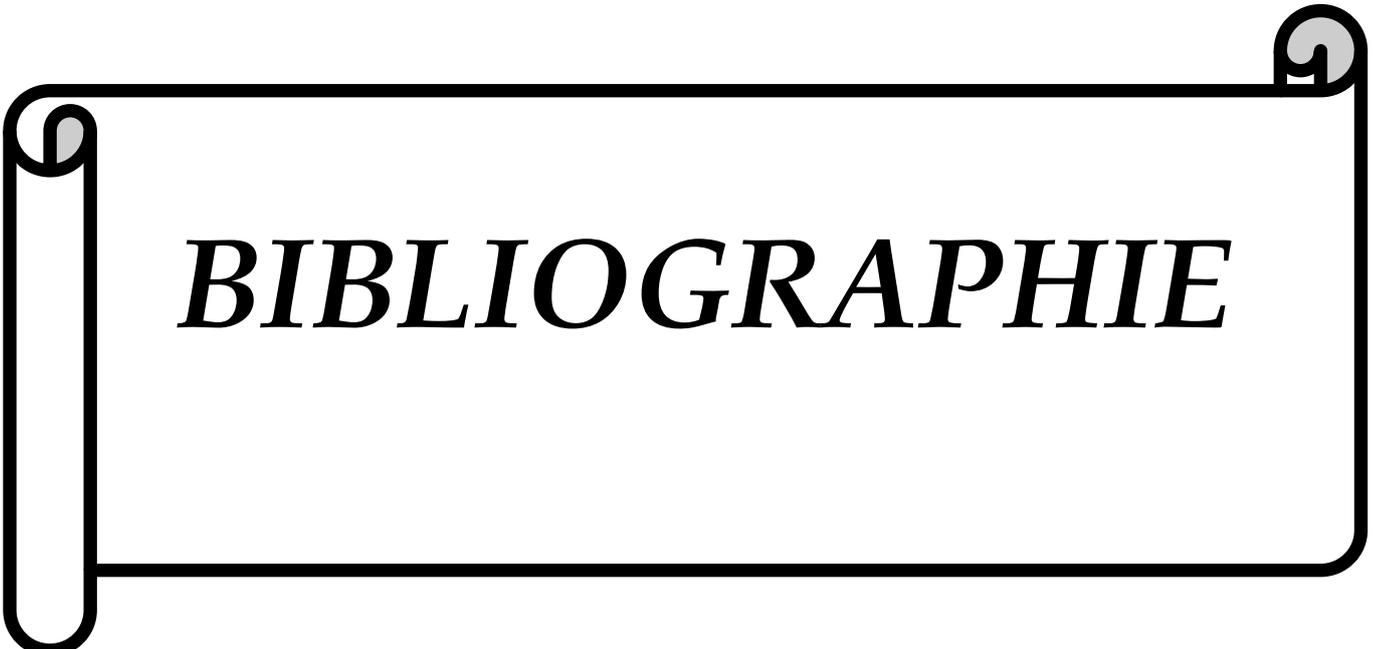
Les Annexes

5	0.374203	9.706013	40.70226	16.36063	23.52805	9.703045
6	0.397641	11.81264	41.91246	14.59158	22.00418	9.679137
7	0.408525	11.84984	43.43230	14.15429	21.06267	9.500902
8	0.426935	11.45816	44.71344	13.74375	20.84205	9.242601
9	0.434475	11.21194	45.05367	13.42555	21.01016	9.298675
10	0.446685	11.04126	43.79321	14.77633	21.42515	8.964046

Cholesky
 Orderin
 g: PIB
 IDE OIL
 OPEN
 SE

➤ Fonctions de réaction impulsionnelles :





BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

- **Abbasi-Nejad H., MOTAVASSELI M. et Mohammadi S. (2004)**, « Economic Growth as a Nonlinear and Discontinuous Process", Iranian Economic Review, Vol. 9, No. 10.
- **Abdellatif BENACHENHOU (2004)**, « Algérie, la mondialisation maîtrisée », Impression autographe, Paris..
- **Abdellatif BENACHENHOU .(2006)** « .Les nouveaux investisseurs ». Alpha Design.
- **Abdelmadjid BOUZIDI.(2007)**« Climat des affaires en Algérie : aucune amélioration ». Le soir d'Algérie. 19/11/2007.
- **ABEL, A.B. (1983)**, « Optimal investment under uncertainty », American Economic Review, n° 73 (1).
- **Adeniyi O., Omisakin O., Egwaikhide F. O., et Oyinlola A. (2012)**, « Foreign Direct Investment, Economic Growth and Financial Sector Development in Small Open Developing Economies », Economic Analysis & Policy, Vol. 42, No. 1, March, pp 105-127
- **AFFILE B, GENTIL C. (2010)** : « Les grandes questions de l'économie contemporaine », Edition L'Etudiant, Paris.
- **AGELL, J., T. LINDH ET H. OHLSSON (1997)**, « Growth and the public sector: A critical review essay », European Journal of Political Economy, n° 13.
- **Agénor P-R. (2001)**, « Benefits and costs of international financial integration: theory and facts », Policy Research Working Paper, No. 2699, The World Bank, October, p 3.
- **AGHION Philippe et P. HOWITT (1992)** : « A Model of Growth Through Creative Destruction », Econometrica
- **AGOSTINO S, DEUBEL P, MONTOUSSE M, RENOUEARD G. (2002)** : « Dictionnaire des sciences Economiques & sociales », éditions Bréal, Rosny, Paris.
- **Agrawal G., et Khan M. A. (2011)**, « Impact of FDI on GDP Growth: A Panel Data Study », European Journal of Scientific Research, Vol. 57, No. 2, pp. 257-264
- **Aitken B. J., et Harrison A. E. (1999)**, « Do Domestic Firms Benefit from Direct Foreign Investment? Evidence from Venezuela », The American Economic Review, Vol. 89, No. 3, June, pp. 605-618.

- **ALAYA Marouane. Nicet –Chenaf Dalila. Rougier Eric,(2007)**, « Politique d'attractivité des IDE et dynamique de croissance et de convergence dans les pays du sud est de la méditerranée. », cahiers du GRETHA n° 2007.
- **Alexandre Nshue M. Mokime(2012)**. « Modèles de croissance économique ». Version préliminaire. Kinshasa, Juillet 2012.
- **Alexandre NSHUE Mbo Mokime. (2011)** « Théories de la croissance et des fluctuations économiques Partie I. La croissance économique ». Université Protestante au Congo Faculté d'Administration des Affaires et Sciences Economiques Département des Sciences Economiques BP. 4745 Kinshasa II Kinshasa – Lingwala. Année Académique 2011 – 2012 Copyright Nshue 2011.
- **Alfaro L. (2003)**, « Foreign Direct Investment and Growth: Does the Sector Matter? », Working Paper, Harvard Business School, April.
- **Alfaro L., Chanda A., Kalemli-Ozcan S., et Sayek S. (2006)**, « How Does Foreign Direct Investment Promote Economic Growth? Exploring the Effects of Financial Markets on Linkages », NBER Working Paper, No. 12522, September
- **ALGERIA-MEM-Fall2016-FRE.pdf**.
<http://pubdocs.worldbank.org/en/565381475675035352/Algeria-MEM-Fall2016-FRE.pdf>
- **ALGÉRIE.(2016)** : Les Investissements «les investissements en Algérie » - TRADE Solutions BNP Paribas. June 29th, 2016
- **AMOKRANE Abdelaziz (2012)**. « Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb ». Thèse de magister en sciences économiques, sous la direction du : Mme KACI CHAOUCH Titem, Université MOULOUD MAMMARI DE TIZI-OUZOU, Algérie.
- **Andrea BASSANINI Et Stefano SCARPETTA(2001)**. « Les Moteurs De La Croissance Dans Les Pays De L'OCDE : Analyse Empirique Sur Des Données De Panel » Revue économique de l'OCDE n° 33, 2001/II.
- **AndrefeWladimiri (1996)**,« Les Multinationales Globales », Ed La Découvert, Paris.
- **ANIMA (2009)**, La carte des investissements en méditerranée : Guide sectoriel à travers des politiques publiques pour l'investissement en méditerranée, Etude n° 7, ANIMA Investment Network, Octobre, 2009.

- **ANIMA, (2010)** « Investissements directs étrangers et partenariats vers les pays MED en 2009 », Etude n°14.
- **Anne BOILLON (2003)**, « S'implante en Algérie », Mission économique d'Algérie.
- **Anwar S., et Nguyen L. (2010)**, « Foreign direct investment and economic growth in Vietnam » ; Asia Pacific Business Review, Vol. 16, No. 1-2, January-April, pp. 183-202.
- **Arrous J. (1999)**, "Les théories de la croissance", Editions du Seuil, Paris, p 10.
- **ASSANINI, A., S. SCARPETTA et P. HEMMINGS (2001)**, « Economic growth: the role of policies and institutions », Panel data evidence from OECD Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, no 283.
- **Augustin MwanaMuhindoNgeleza,(2009)**, « Déterminants de l'investissement direct a l'étranger dans les pays en voie de développement : application faite à la RDC ».Unigom .
- **B.Bellon et R.Gouia , (1998)**, «Investissement directs étrangers et développement industriel méditerranéen»,édition economica, paris.
- **BAfD, OCDE, PNUD(2016)** « Algérie 2016 ». Perspectives économiques en Afrique. <http://www.africaneconomicoutlook.org.2>
- **Banque Africaine De Développement.(2016)** « Document De Stratégie Pays Intérimaire 2016-2018 ». Département Régional Afrique Du Nord (Orna) .Octobre 2016.
- **Banque Mondiale (1999)**. <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/490611468327921961/Rapport-sur-le-developpement-dans-le-monde-1999-2000-le-developpement-a-laube-du-XXIe-siecle>
- **BARRO Robert (1 990)** : « Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth », Journal of Political Economy, octobre.
- **BARRO Robert et Xavier SALA-I-MARTIN (1990)** : « Economic Growth and Convergence Across the United States », NBER Working Paper Series, n° 341 .
- **BEITONE A, CAZORLA A, DOLLO C, DRAI A-M (2007)**: « Dictionnaire des sciences économiques »,2ème édition Armand Colin, Paris .
- **BEKIHAL Mohamed (2013)**. « Les investissements directs étrangers en Algérie: « Essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990 et 2010 » Thèse de magister en sciences économiques, sous la direction du : Pr. BENBAYER Habib, Université D'ORAN, Algérie.

- **BELLATAF M. (2010)**, « Economie du développement », Office des Publications Universitaires, Alger.
- **BENAHMED kafia (2014)**. « Essai D'analyse De La Relation Entre L'assurance Et La Croissance Economique En Algérie ».Thèse de magistère en sciences économiques, sous la direction du : Dr. Nemiri-Yaici Farida, Université de TIZI OUZOU, Algérie.
- **BENHABIB Abderrezak et ZENASNI Soumia(2013)**« Déterminants et effets des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie: analyse en données de panel ».colloque international. École doctorale .université Stif.
- **Bertrand Bellon et Ridha Gouia, (1998)** ; « Investissements directs étrangers et développement industriel méditerranéen »édition economica,paris.
- **Bhandari R., Dhakal D., Pradhan G., et Upadhyaya K. (2007)**, « Foreign Aid, FDI and Economic Growth in East European Countries », Economics Bulletin, Vol. 6, No. 13, April, pp. 1-9.
- **Blomström M. et Kokko A. (1997)**, « How Foreign Investment Affects Host Countries », Policy Working Paper Series, No 1745, March, p 2.
- **Borensztein E., De Gregorio J., et Lee J-W. (1998)**, « How does foreign direct investment affect economic growth? », Journal of International Economics, No. 45, pp. 115-135.
- **Bosworth B. P., Collins S. M., et Reinhart C. M. (1999)**, « Capital Flows to Developing Economies: Implications for Saving and Investment », Brookings Papers on Economic Activity, Vol. 1999, No. 1, pp. 143-180.
- **Bosworth Et Collins (1999)**, «Capital Flows To Developing Economies : Implications For Saving And Investments « Brookings Paper On Economic Activity : 1, Brookings Institution.
- **Bouoiyour, J. (2003)**. « The Determining Factors of Foreign Direct Investment in Morocco ».CATT University of Pau (France).Saving and development No. Issue 1 (2007): pp. 91-105.
- **BOURI Sarah (2014)**. « les déterminants de l'investissement direct étranger évidence empirique à partir des données de panel dans la région MENA (1980-2011)».Thèse de doctorat en sciences économiques monétaires et finances LMD ,Option: « Finance », sous la direction du :Pr. BOUTELDJA Abdelnacer, Université de Tlemcen, Algérie.

- **Brahim BOUYACOUB. Sabiha TOUAMI (2016).** « La politique économique et la croissance en Algérie: Analyse économétrique 2000-2014 » Revue algérienne de développement économique N °04/Juin2016.
- **Brainard S.L. (1993),** « A Simple Theory of Multinational Corporations and Trade-off Between Proximity and Concentration, NBER», Working Paper no.4269. .
- **Brainard S.L. (1997),**« An Empirical Assessment of the Proximity-Concentration trade-off between Multinational Sales and Trade», American Economic Review, vol.87.
- **Buckley P.J. and Casson M.C. (1998),** « Models of the Multinational Enterprise» , Journal of International Business Studies, vol.29, No.01.
- **Buckley P.J. et Casson M.C. (1976),** « The Future of the Multinational Enterprise» ,édition The MacMillan Press, Londres.
- **Bye Maurice (1987),**« Relations Economiques Internationales », 5ème Edition, Ed Dalloz
- **C.Heij ; P. de Boer ; P.H.Franses ; T.Kloek ; H.K.Van Dijk .(2004)** « Econometrics Methods with Applications in Business and Economics. ». Ed. Oxford University.
- **C.W.J.Granger. (1986) .**« Developments in the Study of Cointegrated Economic Variables » Oxford Bulletin of Economics and Statistics,
- **Caves R. (1996),**« Multinational Enterprise and Economic Analysis» ,édition Cambridge University Press, New York.
- **Céline ROZENBLAT, (2007) ;** « Les entreprises multinationales : un processus urbain dans un environnement international et transnational ». L'information géographique n° 2 .
- **Chabha Bouzar et Fatima TAREB .** « L'investissement direct étranger et les transferts de technologie vers les pays d'Afrique : cas de l'Algérie ». Faculté de sciences économiques, sciences de gestion et sciences commerciales , Université Mouloud Mammeri Tizi Ouzou.
- **Charles BOHAN,(17 décembre 2009),** « Les stratégies des firmes multinationales de l'automobile dans l'Europe élargie : le modèle centre périphérie à l'épreuve » Géo carrefour. Vol. 84/3 | 2009.
- **CHEBIRA Boualem** enseignant chercheur, Maître de conférences, Université d'Annaba. « « IDE et développement en Algérie »

<http://www.scipio.ro/documents/15530/f661fb3d-1684-465b-813e-ba6cd06832f6..P3>

- **Chen, E. K.Y. (1992)**, « Changing Pattern of Financial Flows in the Asia-Pacific Region and Policy Responses », Asian Development Review, Vol. 10, No 2.
- **CHIHA Khemici KEDDI Abd Elmajid(2013)** « investissement direct étranger et croissance économique (cas : région du Maghreb) » revue nouvelle économie. Université Alger III .n°:08 .
- **Christophe Van Huffel.** « Investissements directs étrangers : problèmes et enjeux pour les pays du sud et de l'est de la méditerranée ». Notes et documents. CRERI université de Toulon et de la var.
- **CNUCED ,(2007)**, « Sociétés transnationales, industries extractives et développement », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nations Publication, New York et Genève.
- **CNUCED ,(2010)**, « Investir dans économie intensité de carbone », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève.
- **CNUCED , (2013)**, « Les chaines de valeur mondiales : l'investissement et le commerce au service du développement », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève.
- **CNUCED, (2004)**, « Examen De La Politique De L'investissement » -Algérie- Nations Unies Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement .New York Et Genève.
- **CNUCED, (2002)**, « Questions de politique générale concernant l'investissement et le développement », Rapport sur l'investissement dans le monde, TD/B.COM.2/44, 21 Novembre.
- **CNUCED,(2003)** « Examen De La Politique De L'investissement » -Algérie- Nations Unies Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement .New York Et Genève.
- **CNUCED,(2003)**, « Les politiques d'IDE et le développement : Perspectives nationales et internationale », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nations Publication.
- **CNUCED,(2004)**, « La montée en puissance du secteur des services », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nations Publication.

- **CNUCED,(2005)**, « Algérie .Evaluation des capacités de promotion des investissements de l'Agence nationale de développement de l'investissement. » CNUCED. NATIONS UNIES Genève.
- **CNUCED,(2005)**, « Les sociétés transnationales et l'internationalisation de la recherche et développement », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nations Publication, New York et Genève.
- **CNUCED,(2006)**, « L'IDE en provenance des pays en développement ou en transition : Incidences sur le développement", Rapport sur l'investissement dans le monde, Nations Unies, New York et Genève.
- **CNUCED,(2008)**, « Sociétés transnationales et leurs rôles dans infrastructures », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nations Publication, New York et Genève.
- **CNUCED,(2009)**, « World Investment Report 2009 : Transnational corporations, agricultural production and développement , Nations Unies, New York et Genève.
http://www.unctad.org/fr/docs/wir2009overview_fr.pdf
- **CNUCED,(2009)**, « Société transnationales, production agricole et développement », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève.
- **CNUCED,(2010)**, « Evaluation des capacités de promotion des investissements de l'Agence nationale de développement de l'investissement », CNUCED, NATIONS UNIES, Genève.
- **CNUCED,(2011)**, « Modes de production international et de développement sans participation au capital », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève.
- **CNUCED,(2012)**, « Vers une nouvelle génération de politiques de l'investissement », Rapport sur l'investissement dans le monde, op cit , p.5
- **CNUCED,(2014)**, « L'investissement au service des objectifs de développement durable: un plan d'action », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève.
- **CNUCED,(2015)**, « réformer la gouvernance de l'investissement international vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève.

- **CNUCED,(2016)**, « nationalité des investisseurs : enjeux et politiques- repères et vue repères et vue d'ensemble », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève.
- **Coulomb F, Longatte J, Vanhove P. (2008)** : « Epreuve orale d'économie : Manuel et Application », Dunod, Paris.
- **Crozet Matthieu, et KoenigPamina (2005)**,« Etat des lieux du commerce international - Le rôle des firmes multinationales dans le commerce international- La croissance des flux d'investissements directs », Cahiers français, No. 325.
- **DARREAU P. (2003)** : « Croissance et politique économique », Edition Boeck, Bruxelles.
- **Debruecker Ronald (1995)**,« stratégies organisationnelles », Ed Economica, paris.
- **Delapierre Michel, Milleli Christian (1995)**, « les firmes multinationales »,Ed Vuibert, paris.
- **DESROUSSEAUX(1961)** :« Expansion stable et taux d'intérêt optimal », Annales des Mines, novembre.
- **Dess S. (1998)**, « Foreign Direct Investment in China: Determinants and Effects », Economics of Planning, Vol. 31, No 2, pp. 175-194.
- **Direction de l'intelligence économique,(2010)** « IDE dans le monde » ,des études et de la prospective document n°15.
- **DOMAR (1947)** : « Expansion et emploi », American Economie Review, vol. 37, mars. Traduction française dans « Problématiques de la croissance ».
- **Dominique Guellec et Pierre Ralle, (2003)**, Les nouvelles théories de la croissance, la découverte, se édition, Paris.
- **Dunning, J. H. (1988)**,« The Electic paradigm of international production : A restatement and some possible extensions», Journal of international business studies, vol. 19.
- **Dupuch, S. et christelle, M., (2003)**, « Les déterminants des investissements Européens dans les PECO », Workingpaper CEPE No 7.
- **Eric Dor,(2005)**. « Econométrie », Pearson Education .
- **Eric Vergnaud , (2005)**, « Investissements directs étrangers : analyse des tendances récentes »,Bulletin édité par les Etudes Economiques - BNP Paribas. Conjoncture .
- **Eric.Dor (2004)** , « Econométrie, » Pearson Education: France.

- **Fatima BOUALAM. (17 et 18 Octobre 2008).**« Les Institutions et Attractivité des IDE » Colloque International « Ouverture et émergence en Méditerranée » Rabat-Maroc .Université de Montpellier I Sciences Economiques LASER.
- **FMI (2008)** « Finances et développement-Algérie », Washington, D.C.
- **FMI (2011)** « Algérie : consultation de 2010 au titre de l'article IV »Rapport sur les économies nationales n°11/39, Washington, D.C.
- **FMI(2016)** « **Algérie consultations de 2016 au titre de l'article IV — communiqué de presse; rapport des services du FMI** » communiqué de presse n° 16/228 pour diffusion immédiate le 16 mai 2016. Fonds monétaire international 700. 19th Streets, NW WASHINGTON, D.C. 20431 usa. Département de la communication. © 2016 fonds monétaire international.
- **Fontagne L. Et Pajot M.,(1999).** « Investissement Direct Et Commerce International : Le Cas Français », Revue Economique, 49, (3): 593-605.
- **Foued Cheriet et Selma Tozanli, (Novembre-décembre 2007):** « Essai de construction d'un score d'attractivité sectorielle des investissements directs étrangers. Cas du secteur agroalimentaire du Sud et de l'Est méditerranéens ». Numéro 302 , Économie rurale .
- **François Bost (2004)** « Les investissements directs étrangers, révélateurs de l'attractivité des territoires à l'échelle Mondiale » .-N°75-
- **Frédéric TOULON, (2001)** . « Croissance, crises et développement », Collection Major.
- **G-MEON P. (2010)** : « Introduction à la macroéconomie », Université libre de Bruxelles .
- **Greenwood, J., and Jovanovic, B. 1990.** « Financial development, growth, and the distribution of income » Journal of Political Economy, 98(5), pp. 1076-1107.
- **GROSSMAN Gene et Elhanan HELPMAN (1 990)** : « Comparative Advantage and Long Run Growth », American Economic Review,, n° 80 (4).
- **Guellec D. et Ralle P. (2003)**, "Les nouvelles théories de la croissance", 5ème éd., Editions La Découverte, Paris.
- **GUERID Omar(2008).** Maître assistant chargé de cours. Faculté des sciences économiques et de gestion .Université de Biskra. « L'investissement direct étranger en Algérie: Impacts, opportunités et entraves ». Recherches économiques et managériales N°3 - juin 2008.

- **HADJILA Krifa - Schneider Nicolas Bauduin , (2007)**, :« Dynamique et déterminants des IDE en Russie » . Équipe Université de Lille Université des Sciences et Technologies de Lille. Innovations /2 – n° 26.
- **HARROD (1948)** : Towards a Dynamic Economies, Mac Millan, p. 77-91 . Traduction française dans « Problématiques de la croissance ».
- **Hind Ouguenoue, (2015)** « La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie ». Economies and finances. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2014. French. Submitted.
- **Hymer S.H. (1976)**, « The International Operations of National Firms: A Study of Direct Foreign Investment» , édition MIT Press, Cambridge (these de doctorat, department d'économie, MIT, 1960).
- **Imen Mohamed SGHAIER and Zouheir ABIDA (2013)**, « Foreign Direct Investment, Financial Development and Economic Growth: Empirical Evidence from North African Countries ». Journal of International and Global Economic Studies, 6(1), June 2013, pp. 1-13. Investment", World Development, vol.13, no.2, pp.161-175.
- **J. Markusen,(1995)**; « The Boundaries Of Multinational Enterprises And The Theory Of International Trade », Journal Of Economic Perspective, Vol. 9, N°2, P16
- **J.De Anne. (1991)**. « Foreign Direct investment: »The Neglected Twin of Trade,Group of Thirty.
- **Jacques Brasseur,(1989)** « Initiation à l'économie de développement », Armand colin..
- **Jean Arrow, (1999)**. « Les théories de la croissance », Edition du Seuil.
- **Jean-Marc Huart (2003)**, « croissance et développement », Bréal.
- **Joseph Djaowe,(janvier 2009)** : « Investissements Directs Etrangers (IDE) et Gouvernance : les pays de la CEMAC sont-ils attractifs ? » Revue africaine de l'Intégration Vol. 3, No. 1.
- **JOSEPH KOKOU. « 2008 »**. « prévision des prix du logement avec des var: l'impact de l'addition des effets spatiaux ». Mémoire Présenté Comme Exigence Partielle De La Maîtrise En Economique. Université Du QUÉBEC À MONTRÉAL.
- **Josph Djaowe (2009)**, « Investissements directs étrangers (IDE) et gouvernance : les pays de la CEMAC sont ils attractifs?» . Revue africaine de l'Intégration Vol. 3, No. 1, janvier 2009.

- **KALDOR Nicholas (1956)** : « Alternative Theories of Distribution », Review of Economie Studies, vol. 23, p. 94-100, traduction française d'une version voisine dans Problématiques, vol. 1 .
- **Kamel BOUADAM(2007)** « Le Climat Des IDE En Algérie : Tendances Et Perspectives ». Revue des Sciences Humaines -Université Mohamed Khider Biskra N°12. Novembre 2007.
- **Kindleberger C.P(1969)**, «American Business Abroad: Six Lectures on Direct Investment» ,édition New Haven Yale University Press.
- **KMPG Algérie (2010)**, Guide d'investissement en Algérie, édition 2010.
- **KMPG Algérie (2011)**, Guide d'investissement en Algérie, édition 2011.
- **KMPG Algérie (2014)**, Guide d'investissement en Algérie, EDITION 2014.
- **KMPG Algérie (2015)**, « Guide d'investissement en Algérie », édition 2015.
- **KMPG Algérie (2016)**, Guide d'investissement en Algérie, EDITION 2016.
- **KRUGMAN P, WELLS R. (2009)** : « Macroéconomie », édition de Boeck, Bruxelles.
- **KRUGMAN Paul (1990)** : « Increasing Returns and Economic Geography », NBER Working paper n° 3275.
- **Kuznets S. (1973)**, « Modern economic growth: findings and reflections », the American Economic Review, Vol. 63, No. 3, June.
- **Lahcène Sériak, (2005)**, Les conditions juridiques et réglementaires de l'investissement national et étranger en Algérie, AGS corpus et bibliographie édition.
- **Lecaillon J. (1972)**, « La croissance économique », Éditions CUJAS, Paris.
- **Lim D. (1996)**, "Explaining Economic Growth: A New Analytical Framework", Edward Elgor Publishing, United States.
- **Lionel FONTAGNE et Farid TOUBAL ,(2010)**, « Investissement direct étranger et performances des entreprises » Conception et réalisation graphique en PAO au Conseil d'Analyse Économique par Christine Carl. ©Direction de l'information légale et administrative. Paris, - ISBN : 978-2-11-008154-4.
- **Lionel FONTAGNE et Michaël PAJOT , (1999)** ,« Investissement direct à l'étranger et échanges extérieurs : un impact plus fort aux États-Unis qu'en France » économie et statistique. N° 326-327, - 6/7.
- **LUCAS Robert (1988)** : « On The Mechanics of Economic Development », Journal of Monetary Economics, n° 22.

- **M.E. BENISSAD, (1974)**, « Théories et politiques de développement économique », S.N d'imprimerie et de distribution,1974.
- **MAHRAZ Sanae, (2008)**,« Investissement direct étranger au Maroc et politique d'attractivité » .FSJES Meknes , licence 2008.
<http://www.memoireonline.com/08/09/2565/Investissement-Direct-Etranger-au-Maroc-et-politique-dattractivite.htm>
- **Mankiw G. N. (2003)**, "Macroéconomie", 3ème édition, Ed. De Boeck, Belgique.
- **Manuel de la balance des paiements du FMI**, 5eme édition
- **Marielle Monteils, (2001)**, « Le savoir moteur de la croissance économique: Tests empiriques des principaux modèles de la croissance endogène », Forum de la régulation, Paris 10-12 Octobre.
- **Matthieu Crozet, Pamina Koenig**, « État des lieux du commerce international » Le rôle des firmes multinationales dans le commerce international », Mondialisation et commerce international. CREST & TEAM, Université Paris I - CNRS Cahiers français n° 325.
- **Med Liassine,(1998)**« les réformes économiques en Algérie ; une transition vers l'économie de marché», livre économie du Maghreb : l'impératif de Barcelone, S/D de AEK Sid Ahmed, CNRS, Paris .
- **Mihoub MEZOUAGHI Et Fatiha TALAHITE (2009)**,« les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie », Revue confluence économique 3ème trimestre.
- **Ministère du commerce,(2011)**« Programme MEDA II de l'Union Européenne pour les pays du Sud & Sud Est de la Méditerranée, Evaluation de l'état d'exécution de l'Accord d'Association Algérie-UE », Investissement Développement Conseil (IDC) ,Alger .
- **Mokhtari F. (2009)**, « Croissance endogène dans une économie en développement et en transition : Essai de modélisation, cas de l'Algérie », Thèse de doctorat en sciences économiques, sous la direction du : Pr. Belmokadem Mostefa, Université de Tlemcen, Algérie.
- **Mr DIEMER.** « La croissance économique ».Economie – Gestion. Iufm Auvergne
<http://www.oeconomia.net/private/cours/economiegenerale/CAPET/04.croissanc e.pdf>
- **Mucchielli J-L (1998)**,« Multinationales et mondialisation». Éditions Seuil, Paris .

- **Nacer-Eddine Sadi.(2006)** « la privatisation des entreprises publiques en Algérie ,objectifs, modalités et enjeux »,OPU.
- **Neuhaus M. (2006)**, « The impact of FDI on economic growth: an analysis for the transition countries of Central and Eastern Europe », Ed. Physica Verlag Heidelberg, Germany.
- **Noorbakhsh F., Paloni A. et Youssef A. (2001)**, « Human Capital and FDI Inflows to Developing Countries: New Empirical Evidence », World Development, vol.29, No.9.
- **North. D (1990)**, Institutions, Institutional Change and Economic Performance, Cambridge University Press, UK.
- **O.E. Williamson (1975)**,« markets and hierarchies ; analysis and antitrust implications», new york, free press.
- **OCDE (2002)**,« L'investissement direct étranger au service du développement : Optimiser les avantages, minimiser les coûts », Paris.
- **OCDE,(1994)**. « Performances des filiales étrangères dans les pays de l'OCDE », paris.
- **OCDE,(2008)** ; « Définition de référence des investissements directs internationaux », 4ème édition, Paris.
- **OCDE,(2008)** ; « L'impact social de l'investissement direct étranger », synthèses.
- **OCDE,(2008)** « L'impact de l'investissement direct étranger sur les salaires et les conditions de travail » , centre des conférences de l'OCDE, paris, France.
- **Office National des Statistiques – ALGER(ONS).Novembre 2016** « L'activité industrielle 2005-2015 » Collections Statistiques N° 202/2016 Série E : Economie N° 89. 2ème Semestre 2016.
- **Ogutcu M. (2002)**, « Foreign Direct Investment and Regional Development: Sharing experiences from Brazil, China, Russia and Turkey », OECD Working Paper, No 38
- **Otmame Bekenniche (2006)**,« La Coopération Entre L'union Européenne Et L'Algérie », L'accord D'association. Office Des Publications Universitaires. Alger.
- **PASCAL P. (2005)** : « Croissance et richesse des nations », Edition La découverte, Paris.
- **Patrick Ternaux** : « Mutations des marchés du travail et régulation des territoires ». Espaces et sociétés .

- **Paul .R .Krugman Maurice Obstfeld ,(2004) :** « Economie Internationale » , 4eme éditions, 2eme tirage paris ; traduction de la 6eme édition américaine par Achille Hanne quart Et Fabienne Leloup.
- **Peter Howitt, (Printemps 2004),** « Croissance endogène, productivité et politique économique: rapport de situation », Observatoire international de la productivité, no8
- **Pierre-Alain Muet, Directeur du département d'économétrie de VOFCE (1993)** « Les théories contemporaines de la croissance ». Observations et diagnostics économiques n° 45 (numéro spécial) /juin 1993.
- **R. Bourbonnais (2011).** « Econométrie : Manuel et exercices corrigés. ». Ed Dunod.
- **Rafik Boukha-Hassane, Najat Zatla (2001).** « L'IDE dans le bassin méditerranéen : ses déterminants et son effet sur la croissance économique ». Les échanges euro-méditerranéens euro-méditerranéens Trade. CREAD (Alger) Faculté des Sciences Economiques d'ORAN, ALGÉRIE.. Forum euro-méditerranéen des instituts économiques euro-méditerranéen forum of économique institutes. Seconde conférence du femise.
- **Reggad S. (2008),** « Foreign Direct Investment: The Growth Engine to Algeria », Korea Review of International Studies, Vol. 11, No. 1.
- **Régis Bourbonnais (2004),** Econométrie, Dunod.
- **Régis Bourbonnais(2000),** « Econométrie », Dunod
- **Revue Economique. (Mai 1998) ;** « Développements Récents De L'analyse Economique » .XLVI Congrès Annuel De L'association De Science Economique. Presses De La Fondation Nationale Des Sciences Politiques Volume49. Numéro3.
- **Robert E. Lucas, (March 1993),** "Making a Miracle", *Economelrica*, Vol. 61, No. 2
- **Robinson J., Eatwell J. (1981),** "L'Economie Moderne", Traduction française par Blotnicas Michel et De Carpentier Hubert, Edition McGraw-Hill, Paris.
- **ROMER Paul (1986) :** « Increasing Returns and Long-Run Growth », Journal of Political Economy, vol. 94.
- **S.R. Yeaple,(2003),** « The Complex Integration Strategies of Multinationals and Cross Country Dependencies in the Structure of Foreign Direct Investment », Journal of International Economics, vol.60(2).

- **SALA-I-MARTIN Xavier (1990)** : « Lectures Notes on Economic Growth », NBER Working Paper Series, n° 3563 et n° 3564.
- **Schneider F. et Frey B.S. (1985)**, « Economic and Political Determinants of Foreign Direct ». pp. 161-175
- **Sebastien Dupuch et Christelle Milan (2003)**,« les déterminants des Investissements Directs Etrangers Européens dans les PECO », Working paper, CEPN No. 07.
- **Slim Driss ; (2007)**: « l'attractivité des investissements directs étrangers industriels en Tunisie », région et développement n° 25.
- **SMITH A. (1776)** : « Recherche sur la nature et les conditions de la richesse des nations : Les grands thèmes ». Edition réalisée par Jean-Marie Tremblay en 2002, Québec.http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html
- **SOLOW Robert (1956)** : « Une contribution à la théorie de la croissance économique », traduction française Problématiques, vol. 1.
- **SWAN (1956)** : « Economie Growth and Capital Accumulation », Economie Record, nov., vol. 32.
- **Tersen. D et Bricourt J-L. (1996)**. « Investissement international ».Armand colin/ masson. paris.
- **TESTENOIRE J-P. (2009)** : « La croissance », Edition CERPEG, p. 1, In <http://www.cerpeg.ac-versailles.fr>
- **Thierry Pairault , (2010)**, : « Le rôle des investissements directs entrants et sortants en chine : une appréciation » note et document —Région et Développement n° 31-.
- **Thomas A. Zimmermann,(2008)** ; « Les investissements directs: évolution actuelle en théorie, pratique et politique » La Vie économique, Revue de politique économique
- **V.Meuriot .** « Intégration économique –ointégration économétrique : un hiatus méthodologique.». http://www.gemdev.org/publications/com_mesure_dev/MEURIO T.pdf.P.12
- **Vernon R. (1966)**,« International Investment and International Trade in the Product Cycle» , Quarterly Journal of Economics, vol.80 .
- **Vernon R. (1979)**, « The Product Cycle Hypothesis in a New International Environment, Oxford Bulletin of Economics and Statistics» , vol.41..

- **Wang, Z. Q. And Swain, N., (1995)**, « The Determinants of Foreign Direct Investments In Transforming Economics: Empirical Evidence From Hungary and China ». Welt wirtscha ftliches Archv. 131: 358-82.
- **Wilhelms, 1998**, « Foreign Direct Investment and its Determinants in Emerging Economies », African Economic Policy Discussion Paper no.09, United States Agency for International Development, Office of Sustainable Development, Washington DC.
- **Won Y., Hsiao F., et Yang D. (2008)**, « FDI Inflows, Exports and Economic Growth in First and Second Generation ANIEs: Panel Data Causality Analyses », KIEP Working Paper, No. 08-02, April, pp. 11-86
- **Xavier Richet ,(2003)** ; «International Production Networks And New Market Economies: Automobile Manufacturer Stratégies In The CEECS » chaire jean Monnet d'économie de l'intégration européenne université de la Sorbonne nouvelle, Paris .
- **Zacharie A.,(2002)** ; « Les flux de capitaux internationaux vus du Sud », in Pour une mondialisation à finalité humaine », Vista/Syllepse, Bruxelles/Paris.
- **Zenasii soumia (2014)**. « Les effets de l'intégration financière sur la croissance des économies du Maghreb dans un contexte de globalisation et de crises ».Thèse de doctorat en sciences économiques, sous la direction du : Pr. Benhabib Abderrezzak, Université de Tlemcen, Algérie..
- **Zineb EL AOUMARI ,(2009)**,« Attractivité de canada : l'investissement direct étranger et dynamique de la croissance » , université de Québec à Montréal, mémoire présenté comme exigence partielle de la maitrise en économique.

Lois et Décrets :

- **Code des investissements de 1993**, amendé et complété par l'ordonnance de 2001
- **décret exécutif N°09-183 du 12/05/2009, fixant les conditions d'exercice des activités auxiliaires au transport maritime.**
- **Décret exécutif n°01-281 du 24 septembre 2001**.relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du conseil national de l'investissement (CNI).
- **décret exécutif N°97-04 du 18 janvier 1997, modifié et complété.**
- **l'avant-projet de La loi de finances 2017.** <http://www.actualite-algerie.com/2016/09/14/investissements-directs-et-rangers-en-algerie-les-5149-ne-concerneront-plus-les-banques/>
- **l'ordonnance 10-04 du 26/08/2010, complétant l'ordonnance 03-11 du 26/08/2003, relative à la monnaie et au crédit.**
- **Le Conseil national de l'investissement a été mis en place par le décret n°01-281 du 26 septembre 2001 puis par le décret n° 06-355 du 9 octobre 2006 qui abroge celui de 2001.**
- **LFC 2009.**
- **Ordonnance 01-03 du 20 août 2001, complétée et modifiée par l'ordonnance n°06-08 du 15 juillet 2006.**
- **Ordonnance n°01-03 du 20 août 2001 relative au développement de l'investissement**
- **textes réglementaires du décret exécutif N°07-18 du 11/07/2007.**

WEB GRAPHIE

- **ANDI « l'agence nationale de développement de l'investissement »**
<http://www.andi.dz/index.php/fr/raisons-pour-investir>
- **ANDI. Agence nationale de développement de l'investissement - 2016.**
<http://www.andi.dz/>
- **BENACHENHOU Abdellatif**, «Algérie : La modernisation maîtrisée », ministre des finances, 2000-2008. <http://www.mf.gov.dz/article/34/Histoire/112/Abdelatif-BENACHENHOU.html>
- **Conseil National de l'Investissement (CNI).** <http://www.mdipi.gov.dz/?Conseil-National-de-l>
- Examen de la politique de l'investissement en Algérie. **Sur le site de la CNUCED**
www.unctad.org/fr/docs.pdf
- **FMI 2011**« Algérie : questions choisies ». Sur le site de FMI www.imf.org.
- **FMI. Abdou Semmar.** «crise financière/ Les réformes que le FMI propose à l'Algérie». Eco-Business, Une mai 19, 2016. <http://www.algerie-focus.com/2016/05/decryptagece-lalgerie-faire-surmonter-crise-financiere-dici-2021/>
- http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_de_l%27Alg%C3%A9rie
- <http://jeunessedalgerie.com/article.php?id=9314>
- <http://www.actualite-algerie.com/2016/09/14/investissements-directs-etranagers-en-algerie-les-5149-ne-concerneront-plus-les-banques/>
- <http://www.etudier.com/dissertations/Id-Au-Maroc/443215.html>
- http://www.memoireonline.com/08/09/2565/m_Investissement-Direct-Etranger-au-Maroc-et-politique-dattractivite0.html
- <http://www.tsa-algerie.com/20161022/croissance-economique-atteint-34-2e-trimestre/>
- http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html
- <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/implanter/algerie/investir>
- **L'agence nationale de développement de l'investissement « L'ANDI »**
<http://www.mdipi.gov.dz/?Agence-Nationale-de-Developpement>
- **les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS) rapportés par l'agence APS.**
<http://www.ons.dz/-Statistiques-Economique-.html>



*TABLE DES
MATIERES*

TABLE DES MATIÈRES

DEDICACE

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET DES ABREVIATIONS

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES FIGURES

LISTE DES ANNEXES

RESUME

Introduction générale.....I

PARTI 01: APPROCHES THEORIQUES SUR LES IDE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

CHAPITRE 01: Les IDE: Cadre Théorique Et Actualité Du Phénomène.

Introduction.....01

Section 01 : Aperçu sur les IDE et les firmes transnationales

1. Définition Des IDE02

1.1. Définition de l'IDE selon le FMI02

1.2- Définition de l'IDE selon l'OCDE.....03

2. Formes Et Enjeux Des IDE :05

2.1 Formes des IDE05

2.2. Les enjeux des IDE08

3- TYPOLOGIE DES IDE:.....09

3-1 : les Fusions & Acquisitions (F&A).....09

3-2 : Les Délocalisations.....10

1. Définition des firmes multinationales (FMN)11

2. Les modèles de la firme multinationale.....13

2.1: La Sous-Traitance Internationale {Off - Shoring}.....13

2-2: la production internationale sous licence.....14

2.3: les contrats de transferts de technologie.....14

2.4 : les contrats de partage de production.....14

2.5 : Les Joint- Ventrues Internationales.....14

2.6 : l'alliance stratégique.....15

3. Les stratégies de la firme multinationale16

3-1 : la stratégie horizontale :.....16

3-2 : la stratégie d'intégration verticale	17
3-3 : la stratégie d'intégration globale	18
4. Les stratégies d'implantation des firmes transnationales	19
Les « Ressources Seekers » encore appelées « Chercheurs de Ressources ».....	19
Les « Market Seekers » ou « Chercheurs de Grands Marchés ».....	19
Les « Efficiency Seekers » encore appelées « Chercheurs d'Efficienc	19
Les « Stratégie Asset ou capability Seekers » ou « Chercheurs de Compétitivité ».....	19

Section 02 : Flux et évolution des IDE dans le monde

01- Aperçu historique des investissements directs étrangers	20
1.1- La puissance « avant la première guerre mondiale » (1914-1945).....	20
1.2 Le progrès « entre les deux guerres » (1945- 1973).....	21
1-3- Le ralentissement « de la fin de la 2 eme guerre mondiale a 1973 »(1973 – 1984).....	23
1.4. L'explosion à partir des années 1980	24
2. Les évolutions récentes des investissements directs étrangers dans le Monde.....	26
2.1.En 2010 L'IDE: vers un redressement.....	26
2.2.L'IDE mondial a affiché une forte reprise en 2015	28
2.2.1. Les nombreuses fusions-acquisitions internationales ont réorienté les flux d'IDE vers les pays développés.....	29
2.2.2. La hausse des sorties d'IDE provenait également en grande partie des pays développés	30
3. Les évolutions des flux des investissements directs étrangers selon les régions :.....	31
3.1 -En Afrique « La faiblesse des prix des produits de base décourage les investissements étrangers directs».....	31
3.2 EN L'Asie « Les flux d'IDE vers les pays en développement d'Asie atteignent de nouveaux montants record»	32
3.3 . En Amérique latine et dans les Caraïbes « Les flux d'IDE vers l'Amérique latine et les Caraïbes stagnent ».....	33

Section 03 : Principales théories explicatives des investissements directs étrangers

1. les théories traditionnelles du commerce international et de l'investissement « Théorie de l'avantage comparatif »	35
1.1.L'approche en terme industrielle	36
1.2. L'approche d'indépendances oligopolistiques	37
2. La théorie de cycle de vie du produit	38
3. La théorie de l'internalisation des coûts de transaction :(WILLIAMSON 1975).....	41
4. La théorie éclectique ou le paradigme « O.L.I ».....	43

41. Les avantages Spécifiques (O : Ownership).....	44
4.2. Les avantages de localisation (L : Location)	45
4.3. Les avantages d'internalisation (I : Internalisation).....	45
5. La théorie de l'arbitrage financier.....	49
5.1. Avantages de proximité.....	50
5.2. Avantages de concentration.....	50
Conclusion.....	51

CHAPITRE 02 :Approche Théorique Relative A La Croissance Economique

Introduction.....	54
-------------------	----

Section 01 : Notions générales relatives à la croissance économique

1. Qu'est-ce que la croissance et pourquoi l'étudier ?	55
1.1.Qu'est-ce que la croissance économique ?	55
1.2.Pourquoi étudier la croissance économique ?	57
1.3.Qu'est-ce qu'un modèle de croissance ?	57
1.4.Qu'est-ce que le développement ?.....	58
2. Formes et types de la croissance économique.....	59
2.1.Croissance économique extensive.....	59
2.2.Croissance intensive.....	59
3. Mesure de la croissance économique	60
4. Méthodes de calcul du PIB.....	61
4.1. Approche des ventes finales.....	61
4.2.Approche de production	61
4.3.Approche des revenus.....	61
5. Limites de la mesure de la croissance économique.....	62
6. Les facteurs de la croissance économique.....	63
6.1. L'accumulation du capital	64
6.1.1 <i>Le capital humain</i>	64
6.1.2 <i>Le capital physique</i>	64
6.2. L'accumulation du travail	64
6.3. Le progrès technique	65

Section 02 : les modèles de la croissance économique

1. L'école classique et la croissance.....	67
1.1.La division internationale d'Adam Smith (1776).....	67
1.2.Le principe de population de Thomas Malthus (1796).....	68

1.3. Les rendements décroissants de David Ricardo (1817).....	68
1.4. La destruction du capitalisme selon Marx (1844).....	70
1.5. Schumpeter (1911) et le rôle de l'entrepreneur	70
2. le modèle keynésien de la croissance : le modèle Harrod et Domar	71
2.1. La double nature de l'investissement (Domar, 1946).....	71
2.2. L'instabilité de la croissance : le fil du rasoir (Harrod).....	73
2.3. Les années cinquante-soixante : l'âge d'or de la croissance équilibrée.....	75
3. Le modèle de la croissance néoclassique: modèle de SOLOW.....	76
3.1. Le caractère transitoire de la croissance en l'absence de progrès technique...77	
3.2. Règle d'or.....	78
3.3. Progrès technique.....	79
3.4. Taux d'épargne et répartition des revenus (Kaldor).....	80
Section 03 : La théorie de la croissance endogène	
1. La renaissance des théories de la croissance : croissance endogène et exogène....	84
1.1. Conséquences et limites du modèle néoclassique.....	85
1.1.1. La convergence des économies	85
1.1.2. Croissance endogène et exogène.....	87
2. Croissance endogène et externalités : la redécouverte de l'Etat.....	89
3. Les facteurs de la croissance endogène.....	92
3.1. Le modèle de Robert Lucas considère que l'accumulation du Capital humain produit des externalités positives	93
3.2. Le modèle de Romer étudie les effets de l'accumulation des connaissances	94
3.3. Le modèle de Rober Barro : la dépense publique	95
4. Le renouveau des théories de la croissance	97
Conclusion.....	98

PARTI 02: L'ANALYSE D'IMPACT DES IDE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE

CHAPITRE 01: L'analyse Des Investissements Directs Etrangers Et La Croissance Economique En Algérie

Introduction.....	103
-------------------	-----

Section 01 : Tendance globale des IDE et la croissance économique en Algérie

1. Aperçu sur les réformes en Algérie	105
1.1. Les réformes	106

1.1.1. L'intégration dans l'économie mondiale.....	106
1.1.2. La promotion de l'investissement et de l'environnement des entreprises.....	106
1.1.3. Réforme du secteur public/privatisation.....	107
1.1.4. Réforme du secteur bancaire et financier.....	107
1.1.5. Libéralisation des infrastructures.....	107
1.1.6. Modernisation des finances publiques.....	107
1.1.7. Eau- environnement.....	107
1.2. Les réformes que le FMI propose à l'Algérie.....	108
2. Flux et évolution des investissements directs étrangers en Algérie.....	108
2.1. Flux et stocks d'IDE en forte croissance depuis 1994.....	109
2.1.1. Evolution des Investissements Directs Etrangers avant les réformes	109
2.1.2. Evolution des investissements directs étrangers après les réformes structurelle..	110
2.1.3. Ainsi l'Algérie attire des flux croissants d'IDE ces dernières années.....	111
3. Aperçu sur la croissance économique en Algérie	113
4. Répartition régionale et sectorielle des IDE et de la croissance économique....	115

Section 02 : La politique de promotion des investissements directs étrangers en Algérie

1. Le cadre législatif et réglementaire de l'investissement.....	120
1.1. Définition de l'investissement	121
1.2. Liberté d'investissement et partenariat algérien.....	121
1.2.1. la liberté d'investissement	121
1.2.2. Le partenariat.....	122
1.2.3. Le droit de préemption de l'Etat	124
1.3. Les Avantages fiscaux (accordés aux investisseurs)	125
1.3.1. Le régime général.....	125
1.3.2. Le régime dérogatoire	126
1.3.3. Régimes particuliers	128
2. Les garanties accordées aux investisseurs étrangers	128
2.1. L'égalité de traitement.....	128
2.2. Clauses de stabilisation légale.....	129
2.3. L'arbitrage	129
2.4. Le transfert des capitaux.....	129
2.4.1. Le principe	129
2.4.2. La procédure de transfert.....	130
2.4.3. Le financement des investissements.....	130

3. Les institutions chargées de la promotion des investissements	131
3.1.Le Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements (MIPI).....	132
3.2. Le Conseil national de l'investissement (CNI)	132
3.3.L'agence nationale de développement de l'investissement « L'ANDI »	133
3.4. Le guichet unique	135
3.5.L'Agence Nationale d'Intermédiation et de Régulation Foncière (ANIREF).....	137
3.6.Le Fond d'Appui à l'Investissement (FAI).....	137

Section 03 : L'analyse de l'attractivité des IDE en Algérie : forces et faiblesses

1. Les facteurs d'attractivité et les opportunités d'investissement en Algérie	138
1.1.Des équilibres macroéconomiques au vert	138
1.2.Proximité géographique des marchés potentiels	140
1.3.La libéralisation et les réformes de l'économie	141
1.4.Abondance des ressources humaines et flexibilité du marché du travail.....	141
1.5. Disponibilité des ressources naturelles	141
1.6.L'intégration économique régionale (UMA\UE) et mondiale (OMC).....	142
1.7.Le programme de privatisation.....	142
1.8.Le risque pays.....	144
1.9.La situation sécuritaire.....	144
2. Les obstacles des investissements directs étrangers (IDE) en Algérie	145
2.1.Problème de gouvernance et ralentissement dans la mise en place des réformes économiques	145
2.2.Mauvaises images et un déficit de communication (l'Algérie souffre d'un déficit d'image et de communication à l'étranger).....	145
2.3.Difficulté d'accès au foncier industriel	147
2.4.Un secteur informel important et corruption grandissante	147
2.5.Les retards dans les infrastructures	147
2.6.Un system judiciaire inefficace	148
2.7.Réformes du secteur bancaire: un bilan mitigé.....	148
2.8.Un coût élevé de la pratique des affaires.....	148
Conclusion.....	152

CHAPITRE 02 :L'analyse D'impact Des IDE Sur La Croissance Economique en Algérie : Etude Empirique Durant La Période « 1990-2015 »

Introduction.....	156
-------------------	-----

Section 01 : Méthodologie et données de l'étude

<u>1.</u>	Différentes études concernant le lien entre l'investissement direct étranger et la croissance économique.....	157
<u>2.</u>	Collecte des données	166
2.1.	Spécification du modèle économétrique.....	166
2.1.1.	modèle théorique.....	166
2.1.2.	L'équation à estimer.....	167
2.2.	Description des données de l'étude	168
2.3.	Description des variables	168
2.3.1.	La variable expliquée (PIB).....	169
2.3.2.	Les variables explicatives.....	169
2.3.2.1.	Les investissements directs étrangers (IDE).....	170
2.3.2.2.	Le degré d'ouverture économique (OPEN)	170
2.3.2.3.	La Disponibilité des ressources -Les prix du pétrole(OIL).....	171
2.3.2.4.	La stabilité politique (STAB).....	171
2.4.	Statistiques descriptives	171
2.5.	La corrélation entre les variables explicatives	172
<u>3.</u>	L'approche méthodologique	173

Section 02 : Résultats empiriques et recommandations

<u>1.</u>	Etude De La Stationnarité Des Variables.....	175
1.1.	Tests d'intégration et stationnarité des series.....	175
1.1.1.	Tests de racine unitaire.....	176
1.1.1.1.	Test de Augmented Dickey-Fuller (ADF).....	176
1.1.1.2.	Test de Phillips-Perron	177
1.1.2.	Le test de la cointégration	179
1.1.2.1.	Comment détecte-t-on une relation de cointégration?.....	179
1.1.2.2.	Le test de la cointégration (JOHANSEN).....	160
<u>2.</u>	La causalité de Granger.....	183
<u>3.</u>	La méthode d'estimation	185
3.1.	L'approche des modèles vectoriels à correction d'erreur (VECM).....	186
3.1.1.	Un VECM: de quoi s'agit-il	186
3.1.2.	Formulation économétrique d'un modèle VECM	187
3.2.	Estimation du modèle VECM.....	187
3.3.	Validation du modèle VECM.....	190
3.4.	Les tests statistiques pour le modèle (VECM)	193

2. RESULTAT DE L'ESTIMATION.....	193
<u>2.1.</u> Corrélation en série	193
<u>2.2.</u> Test de l'instabilité de la variation	194
<u>2.3.</u> Fonctions de réaction impulsionnelles et La décomposition de la variance.....	195
<u>2.3.1.</u> L'analyse des Fonctions de réaction impulsionnelles.....	196
<u>2.3.1.1.</u> Réponse du produit intérieur brut au choc « PIB to PIB)	196
<u>2.3.1.2.</u> Réponse de l'investissement direct étranger au choc «PIB to IDE).....	197
<u>2.3.1.3.</u> Réponse de l'ouverture économique au choc (PIB to OPEN).....	197
<u>2.3.1.4.</u> Réponse de la stabilité politique au choc (PIB to STAB).....	198
<u>2.3.1.5.</u> Réponse de la disponibilité des ressources (PIB to OIL).....	199
<u>2.3.2.</u> La décomposition de la variance	199
Conclusion	201
Conclusion générale.....	203
Annexe.....	210
Bibliographie	
Table des matières	

L'impact des investissements directs étrangers « IDE » sur la croissance économique en Algérie Durant la période 1990-2015

Résumé

L'investissement direct étranger (IDE) est au centre de la problématique de développement. Il occupe désormais une place de choix dans la plupart des pays du monde du fait de la convergence de deux préoccupations: celle des entreprises cherchant à s'internationaliser et celle des gouvernements qui cherchent à attirer de plus en plus de capitaux.

L'objectif de cette thèse a consisté à étudier, analyser et évaluer l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie et de déterminer les mesures de la politique économique qui ont été susceptibles d'attirer des investissements durant la période (1990/2015). Pour atteindre cet objectif, nous avons fait une étude économétrique par le biais d'un modèle à correction d'erreur vectoriel VECM.

Les résultats de notre étude montrent que, sous certaines conditions économiques particulières, l'investissement direct étranger affecte positivement le niveau de la croissance économique à long terme ; il permet, ainsi, d'améliorer la situation économique algérienne. Cependant les IDE ont un impact trop faible sur la croissance économique, en raison de la faible attractivité de l'économie algérienne.

Mots-clés : IDE, croissance économique, politique économique, VECM.

تأثير الاستثمار الأجنبي المباشر « IDE » على النمو الاقتصادي في الجزائر خلال الفترة 1990-2015

الملخص:

الاستثمار الأجنبي المباشر (IDE) هو مركز لقضية التنمية. ويحتل الآن مكانة بارزة في معظم بلدان العالم نظرا لتقارب شاغلين: أن الشركات تسعى إلى التدويل وأن الحكومات تسعى لجذب المزيد والمزيد من رأس المال. الهدف من هذا البحث هو دراسة وتحليل وتقييم أثر الاستثمار الأجنبي المباشر (IDE) على النمو الاقتصادي في الجزائر وتحديد تدابير السياسة الاقتصادية لجذب هذه الاستثمارات خلال الفترة (1990 / 2015)، ولتحقيق هذا الهدف، قمنا بالاستناد على دراسة قياسية لهته الفترة باستخدام نموذج تصحيح الخطأ VECM، وتشير نتائج دراستنا أنه في ظل ظروف اقتصادية معينة، الاستثمار الأجنبي المباشر يؤثر إيجابيا على مستوى النمو الاقتصادي على المدى الطويل؛ وبالتالي فإنه يمكن من تحسين الاقتصاد الجزائري. لكن الاستثمار الأجنبي المباشر له تأثير ضعيف على النمو الاقتصادي هذه النتيجة نظرا لضعف جاذبية الاقتصاد الجزائري.

الكلمات المفتاحية: الاستثمار الأجنبي المباشر، النمو الاقتصادي، السياسة الاقتصادية، VECM.

The Impact Of Foreign Direct Investment (FDI) On Economic Growth In Algeria During The Period 1990-2015

Abstract

Foreign direct investment (FDI) is at the heart of the development problem. It now occupies a prominent place in most countries of the world because of the convergence of two concerns : that of companies seeking to internationalize and of governments seeking to attract more and more capital.

The objective of this thesis is to study, analyze and evaluate the impact of FDI on economic growth in Algeria and to determine the economic policy measures likely to attract these investments during the period (1990/2015). To achieve this objective, we carried out an econometric study using a VECM vector error correction model.

The results of our study show that, under certain specific economic conditions, foreign direct investment affects positively the level of long-term economic growth; It thus makes it possible to improve the Algerian economic situation. So FDI has too little impact on economic growth. This is due to the low attractiveness of the Algerian economy.

Keywords: FDI, economic growth, economic policy, VECM.